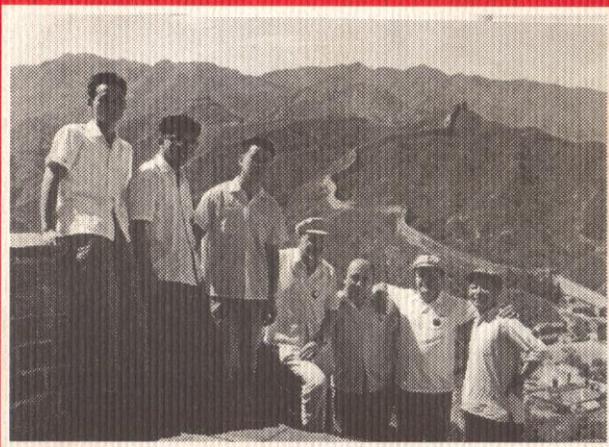


Jacques Jurquet  
**À Contre-courant**  
1963-1986

préface de Jean-Luc Einaudi



LE TEMPS DES CERISES



## Une vie de combats

Jacques Jurquet a joué un grand rôle dans ma vie. Indirectement, d'abord, puis plus directement à partir du moment où j'ai fait sa connaissance, en 1971, en devenant rédacteur bénévole au journal *L'Humanité rouge*. Depuis, nous ne nous sommes plus guère perdus de vue. Je n'avais que seize ans en 1967, lorsque je découvris *L'Humanité nouvelle*, le journal qu'il avait fondé avec quelques autres militants communistes en conflit avec la direction du Parti communiste français. La guerre américaine faisait rage au Vietnam, semant la mort et provoquant la révolte parmi les jeunes gens de ma génération. Cette révolte s'enracinait également dans les injustices de notre société capitaliste française. Je cherchais ma voie, comme il est normal à cet âge. Le Parti communiste français ne m'attirait pas, me paraissant exclusivement préoccupé par les élections. Le trotskysme ne me tentait pas, car j'avais été éduqué dans le respect des vainqueurs de la bataille de Stalingrad et de la résistance communiste. J'admirais Che Guevara et ses appels à la guérilla en Amérique latine, mais sa mort au combat marqua aussi son échec. Je me mis à lire quelques écrits de Mao Tsé-toung. En mai et juin 1968, lycéen, je me trouvais mêlé, en province, aux ouvriers en grève. Ce furent d'inoubliables journées d'espoir et de solidarité. Lorsque le mouvement reflua, il en resta l'idée que la révolution serait, un jour, possible en France. L'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques me confirma dans le rejet de l'URSS comme État impérialiste. Je décidai de m'engager plus avant et ce fut ainsi que je rejoignis, difficilement, les rangs du Parti communiste marxiste léniniste de France, dissous en conseil des ministres en juin 68, mais maintenu clandestinement. J'y cherchais à la fois une fidélité à ce que les communistes avaient fait contre le nazisme et une voie révolutionnaire.

La gigantesque Révolution culturelle en Chine, déclenchée par Mao Tsé-toung, semblait être une réponse à ce qu'était devenue l'URSS, une nouvelle voie pour le socialisme évitant l'embourgeoisement des cadres et leur transformation en oppresseurs du peuple.

C'était une illusion. En France, à la fin de ces années soixante et durant les années soixante-dix, ce qu'on a retenu sous le nom de « mouvement maoïste » regroupa des milliers de militants, jeunes pour la plupart, dans des groupes divers, plus ou moins importants et durables, s'opposant les uns aux autres. Je fus l'un de ces militants. Nous partageons, pour la plupart, le désir de « servir le peuple », c'est à dire les plus exploités de notre société en qui nous voyions les forces sociales de l'avenir. Ce fut aussi pour moi l'occasion de côtoyer de vieux militants communistes dont je regrette aujourd'hui de n'avoir recueilli les précieux témoignages, trop pris que nous étions à préparer la « révolution ». L'un d'eux, un ouvrier imprimeur, que je n'ai jamais connu que sous le pseudonyme de « Dugenou », dont il s'était fait appeler, avait été déporté au camp de Rawa Ruschka. On ne peut faire l'histoire de la France de cette époque sans prendre en compte ce mouvement, dans sa diversité. « A Contre-courant » est la contribution de Jacques Jurquet à cette histoire-là, dont il fut l'un des fondateurs et principaux acteurs. Il y a eu là une expérience historique, avec ses aveuglements, son échec, mais aussi sa grande générosité, qui mérite d'être transmise pour qu'elle serve à la réflexion de ceux qui refusent la domination sans partage du capitalisme sur la planète.

Il m'aura fallu, quant à moi, attendre 1982 pour rompre définitivement avec cet engagement, après avoir ouvert les yeux sur les réalités historiques et présentes du prétendu « socialisme » dans le monde. J'écrivais alors : « Dans la majeure partie des cas, la réalité du socialisme s'est transformée en la négation des objectifs pour lesquels il est né ».

De Jacques Jurquet, j'écrivais : « Je pense qu'il s'est beaucoup trompé, comme je me suis beaucoup trompé moi-même, et sans doute pense-t-il différemment de moi sur beaucoup de points. Mais je veux rendre hommage à la sincérité de ses convictions profondes et à l'intérêt que, je crois, il porte aux militants et aux hommes. »

Ces lignes demeurent valables, mais je dois cependant préciser que nous n'avons pas fait que nous tromper, loin s'en faut, et que bon nombre de nos actions étaient légitimes, comme l'était notre refus fondamental d'un système mondial de domination qui maintient dans la misère une grande majorité de l'humanité. En ce qui me concerne, les recherches que j'ai entreprises par la suite, sur les années de la guerre d'Algérie et le colonialisme français, sont issues de ce que j'ai appris alors, transmis par Jacques Jurquet et d'autres. Ce n'est pas un hasard si mon premier livre, « Pour l'exemple », traite de l'assassinat par exécution capitale de l'ouvrier communiste d'Algérie, Fernand Iveton, alors que François Mitterrand était Garde des Sceaux. L'affaire Iveton symbolisait à nos yeux l'impossible conciliation avec ce que représentait le futur Président de la République. Nous refusions tout autant le silence sur le passé de celui-ci, derrière qui se rassemblait la gauche officielle, que la honte de voir un Georges Marchais à la tête d'un parti communiste qui avait compté dans ses rangs tant de résistants. Cela fait maintenant trente ans que je connais Jacques Jurquet. Nos rapports sont passés du militantisme à l'amitié profonde, par-delà les désaccords, et je n'ai cessé de le découvrir, dans la riche diversité de sa vie.

Il est regrettable que les contraintes de l'édition ne permettent pas de publier actuellement l'intégralité de son autobiographie qu'il a rassemblée sous le titre « Les Hurlements de la vie » et dont j'espère vivement qu'elle pourra être éditée un jour. Il y voit sa vie en quatre grandes périodes : sa « période juive » ; sa « période stalinienne » ; sa « période algérienne ». Ce que vous allez lire n'est, en effet, que la quatrième période, la « période mao », de cette grande aventure.

Ses prises de position des années soixante, soixante-dix s'inscrivent dans le prolongement d'une expérience accumulée au cours des décennies précédentes et ne sont vraiment compréhensibles qu'à travers elle. Contrairement à une représentation qu'il a pu parfois donner de lui-même, Jacques Jurquet n'est ni un idéologue ni un dogmatique guidé par le respect des écritures « marxistes-léninistes ».

Le plus souvent, ce sont les circonstances de la vie, avec ses « hurlements » qui l'ont conduit à prendre position.

Dès les années trente, enfant, il baigna dans l'ambiance des luttes contre la montée du fascisme et pour le Front populaire, recevant de ses parents une éducation antiraciste. Son père, professeur puis proviseur, militant socialiste, et sa mère, hébergeaient alors des réfugiés antinazis, puis, plus tard, protégeront des enfants juifs contre leurs persécuteurs. À Fontainebleau, âgé de douze-treize ans, il était solidaire de ses copains juifs, insultés et agressés par les *Camelots du Roy*. Mais c'est sous l'occupation nazie que le cours de sa vie va définitivement être orienté et l'amour en fut la cause. À dix-huit ans, il rencontra, en effet, une jeune fille dont il tomba follement amoureux. Elle était juive, réfugiée de Pologne avec une partie de sa famille quelques années plus tôt. Cet amour fut aussi un magnifique acte de résistance à la barbarie des nazis et de leurs alliés de l'État français. Cela aurait suffi à ranger Jacques Jurquet parmi les Justes de ce XX<sup>ème</sup> siècle et à me rendre fier d'être l'ami de cet homme. Les deux jeunes gens se marièrent et eurent bientôt des enfants, mais ce n'était pas un conte et ils durent se cacher pour échapper aux rafles visant les juifs, vivant dans l'incertitude des lendemains. Mais la résistance de Jacques Jurquet à la barbarie s'exprima aussi par l'engagement politique et l'action. Fin 1941, à Marseille, quelques semaines après l'invasion de l'URSS par l'Allemagne nazie, il devint membre du Parti communiste clandestin. L'adhésion au communisme n'a pas la même signification selon les moments de l'histoire. Il fut un temps où cela n'avait pas d'autre sens que la défense de l'humanité, sans en attendre rien d'autre que les persécutions, les souffrances et la mort, si l'on venait à être pris. Ce fut le choix de Jacques Jurquet. Le communisme se trouve ainsi, chez lui, indissociable de son antinazisme et a été un engagement de tout son être. Les armées soviétiques, dirigées par Staline, étaient alors porteuses d'espoir. Le 14 juillet 1942, à Marseille, il manifestait contre l'occupant puis se trouva coupé de l'organisation communiste.

En juin 1943, dans le Jura, requis pour le Service du Travail Obligatoire, il s'évada en sautant du train qui le conduisait en Allemagne, entra dans l'illégalité et se cacha, avec d'autres jeunes fugitifs, dans des forêts.

Ayant retrouvé le contact avec des militants communistes, de pauvres vigneron, il reçut d'abord pour mission d'arracher toutes les « Affiches rouges » de la ville d'Arbois. Ces affiches de propagande nazie insultaient Manouchian et les combattants immigrés de son groupe, assassinés. Là encore, se faire prendre c'était risquer la mort. Il mena à bien cette action. Il participa ensuite activement à la guerre contre les troupes de l'occupant. En 1944, avec le grade d'aspirant, il devenait secrétaire du chef d'état-major des FFI du Jura nord, Roger Robbe, et s'engageait ensuite au Premier Régiment de Franche-Comté avant d'être blessé en novembre 1944. Je me souviens avoir lu, il y a de cela des années, un recueil de nouvelles écrites par Jacques au sortir de la guerre. Cela s'appelle « Du temps d'angoisse ». J'en garde le souvenir de textes magnifiques et terribles. Nombre de ses camarades et proches ne survivront pas au nazisme. La famille de sa femme, demeurée en Galicie, fut exterminée par les nazis. Après guerre, fidèle à son engagement de la Résistance, il milita au Parti communiste, dans le Jura, puis en Seine-et-Marne et à Marseille. Il participa aux luttes de l'époque, connut la prison, les répressions policières, tint dans ses bras un camarade mort lors d'une manifestation. De ces années, il a gardé aussi le remords d'avoir participé à l'exclusion du Parti d'un communiste accusé de « titisme ». Cet homme avait participé à la Résistance aux côtés des partisans yougoslaves et refusait de croire aux accusations lancées contre Tito. Ce fut à l'occasion de la Guerre d'Algérie que les désaccords de Jacques avec la politique du PCF commencèrent à apparaître. En 1956, il désapprouva le vote des Pouvoirs spéciaux à Guy Mollet par les députés communistes. Surtout, ce fut aussi en cette année qu'il rencontra Baya. Une seconde fois, l'amour d'une femme allait orienter sa vie de façon décisive.

Baya, pour moi inséparable de Jacques depuis que je le connais, venait d'être expulsée d'Algérie, son pays, par un décret du Ministre résident, le socialiste Robert Lacoste, en même temps que d'autres communistes d'Algérie.

Fille du peuple algérien, elle avait été membre du Comité central du Parti communiste algérien et avait joué un rôle de premier plan dans le mouvement des femmes.

En 1959, le Comité fédéral des Bouches-du-Rhône, dont il était membre, demandait à Jacques de mettre fin à sa relation avec elle. En fait, il s'agissait là d'une orientation générale de la direction du PCF, allant jusqu'à l'exclusion des militants soupçonnés d'être en contact avec le FLN. Il choisit de vivre avec Baya, tout simplement parce qu'il l'aimait. On lui demanda alors de démissionner du Parti. Il refusa, fut remis à la base et écarté du Comité fédéral. À partir de 1960, en accord avec le FLN, sans demander l'avis du PCF, il se rendit dans des bidonvilles de Marseille pour y apporter une aide alimentaire. Cela dura jusqu'à l'indépendance de l'Algérie. Tout en demeurant membre du PCF, il n'en respectait plus l'injuste discipline.

Les années de la guerre d'Algérie avaient préparé le terrain de ce que Jacques Jurquet appelle sa « période mao » qui constitue le contenu de ce que vous allez lire.

Il y a une cinquième période qu'il faudrait bien que Jacques écrive aussi. Depuis 1986, année où s'achève le texte, Jacques et Baya Jurquet n'ont cessé de poursuivre leur combat, contre tous les racismes, au cœur des mobilisations marseillaises. Il y a quelques semaines, en décembre 2000, lui et moi étions à la même tribune, à Marseille, pour une réunion sur la guerre d'Algérie en France, que l'extrême-droite avait prétendu interdire. En 2001, Baya aura 81 ans ; Jacques, 79. Ils gardent l'un et l'autre la jeunesse de ceux qui continuent à lutter et à s'interroger. Je peux témoigner qu'alors que nous entrons dans un nouveau siècle, Jacques Jurquet ne cesse de lire, d'écrire, de réfléchir, de dialoguer, de se remettre en cause, de chercher, à propos de l'expérience historique du (ou des) communisme dont il demeure convaincu qu'il est l'avenir du monde.

Jean-Luc Einaudi



*Jacques Jurquet, lors d'une conférence de presse, à Paris, le 15 octobre 1975.*

Au cours de l'été 1963, une campagne soutenue fit son apparition dans les colonnes de *L'Humanité*. Le Comité central, le Bureau politique, le secrétariat et le secrétaire général du Parti communiste français soutenaient les thèses avancées par le Parti communiste d'Union soviétique contre le Parti communiste chinois. Chaque jour le quotidien publiait une résolution émanant d'un Comité fédéral réuni dans un département donné, dont le contenu restait invariablement le même. Cette prise de position était présentée comme ayant été adoptée à l'unanimité des membres de l'organisme concerné. Ce qui devait être rigoureusement exact. Quel membre d'un organisme dirigeant départemental aurait osé à cette époque s'opposer à la ligne décidée par les dirigeants du Parti ? Une telle attitude était impensable. Je savais bien que sur l'Algérie je m'étais retrouvé seul, avant même d'être sanctionné.

Les communistes français condamnaient la ligne politique imputée à Mao Zedong, accusé de « vouloir édifier le socialisme sur les ruines encore fumantes d'une troisième guerre mondiale ». Interprétation fallacieuse de la position de la Chine populaire qui refusait de signer le traité américano-soviétique de Moscou sur les armes nucléaires. Quatre autres pays socialistes adoptaient la même attitude : l'Albanie, le Vietnam, la Corée du Nord et Cuba. En Europe occidentale seule la France alors dirigée par le général De Gaulle refusait aussi de se plier à la politique des deux super puissances.

Au début mon épouse et moi-même n'accordâmes à cette question qu'une attention presque indifférente. Puis sa répétition et sa présentation en encadré à la une de notre quotidien finirent par nous interpeller. Enfin nous prîmes conscience qu'il s'agissait d'une entreprise politique à laquelle la direction du Parti communiste français entendait consacrer d'énormes efforts. D'évidence, le Bureau politique désirait mobiliser toutes les forces du Parti pour développer une

immense opération idéologique contre le leader de la Révolution chinoise et contre les thèses alors défendues par le Parti communiste chinois.

Une nouvelle fois, je me sentis en difficulté. Mon vieil esprit de discipline et de totale confiance dans le Parti était de nouveau mis à mal, après les délicates péripéties connues pendant la longue période du combat patriotique du peuple algérien. Une lancinante question taraudait ma pensée : n'étais-je pas tout simplement un petit bourgeois incapable de raisonner fondamentalement dans le respect du matérialisme dialectique ?

Mais Baya que toute son existence passée protégeait de l'accusation d'être une « petite bourgeoise », était plus catégorique. Elle refusait de croire que Mao veuille la guerre. Elle ne pouvait oublier les quelques mois passés en Chine en 1949, lorsqu'elle s'y était rendue à l'occasion du Congrès des Femmes d'Asie. Elle me répétait que s'il lui fallait choisir entre les communistes soviétiques et les communistes chinois, elle n'aurait pas une seconde d'hésitation : les seconds appartenaient comme elle au Tiers-monde. Le souvenir qu'elle en gardait était celui de militants modestes, attentifs, dévoués, souvent proches des paysans comme elle se sentait elle-même, dans son propre pays, proche des fellahs. Tandis que les cadres soviétiques lui étaient apparus comme trop sûrs d'eux, imbus des victoires passées de leur peuple, n'acceptant pas des avis différents des leurs, même si elle s'était enthousiasmée pour les réalisations soviétiques, les mesures sociales, notamment celles en faveur des femmes et des enfants. Elle m'assurait que Soviétiques et Chinois faisaient preuve de psychologies différentes et qu'elle préférait nettement les comportements des camarades de Chine. Elle se sentait plus proches d'eux.

La fin de notre séjour de vacances nous imposa le retour dans nos pénates marseillaises. *L'Humanité* poursuivait sa campagne manichéenne. A Marseille, le quotidien régional du Parti suivait sans la moindre variante. Nous retrouvions dans *La Marseillaise* ce que nous avions lu dans le quotidien central.

Depuis ma mise à l'écart du Comité fédéral en 1959 pour que ma vie commune avec Baya, militante supposée appartenir au FLN algérien, ne place pas le parti en danger de mise hors la loi, je ne

me sentais jamais très à l'aise avec mes camarades, même avec les plus proches.

Lorsque j'intervenais dans ma cellule ou dans les organisations syndicales, mes compagnons étaient sur la défensive, craignant toujours que je cherche à les entraîner sur des positions contraires à celles du Parti.

Toutefois je dois reconnaître que nombre d'entre eux me gardaient une considération amicale manifeste. Telle était l'attitude d'un ancien combattant grand blessé de guerre, amputé d'un bras, originaire du Mali, Amet El Moktar, ou encore de Daniel Hamiche, dont le père était un travailleur immigré venu de Kabylie dès avant la seconde guerre mondiale. Des copains français connaissant ma biographie, continuaient aussi à me respecter, et savaient parfaitement que je n'étais pas un emmerdeur systématique comme d'autres avaient voulu le décréter dans certaines sphères dirigeantes.

Quoi qu'il en soit, dès la première réunion de ma cellule, je mis les pieds dans le plat.

À vrai dire je me sentais encouragé par le fait que mon beau-frère, militant aussi ancien que je l'étais moi-même, et ma sœur, observaient les mêmes réactions que Baya et moi-même à propos de la formidable campagne anti-chinoise qui submergeait toutes les structures de notre Parti.

Mes camarades de cellule furent plutôt indifférents, écoutant mes questions, mais s'en tenant, pas tous d'ailleurs, à ce qu'ils avaient lu dans notre presse. Enfin, voyons, me disaient-ils, Mao ne proclamait-il pas que la bombe atomique n'était qu'un tigre de papier ? La Chine ne refusait-elle pas de signer le fameux accord international que l'on appelait communément le « Traité de Moscou », traité de non-prolifération nucléaire, exactement comme la France alors dirigée par notre ennemi de classe, le général De Gaulle ? Roger Moretti comme Marcel Delaygue étaient sincèrement stupéfaits que je pose d'insidieuses questions sur les relations effectives entre les Partis communistes soviétique, chinois et français. Pour démontrer que je demeurais un militant sincère et dévoué, je participais activement à toutes les initiatives de distribution de tracts ou d'affichage qui n'abordaient pas le

problème opposant les deux plus grands partis communistes du monde et de l'histoire. Notre matériel de propagande concernait surtout les questions sociales liées à la vie dans notre entreprise, une concentration de plusieurs centaines de fonctionnaires.

Mais je me souviens que pendant quelques mois, je ne parvenais pas à rencontrer un seul militant qui exprime les mêmes désaccords que ceux définitivement présents dans mon esprit.

Nous étions quatre, regroupés par nos liens familiaux, à discuter de longues heures lorsque nous nous retrouvions. Christian Maillet appartenait à une cellule du quartier de Vauban ; seul un jeune Algérien, ouvrier maçon, le soutenait.

Nous nous étions remis à étudier les documents publiés en français sur le XXe Congrès du Parti soviétique au cours duquel Khrouchtchev avait étalé de graves critiques contre le «culte de la personnalité» de Staline. Mais je sais aujourd'hui qu'il ne s'agissait que d'une version édulcorée du fameux rapport secret dont j'ai pu prendre connaissance depuis lors. Nous lisions et relisions différents articles publiés dans « *Les Cahiers du communisme* » tant par des dirigeants soviétiques comme Fourtseva, que français. Nous ne parvenions pas encore à nous faire une opinion précise et solide sur la situation nouvelle agitant le monde communiste. Mais nous demeurions fermes sur nos critiques vis-à-vis de notre propre parti concernant plusieurs de ses positions vis-à-vis de la Révolution de libération nationale algérienne. Sur ces points-là nous avions désormais des certitudes, qui nous conduisaient à penser que le parti n'était pas infaillible comme nous l'avions cru pendant vingt ans. Le bon sens ordinaire de Baya et de ma sœur dominait nos discussions souvent passionnées. La crise profonde que nous avions ressentie à propos de l'Algérie connaissait un prolongement inattendu dans les contradictions opposant les dirigeants soviétiques et chinois. Nous souffrions de manquer d'informations émanant de ces derniers. Nous ne disposions que des comptes-rendus publiés par notre presse française à propos des dernières conférences internationales réunissant à Moscou les Partis communistes du monde entier. Nous savions que celle réunissant

81 Partis communistes, avait été l'occasion de sévères contradictions entre les dirigeants soviétiques et albanais, soutenus par les délégués chinois. Mais nos informations s'arrêtaient là. Cette période fut pour nous un moment de désarroi, mais nous sentions bien que cette situation allait nous conduire beaucoup plus loin. Nous n'étions pas disposés à nous laisser aller, à tout abandonner, loin de là.

-2-

En octobre 1963, je découvris dans le centre de la ville des affichettes annonçant la projection d'un film chinois par « le Comité de Marseille de l'Association des Amitiés franco-chinoises ». Le quotidien local du Parti n'y fit aucune allusion.

Je décidai de m'y rendre pour manifester l'intérêt que je continuais à porter à la République populaire de Chine, avec la curiosité de voir, par moi-même, qui pouvait encore s'occuper d'une formation susceptible de devenir suspecte aux yeux des communistes français. J'étais d'ailleurs certain qu'en me rendant à cette séance j'effectuais un acte d'indiscipline vis-à-vis du Parti, mais d'emblée j'en acceptais toutes les conséquences. Ma résolution en ce sens tenait au fait que j'étais convaincu que la ligne anti-chinoise était fondamentalement erronée. Ce n'était pas une ligne internationaliste prolétarienne !

Je ne conserve aucun souvenir du titre de la projection cinématographique, ni même de la salle où elle eut lieu. Ma mémoire ne retient de cette séance que les faits qui allaient précipiter mon engagement dans le processus militant me conduisant jusqu'à la rupture avec le Parti de ma jeunesse. Mais ce dernier était-il encore semblable à celui qui avait suscité mon adhésion, mes convictions et mon ardent engagement militant ? Je ne le pensais plus. C'était lui qui avait changé, pas moi.

Il y eut une bonne centaine de spectateurs, la salle étant relativement exiguë elle paraissait remplie. Un homme que je ne connaissais pas, grand, costume trois pièces sombre, cravate, lunettes épaisses, chevelure poivre-sel prit la parole et se présenta en qualité de Président du Comité.

Ce Monsieur Deschamps, dont l'éloquence n'était pas la suprême qualité, fournit quelques explications sur le fonctionnement de l'association, évitant soigneusement toute référence d'ordre politique et dit son intention de présenter d'autres films chinois à Marseille. Je compris spontanément que ce personnage n'était nullement communiste, mais pouvait être un ami de la Chine pour des raisons que je ne pus imaginer.

Lorsque la foule se leva pour sortir et se dispersa en passant par un étroit couloir, un autre des organisateurs dont le visage ne m'était pas inconnu, s'approcha de moi et m'interpella de façon directe. Lui savait parfaitement qui j'étais, il me nomma par mon patronyme et se présenta comme un camarade. Je n'avais aucune raison de ne pas l'écouter ou de recourir à une attitude de vigilance comme je l'avais si souvent observée au cours de ma vie de militant. Je lui dis ma surprise de constater que des camarades puissent encore s'occuper d'une association favorable aux Chinois. Il me proposa alors de sortir pour nous rendre dans un bar voisin « prendre un pot » et bavarder un instant.

Mon interlocuteur commença par énoncer son identité, Marcel Coste, adhérent du Parti depuis plusieurs années, exerçant depuis un an les fonctions de secrétaire du Comité local des Amitiés franco-chinoises. Il m'indiqua aussitôt que le présentateur de la séance n'était pas engagé politiquement, mais il le qualifia d'homme plutôt anarcho-libertaire, peut-être gaulliste, donc à classer à droite. Mr Deschamps était un petit industriel, passionné par la vieille Chine, par l'art, par l'architecture, par la cuisine chinoise. Il m'informa aussi qu'il y avait dans la salle quelques camarades, peu nombreux, mais il fut prudent et ne fit aucune allusion le premier aux désaccords entre notre Parti et son homologue qui détenait le pouvoir en Chine. Comme je n'avais réellement rien à perdre en révélant ce que j'en pensais, je lui expliquais donc de manière abrupte mon point de vue sur cette question. Son visage s'éclaira alors et je compris que nos avis convergeaient. Dès lors, il me raconta le déroulement du dernier Congrès national de l'Association, où l'immense majorité des délégués avaient approuvé l'attitude politique du Parti et transformé

« l'amitié » jusque-là proclamée en hostilité ouverte vis-à-vis de la politique internationale de la Chine communiste et de ses dirigeants. La délégation de Marseille à laquelle il avait participé avec M. Deschamps et un communiste de longue date, Fortin, ancien combattant de la Résistance, s'était trouvée complètement isolée, avait refusé de voter la déclaration finale hostile à la Chine et n'avait pas manqué d'être injuriée par quelques énergumènes particulièrement excités.

La confiance entre nous s'étant rapidement établie, Marcel Coste m'indiqua les noms de quelques très rares adhérents du Parti qui condamnaient la ligne imposée par le Comité central. Je ne connaissais pas personnellement ces militants, mais avais souvent entendu parler d'eux en bien. La plupart étaient des intellectuels ou des titulaires de professions libérales. Le Docteur Luccia, d'Aubagne, figurait parmi eux. Il avait été, en son temps, l'un des organisateurs du service sanitaire du Vietnam ; un autre médecin dont j'avais chaudement apprécié le comportement pendant la Révolution algérienne était le Docteur Jo Roger, dont on disait qu'il avait organisé la libération d'un des arrondissements de Paris en 1944 en qualité de chef d'un groupe de F.T.P. et d'Étudiants communistes. Il y avait aussi des ouvriers, moins nombreux, que je n'avais jamais rencontrés.

Finalement je donnai volontiers mon adresse à Marcel Coste, qui me fit part de son intention de réunir les quelques militants qui partageaient nos positions. Il m'assura qu'il était indispensable que nous examinions ensemble comment lutter contre la condamnation imposée par la direction du PCF ainsi que par celle, encore plus incompréhensible, du Parti soviétique. Coste me promit aussi de me faire parvenir des documents édités en français par les communistes chinois, notamment l'hebdomadaire *Pékin-Information*. Les adhérents de l'Association étaient tous abonnés depuis des mois et des années à cette publication qui entraînait en France sans difficulté bien que notre pays n'entretienne aucune relation diplomatique avec le gouvernement chinois.

Il ne m'en dit pas plus ce jour là, il s'agissait d'une simple prise de contact. Il m'indiqua simplement que son frère, Paul, ouvrier mineur et conseiller municipal de Saint-Savournin, était entièrement acquis à nos idées.

Je me rendis chez ma sœur et mon beau-frère et leur annonçai avec une certaine exaltation que nous n'étions plus seuls. D'autres membres du Parti pensaient comme nous !

Quelques jours plus tard je reçus la proposition d'adhérer à l'Association des Amitiés franco-chinoises et m'empressai de renvoyer mon bulletin dûment rempli accompagné d'un chèque représentant la cotisation en vigueur.

Une assemblée des membres de cette formation fut convoquée dans un grand café du boulevard Longchamp. Une arrière-salle assez vaste recevait les réunions de différentes associations. En vérité nous étions trop peu nombreux pour la remplir, mais l'endroit était agréable et pratique. Il fallait payer une somme fixe et consommer sur place les boissons que nous aurions pu boire ordinairement sur le zinc ou dans le café proprement dit. Coste m'informa en aparté qu'il convenait de ne pas trop insister sur les aspects politiques, parce qu'étaient présentes des personnes susceptibles de ne pas s'intéresser aux mêmes questions que nous. Tel était le cas très spécial du Président. En effet à cette époque certains des adhérents n'étaient présents qu'en raison de leur intérêt pour tout ce qui pouvait représenter l'Extrême-Orient, et souvent, sans qu'ils ne s'en rendent compte, la vieille Chine d'avant la Révolution. M. Deschamps admirait la Chine surtout parce qu'il voyait en elle une puissance susceptible de s'opposer à l'Union soviétique. Bref, je demeurai plutôt réservé et ne mis nullement en avant les véritables raisons de ma présence. D'ailleurs, pour être franc, j'avoue que je ne me sentis pas très à l'aise au milieu de ces gens inconnus qui me parurent être avant tout des bourgeois socialement et culturellement. En mon for intérieur, je ressentais bien que je n'étais pas venu dans ce groupement pour seulement m'extasier devant de belles reproductions de peinture ou pour envisager des rencontres fondées sur une communauté de goût pour une cuisine particulièrement réputée. Car l'assemblée devait se poursuivre par un repas dans le seul

restaurant chinois de Marseille, à cette époque, qui se trouvait près du Cours d'Estienne d'Orves, au premier étage.

Bien entendu mes motivations profondes étaient tout à fait différentes. Au demeurant, les camarades ouvriers dont m'avait parlé Marcel Coste, n'étaient pas venus. Seule l'épouse de l'un d'entre eux, secrétaire du syndicat des marins C.G.T. du port de Marseille, était présente. Son mari effectuait un voyage professionnel vers le Japon. Je crus comprendre que cette personne exerçait la fonction de secrétaire administrative du Comité.

Au moment de la dispersion, j'eus un court entretien avec Marcel Coste qui me présenta quelques uns des militants communistes présents. En premier Fortin, dont j'appris qu'il était professeur de dessin et qu'il avait été le graveur de fausses cartes d'identité pendant la Résistance en Bretagne. Je pus aussi m'entretenir quelques secondes avec Marcel Juliot qui appartenait à la cellule des cheminots de la gare Saint-Charles, Paul Coste, mineur à Gardanne, Pietri, cadre moyen des Postes et son épouse. Nous convînmes qu'il était indispensable que nous nous rencontrions en dehors de l'Association pour examiner ensemble ce que nous pourrions faire à l'intérieur même du Parti. Un rendez-vous nouveau fut fixé pour quelques jours plus tard, en soirée, dans l'arrière-salle de ce café « Le Longchamp », près du carrefour des Mobiles.

-3-

Lors de la rencontre qui suivit, Coste nous apporta le document qui devait sceller définitivement mon accord avec les positions du Parti communiste chinois. Il s'agissait d'un texte intitulé « Propositions concernant la ligne générale du mouvement communiste international » daté du 14 Juin 1963. Il constituait une réponse à une lettre du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique du 30 mars de la même année. La traduction en langue française provenait des Editions en langues étrangères de Pékin.

Par la suite nous n'avons jamais nommé ce document capital autrement que par l'appellation des « 25 points » des Chinois.

Rentré chez moi, j'en lus d'une seule traite la totalité. Ce fut certainement l'un des moments les plus heureux de ma vie. Tout simplement parce que je me rendis compte que toutes les idées qui traversaient mon esprit depuis un certain temps, mais qui s'accompagnaient jusque-là d'une certaine angoisse, se trouvaient clairement exprimées dans la déclaration officielle du Parti frère.

Il y avait un lien direct entre mes réactions déjà anciennes à propos de l'attitude de mon Parti vis-à-vis de la Révolution de libération nationale du peuple algérien et ce que je lisais dans ces 25 points. J'y retrouvais mes réactions sensibles et profondes. Je compris que je n'étais pas seul. D'autres communistes de par le monde étaient du même avis sur nombre de questions. C'était pour moi à la fois une surprise et l'occasion d'une extraordinaire satisfaction.

Mais ici, il est très important de faire une mise au point. Cette adhésion signifiait-elle que je tenais la stratégie et la tactique du Parti communiste chinois comme applicable universellement, et plus spécialement en France ?

Rien ne serait plus stupide et dogmatique que de supposer un seul instant que tel était le fond de mon engagement. Si je considérais comme parfaitement valables les explications fournies sur le plan international, opposées aux graves erreurs alors commises par les communistes soviétiques et tous les partis du monde entier à leur remorque, je ne pensais absolument pas que l'expérience de la Révolution chinoise était susceptible d'être appliquée au cas de la France et de nombreux autres pays. Des principes importants avaient leur valeur et leur portée partout dans le monde, mais il me semblait indispensable de savoir les conjuguer avec les conditions spécifiques de chaque pays, de chaque nation, de chaque état, de chaque peuple. Il fallait que nous agissions de façon tout à fait contraire aux méthodes imposées par le Parti communiste d'Union soviétique au Parti communiste français et acceptées par lui. Si nous nous mettions à la remorque d'un autre parti, n'exécuterions que ce qui lui convenait ou que ce qu'il désirait et pensions qu'il connaissait mieux que nous la situation dans notre propre pays, nous irions

inévitablement vers de nouveaux échecs.

Une réunion des membres du Parti français en désaccord avec ce que les dirigeants voulaient leur imposer fut envisagée, puis convoquée le 25 novembre 1963. Entre-temps nous avions déjà édité un bulletin des plus modestes dans le but de faire de la propagande en faveur des 25 points à l'intérieur même des cellules. Il était indispensable que nous disions à nos camarades que nos dirigeants les trompaient en leur cachant les véritables positions du Parti communiste chinois.

Compte tenu de ce qui est désormais connu concernant le mouvement fallacieusement proclamé « maoïste » en France, falsifié par d'innombrables fantaisies et escroqueries de toutes origines, je crois utile d'avancer ici une précision qui s'impose sur le plan de l'histoire.

Les premiers militants qui eurent le courage de récuser les thèses anticommunistes des dirigeants soviétiques, et français à leur remorque, dès 1963-1964, furent toutes et tous des adhérents du Parti communiste français. Peu nombreux certes, mais néanmoins suffisamment connus et expérimentés pour demeurer crédibles et respectés. Tous étaient membres à part entière du Parti et ne provenaient nullement de forces politiques extérieures. A eux tous ils comptaient des siècles d'activités militantes au service exclusif de leurs idées qu'avait si longtemps soutenu le Parti fondé à Tours dans une lutte historique mémorable contre les idéologues de la social-démocratie. Plusieurs d'entre eux avaient combattu dans les rangs de la Résistance au nazisme et au fascisme du gouvernement de Vichy.

-4-

Cette réunion extraordinaire ne rassembla pas un club de bavards.

Nous nous étions déjà baptisés « Cercle d'études » tout en considérant que nous demeurions rattachés à l'Association des Amitiés franco-chinoises.

La discussion y fut parfois passionnée, dans le respect mutuel des uns et des autres. Il y eut sept points à l'ordre du jour, le contenu de chacun resta extrêmement concret. Ce jour-là fut préparé le premier voyage en Suisse destiné à une prise de contact avec les représentants du Parti communiste chinois, qui ne pouvaient être que des diplomates accrédités. Il n'y avait pas encore de relations diplomatiques entre la France et la République populaire de Chine, les gouvernants français anticommunistes ayant jusque-là refusé d'officialiser toute reconnaissance du régime mis en place, depuis cinq ans, par la Révolution chinoise. Il était donc nécessaire de se rendre à l'étranger pour rencontrer des camarades chinois.

Coste avait déjà établi le contact utile avec l'ambassade de Berne au titre de l'Association des Amitiés franco-chinoises. Je pense qu'il s'y était déjà rendu en compagnie du Président Deschamps. Je suppose que ces deux amis de la Chine étaient au courant de l'itinéraire emprunté antérieurement par les dirigeants des Amitiés franco-chinoises pour rencontrer des représentants habilités du peuple concerné. Le Professeur Jean Dresch, Président de l'Association et membre lui aussi du Parti communiste français, avait dû se rendre plusieurs fois dans cette ambassade à l'étranger.

Mais cette fois-ci, il ne s'agissait plus d'amitié, mais de relations politiques. Le sujet était autrement plus délicat, nous en étions tous conscients.

Que déclaraient alors dans les cellules les envoyés des organismes de direction de notre Parti ? En voici un exemple, recopié sans la moindre censure ou modification, dans le cahier des procès-verbaux de notre cercle :

« Réunion du 2 décembre 1963.

.../... Le rôle du bulletin : renforcer et rétablir la vérité.

Coste demande la parole pour nous tenir au courant de la dernière réunion de la cellule de Saint-Savournin.

Principaux arguments de Marcel Guizard (je précise ici : membre du Bureau fédéral et directeur de *La Marseillaise*) :

1°) La Chine est devenue belliciste.

2°) Mao Tsetoung est un fauteur de guerre du genre de De Gaulle.

3°) Le P.C.C. a repris la thèse trotskyste de la révolution permanente.

4°) Les guerres amènent le fascisme et le pouvoir personnel.

5°) La Chine n'a même pas la reconnaissance du ventre envers l'U.R.S.S.

6°) Le P.C.C. n'a jamais réuni de Congrès depuis 1956

7°) *L'Humanité* n'est pas obligée de faire paraître tous les écrits chinois »

Notre cercle décida de consacrer une partie de nos réunions à des exposés éducatifs portant sur des questions précises fixées à l'avance.

Ainsi me revint la tâche de présenter le premier de ces exposés, dont le sujet fut choisi à l'unanimité : « La guerre nationale libératrice du peuple algérien ». Je présentai cette étude lors de notre rencontre du 4 décembre 1963. Une large discussion suivit et contribua à enrichir nos connaissances respectives. En vérité, les conditions économiques et sociales des deux peuples pourtant si distants géographiquement l'un de l'autre, le peuple chinois et le peuple algérien, comportaient des ressemblances certaines, tous deux étaient des peuples du Tiers-monde, tous deux avaient réalisé des révolutions de libération nationale. Je suis persuadé que nous étions bel et bien des communistes tiers-mondistes dans la mesure où nous considérions comme contribuant à la révolution mondiale les luttes armées qu'avaient soutenues si longtemps les patriotes algériens comme les patriotes chinois.

La révolution de libération anticolonialiste du peuple vietnamien, pour laquelle j'avais naguère dépensé tant d'activité conformément à la ligne de mon Parti, s'inscrivait dans le même phénomène désormais historique à l'échelle de la planète, la décolonisation.

Les mois passaient à une vitesse vertigineuse. À partir d'un certain moment je me mis à distribuer ouvertement les tracts et bulletins que nous éditions avec nos maigres ressources. Aucun militant de ma cellule ne me les refusait, mais

je suppose qu'aucun d'entre eux ne les lisait attentivement, sauf peut-être El Moktar et Hamiche.

J'avais décidé de soutenir la lutte au sein du Parti jusqu'à son terme, c'est-à-dire que j'entendais laisser aux dirigeants révisionnistes modernes la responsabilité et l'initiative de s'opposer à leur manière habituelle à mes activités contraires à la ligne qu'ils défendaient. Mais à ce moment-là je ne songeais nullement à créer d'autres structures militantes que celles existantes. Que je sois précis, j'entends par là que je n'envisageais pas du tout qu'il soit nécessaire de créer un nouveau Parti ou toute autre forme de regroupement. Mon activité au cercle encore plus ou moins rattaché à l'Association des Amitiés franco-chinoises me semblait suffire pour contrebalancer l'influence de la ligne imposée par les organismes dirigeants du Parti. Au fond, je croyais pouvoir agir de la même façon que pendant la Révolution algérienne, c'est-à-dire faire prévaloir dans mes actes mon point de vue sans pour autant quitter les rangs de ma cellule de base.

-5-

Notre premier voyage à Berne au siège de l'Ambassade de la République populaire de Chine se déroula sans problème, naturellement pendant une fin de semaine, nous permettant de rencontrer nos amis le Samedi après midi et le Dimanche matin. Le reste du temps se passa en train, de Marseille à Lyon puis de Lyon à Genève et enfin, en Suisse, de Genève à Berne. Le retour, avec les mêmes étapes, mais évidemment en sens inverse.

Les entretiens que nous eûmes avec les camarades chinois ne présentaient en vérité aucun caractère subversif immédiat, du moins par rapport aux Etats suisse et français. Nous étions des révolutionnaires, mais nous savions parfaitement que la

situation n'était pas mûre dans notre pays pour un passage imminent au socialisme, nous n'étions ni fous ni remplis d'illusions.

Le premier secrétaire nous fit un large tour d'horizon politique. Puis il fournit des précisions sur le rapport de forces entre les révisionnistes modernes et les marxistes-léninistes sur le plan international.

Le Parti communiste chinois, dit-il, estimait qu'en Yougoslavie comme en U.R.S.S., les conditions existaient désormais pour un retour au capitalisme. Dans ces pays, seuls les communistes fidèles aux principes pourraient changer cet état de choses de l'intérieur de leurs propres rangs.

À notre question « Existe-t-il aussi des révisionnistes en Chine ? », il répondit par l'affirmative. « Nous les observons. L'étude d'un phénomène négatif est toujours enrichissante. C'est ce que nous appelons en Chine l'enseignement par la négative. »

A une autre question « Y a-t-il des soviétiques marxistes-léninistes qui luttent contre la perversion révisionniste moderne ? », il répondit aussi par l'affirmative. « La lutte est pour eux difficile. »

Le dimanche soir, nous étions de retour à Marseille.

Nous n'avions pas pris de note par écrit, mais en ce qui me concerne j'avais bien en tête tout ce que nous avaient expliqué les diplomates chinois.

J'avais été impressionné par l'attitude de nos hôtes. Il s'agissait de cadres d'un niveau certainement élevé, très éduqués politiquement, exerçant des fonctions d'une très grande portée internationale. Mais tous m'étaient apparus comme modestes, simples, chaleureux de manière nullement hypocrites, intelligents, capables de comprendre notre situation et d'en parler sans nous imposer la moindre décision. Ils savaient aussi écouter avec la plus sérieuse attention.

Il a été écrit par quelques auteurs occidentaux que le Parti communiste chinois, à cette époque, nous aurait donné l'injonction d'avoir à créer un nouveau parti. J'oppose un démenti catégorique à ce genre d'assertion gratuite. Jamais un

représentant chinois ne nous donna quelque ordre ou directive que ce soit, au contraire, tous s'efforcèrent, à chaque rencontre avec nous, de nous inciter à trouver des solutions par nous mêmes, de ne prendre de décisions que mûrement réfléchies en ne comptant que sur nos propres forces. Toute digression sur ce point ne relève que de la littérature et de la contrevérité historique.

En vérité, à mon retour de ce premier voyage pour rencontrer des communistes chinois, je demeurais convaincu de la nécessité de demeurer dans les rangs du Parti communiste français pour y soutenir l'indispensable lutte contre la déviation révisionniste moderne des dirigeants du plus haut niveau.

Mon beau-frère Christian Maillet partageait le même point de vue.

Bien entendu nous eûmes de longs entretiens que j'appellerais maintenant « de famille », mais ce fut surtout au sein du cercle né de l'Association des Amitiés franco-chinoises que se développa une discussion très approfondie, souvent contradictoire et passionnée.

Baya et ma sœur Annie ne participaient pas à ces réunions, mais nous ne cessions de nous entretenir avec elles. Outre ses convictions politiques très catégoriques, critiques vis-à-vis du Parti communiste français sans en devenir ennemie depuis la période de la Révolution algérienne, ma compagne ne cachait jamais sa préférence marquée pour le comportement idéologique et le tiers-mondisme des Chinois, si différents de ceux des Soviétiques et de la plupart des dirigeants français.

-6-

Ayant abordé la question de notre structure politique et de son avenir, nous fûmes unanimes à considérer qu'il était nécessaire d'aller de l'avant en nous organisant de façon toujours plus concrète entre nous.

Le cercle fut alors couronné par une direction : R. devint Secrétaire général, Coste Marcel fut chargé d'assurer la liaison avec l'Association des Amitiés franco-chinoises, Maillet eut la responsabilité de l'administration, ces trois camarades constituant une direction collective. Un bureau fut également mis en place. J'eus en charge l'organisation.

Si je cite tous ces militants c'est pour répondre à la nécessité de respecter ce qui est désormais en train de disparaître dans les profondeurs de l'histoire. Une histoire totalement méconnue par les jeunes Français, y compris celles et ceux qui placent leurs espoirs dans le Parti communiste français.

Car, ce pour quoi j'avais opté à cette époque était juste, je sais aujourd'hui que les communistes chinois avaient raison face à leurs calomniateurs soviétiques. J'en étais déjà convaincu, mais depuis ce moment, l'Union soviétique s'est effondrée. La République populaire de Chine poursuit son destin politique en conservant à sa tête pour le conduire le Parti communiste chinois. Tous les militants devraient réfléchir à ce constat irréversible, même si les médias occidentaux accréditent l'idée que la Chine est devenue capitaliste, ce que contestent les dirigeants chinois. Pour eux, leur parti et leur Etat mettent en œuvre un « socialisme à la chinoise ». Leur premier objectif vise à arracher à la misère des centaines de millions de leurs compatriotes. Pour l'instant ils réussissent à en soustraire à la précarité 30 millions par an.

De plus, pour ce qui concerne la France, si certes les marxistes-léninistes n'ont pu conserver et perpétuer leur organisation, les conditions historiques nationales et internationales ne leur étant pas favorables, il n'en demeure pas moins que le Parti communiste français a enregistré un recul considérable de son influence et s'est trouvé contraint à de nombreuses autocritiques, notamment en ce qui concerne sa soumission bureaucratique aux directives des dirigeants soviétiques devenus, comme les appelaient les Chinois, les « nouveaux tsars de Moscou ».

Mais revenons aux années « héroïques ».

Le processus de lutte au sein du Parti s'accroît rapidement.

ment. Non sans, d'ailleurs, que nos camarades se battent dans toutes les cellules avec la même résolution. Un nouvel élément de contradiction survint entre nous : les uns considéraient qu'il fallait immédiatement quitter les rangs du Parti, d'autres étaient décidés à ne jamais en démissionner de leur propre gré, prêts à aller jusqu'à l'exclusion. Dès les premiers mois de l'année 1964 d'autres regroupements ou militants isolés firent savoir, dans différentes villes de France, leur désaccord fondamental avec la ligne imposée d'en haut sans jamais avoir été discutée à la base. À Marseille même et dans le département, de nouveaux militants prirent contact avec nous quand nous eûmes commencé à diffuser ouvertement dans les rangs du Parti quelques tracts dans lesquels nous dénoncions l'imposture révisionniste moderne.

Dès le 18 décembre 1963, nous avons pris l'habitude de convoquer des assemblées plus importantes et plus ouvertes que celles réunissant notre petit groupe de départ. Ce jour là une conférence présentée par Grégoire permit une très large discussion sur la situation internationale. L'orateur, de sa véritable identité Krikor Kaledjian, ancien FTP du groupe Manouchian sous l'occupation, avait une solide formation politique. Son intervention favorisa un débat de fond d'une réelle richesse. Les communistes présents comptaient toutes et tous des dizaines d'années de vie militante.

Je me souviens de ma contribution à la discussion : je me fis un devoir de rappeler que le moteur de l'histoire n'était autre que la « lutte des classes ». C'était là une notion marxiste de base.

Les événements avançaient avec rapidité. La presse française bien informée commençait à évoquer un règlement officiel des relations entre la France et la République populaire de Chine.

Coste nous apprit qu'un Comité des A.F.C. était en voie de constitution à Grenoble à l'initiative d'un ou deux camarades encore membres du P.C.F., mais en désaccord avec sa ligne hostile au Parti frère.

Le rapport qu'il fit fut rapidement suivi d'une discussion parfois vive opposant ceux qui considéraient l'étude des textes

chinois urgente et prioritaire par rapport à ceux qui désiraient dénoncer tout de suite les positions politiques avancées dans la préparation du XVI<sup>e</sup> Congrès. Pour ma part j'indiquai que nous n'avions pas à préparer la révolution en Chine, mais à agir en France sur les questions de l'exploitation et de la répression imposées par notre propre bourgeoisie à la classe ouvrière et à tous les travailleurs. Soutenir les 25 points du Comité central chinois sur le plan international n'impliquait absolument pas que nous ne devions pas donner une priorité aux luttes spécifiques à mener dans notre propre pays. Pour certains ce qui se passait au plan mondial avait davantage d'importance que ce qui se passait en France.

D'échange en échange d'idées nous parvînmes à un point précis qui fit notre unanimité : le moment était venu de prendre contact avec les marxistes-léninistes et groupes de militants qui nous étaient signalés dans d'autres villes et régions du pays.

Pendant je me souviens très bien être intervenu au sujet de la reconnaissance de la Chine populaire par la France. Nous n'en étions pas encore là, mais j'insistai pour que nous prenions position sur cette importante perspective. J'affirmai que cet événement éventuel ferait voler en éclats deux mensonges des dirigeants du Parti révisionniste : le premier prétendant que la Chine s'isolait en refusant de signer les accords de Moscou, le second en témoignant du fait que les communistes chinois ne voulaient pas instaurer le socialisme par une troisième guerre mondiale. Je préconisai une déclaration politique publique, qui serait bien entendu à l'opposé de celle adoptée par les dirigeants du Parti communiste français.

Coste demanda l'organisation rapide d'une réunion avec deux camarades de Clichy, deux camarades du quartier latin et deux camarades de Perpignan, puisque nous avions appris les prises de position adoptées par certains membres du Parti ou de l'Union des Etudiants communistes dans ces différents endroits. Comme nous étions tous d'accord pour entrer en relations avec les autres groupes ou militants marxistes-léninistes, R. reçut mandat de leur écrire et de prendre les dispositions nécessaires pour une première rencontre avec chacun d'entre eux.

Notre délégué se rendit donc à Paris.

La semaine suivante il nous présenta un rapport fourni sur ses contacts. Il avait séjourné à Clichy, où des camarades diffusaient notre matériel et un journal de cellule. Puis il avait assisté à une réunion au quartier latin en présence d'une vingtaine de militants étudiants. La majorité paraissait désirer surtout que soit organisée l'étude du marxisme-léninisme avec le souci d'en faire application aux problèmes français. Tous étaient d'accord pour une unification sur le plan national, avec publication d'un bulletin ou d'un journal en commun. Ils demandaient à entrer en contact avec les jeunes étudiants de l'UEC d'Aix-en-Provence qui nous avaient rejoints depuis peu. Eux aussi souhaitaient s'organiser en cercle marxiste-léniniste à Paris, à côté de l'Association des Amitiés franco-chinoises.

Deux nouvelles inattendues m'incitèrent à une réflexion approfondie. Un camarade belge avait participé à la réunion des étudiants en indiquant qu'il était envoyé par les marxistes-léninistes de Belgique, apparemment beaucoup plus développés organisationnellement et politiquement que nous-mêmes.

Par ailleurs, R. avait été reçu à la Légation albanaise, rue de la Pompe. Tous les diplomates albanais étaient membres du Parti du Travail d'Albanie. Ils lui dirent qu'ils étaient au courant de notre activité à Marseille et nous incitaient à suivre de très près la préparation du XVIIème Congrès du Parti communiste français. Ils pensaient que la lutte anti-révisionniste en France serait plus difficile que dans d'autres pays comme par exemple la Belgique. Ils proposèrent d'étudier les possibilités d'édition d'un journal, ajoutant aussitôt que *La Voix du Peuple* publiée en Belgique était prête à passer des articles émanant d'organisations françaises. Ils souhaitaient que soit relancée l'association France-Albanie, qui nous permettrait de diffuser du matériel de propagande albanais. Ils nous informèrent qu'au mois de février un Camarade albanais viendrait à Marseille et pourrait nous rencontrer à cette occasion.

Enfin ils indiquèrent que les camarades de Clichy qu'ils avaient déjà remontrés allaient diffuser un bulletin spécial édité par leurs soins et qu'ils en avaient demandé 5000 exemplaires.

Coste ajouta à toutes ces informations militantes qu'il serait aussi opportun de rencontrer l'avocat Jacques Vergès, qui éditait une revue appréciée, *Révolution*. Le nom de ce dernier n'était pas méconnu de tous ceux qui avaient soutenu ou désiré soutenir les patriotes algériens pendant les sept années de leur Révolution de libération nationale. Je savais même qu'après avoir été le défenseur de nombreux Algériens inculpés par les tribunaux civils ou militaires français, ce dernier s'était marié, après la fin de la guerre, avec la moudjahidate célèbre Djamila Bouhired. Ce qui, évidemment, ne pouvait que susciter ma sympathie.

Après un coup de téléphone à cette revue, un accord avait été conclu pour que s'établissent des relations de l'équipe de journalistes de cette revue avec le Cercle d'Etudes et de documentation de Marseille.

Après discussion, décision fut arrêtée que je devrais me rendre dès que possible à Paris pour rencontrer Jacques Vergès et les militants responsables de *Révolution*.

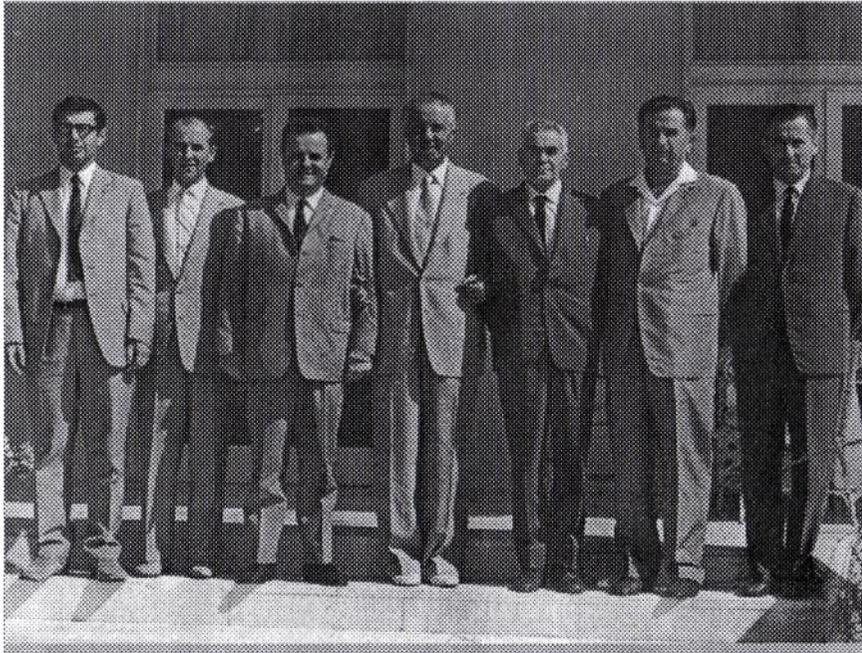
R. nous informa également qu'il avait reçu une lettre du camarade François Marty, de Perpignan, qui était Président du Mouvement de la Paix dans cette ville et se déclarait hostile aux positions révisionnistes modernes du Parti communiste français.

La mayonnaise était en train de monter. L'avenir se présentait sous les auspices d'une lutte sévère à soutenir contre les dirigeants révisionnistes modernes de notre vieux Parti, mais d'évidence nous étions loin d'être seuls.

-7-

Les 15 et 16 février 1964, se tinrent deux réunions décisives pour la suite du développement du mouvement marxiste-léniniste en France.

Par l'intermédiaire de R., les camarades de Clichy avaient



*Août 1969, rencontre avec Enver Hoxha, à Vlora, en Albanie, (de droite à gauche, Piro Kotchi, Husni Kapo, François Marty, Enver Hoxha, Jacques Jurquet, Ramiz Alia, René Gilquin).*

fait savoir qu'assisteraient à cette rencontre un camarade belge dont on ignorait l'identité et un camarade albanais. Cette perspective avait soulevé une discussion passionnée dans les rangs du cercle de Marseille. En ce qui me concernait, j'appuyai à fond le point de vue du représentant de Perpignan, le camarade François Marty, je ne comprenais pas l'insistance des parisiens à recevoir un Belge, cette exigence assez frénétique m'intriguait.

Finalement, j'acceptai le principe de la présence d'un observateur albanais, quoique sans enthousiasme. Par contre il fut décidé de ne pas accepter le Belge. Nous devons comprendre par la suite que cette opposition avait entraîné l'absence de l'Albanais.

Le premier jour se réunirent donc deux représentants de Clichy, (Beaulieu et D.), deux du quartier latin (M. et W.), un de Perpignan (François Marty) et quatre délégués de Marseille (Coste, R., F. et Jurquet).

« Ici j'informe les lecteurs que dans l'ensemble de cet ouvrage je serai obligé de ne mentionner certains patronymes que par leurs initiales. Pour des raisons professionnelles, familiales ou autres, les personnes concernées m'ont demandé d'agir ainsi, ou, dans certains cas, j'en ai pris moi-même la décision. »

A Beaulieu qui d'emblée protesta contre le refus de recevoir le camarade belge et assura que les camarades albanais étaient du même avis, Coste rétorqua que notre organisation n'était pas encore assez étendue, ni suffisamment stable et unifiée pour prévoir des rencontres internationales.

Je soutins Coste en affirmant que notre réunion n'était pas une conférence, mais seulement une prise de contacts. J'ajoutai qu'en ce qui concernait l'absence du représentant albanais, l'avenir nous permettrait certainement de savoir pour quelle raison il n'était pas venu à Marseille. De toutes façons, en mon for intérieur, je n'étais pas disposé à accepter que qui que ce soit nous impose nos décisions de l'extérieur de nos rangs.

La discussion sur ces questions de présence ou d'absence s'éternisa, M. mangea le morceau en déclarant que les Parisiens étaient mieux placés dans la capitale pour entretenir des liaisons avec les camarades étrangers.

Dans les propos de Beaulieu étaient apparus les noms de deux dirigeants belges qu'il avait déjà rencontrés, Jacques Grippa et René Raindorf, cadres du vieux Parti communiste belge à des niveaux élevés.

François Marty déclara qu'il était préférable que nous discussions d'abord entre nous et qu'ensuite on verrait mieux ce qu'il conviendrait de faire.

A ce moment-là, Beaulieu proclama que la direction du Comité de Marseille pour l'ensemble des cercles était désormais remise en question.

C'était d'emblée une lutte pour le pouvoir, j'en étais très conscient, mais je pensais aussi qu'il s'agissait au fond d'une lutte de contenu idéologique et politique. Certainement des différences d'orientation nous opposeraient tôt ou tard les uns aux autres.

R. présenta un rapport très complet des activités du Cercle d'étude et de documentation de Marseille.

Puis François Marty exposa la situation de sa région. Près de Perpignan, deux cellules de villages, celle de Velmanya et celle de Baillestavy s'opposaient à l'unanimité à la ligne imposée par la direction du Parti contre celles des Partis albanais et chinois. Ces cellules étaient composées d'ouvriers mineurs et de petits paysans pyrénéens. Comme par ailleurs la direction nationale des Amitiés franco-chinoises n'avait jamais répondu à trois lettres demandant des explications, les amis de la Chine populaire avaient décidé de constituer un « Comité catalan pour la connaissance de la Chine ». Ce regroupement comptait vingt militants et demandait que se réalise une coordination avec Marseille.

Le camarade Marty expliqua comment les dirigeants fédéraux le tenaient à l'écart et le qualifiaient de trotskiste. D'ailleurs le Bureau fédéral lui avait demandé de démissionner de sa fonction de Président du Mouvement de la Paix, mais le Bureau départemental de cette Association avait récusé l'exigence de la direction des Pyrénées-Orientales du Parti communiste français. Ce camarade était le plus âgé d'entre nous tous, il comptait vingt-huit années d'appartenance au Parti communiste français. Avant la seconde guerre mondiale, il avait eu à s'occuper de la solidarité avec les Républicains espagnols. Et dans le début des années trente il avait été le principal fondateur du périodique

communiste *Le Travailleur catalan*. Il était retraité de l'enseignement, après avoir accompli une carrière d'instituteur de village. Quelques temps avant que nous ne nous rencontrions il avait effectué un voyage d'information en Albanie, prenant toutes les dépenses engagées à son compte personnel. D'emblée nous eûmes pour lui un sentiment de considération et de respect.

Beaulieu était visiblement mécontent. Le militant de Clichy qui l'accompagnait restait silencieux pour ne pas dire taciturne. Mais le premier présenta un rapport sur les activités soutenues par lui et ses camarades au sein de la Fédération de Seine-est du Parti communiste français. Il mit en avant ses relations avec les camarades albanais et surtout avec les Belges.

Le lendemain, nous nous réunîmes à Saint-Savernin dans une salle de la Mairie.

François Marty ouvrit la discussion.

Aussitôt Beaulieu, M. et les camarades du quartier latin déclenchèrent une discussion violente détournant la réunion de l'ordre du jour. François Marty déclara qu'il n'était pas d'accord sur le contenu et la forme de la discussion en cours. Chacun intervint et je pensai qu'il s'agissait plus d'une cacophonie que d'une réunion marxiste-léniniste. Je posais la question «  
Pouvons-nous supplanter l'influence des révisionnistes sur les masses et disposons nous des possibilités matérielles pour nous adresser directement aux travailleurs? » - «  
Avons-nous la possibilité d'influencer effectivement et efficacement les révisionnistes de l'intérieur des rangs du Parti ? » Je considérai poser ainsi des questions de tactique essentielles et déterminantes.

J'ajoutais qu'à mon avis les groupuscules avaient déjà fait leur plein de mécontents et soulignais que les ouvriers réprouvaient les groupuscules.

Je fis des propositions concrètes pour l'édition d'un journal marxiste-léniniste au plan national en y associant tous les cercles déjà organisés et les militants isolés. François Marty était d'accord. Beaulieu ne put que s'incliner, mais il déclara que tout en approuvant l'essentiel de tout ce que j'avais indiqué, il n'aboutissait pas aux mêmes conclusions. Il souligna que «  
vouloir éliminer la direction révisionniste était une utopie ». Il

confondait la domination de ces derniers au sein de la direction nationale de l'Association des Amitiés franco-chinoises, et la réalité combien différente du Parti communiste français.

La discussion reprit de plus belle durant l'après-midi et le début de la soirée. Mais ce fut un dialogue de sourds.

Finalement quelques vagues points d'accord demeurèrent qu'aucun d'entre nous n'envisageait de respecter sérieusement par la suite. Ils prévoyaient :

- 1) la création d'un journal ;
- 2) la sortie de quelques numéros du Bulletin marxiste-léniniste en attendant la sortie de ce journal ;
- 3) la constitution d'un comité de coordination Paris-Marseille-Perpignan.

-8-

Le lendemain réunion, à Marseille, du bureau du Cercle. Les avis, habituellement différents, furent unanimes. Les délégués de Clichy avaient produit une très mauvaise impression.

Marcel Coste souligna que ces Parisiens n'étaient pas de taille et n'étaient que de petits aventuriers. Marty lui avait confié qu'ils ne savaient pas ce qu'est un Parti communiste et n'avaient aucune expérience.

À la fin de ma propre intervention, j'indiquai que je refusais de faire partie d'un groupe de coordination avec ces gens-là.

Nous fûmes tous d'accord pour déplorer le fait que ces curieux militants aient détourné la discussion sur des querelles de personnes, au détriment du contenu politique qu'elle n'aurait jamais dû abandonner. Il était indispensable de prévenir nos camarades communistes albanais, belges et chinois que les divergences avec Clichy ne s'étaient nullement atténuées, mais au contraire s'étaient aggravées.

R. alla plus loin encore. À son avis, il était urgent d'avertir les camarades chinois des propositions très graves des Belges et des Albanais, qui avaient parlé d'installer deux permanents marxistes-léninistes, sans doute français, mais ce n'était pas évident, à Paris.

Marcel Coste indiqua qu'il ne voulait plus diriger politiquement le cercle et proposa que j'en prenne la tête. Il était écœuré. Il conclut son intervention en demandant que je sois désigné pour aller dès la semaine suivante à Berne.

La réunion s'acheva sur la décision effective de mon départ pour rencontrer les camarades chinois dès le vendredi soir suivant. Le samedi matin, j'avais la possibilité de m'absenter régulièrement de mon bureau.

La semaine suivante je présentai un rapport sur mes entretiens avec les camarades chinois. Ceux-ci soulignaient l'importance de la coordination entre Partis frères vis-à-vis des organisations naissantes comme la nôtre. Ils nous remerciaient des informations apportées. Mais ils n'étaient pas au courant des positions albanaises et belges au sujet des affaires françaises.

Nous étions alors à la date du 24 février 1964. Mais je désire interrompre un instant la relation de mes souvenirs, pour me laisser aller à un commentaire autocritique d'autant plus aisé, aujourd'hui, au cours des années de la dernière décennie du siècle, que je dispose évidemment de la connaissance de tous les événements qui suivirent.

Je commettais alors une grave erreur de caractère subjectiviste. Je croyais très sincèrement que les relations que nous pouvions entretenir avec les représentants des deux partis communistes, chinois et albanais, étaient systématiquement retransmises par la suite de l'un à l'autre. J'imaginai que le Parti chinois tenait au courant le Parti albanais de tous les détails concernant la lutte contre le révisionnisme moderne au sein des partis avec lesquels il entrait en relations. Je pensais la réciproque assurée. Ces deux partis au pouvoir de leurs pays respectifs n'avaient-ils pas intérêt à agir ensemble, à coordonner leurs initiatives, à s'informer constamment des succès ou des échecs enregistrés. Ce qui me semblait logique était devenu ma certitude, et je me demande même si je m'étais vraiment posé la question de l'existence de ces relations entre communistes albanais et chinois.

Or tel n'était absolument pas le cas.

Chacun des deux partis agissait pour son compte, exclusivement. S'il y avait des échanges entre eux, ce ne fut sans doute qu'occasionnellement et nullement de façon délibérée et fréquente, dans le but d'améliorer les activités destinées à s'opposer à la politique mise en œuvre mondialement par le Parti communiste d'Union soviétique et les partis à sa remorque.

J'aurais dû mieux comprendre la situation si j'avais été plus

attentif aux propos précis de mes interlocuteurs chinois, ainsi qu'au forcing soutenu par Beaulieu et les siens pour nous imposer le point de vue des diplomates albanais de la rue de la Pompe à Paris et de leurs émules de Bruxelles. Lorsque, à Berne, le camarade chinois m'avait déclaré ne pas être au courant des positions albanaises et belges vis-à-vis de la situation des groupes marxistes-léninistes en France, j'aurais dû m'interroger sur la raison précise de cette ignorance. Peut-être alors aurais-je compris qu'il n'y avait pas de coordination étroite entre les uns et les autres.

D'ailleurs je me sens encore plus coupable d'incompréhension lorsque je me souviens que, quelques semaines plus tard, à l'occasion de ma première rencontre avec des représentants albanais, je pense en compagnie de François Marty, ces derniers nous expliquèrent qu'il convenait d'envisager la constitution d'un nouveau Parti, en suivant l'excellent exemple des camarades belges. Car les Chinois ne nous tenaient pas du tout le même langage, et préféraient nous faire confiance, nous écouter, nous remercier des indications que nous leur apportions, sans jamais nous inciter à créer dans l'urgence un nouveau Parti. Bien qu'il ait été d'abord sensibilisé par sa visite en Albanie, François Marty opposait sa sagesse et son expérience à tout volontarisme trop précipité.

Les semaines passaient vite et notre propagande soutenue commençait à remporter quelques résultats. À Marseille, de nouveaux camarades se faisaient connaître et n'hésitaient pas à rejoindre nos rangs. Le plus précieux d'entre tous fut sans nul doute le secrétaire général des syndicats CGT des Marins, un ancien FTP qui avait fait partie du premier groupe spécial organisé par cette formation pendant la Résistance, le camarade Vincent Marchetti. Il y eut aussi Louis Rovini, ancien déporté de la Résistance, très maigre et de santé fragile, qui travaillait dans un organisme commercial du quotidien *La Marseillaise*. D'autres nous contactèrent comme Georges Gauthier, cultivateur à Puyricard, près d'Aix-en-Provence, vieux militant dont le père, éminent chirurgien, était conseiller général en tant que membre du Parti. Alain Castan, ancien militant des cercles de soutien au F.L.N., nous rejoignit lui aussi vers cette époque. Et d'autres encore dont j'oublie les identités. A nos causeries du

Mercredi venaient maintenant de 25 à 30 auditeurs.

Par ailleurs le travail de Marcel Coste au sein de l'Association des Amitiés franco-chinoises, porta ses fruits. Lors d'un contact à Berne en mars, il put faire état de la réorganisation de 15 à 20 Comités locaux à travers la France. Quatre programmes de cinéma avec films chinois avaient pu être réalisés, des expositions de peinture datant de la dynastie des Song, de livres, de dessins d'enfants, de poteries avaient été organisées avec succès.

Au mois de février, notre camarade Fortin avait été exclu du Parti, non vraiment par sa cellule de base au quartier de la Cayolle, mais par une manipulation malhonnête magouillée par la direction fédérale. Une exclusion complètement anti-statutaire.

Dans nos cellules respectives du PCF, plusieurs d'entre nous continuions à diffuser les informations figurant dans le matériel du Parti communiste chinois. A la cellule Gabriel Péri, du centre administratif de l'Arbois, chaque semaine je distribuais les derniers documents et exposais les points de vue contre les mensonges des révisionnistes soviétiques et des dirigeants français. Certes je sentais bien que Moretti et, dans une moindre mesure, Delaygue acceptaient mal mon comportement.

Un local fut loué sous les arcades du Vieux port, pour y installer le siège de l'Association des Amitiés franco-chinoises. Naturellement je supposais que le côté chinois aidait matériellement le Comité à de telles réalisations.

En fait des objets venus de Chine étaient offerts par nos amis et les militants de l'Amitié en assuraient la revente assez facilement. Il s'agissait surtout de lampes chinoises anciennes, très décoratives, appréciées des antiquaires et des amateurs d'art un tant soit peu compétents. Je pense que Monsieur Deschamps occupait une honorable place dans ces relations de caractère commercial.

Ce local fut l'occasion d'une inauguration officielle, comportant différentes activités culturelles en présence d'un représentant chinois. Nous étions au mois de mars, et depuis le 10 février précédent, le gouvernement de « Formose » (nom complètement impropre rejeté par la Chine populaire pour désigner l'île de Taïwan) avait rompu ses relations diplomatiques avec la France. Le 3 mars 1964, à l'Organisation mondiale de la Santé, le représentant de la France avait voté pour l'admission de la Chine populaire. En fait les relations diplomatiques entre la France du général De Gaulle et la Chine de Mao Zedong étaient devenues officielles. C'était un grand succès pour nous, dans la mesure où, je l'ai déjà indiqué, cet événement permettait de récuser facilement les mensonges des révisionnistes modernes à propos du Parti communiste chinois et des déclarations de ses dirigeants.

-9-

Début avril, je reçus une convocation de ma propre cellule pour une assemblée générale, en présence d'un membre du Bureau fédéral. Je compris très bien ce qu'une telle initiative signifiait. La direction du Parti voulait m'empêcher de continuer la propagande contre le révisionnisme moderne et contre les positions du Parti soviétique. De plus elle était pressée d'obtenir contre moi une mesure de nature à m'empêcher d'être élu à la Commission administrative de la C.G.T.

Elle exigeait que les adhérents de base restent tous convaincus du caractère belliciste de Mao et des intentions aventurières et antisoviétiques du Parti chinois.

Cette séance se tint le 21 avril 1964 à 18 heures.

Étaient présents douze membres de la cellule, dont moi-même. Je m'attendais à voir le secrétaire fédéral, membre du Comité central, Georges Lazzarino. Mais il n'était pas là. Le représentant du Bureau fédéral n'était autre qu'un homme que je connaissais bien et pour lequel je n'avais jamais ressenti la moindre hostilité.

Il s'agissait d'un fonctionnaire des P.T.T., plus jeune que moi d'un ou deux ans je crois, appelé à devenir permanent de la Fédération et élu du Parti comme conseiller général d'un des quartiers populaires de Marseille, Roger Donadio

Il ne fit qu'un très court exposé politique, évidemment bien dans la ligne, puis passa de suite à l'ordre du jour de cette réunion exceptionnelle. Le Comité central demandait à la cellule de m'exclure à vie pour travail fractionnel et antiparti.

Cette mesure serait suivie d'une publication dans le quotidien central *L'Humanité*.

Il souligna qu'il n'était pas question de discuter politique, mais qu'il importait de ne considérer que les actes concrets qui m'étaient reprochés. Il stigmatisa mon attitude oppositionnelle en ses manifestations, sans accepter de prendre en considération les raisons politiques que j'avais si souvent exposées.

Mes camarades de cellule ne soufflaient mot, on aurait entendu voler une mouche. J'exigeai de pouvoir prendre la parole à mon tour pour m'expliquer. Cela ne plaisait pas au représentant fédéral, qui fut obligé d'accepter parce que plusieurs membres de la cellule m'appuyèrent.

Mais avec un empressement fébrile, Donadio fit voter mon exclusion avant même de me laisser la possibilité de répondre. Sous la pression de Roger Moretti et de Marcel Delaygue, huit des adhérents votèrent pour la sanction demandée. Deux votèrent contre, Amet El Moktar et moi-même. Deux s'abstinrent, Daniel Hamiche et Puech. Ce dernier déclara son désaccord avec la procédure et fit savoir qu'il lui était impossible de savoir le fond réel des contradictions

sino-soviétiques, en l'absence de toute indication exposant sérieusement les positions des camarades chinois. Les deux militantes femmes présentes qui votèrent avec Moretti ne purent retenir leurs larmes et me déclarèrent que cela ne changerait rien à l'amitié qu'elles m'avaient toujours témoignée. Elles aussi indiquèrent ne rien comprendre aux événements opposant les communistes des deux plus grands pays du monde. Rocchi, vieux militant à un an de la retraite, vota en baissant la tête.

Je conserve depuis cette date le texte de la déclaration que j'avais préparée et que je lus devant la cellule et le procureur révisionniste envoyé par la Fédération sur ordre du Comité central. En voici quelques extraits :

« Camarades !

Qu'il me soit tout d'abord permis de dire ma stupéfaction de la procédure que vous avez acceptée pour prononcer mon exclusion des rangs de notre Parti communiste français.

Le vote que vous avez émis ne me paraît pas en effet, dans son principe même, conforme aux statuts en vigueur. Car, en cas d'exclusion, il est formellement stipulé que l'intéressé aura la possibilité de se faire entendre et de présenter ses observations et sa défense.

Or voici que vous ne m'avez pas accordé ce droit, en votant avec une rapidité déconcertante une mesure contre laquelle je n'avais pas encore pu vous présenter mes arguments.

Je vous prie donc d'enregistrer ma protestation solennelle contre cette violation de la loi du Parti et je vous informe que je considère votre décision d'exclusion comme entachée d'irrégularité grave et donc nulle.

J'ai donné mon adhésion au Parti communiste français fin 1941, puis je l'ai confirmée, après une coupure, fin 1943. C'est un vieux cheminot, mort hélas depuis, membre du Parti depuis 1921, qui l'a reçue et qui m'a fait connaître qu'elle était acceptée. N'adhérait pas qui voulait en effet à cette époque à notre glorieux Parti. On avait exigé que je fasse la preuve de mon courage. C'est ainsi qu'à la barbe des Nazis il m'avait fallu arracher toutes les

affiches hitlériennes d'une ville et c'est ce que j'avais réussi malgré le couvre-feu et bien que je ne dispose plus de papiers d'identité en ordre, m'étant évadé en sautant d'un train du Service du Travail Obligatoire. Il s'agissait de la fameuse affiche rouge contre la brigade des camarades étrangers du M.O.I.

Si je vous raconte tout cela c'est parce que je pense indispensable que chacun d'entre vous soit placé effectivement devant ses responsabilités et sa conscience au moment de se prononcer sur l'exclusion d'un camarade dont il ne connaît nullement le passé.

Je n'alourdirai d'ailleurs pas de détails inutiles, vous comprenez bien que plus de vingt ans de vie militante ne peuvent se relater en quelques minutes.

.../... (suite de la biographie - ma période de Résistance)

C'est une époque où j'ai vu tout autour de moi la mort et la guerre et au cours de laquelle j'ai choisi pour ma vie entière de ne jamais me taire, de ne jamais m'agenouiller, de ne jamais accepter ce qui me paraîtrait faux ou pervers. Je me suis senti alors pleinement communiste, même si ma formation idéologique ou politique était encore bien modeste.

.../... (suite de la biographie)

Et puis, je suis venu à Marseille.

Camarades, c'est le fondateur de votre cellule que vous avez exclu. Oui, à l'époque nous n'étions que trois, parmi lesquels Rocchi, puis rapidement nous nous sommes développés et nous avons pu commencer à organiser notre petit travail.

.../... (suite biographie, conjugale ici, rupture)

Voilà.

C'est là en gros « ma vie ». Rien n'y figure que je doive cacher à qui que ce soit. Je n'en regrette rien même si je puis dire qu'elle n'a pas toujours été rose.

Je ne suis pas un petit-bourgeois. De façon naturelle, je vis sur un pied modeste. J'occupe la même pièce avec de vieux meubles pour manger, travailler et dormir.

Le mois d'août a marqué le point de départ de mon drame actuel qui s'identifie à un drame bien plus vaste, celui du monde communiste tout entier.

.../... (biographie « algérienne » )

Ce mois d'août 1963 a fait éclater publiquement les divergences sino-soviétiques. Je ne veux pas en parler sur le fond, je vous ai déjà fait suffisamment la démonstration matérielle que l'on emploie des procédés indignes de nous, des tronquages de textes ou des dénaturations de positions politiques. Finalement on tombe dans le plus vulgaire anticommunisme. « Les Chinois veulent la guerre pour édifier le communisme ! ».

Je dois dire que jamais dans l'histoire du mouvement communiste international nous ne nous étions trouvés en présence d'une situation pareille, jamais, au grand jamais ! Être communiste en France en 1964, cela ne peut pas être observer une minute de silence pour Kennedy et vociférer contre Mao Zedong.

Je pourrais vous dire « j'abandonne, je lâche la lutte que j'ai entreprise et je rentre dans le rang ». Tout cela, par exemple, au nom de la discipline. Le caractère de l'unité idéologique comme source de l'efficacité de l'action est la raison majeure qui me détermina à donner mon adhésion au Parti dont je parlais il y a un instant.

Où allons-nous ?

Pour ma part je déclare en pesant mes mots qu'entre une discipline formelle que l'on voudrait m'imposer pour que je me taise et la vérité sur le problème chinois, je choisis la vérité. Et je prétends de la sorte me conformer à la discipline suprême des communistes qui est de respecter les principes du marxisme-léninisme.

...Je tiens à vous assurer que vous me trouverez toujours à vos côtés si le Parti se trouve attaqué par l'ennemi, la bourgeoisie. Nous aurons peut être plus vite qu'on ne croit des journées difficiles en France...

Je continue à penser que de grandes forces révolutionnaires sont concentrées dans le Parti, je continue à penser que la mission historique du Parti demeure réalisable malgré les erreurs révisionnistes qui sont commises. Je vais plus loin : je ne condamne nullement en bloc tous nos dirigeants. A ce sujet je

me permets de vous faire remarquer que vous n'avez jamais entendu sortir de ma bouche quelque épithète malsonnante contre l'un de nos camarades si haut placé soit-il. Je ne suis pas en particulier de ceux qui veulent la tête de Thorez à tout prix. Au contraire, je pense qu'un jour sera faite l'analyse d'ensemble de sa vie de militant et que, comme pour Staline, on en dégagera à la fois des aspects positifs et des aspects négatifs. Mais je suis résolument hostile à ceux qui voudraient en faire le bouc émissaire de tout ce qui peut ne pas aller, et, Camarades, si je dis ces choses aujourd'hui, rappelez-vous en, dans pas longtemps, vous verrez l'offensive ultra-révisionniste.

Je veux en terminer. Vous aussi d'ailleurs, c'est un mauvais moment à passer, je vous comprends.

Vous avez voté pour la discipline, contre le fractionnisme.

Mais je vous dis que l'on interprétera votre vote comme une condamnation des camarades chinois et comme une approbation des positions soviétiques. Ce qui est une prise de position sur le fond. Mais c'est comme ça que les choses seront présentées, que vous le vouliez ou non.

Par ailleurs, on vous a demandé la peine capitale, ma tête, quoi. Rien que ça, c'est-à-dire la sanction la plus grave, celle que l'on réserve habituellement aux traîtres ou aux voleurs ou aux flics qui s'en foutent pas mal d'ailleurs puisqu'ils ont fait leur boulot.

Je pose la question à chacun d'entre vous, individuellement, est-ce que je mérite cette peine capitale ?

J'ai dit et je répète que si le Parti nous avait donné les textes chinois, je n'aurais jamais adhéré aux Amitiés franco-chinoises, même si bien entendu sur la base de ces textes et de ceux des camarades soviétiques et français, vous aviez pris une position hostile aux thèses chinoises.

Est-ce que je mérite cette peine capitale ?

J'ai dit et je répète que je n'ai jamais rien caché au Parti, à vous-mêmes en particulier, mon voyage à Berne, ma participation au cercle, le fait que j'ai donné l'adresse de Briand pour qu'on lui expédie des documents. De la sorte je ne peux être accusé d'un travail de sape, c'est-à-dire clandestin.

Est-ce que je mérite cette peine capitale ?

...en particulier je n'ai pas tenu compte de mes positions dans mon activité syndicale parmi les adhérents de ma section syndicale. Si j'ai fait une intervention sur le Traité de Moscou au Comité général de l'Union des syndicats, je puis affirmer qu'elle a été nuancée et loin d'avoir la teneur complète des positions chinoises.

Est-ce que je mérite cette peine capitale ?

.../... (sur mon activité professionnelle)

Et je terminerai maintenant tout simplement en vous révélant simplement un secret. Bien que je sois meurtri d'être frappé par les révisionnistes, j'ai ma conscience en paix.

Sur le catafalque fictif de Staline, lors de sa mort, avec le secrétariat fédéral dont je faisais partie, j'ai prêté serment. J'ai la fierté d'être fidèle à mon serment. Je ne renie rien. Ni Staline, ni ses enseignements, ni mon Parti d'alors, ni moi-même. C'est pourquoi je ne cesserai pas de dire, personne ne pourra m'en empêcher :

Vive le Parti communiste français !

Vive le glorieux Parti communiste de Lénine et Staline, vive le Parti communiste d'Union soviétique !

Vive le Parti communiste chinois !

Vive le mouvement communiste international !

Vive l'unité indestructible des rangs des communistes du monde entier !

Vive le Communisme !

A vous de dire maintenant, en votre âme et conscience, si je mérite la peine capitale ? »

Donadio s'empressa de partir prétextant qu'il devait rejoindre une autre réunion. Moretti agit de même pour presser le départ des autres, qui ne se comportaient pas à mon égard avec animosité. Amet El Moktar, Hamiche et Puech laissèrent entendre qu'ils ne viendraient plus aux réunions de la cellule. Mon camarade malien se montrait le plus scandalisé et le plus radical. Les femmes, pressées de rentrer chez elles, ne s'attardèrent pas non plus. Je revins chez moi, rue de la République, à deux pas du boulevard des Dames.

Je m'efforçai devant Baya de paraître calme et serein, mais ma compagne, intuitive par nature, comprit que l'événement constituait pour moi une blessure extrêmement profonde, sans pour autant que le moindre remord ne m'accable sur la légitimité de mon activité politique.

Comme nous en avons l'habitude, nous nous entrefînmes tard dans la nuit, sans doute jusqu'au moment où la fatigue nous contraignit à ne plus parler et à nous endormir.

- 10 -

Au cours de la même semaine, simultanément avec la mienne, la Fédération des Bouches-du-Rhône de PCF procéda à trois autres exclusions, celle de mon beau-frère Christian Maillet, et celles des deux frères Marcel et Paul Coste. Première charrette.

Puis, les procureurs révisionnistes ne s'arrêtèrent pas en si bonne voie, ils exclurent encore six autres militants de Marseille ou de la région. Deuxième charrette.

Aucune considération n'était accordée aux biographies respectives de ces camarades, ni à leurs anciennetés dans le Parti, ni à leurs activités passées, ni à leurs âges, ni à leurs conditions sociales. Les qualifier de « pro-chinois » équivalait à les considérer comme des traîtres, et déjà de bouche à oreille certains cadres n'hésitaient pas à indiquer que se posait la question de savoir s'ils n'étaient pas tout simplement des « flics ».

Ces sanctions témoignaient d'une précipitation inhabituelle. Par exemple, pendant la Révolution algérienne, le Parti avait fait preuve de beaucoup moins de rapidité pour écarter les indisciplinés. Mieux, aucune exclusion n'était prononcée, mais le militant trop proche du FLN algérien était convoqué par sa section ou par la Fédération, qui lui proposaient de démissionner de lui-même. Le cas le plus connu reste celui du Docteur Joseph Roger, qui adressa à cette occasion une lettre admirable à François Billoux.

Un nombre appréciable d'intellectuels étaient qualifiés de « pro-italiens », certains d'entre eux étaient en relation avec le

groupe « Unir » qui éditait un périodique, mais les processus d'exclusions n'étaient jamais aussi rapides que ceux lancés contre nous.

Il importe de souligner que ces mesures n'étaient jamais accompagnées de la possibilité de discuter sur le plan politique. Le Parti, j'entends par là le comité central et les fédérations départementales refusaient catégoriquement de publier les déclarations, propositions et autres textes émanant du Parti communiste chinois. Autrement dit, à partir du moment où le Bureau politique avait lancé une accusation contre Mao Zedong et le Parti communiste chinois, il n'y avait plus aucune liberté de solliciter des explications, voire de simples précisions si modestes soient-elles. Tu ne pouvais rester membre du Parti que si tu acceptais sans aucune réserve les affirmations hostiles aux Chinois.

De plus, à cette époque-là, la section de montée des cadres près le Comité central, eut comme activité intense et quasiment exclusive la surveillance et la recherche des adhérents, des cadres et des dirigeants qui auraient pu se taire mais nourrir des convictions allant dans le même sens que celles des communistes chinois. On sait que cette section n'était autre qu'une police ayant des ramifications dans toutes les Fédérations et aussi, il n'est pas inutile de le souligner, dans certains services de la police d'Etat. Naturellement le travail de ces bureaucrates était secret.

Pour étayer mon accusation de publication de mensonge et de contrevérités fabriquées en toute connaissance de cause par les dirigeants révisionnistes, je tiens à citer un exemple précis et certes nullement exhaustif.

Le XVII<sup>ème</sup> Congrès du Parti communiste français se réunit à Paris du 14 au 17 mai 1964. L'énoncé de ces dates suffit à comprendre au passage pourquoi nos exclusions intervinrent aux mois d'avril et de mai, à la veille de cette instance considérée statutairement comme celle du niveau le plus élevé dans le fonctionnement interne du Parti. Georges Lazzarino, secrétaire fédéral, y conduisait la délégation des Bouches-du-Rhône. Il se trouva dans l'obligation d'évoquer ce qui s'était passé à

Marseille dans le Comité de l'Association des Amitiés franco-chinoises. Dans le but de minimiser l'événement, il en attribua l'origine, je le cite, à « une poignée de gens... souvent renégats ou exclus du Parti » et n'hésita pas à affirmer « c'est à l'unanimité que les cellules où se trouvaient les cinq individus qui se livraient à ce travail fractionnel, les ont exclus... » Toute son intervention sur la question « des idées et activités scissionnistes des dirigeants chinois » ne fut qu'un amas d'interprétations hautement fantaisistes et de mensonges, prêtant aux dirigeants communistes chinois des positions qui n'étaient pas les leurs. Elle figure in extenso dans le numéro de la revue « Les Cahiers du Communisme » spécialement consacré au XVII<sup>ème</sup> Congrès du Parti communiste français en juin-juillet 1964 -N° 6-7, pages 168 et suivantes.

J'affirme qu'il n'y avait aucun « renégat ou exclus » parmi les camarades du cercle d'étude et de documentation qui avaient eu le courage d'engager la lutte contre le révisionnisme moderne. Les présenter sous ces qualificatifs relevait d'une falsification pure et simple. De plus proclamer devant le Congrès que ces militants avaient été exclus « à l'unanimité » constituait également une contrevérité. Dans mon cas personnel c'était loin d'être la réalité, dans le cas de la cellule de Vauban qui avait exclu mon beau-frère Christian Maillet c'était aussi faux, je me souviens qu'un membre de cette cellule, un jeune travailleur du bâtiment, un Algérien nommé Belganem refusa de continuer à venir dans cet organisme et suivit l'exclu.

Mais Lazzarino n'en était qu'à ses débuts. Deux ans plus tard, devant le XVIII<sup>e</sup> Congrès réuni à Levallois-Perret les 2 et 3 mars 1967, il affirma encore : «... Pour accomplir leur sordide besogne, les groupuscules prochinois de Marseille disposent de plus de 100 millions d'anciens francs... » Ah si seulement nous avions pu bénéficier d'un tel trésor !... mais il s'agissait évidemment d'un nouveau mensonge dont j'ignore s'il avait été soufflé à ce cadre fédéral par le Comité central, ou s'il l'avait inventé de lui-même. Son intervention figure dans le numéro des *Cahiers du Communisme* consacré à ce XVIII<sup>e</sup> Congrès N° 2 et 3 de février-mars 1967, à partir de la page 239. Le mensonge sur les 100 millions est imprimé

en haut de la page 242.

Devant tant de mauvaise foi et pour protester contre les accusations lancées contre eux devant ce Congrès, mensonges qui ne furent jamais justifiés ou confirmés devant les militants de base des Bouches-du-Rhône, dix camarades victimes de la brutale et injuste répression révisionniste publièrent le 15 juillet 1964 une déclaration dont je fus l'un des principaux rédacteurs et dont voici des extraits :

« Les militants dont les noms figurent au verso tiennent à rétablir la vérité et déclarent solennellement :

1.- qu'aucune des cellules auxquelles ils appartenaient n'a pris l'initiative des exclusions, bien qu'ils n'aient caché ni leurs opinions, ni leurs activités « prochinoises », c'est-à-dire leur fidélité résolue aux principes de Marx et Lénine, qu'ils ont assimilés au cours de leurs longues années de vie militante et qui ont été opportunément rappelées par les propositions en 25 points du P.C. Chinois au mois de juin 1963 ;

2.- qu'aucun d'entre eux n'a été exclu à l'unanimité des adhérents de sa cellule ;

3.- que l'accusation de « renégats » lancée contre eux ne peut qu'être inconsidérée et fautive, étant donné qu'ils demeurent pleinement d'accord avec la ligne politique et les conquêtes idéologiques, qui ont prévalu au sein du mouvement communiste international de 1917 à 1956 et que leur divergence avec d'autres porte sur les révisions du marxisme-léninisme développées depuis 1956 sous la direction du groupe Khrouchtchev-Souslov, révisions qui ont amené sur le plan international la coopération avec l'impérialisme américain et la rupture de l'unité du camp socialiste avec le déchaînement d'une hostilité néfaste contre certains Partis frères (Chinois, Albanais et d'autres) ;

4.- qu'ils désapprouvent catégoriquement la politique révisionniste en France où les dirigeants du Parti prônent une alliance sans principe avec les dirigeants socialistes tels Guy Mollet ou Gaston Defferre, en même temps qu'ils passent des accords commerciaux contraires à la dignité et à l'esprit de classe des travailleurs avec des milliardaires comme Paul Ricard, grand patron marseillais, dont les journaux du Parti ne cessent de vanter

les mérites !

5.- que loin d'avoir des positions hostiles au Parti, ils sont exclusivement antirévissionnistes, profondément affligés de la dégénérescence de leur Parti, dont ils veulent le plus prompt rétablissement sur la base d'un retour aux principes léninistes d'organisation;

6.- que les cinq « individus » mis en cause totalisent ensemble 110 années de vie militante, des années de résistance en tant que membres du Parti, des sacrifices librement consentis (prison, arrestations, difficultés multiples, etc..) et qu'ils resteront aux premiers rangs du combat. »

Dés le mois d'avril, nous avons été conscients de la nécessité d'éviter toute confusion entre l'Association des Amitiés franco-chinoises proprement dite et le cercle qui en était issu, mais qui s'en détachait de plus en plus en ne s'orientant que sur le plan politique. Par exemple, nous avons été d'accord pour ne pas organiser nos réunions au nouveau siège de l'Association, c'eut été rapidement un élément de désintégration de celle-ci de l'intérieur.

Quelques rodomontades du Président Deschamps nous avaient démontré quelles étaient nos limites. Il fallait donc que nous agissions en conséquence. Aussi décidâmes-nous la suppression de toute référence aux A.F.C. dans le sous-titre de notre bulletin. De la même façon le cercle prit aussi un caractère d'autonomie complète. Un nouveau contact avec nos camarades chinois à Berne avait été assuré par le camarade Maillet. Nos rangs ne cessaient d'augmenter en nombre.

D'ailleurs le Comité de l'Association des Amitiés franco-chinoises décida en assemblée générale de changer son sigle et de le remplacer par celui d' « Association France-Chine ».

Rovini, qui continuait à militer de façon discrète au sein d'un organisme de La Marseillaise expliqua quelles étaient les réactions des camarades trompés dans les rangs du Parti. Il proposa l'édition d'un tract-choc : « Avant de condamner

les Chinois, as-tu lu les thèses chinoises ? Tu ne peux les condamner sans connaître ces thèses. Demande donc qu'on te les envoie en t'adressant à telle adresse : Boite postale et Guozi Shudian. »

Lors de la réunion du 4 Mai je fis le point des exclusions dont nous avons connaissance, non seulement à Marseille, mais dans toute la France. Il était très réconfortant que dans la région de Perpignan, trois cellules soient sur les positions de Mao Zedong, en ce qui concernait la situation internationale. Car je le redis, nous n'étions pas des fous et ne pensions nullement que la révolution chinoise puisse servir de modèle à la révolution dans un pays capitaliste comme la France.

Sans doute vers la même époque, le 11 mai 1964 exactement, la police révisionniste réussit à infiltrer dans nos rangs l'un de ses agents marseillais, le nommé Nicolas Lanzada, ouvrier typographe qui prétendait avoir été écarté de l'imprimerie du quotidien *La Marseillaise*. Je devais le démasquer quelques mois plus tard, nous verrons plus loin dans quelles circonstances.

Il me semble indispensable de révéler qu'après mon exclusion, je dus prendre toute une série de mesures concrètes pour assurer ma protection. Certains responsables de la Fédération des Bouches-du-Rhône projetaient de se venger des difficultés que je leur avais occasionnées. Certes pas tous, c'est vrai, mais deux ou trois auxquels le Comité central ne cessait de demander des comptes sur l'évolution de la situation du Parti à Marseille. De plus, pour expliquer aux militants de base, que quelques adhérents avaient été exclus et révéler les raisons exactes des sanctions en cause, les dirigeants ne recouraient qu'à des calomnies sans nul fondement, où les qualificatifs de traîtres et de flics occupaient la place principale. Aucune explication politique sérieuse bien entendu. Il se trouvait que j'étais le plus connu d'entre nous, ne serait-ce qu'à travers les sections que j'avais eu à « suivre », comme celle de Saint-Lazare-La Villette, celle de Plan-de-Cuques-Allauch, celle de Sainte-Anne ainsi qu'à l'occasion de mes nombreuses

tournées dans le département. Par ailleurs ma participation aux campagnes électorales diverses en tant qu'orateur ou candidat comme en 1958 dans la première circonscription législative, centre de la ville, m'avaient assuré, sans que je ne le recherche nullement, une certaine notoriété. Enfin n'avais-je pas pris la parole aux côtés de François Billoux sur le port devant les dockers, la photographie de presse de ce meeting se trouve dans mes archives.

Tous ces faits faisaient désormais de moi la bête noire des dirigeants fédéraux et centraux du Parti communiste français. Je remarquai rapidement que j'étais l'objet d'une surveillance à la sortie de mon travail, de la part de quelques jeunes appartenant aux J.C.

Puis de l'intérieur des rangs du Parti, je fus informé que l'on préparait contre moi une bonne correction comme le Parti savait les administrer aux « traîtres ». Était-ce là intimidation ou réalité, je l'ignore encore. Mais nous allons constater un peu plus loin que la police politique du PCF n'hésitait pas à sortir des armes de poing contre les marxistes-léninistes. Je m'entretins de ces menaces avec ma compagne, qui vint m'attendre tous les soirs à la sortie de mon bureau. Mais était-ce vraiment là suffisant pour éviter une agression bien préparée ? Nous résolûmes de ne pas nous laisser faire et de nous organiser pour pouvoir riposter à tout événement susceptible d'intervenir.

Baya eut l'heureuse initiative de recueillir un chien berger belge, un Gronendal, encore très jeune qui devint bientôt un redoutable défenseur de tous les membres de la famille.

De la sorte, mieux vaut prévenir que guérir, je réussis à dissuader au moins temporairement les révisionnistes excités qui avaient rêvé de me donner une tannée discrète mais non moins douloureuse.

C'est quelque chose de terrible que d'avoir à redouter la violence de jeunes gens trompés par des bureaucrates révisionnistes. Mais je surmontai mon angoisse légitime en faisant face et en multipliant mes actions militantes et finalement je triomphai de toutes ces turpitudes.

Ailleurs qu'à Marseille, au Mans, comme à Châteaudun et à la salle de la Mutualité à Paris, notre vigilance ne suffit pas et plusieurs camarades marxistes-léninistes, anciens du PCF bien entendu, comme Madeleine Vissière, Claude Combe, Régis Bergeron et André Druenes reçurent des coups de la part de véritables commandos révisionnistes recourant à des méthodes d'une violence inqualifiable.

- 11 -

Les 4 et 5 juillet 1964 se réunirent les représentants de plusieurs cercles marxistes-léninistes. Cette rencontre interrégionale fut baptisée par nous, plus tard, sous le nom du village près duquel elle eut lieu, ce fut la rencontre de Saint-Julien Boutière, en Ardèche.

Elle se clôtura par l'adoption d'un communiqué :  
« Au cours d'une réunion, tenue en juillet 1964, les représentants des Cercles marxistes-léninistes de Marseille, Aix en-Provence, Bordeaux, Grenoble, Perpignan et Saint-Savournin ont décidé unanimement :

1° La création d'une Fédération des Cercles marxistes-léninistes;

2° La transformation du Bulletin édité par le Cercle de Marseille en Bulletin de la Fédération sous le titre 'Pour la défense du marxisme-léninisme' organe de la Fédération des Cercles marxistes-léninistes ».

De retour à Marseille, j'appris aussitôt par Marcel Coste que nos camarades chinois proposaient que nous envoyons une délégation de militants marxistes-léninistes à une Conférence internationale contre les armes d'extermination massive organisée à Tokyo par le Gensukyo japonais, qui semblait correspondre au Mouvement de la Paix.

Régis Bergeron s'occupait à Paris de toutes les démarches auprès des diplomates chinois. Notre délégation devait

comprendre Bergeron lui-même, François Marty, Paul Coste et moi-même. Le chef de délégation fut Bergeron si j'ai mémoire.

Le 26 Juillet 1964, nous fîmes le trajet en DC8 en volant au-dessus du pôle nord depuis Paris, escale à Copenhague au Danemark, nouvelle escale à Anchorage aux U.S.A. et finalement arrivée à Tokyo. J'étais complètement stupéfait de la chance inattendue qui m'échouait. Un voyage semblable n'était pas courant pour le commun des mortels.

Si Copenhague ne m'intéressa pas, car l'escale nous confina à l'intérieur d'une salle d'attente de style européen, je fus enthousiasmé par le spectacle offert par les immensités du pôle nord vues d'environ dix mille mètres d'altitude par un temps splendide.

Sans doute au meilleur de la longue journée polaire qu'illumine le soleil. En Alaska où l'aéroport était fort modeste, partiellement en bois, nous pûmes envoyer des cartes postales à nos familles. Il faisait une température assez fraîche, certainement pas très éloignée de zéro degré. Il nous semblait que nous nous trouvions loin de toute agglomération. La flore était maigre e rare, très peu d'arbres, entourant de loin les installations industrielles liées aux activités de l'aviation intercontinentale.

Ensuite, fatigués, nous pûmes nous assoupir dans l'avion assez longtemps avant de parvenir à Tokyo. Là nous retrouvâmes la vie grouillante que nous connaissions en Occident, mais évidemment il y avait des différences notables. Par exemple, dès que nous sortîmes de l'aéroport et prîmes un taxi, dont la carrosserie était peinte en jaune et qui possédait un petit poste de télévision à l'intérieur, nous fûmes surpris par la vitesse que le chauffeur imposa à son véhicule. Empruntant une longue voie à sens unique comme une autoroute, mais érigée sur de hauts pylônes et plus étroite, puis, débouchant sur une voie plus large, il roula définitivement à gauche. En moins de temps qu'il ne faut pour le relater en l'écrivant, nous arrivâmes à un hôtel de deux ou trois dizaines d'étages où une armada d'hôtes de

tourisme, engagés par le Gensukyo, nous accueillit et nous conduisit chacun dans une chambre luxueuse.

Là des robes de chambre japonaises, des kimonos blancs, nous attendaient étalés sur nos lits, ainsi que des chaussures sans talons, en cuir, comme des babouches.

Une heure après notre arrivée, un camarade chinois vint nous visiter. Il parlait un français fort compréhensible et nous pûmes l'écouter avec la plus grande attention parce que ce fut lui qui nous mit véritablement « au parfum » de l'opération politique dans laquelle nous étions engagés.

A la Conférence allaient s'affronter les thèses révisionnistes développées par les délégations soviétiques et indiennes, et les thèses marxistes-léninistes défendues par les délégations chinoises, de différents pays du Tiers-monde et par les représentants de marxistes-léninistes d'Europe comme notre propre délégation.

Le responsable chinois présent serait le président du Mouvement de la Paix chinois qui était aussi Président des syndicats en Chine, le camarade Liu Ning yi.

Un repas nous fut offert par des amis chinois après que nous ayons été présentés à des responsables japonais du Gensukyo. Le décalage horaire accentuant notre fatigue, nous ne fîmes aucun accès d'insomnie et nous endormîmes immédiatement.

J'étais au Japon. Je me rendis compte dès le lendemain matin qu'il faisait une température torride, telle que je n'en avais jamais connue. Mais l'intérieur de l'hôtel et de tous les locaux où nous eûmes à nous rendre bénéficiait d'une fraîcheur des plus agréables grâce aux climatiseurs installés un peu partout.

Au petit déjeuner des geishas habillées de délicats kimonos de couleurs vives et variées nous firent nous asseoir par terre et commencèrent à nous faire manger à l'aide de baguettes. Mais à notre stupéfaction et en opposition avec nos goûts habituels, elles nous servirent avant tout des poissons séchés froids, et je dois dire que c'était pour nous, pour moi, très difficile à avaler et beaucoup trop salé. Heureusement elles avaient prévu ensuite du lait chaud qui fut dans mon gosier meilleur que tous les bols et tasses que j'avais pu boire en France.

J'en redemandais à plusieurs reprises. Nos entretiens avec ces japonaises fort jolies et coquettes étaient impossibles, car aucune ne parlait français et nul d'entre nous ne parlait japonais. A la rigueur Bergeron aurait pu parler anglais avec elles, mais elles étaient tout aussi inhabituées à cette langue qu'à la nôtre.

Par bonheur, le lendemain matin, on ne nous imposa plus une alimentation à la japonaise, mais on nous servit des déjeuners à l'europpenne.

Les premiers discours furent, comme de coutume dans de telles rencontres internationales, des discours de salutations prononcés par les hôtes japonais qui fixèrent l'ordre du jour tel qu'ils l'avaient prévu.

Nous disposions tous d'appareils plantés dans nos oreilles pour écouter les traductions simultanées dans notre langue nationale. Bergeron et Marty étaient plus au courant que moi, le premier des problèmes internationaux, le second de ceux du mouvement mondial de la paix. Mais je parvins néanmoins à suivre les débats engagés dès que des délégués étrangers commencèrent à prendre la parole.

Il me semblait que les Japonais étaient de tendance centriste et conciliatrice, désireux d'éviter à tout prix que des violences verbales n'opposent Soviétiques et Chinois.

Les journées se suivirent. Et je ne retiens pas grand-chose des discussions passionnées qui opposèrent les uns et les autres jusqu'au moment le plus critique. Un délégué indien commença à injurier les Chinois, allant jusqu'à menacer du poing un membre de leur délégation. Le poing Sous le nez. De la salle

montaient des hurlements en de multiples langues. Finalement le Président dut clore la séance qui ne reprit pas le lendemain. Deux conférences se réunirent en des endroits différents, l'une avec les Chinois et les délégations du Tiers-monde à laquelle nous participâmes, l'autre avec les Soviétiques et les Hindous, ainsi que toutes les délégations des pays soumis à l'influence ou même à l'autorité de l'U.R.S.S.

Lorsque les travaux des deux conférences parallèles furent achevés, nous fûmes invités par le Gensukyo japonais à visiter le pays. Ils nous conduisirent d'abord à Osaka et Kyoto, des villes industrielles immenses comportant quelques hôtels d'architecture gratte-ciel, mais des maisons à perte de vue sans étage ou à un seul étage construites avec le souci d'échapper aux tremblements de terre. Des villes grises. A Tokyo, nous avons visité le quartier chaud, par contre très coloré, avec du néon partout, des lumières éblouissantes s'allumant et s'éteignant sans cesse alternativement.

Ensuite les militants du Gensukyo nous emmenèrent à Nagasaki et Hiroshima. C'était la période de la commémoration du bombardement atomique américain sur ces deux villes qui avait fait en quelques secondes environ six cent mille morts.

J'assistai avec mes camarades à toutes les cérémonies religieuses taoïstes, shintoïstes et bouddhistes et fus intéressé par les vêtements colorés des officiants. Les manifestations religieuses eurent lieu exactement à l'endroit de l'impact central de chaque bombe atomique. Dans l'une de ces deux villes on nous invita à visiter un hôpital de victimes ou de descendants de victimes des rayonnements atomiques encore vivants. Ce fut terrifiant, horrible, désespérant, insoutenable. Nous étions tous les quatre paralysés devant ces spectacles. Il faut avoir vu de ses

propres yeux ces êtres humains complètement disloqués et rongés par l'atome pour savoir vraiment ce qu'un simple esprit humain, si sain soit-il, ne peut imaginer.

Quel contraste tragique avec le quartier que l'on nous fit visiter le soir, au bord de la mer. Dans de minuscules baraques en bois, des prostituées offraient aux passants la vue de leurs corps prêts à se vendre. Un peu plus loin, nous pûmes nous arrêter plus longtemps devant un étalage de poissons où nous fûmes conviés à goûter à de petites anguilles que l'on grillait encore vivantes et frémissantes en les sortant de l'eau de mer et en les plongeant dans de l'huile bouillante.

Un des délégués chinois qui veillaient sur les conditions de notre séjour, nous indiqua un soir que le camarade Liu Ning yi désirait nous rencontrer. Nous nous rendîmes en quarteron au rendez-vous fixé. Le dirigeant chinois nous fit part d'une invitation à achever notre séjour en Extrême-Orient par une visite partielle de la Chine en nous rendant à Pékin. Nous avions juste le temps de consentir ce détour des plus prometteurs tant au point de vue touristique que politique. Nous acceptâmes donc.

La veille de notre départ du Japon, se succédèrent un immense meeting où purent s'exprimer des délégués de chaque continent et un défilé comme je n'en avais jamais vu, avec service d'ordre en tête et sur les côtés, et d'innombrables banderoles multicolores portant des mots d'ordre en japonais. Les manifestants scandaient inlassablement ces revendications dans leurs langues respectives. Quant à nous, nous avons reçu l'indication de lancer de toutes nos voix assemblées un « Plus jamais çà ! » en anglais : « No More Hiroshima ! ». Les amis du Gensukyo nous avaient remis des bandeaux portant le même mot d'ordre, que nous avons noués autour de nos fronts.

Le lendemain nous prîmes l'avion en direction de Hongkong, en compagnie de nombreuses délégations du Tiers-monde et de nos amis chinois.

- 12-

À Hongkong nous étions attendus par des hôtes chinois, qui agirent exactement comme si la ville se trouvait déjà en République populaire de Chine. Ils étaient chez eux. Ils nous firent passer douane et police britanniques sans encombre, ils connaissaient tous les fonctionnaires en place. Ils savaient les convaincre de nous accorder toutes facilités.

L'atterrissage m'avait impressionné. La piste d'arrivée était longue et construite sur un remblai avançant loin au milieu de la mer. Je crus au dernier moment que nous allions amerrir et non nous poser sur de la terre ferme. L'appareil vira cependant pour regagner son poste de stationnement rapproché de l'aérogare.

Nos amis nous emmenèrent immédiatement dans un hôtel de classe moyenne.

Notre transit devait durer deux ou trois jours. Le temps d'effectuer une visite sommaire de la grande ville, plus chinoise que britannique. Un interprète nous fournit des explications sur l'histoire de cette ville qui était en réalité une colonie anglaise. L'immense majorité de la population était chinoise, mais les banques, les industries, les structures touristiques, les organes exécutifs étaient dirigés par des Britanniques. Le soir de notre arrivée nous eûmes loisir d'effectuer une courte promenade dans un quartier de bijouteries. Il y avait vraiment de quoi émerveiller les petits Français que nous étions, je n'avais jamais vu tant de

bijoux et autres objets de grandes valeurs. À noter que rien ne me paraissait exotique. Simplement j'appris que les prix de ces marchandises étaient nettement moins élevés qu'en Europe.

Le lendemain nous eûmes le privilège d'être emmenés en voitures jusqu'à la montagne Victoria, d'où la vue sur l'ensemble de la baie de Hongkong était très pittoresque. À classer, selon mes goûts, parmi les panoramas du monde les plus exceptionnels.

Le troisième jour, levés assez tôt, nous prîmes un train à destination de la Chine populaire. Dans les couloirs des wagons de style européen, allaient et venaient d'innombrables vendeurs, surtout des enfants ou adolescents, qui parlaient couramment anglais et proposaient des paquets de cigarettes, des objets divers comme des éventails, des journaux, des bouteilles de rafraîchissement, surtout de coca-cola ou d'orangina, et d'autres gourmandises comme des petits pains cuits à la vapeur. Quelques hommes plus âgés promenaient des bidons contenant du thé chaud qu'ils vendaient également aux voyageurs. Ce spectacle était certes inhabituel pour nous Européens, mais il n'avait rien d'étrange et ne nous surprenait nullement.

Le train roula assez lentement et traversa de longs faubourgs où se dressaient des maisons assez basses, entourées d'une végétation luxuriante qui n'avait rien de commun avec les arbres et fleurs poussant dans nos contrées tempérées. Nous aperçûmes aussi beaucoup d'animaux, presque exclusivement des buffles noirs, nettement différents des bovidés des campagnes de France. De nombreuses mares permettaient à ces animaux de se rafraîchir en y plongeant la quasi-totalité de leurs corps volumineux. Seuls émergeaient de l'eau boueuse leurs têtes gris foncé avec leurs cornes et leurs museaux aux épaisses narines.

Enfin après deux heures de voyage environ, le train siffla longuement sans doute pour annoncer son arrivée, au terme de sa course, aux abords de la ville chinoise de Wenlu, ville frontière.

Nous descendîmes et fûmes aussitôt accueillis par de nouveaux accompagnateurs chinois. Nous avons effectué le trajet de Hongkong jusque là sans aucun hôte à nos côtés. Parmi ceux qui nous recevaient, figurait une femme, une dame encore jeune, qui parlait un excellent français sans accent. Nous sûmes plus tard qu'elle n'était autre que Madame Tzi Zong hua, interprète officielle attachée à Mao Zedong et à Chou En lai. Elle avait vécu son enfance à Paris. En bout de quai, elle nous offrit à boire. Et, stupéfaction, le verre qu'elle nous fit tendre par un employé sans doute préposé à la soif, contenait de l'eau chaude. Une eau qui conservait un goût de javel prouvant qu'ici on devait se prémunir contre toute contamination véhiculée par le liquide si désaltérant soit-il. Comme dans certaines villes de France d'ailleurs. Nul d'entre nous ne fit la moindre remarque. Mais l'un de mes camarades me souffla à l'oreille « Ce qu'ils doivent être pauvres ! ». Explication qui ne correspondait pas à la réalité. Dans une région aussi chaude que celle où nous arrivions, il était d'usage de se désaltérer avec la boisson qui ne présentait aucune nocivité, l'eau, d'autant plus rafraîchissante qu'elle était bue non refroidie.

Je ne me souviens plus du type de véhicule qui nous transféra ensuite de cette gare frontière dans la grande ville de Canton, train de nouveau ou voitures automobiles. Toujours est-il que c'est bien en voitures que nous pénétrâmes dans une vaste propriété, plus exactement un immense parc d'essences d'arbres et de fleurs multiples. Nous fûmes logés dans l'ancienne résidence de Tchang Kaï chek, une vaste construction de style chinois et de confort absolu. Des pièces quatre fois plus grandes que les pièces normales de chez nous, toujours séparées des couloirs y conduisant par des portes sculptées, entourées de lions et autres dragons, peintes en noir, rouge et or. Le restaurant où nous prîmes nos repas, entre Français, était installé dans une salle aux dimensions spectaculaires.

Mais Canton n'était qu'une étape sur notre voyage vers Pékin.

Nous y consacrámes néanmoins une journée à quelques visites : l'Institut d'étude du monde paysan qu'avait dirigé Mao Zedong dans les années vingt, puis le parc, les escaliers et le

monument destinés à honorer Sun Yat sen, fondateur de la République de Chine et du Kouomintang et les dizaines de milliers de Chinois révolutionnaires qui avaient été massacrés à la suite d'insurrections populaires. Ces visites successives constituaient objectivement un cours d'histoire de la Chine révolutionnaire. J'étais sincèrement passionné.

Le lendemain, nous prîmes un avion de la Compagnie des lignes intérieures chinoises pour parvenir enfin à Pékin. Nous nous rendîmes compte alors que nous étions loin d'être les seuls invités, un grand nombre de délégués des pays du Tiers-monde venus à Tokyo se trouvant aussi dans le même appareil. Je retrouvais notamment un ami algérien avec qui j'avais sympathisé au Japon, prénommé Touami, Président ou Secrétaire du Mouvement de la Paix en Algérie.

Pendant notre voyage, à une altitude modérée de trois ou quatre mille mètres et à une vitesse plus lente que celle des appareils intercontinentaux, nous pûmes observer depuis les hublots l'immensité de la Chine. Pas une parcelle de terrain ne nous semblait non cultivée. Le sol était un damier très régulier de cultures variées et les villages, alors organisés en communes populaires, paraissaient minuscules, perdus au milieu d'un océan de céréales, d'arbres fruitiers, de prairies d'élevage où nous distinguions des troupeaux de buffles ou de moutons.

Dès l'atterrissage, quand s'ouvrirent les portes de l'avion, nous fûmes appelés par pick-up, à l'intérieur de l'appareil, à descendre les premiers.

Une équipe d'accueil importante nous attendait et je connus pour la première fois le processus d'arrivée en Chine que je devais renouveler si souvent par la suite.

Au bas de la passerelle se tenait d'abord le directeur du département de liaison internationale du Comité central du Parti communiste chinois, ou son représentant le plus élevé en responsabilité.

Ce jour là, pour ce premier contact, je crois me souvenir que nous fûmes reçus par l'homme que nous avons déjà rencontré brièvement à Tokyo, Liu Ning yi. À ses côtés, je vis tout de suite, avec son très large sourire et ses grosses lunettes d'écaillé en bout de nez, un diplomate que j'avais rencontré plusieurs fois à Berne, le camarade Tchao Chu-li, qui parlait un français approximatif mais compréhensible. Puis encore une camarade femme, que j'étais appelé à revoir à chacun de mes voyages, fonctionnaire du département, Li Mei. Et encore un responsable du protocole, dont j'ai oublié le nom. Vous savez, les patronymes chinois ne sont pas plus simples pour nous que les patronymes français pour eux ! Trois voitures noires, longues, brillantes, nous emmenèrent. Mais, nouvelle surprise, les vitres étaient doublées de rideaux foncés qui empêchaient que l'on ne nous aperçut de l'extérieur, mais aussi que nous ne puissions observer le paysage extérieur à notre gré. Je crois me souvenir que ces automobiles plus volumineuses que luxueuses étaient de marques soviétiques. Un confort de qualité, en tout cas.

Ici j'eus droit à la fonction de chef de délégation et en cette qualité, je montais dans la première voiture en abandonnant mes camarades, et fus accompagné d'un responsable du département. Liu Ning yi avait d'autres obligations qui consistaient tout simplement à recevoir d'autres délégations.

Nous dûmes rouler une bonne heure. Je ne vis donc pas grand-chose, si ce ne fut quelques paysans marchant sur les bords de la route, quelques attelages, très peu ou presque pas de voitures. Madame Tsi me tenait la conversation et traduisait les propos du camarade qui était sans doute le fonctionnaire chargé des relations du département avec les communistes de l'Europe occidentale, ou même de la France.

Nous finîmes par arriver d'abord dans les faubourgs, puis dans le centre de Pékin. Première impression : ville extrêmement étendue, sans immeubles d'habitation de plusieurs étages, sauf là où nous nous arrêtâmes, en plein centre. Nous arrivions au grand hôtel de l'Amitié, bâtisse élevée construite jadis, me dit-on, par des étrangers occupant la Chine. Nous nous trouvions en plein

milieu de la plus longue artère de la capitale chinoise, Wang Fou chin. Avant d'entrer très rapidement dans l'hôtel, j'eus le temps d'apercevoir sur cette voie d'innombrables cyclistes, presque tous et toutes habillés en bleu. Le temps était chaud, sec, le ciel immaculé.

Je pinçai l'un de mes avant-bras, pour être certain que je ne rêvais pas. Or, oui, j'étais bel et bien éveillé. Et je me trouvais à Pékin !

- 13 -

L'hôtel de Pékin était un vieil établissement. Une partie de son personnel avait travaillé dans ses murs dès avant la Révolution. Si bien que quelques-uns des serveurs auxquels nous avions affaire baragouinaient quelques mots d'anglais et même de français.

Les pièces de cet immense immeuble étaient de vastes dimensions, leurs entrées dissimulées par des portes décorées de motifs divers, avec des tentures, dans un style, où rouge, noir et or s'entremêlaient harmonieusement. Dans chaque salle des tableaux de dimensions murales représentaient des scènes anciennes ou modernes, le tableau central montrant invariablement Mao Zedong souvent entouré de dirigeants légendaires de la Révolution chinoise. Il y avait aussi des peintures de style chinois traditionnel représentant des montagnes aux sommets environnés de nuages.

Dès le premier soir, nous fumes invités à un « banquet », tel était le terme utilisé par nos hôtes pour exprimer l'idée d'un repas officiel. Les principaux responsables du département de liaison étaient présents, dont très certainement Liu Ning yi, mais je ne m'en souviens plus. Le repas, exclusivement chinois bien entendu, fut des plus inattendus, faisant succéder des plats sucrés à des plats pimentés. Je me régalai, c'était délicieux. Pour terminer nous trinquâmes à l'inévitable victoire future du marxisme-léninisme sur le révisionnisme moderne. Des petits verres de maotai montait une odeur à laquelle nous n'étions pas habitués et qui

nous semblait désagréable. Mais une fois dans nos gosiers, après ces plats typiquement chinois, nous en apprîmes la saveur certes fortement alcoolisée. Pour trinquer nous apprîmes à dire « campé ». À la fin du repas, l'hôte principal nous déclara que nous devions être fatigués et qu'il était temps que nous allions nous reposer. Par la suite nous comprîmes que les militants chinois se couchaient de bonne heure en général et se levaient très tôt, de façon différente de nos habitudes occidentales.

Le lendemain, après avoir absorbé de véritables breakfasts avec tartines de confiture, fruits, œufs bacon ou sur le plat, thé ou café au lait, le tout à volonté, nous nous rendîmes à notre première réunion de contact politique avec des représentants du département de liaisons internationales du comité central. La séance de travail en commun dura jusque vers une heure. En tant que visiteurs nous eûmes à prendre la parole les premiers, mais nos hôtes n'attendaient pas longtemps pour nous exposer le programme de visite de la Chine qu'ils nous proposaient. Nous partîmes par avion à Shanghai qui nous apparut aussi comme une ville aux dimensions démesurées, avec un port s'étendant jusqu'à l'horizon, avec quelques gratte-ciel. Nos amis nous invitèrent à monter tout en haut de l'un d'eux pour avoir une vue panoramique de la cité. Le bruit de la rue était beaucoup plus fort que dans les rues de Pékin. Nous vîmes l'ancienne entrée du quartier réservé aux Français où figuraient des écriteaux interdisant de pénétrer « aux chiens et aux Chinois ». Nous apprîmes qu'avant la Révolution, Shanghai était une ville où les femmes dites de mauvaise vie pullulaient. Il y avait un lupanar réunissant environ dix mille prostituées. La rééducation de ces malheureuses avait été menée dans des conditions extrêmement difficiles et celles d'entre elles qui avaient réussi à accepter d'abandonner leur métier antérieur travaillaient maintenant normalement comme toute femme chinoise. D'autres, et je crois bien la majorité, avaient été expulsées vers Hongkong.

Lors de notre retour à Pékin, nous pûmes bénéficier d'une brève visite au fameux bazar que les gardes rouges devaient entièrement détruire quelques années plus tard. Un quartier que nous aurions nommé chez nous « marché aux puces ». On y

trouvait de tout, des objets les plus ordinaires aux plus inattendus. Ici, pour les occidentaux que nous étions, régnait un exotisme pas toujours facile à comprendre.

Puis nous visitâmes le Palais d'été, la cité interdite, la colline de charbon et, naturellement, la place Tien An men. L'immense estrade qui lui faisait face était décorée d'un portrait central géant de Mao Zedong, et, sur les côtés de portraits moins grands de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline. Au milieu de la place était érigé un monument en hommage aux martyrs de la Révolution dont les bas-reliefs représentaient des épisodes célèbres des événements de l'histoire du peuple chinois.

Enfin, nous eûmes l'extrême faveur de pouvoir visiter le quartier des antiquaires. J'y vis d'innombrables objets en tout genres devant lesquels je m'émerveillais, ce qui ne pouvait que surprendre nos camarades chinois. Pour eux en effet ces miniatures d'art appartenaient à la Chine du passé féodal. Mais je ne pus cacher mon admiration pour plusieurs d'entre eux.

Le lendemain, qui devait être le dernier ou l'avant-dernier jour de notre visite, nous fûmes « consignés » à l'hôtel en l'attente d'un événement exceptionnel dont nos hôtes ne nous révélèrent pas tout de suite l'objet. Puis vers quatre heures de l'après-midi, ils nous demandèrent de nous préparer pour rendre visite, sur son invitation, au Président Mao Zedong. Je fus pris d'une intense émotion.

Je n'avais qu'un seul costume, mis l'une de mes deux chemises, la blanche gardée en cas de besoin, nouai mon unique cravate, me coiffais du mieux possible et rejoignis mes camarades dans une salle d'attente.

Au bout de deux heures d'impatience, nos hôtes, tout aussi fébriles que nous, vinrent nous chercher et nous firent monter dans les voitures du Comité central. Nous fûmes conduits dans un immeuble à l'intérieur de la cité interdite. Nous fûmes regroupés

dans une pièce assez vaste avec les délégations du Tiers-monde, et l'on me fit asseoir au premier rang.

Peu après, Mao Zedong, s'appuyant sur de jeunes Chinois beaucoup moins grand que lui, pénétra et salua l'auditoire en souriant. Il dit quelques mots dans une langue qui n'était pas le mandarin, nous dit-on, mais le dialecte de sa province natale, le Hounan.

Il prit place face aux visiteurs à deux mètres de moi, me désigna de son index et me demanda dans sa langue : « Vous êtes Français ? ». Intimidé, je répondis par l'affirmative. Mais déjà il enchaînait : « Connaissez-vous le général De Gaulle ? ». Je répondis encore par l'affirmative, en précisant qu'il était le chef d'Etat de mon pays, mais que je n'avais pas de relations directes avec lui. Et Mao partit d'un immense éclat de rire en lançant sa tête en arrière, ce qui fit apparaître l'immensité de son front et la largeur de sa bouche. « C'est le bourgeois le plus rusé du siècle ! » affirma-t-il. Puis, il poursuivit encore en s'adressant de nouveau directement à moi, je dirais peut-être que c'était une forme de discussion dialectique. « Avez-vous peur de la bombe atomique ? ». Je répondis que je n'avais pas peur, mais qu'il fallait mener une lutte continue contre les armes d'extermination massive. Une fois encore il enchaîna sans écouter la traduction de ma réponse. « La bombe atomique n'est qu'un tigre de papier ! » dit-il en jetant un regard tournant sur les cinquante invités assis dans la salle. « C'est un tigre de papier sur le plan stratégique, ajouta-t-il, mais un tigre qui a des dents de feu sur le plan tactique. » C'était là l'analyse que nous avions déjà étudiée en France à l'aide de documents fournis par nos amis de Berne pour contrecarrer les arguments des dirigeants du Parti français qui la dénaturaient complètement en faisant le jeu de la politique des révisionnistes de Moscou et des gouvernants Américains.

L'entretien, si l'on peut appeler cette rencontre un entretien, ne dura pas plus d'une demi-heure, moins peut-être. Mao se dirigea vers la sortie, toujours appuyé sur les deux jeunes gens

avec lesquels il était arrivé. Visiblement il souffrait des jambes. Mais il resta debout et serra toutes les mains des invités qui passèrent devant lui. Je lui dis merci au nom de notre délégation et lui souhaitai bonne santé.

Le quotidien *Renmin Ribao* qui tirait à plusieurs dizaines de millions d'exemplaires publia le lendemain une photographie de groupe pour laquelle nous avions tous posé à ses côtés. Je figurais au premier rang, entre un délégué camerounais et mon ami l'Algérien Touami.

- 14-

Il ne me semble pas que nous ayons eu un nouvel entretien politique avec le « département ». Nos hôtes nous reconduisirent à l'aéroport de Pékin, et, là nous fûmes de nouveau accueillis dans une salle spéciale par Liu Ning yi qui resta avec nous jusqu'au moment de l'embarquement. Le préposé au protocole nous rendit nos passeports qu'il nous avait poliment demandés à notre arrivée. Les cachets d'arrivée et de départ de la République populaire de Chine étaient majestueux et dûment apposés, avec une application visible plus nette que ceux du Japon et de Hongkong.

L'aéroport de Pékin était assez rudimentaire en 1964 et n'avait aucunement les aspects d'un grand centre aérien international comme nous avons eu l'occasion d'en traverser quelques-uns Depuis Paris. D'ailleurs à ce moment-là ne fonctionnait pas encore une compagnie chinoise aérienne assurant des vols intercontinentaux. Il n'est pas douteux que l'établissement de relations diplomatiques entre la France et la Chine populaire puis l'entrée de cette dernière à l'O.N.U. incita le gouvernement chinois à accélérer la mise en service ultérieure de sa propre compagnie aérienne de vols internationaux et naturellement l'aménagement moderne des aéroports de Pékin, Shanghai et d'autres grandes villes.

De retour en France nous dûmes rapidement reprendre nos activités qui exigeaient à la fois du courage, de la perspicacité et de la santé. Nous étions attaqués de tous les côtés : de la part du Parti communiste français en proie à une période de délire révisionniste et de la part des services de police de l'État français.

Dès le 7 août 1964, je fus amené à présenter devant le Bureau du cercle de Marseille un rapport détaillé sur notre voyage au Japon puis en Chine populaire. En ce qui concerne le compte-rendu des travaux de la X<sup>e</sup> Conférence Internationale contre les armes A et H, mes informations étaient déjà préparées très sérieusement avec le concours de François Marty, membre du Conseil national du Mouvement de la Paix. Connu pour sa sincérité et son honnêteté, il avait été rudement diffamé par les révisionnistes, mais jusque-là sa popularité les avaient empêchés de l'exclure de cette association de masse.

Un sujet supplémentaire s'offrit à nos réflexions : les élections municipales à Saint-Savournin. Le vieux sénateur révisionniste Léon David, que les paysans estimaient beaucoup parce qu'il leur rendait de nombreux services, avait été envoyé sur place par la Fédération. Finalement nous prîmes la décision de ne pas constituer une liste autour de Paul Coste, parce que sur le plan de la commune nous aurions fait figure de diviseurs.

Le 7 octobre, je présentai un nouveau rapport, cette fois exclusivement consacré à notre séjour en Chine populaire. Nous avons appris entre-temps la scission du Gensukyo japonais à l'initiative des Soviétiques, mais nos jeunes militants, ainsi que Castan, Rovini et quelques autres critiquaient le fait que nous apparaissions davantage comme des supporters des Chinois que comme des militants communistes préoccupés des dures conditions économiques et sociales des travailleurs en France. Un certain clivage, non antagonique, se dessina peu à peu entre ceux qui désiraient militer avant tout en faveur de la Chine contre l'Union soviétique, et ceux qui, tout en critiquant

cette dernière, entendaient agir surtout sur les questions sensibles aux populations françaises.

Au cours de la discussion suivant mon exposé sur notre voyage en Chine, pendant lequel nous avons aussi rencontré le vieux Maréchal Tchen Yi, le jeune camarade algérien demanda si les camarades chinois pensaient que la Révolution violente était aussi possible en France comme en Algérie ou à Cuba. Je lui répondis que les communistes chinois avançaient une conception de la « zone des tempêtes », c'est-à-dire essentiellement des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, où grondait la révolution, mais qu'ils ne pensaient pas que pour l'instant existait une situation révolutionnaire dans les pays capitalistes d'Europe. J'ajoutai que ce ne pouvait être une raison pour nous croiser les bras et que le devoir de tout communiste en France consistait à soutenir par tous les moyens possibles les justes luttes des peuples du Tiers-monde.

Dès cette époque, dernier trimestre de l'année 1963, fonctionnaient à Marseille des cellules marxistes-léninistes dans plusieurs quartiers : Vauban, Centre-ville, Marseilleveyre, Saint-Gabriel, Saint-Louis et La Blancarde. Chacune avait la directive de compter sur ses propres forces au point de vue financier et fonctionnait comme les structures de base du P.C.F, exigeant des cotisations mensuelles de tous ses adhérents. Elles tenaient des réunions hebdomadaires, en alternant les ordres du jour : une semaine une réunion idéologique, la semaine suivante, une réunion de travail pratique, collage d'affiches, tracts, badigeons, etc... Mais ce que nous voulions consistait à instaurer un style de travail différent de celui des cellules du vieux Parti. Nous exigeons de chaque adhérent qu'il ait une activité concrète et ne demeure pas passif. Nous considérons que les adhérents du P.C.F. se comportaient en général comme ceux des partis sociaux-démocrates, Parti socialiste et autres. Vis-à-vis des jeunes militants qui rejoignaient nos rangs nous soulignons qu'un communiste marxiste-léniniste devait avoir à lui seul davantage d'activité que cent révisionnistes. Pour nous la solution résidait

dans la force de l'idéologie, la confiance dans notre ligne politique. Il est effectif que de vieux communistes, vieux par leur ancienneté dans les rangs du PCF, comme des jeunes gens qui n'avaient pratiquement jamais milité réagissaient avec enthousiasme envers nos initiatives.

Pour répondre aux exigences sans cesse réitérées des quelques militants de Clichy et de nos camarades albanais, nous finîmes par accepter de nous rendre en délégation à Bruxelles pour une rencontre avec le Parti communiste de Belgique que dirigeait Jacques Grippa. Selon les affirmations de Claude Beaulieu, ce Parti regroupait d'ores et déjà le quart des effectifs du vieux Parti révisionniste belge. Il publiait un périodique bien présenté *Le Drapeau rouge*. Je fus chargé de conduire cette délégation, accompagné de François Marty, de Perpignan, Robert Thiervoz, de Grenoble, Marcel Juliot de Marseille et, sauf erreur de mémoire, de Régis Bergeron, de Paris.

Jacques Grippa ne nous accueillit pas lui-même. L'un de ses représentants nommé Morenhoot eut charge de nous présenter un exposé général sur les activités du P.C.M.L.B. au siège de leur Comité central, un immeuble imposant. Une rencontre nous fut annoncée pour le lendemain avec le leader de cette formation, qui était, nous dit-on, un ancien membre du Bureau politique du vieux Parti devenu révisionniste. En attendant cette échéance, un militant fut chargé de nous faire visiter la capitale de la Belgique.

Nous avons mis comme condition à l'acceptation de cette rencontre sollicitée depuis longtemps par les camarades belges et albanais que la délégation française soit exclusivement composée de militants de notre Fédération, à l'exclusion de Beaulieu et autres membres du cercle de Clichy qui n'avaient pas notre confiance.

Lorsque nous fûmes introduits dans une grande salle où se trouvait déjà Jacques Grippa, nous fûmes aussitôt frappés par l'absence totale de toute cordialité dans son comportement. Il

nous accueillit très froidement, puis nous fit asseoir un peu comme des élèves dans une classe d'établissement scolaire. Presque aussitôt après entra une délégation soi-disant venue de Clichy et Beaulieu prit place auprès de Grippa. À notre première stupéfaction succéda rapidement la conviction que nous étions tombés dans un piège.

François Marty se montra catégorique : les accords passés pour fixer l'ordre du jour de la rencontre franco-belge étaient violés. Par conséquent nous n'avions plus rien à faire en ces lieux. Nous condamnions de pareilles méthodes. Il s'agissait d'une ingérence inadmissible dans les affaires intérieures des marxistes-léninistes de France. En conséquence nous quittâmes prestement cet établissement et nous rendîmes aussitôt à la gare centrale de Bruxelles pour rentrer dans notre pays. À 16 heures, notre train démarra tandis que nous échangeions nos commentaires indignés.

Tous nos camarades des cercles déjà constitués approuvèrent ensuite notre attitude et condamnèrent celle du Parti belge et de son curieux dirigeant.

En ce qui me concerne, je commençai à supposer qu'existaient des différences tactiques entre les Partis Albanais et Belge d'une part, et le Parti communiste chinois d'autre part. Mais, dans ma pensée, je n'allais pas encore, jusqu'à imaginer qu'il puisse s'agir de divergences fondamentales ou de rivalités pour assumer la direction internationale du mouvement marxiste-léniniste. De toutes façons, je n'en dis absolument rien à qui que ce soit, je conservais cette impression au fond de moi comme un secret. Ou plus exactement, comme une inquiétude.

La décision fixée par la Fédération des cercles marxistes-léninistes de lancer un mensuel fut longue à voir le jour. François Marty et moi-même en étions les principaux protagonistes, mais nous étions extrêmement exigeants à la fois pour les camarades qui allaient participer à la rédaction et à l'administration de ce périodique et vis-à-vis de nous-mêmes. D'abord il fallait réunir les fonds de départ, il importait de trouver un imprimeur en qui nous avions confiance, c'est-à-dire un artisan qui ne soit pas en relations amicales avec la direction du Parti révisionniste ni avec les services des Renseignements généraux. Il fallait prévoir une diffusion commerciale par le canal des Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne, les N.M.P.P. dont les bureaux et entrepôts étaient à Paris rue du Sentier, juste derrière ceux du quotidien *France-Soir*, il importait que nous connaissions exactement les formalités administratives à respecter, les déclarations et dépôts légaux obligatoires, bref il s'agissait d'une entreprise exigeant des expériences que nous ne possédions pas encore.

Un débat assez vite réglé se conclut par la réalisation de l'unanimité des militants responsables de la Fédération sur le choix du titre *L'Humanité-nouvelle*. La question de savoir si nous reprendrions la même calligraphie que celle du titre de la vieille *Huma* fondée par Jaurès suscita quelques hésitations. Les dirigeants révisionnistes ne trouveraient-ils pas là une cause suffisante pour nous faire un procès en justice ? Je considérais pour ma part qu'ils n'oseraient pas engager une telle initiative. En agissant ainsi ils auraient pris le risque de nous faire une publicité susceptible de révéler notre existence à des milliers de communistes qui pensaient comme nous, mais ne savaient pas encore que nous existions, organisés en dehors des rangs du vieux Parti. La suite me donna raison, il n'y eut aucun procès contre *L'Humanité-nouvelle*.

Le premier numéro sortit des presses sur seize pages au mois de février 1965. Son directeur de publication fut d'emblée François Marty. Régis Bergeron fut rédacteur en chef, il était en réalité le seul journaliste de métier présent parmi nous. Je fus, de fait, secrétaire de rédaction, chargé de rassembler avec Marcel Juliot, les différents articles à publier dans les rubriques ouvertes dès le début. Mais une tâche bien particulière m'imposa un travail soutenu pendant deux ou trois jours par mois. J'avais aussi à assumer la mise en page, articles, photographies, titres, pavés légaux imposés par la Loi sur la presse. Je demeurais donc pendant des heures au marbre, à côté d'un typographe, avec lequel je me liais d'amitié sans pour autant le transformer en marxiste-léniniste. Cet homme, nettement plus âgé que moi, était tout simplement un ouvrier et possédait un sens de classe naturel et, du coup, certains de nos textes ne pouvaient manquer de lui plaire. L'avantage de ce rapport entre lui et moi fut tout simple : il ne fut jamais de mauvaise humeur et fit preuve d'une grande patience vis-à-vis de toutes les erreurs et autres fantaisies qui n'étaient dues qu'à mon inexpérience.

La vente de notre organe rencontra d'extrêmes difficultés. D'abord parce que *L'Humanité-nouvelle* n'était pas connue. Ensuite parce que là où elle était évoquée dans les rangs du vieux Parti, les cadres fédéraux arrivaient aussitôt pour nous diffamer et lancer contre nous calomnies et mensonges. Ils n'hésitaient pas à nous accuser d'être des « flics ». Enfin parce que les organismes de distribution, NMPP à Paris et régionalement, ainsi que les kiosques publics ne trouvaient aucun intérêt financier à la vente de cet organe de faible tirage et de trop longue périodicité. Il est intéressant de souligner que la cellule d'entreprise du Parti révisionniste aux NMPP adopta à notre égard une attitude nullement antagonique. Son secrétaire politique devint bientôt membre de notre organisation.

Contrairement à ce qu'écrivent les journalistes, reporters et autres auteurs qui entendent traiter, aujourd'hui, des « maoïstes », notre organe ne bénéficia pas durant toute sa période d'édition de dix mille abonnements chinois. Ce chiffre

important ne fut réalisé je crois bien qu'à l'époque où il devint quotidien durant une assez courte période, après 1970. Les abonnements étrangers, essentiellement chinois et albanais, nous aidèrent certes de façon précieuse, mais les quantités commandées varièrent d'une année à l'autre, n'atteignant leur sommet qu'un ou deux ans de suite en cette période exceptionnelle. En général, nous eûmes à expédier en Chine populaire 5 000 exemplaires, que les lecteurs de français trouvaient dans les aéroports des grandes villes. Bientôt d'ailleurs « *l'Humanité* » révisionniste ne franchit plus les frontières chinoises. Les étudiants de langue française de l'Université de Pékin n'eurent plus à leur disposition que notre modeste organe, qu'ils pouvaient se procurer à la Librairie internationale de Pékin.

Une autre source de financement de la trésorerie indispensable qui nous permit de tenir près de quinze années (*Humanité-nouvelle*, puis *Humanité-rouge*) provint de la souscription permanente dont l'objectif fut plusieurs fois de recueillir en douze mois quatre-vingt à cent millions de francs (de centimes d'aujourd'hui). Plusieurs années de suite, surtout au début et en 1968, nos résultats en ce domaine furent excellents, et même si l'objectif resta quelquefois supérieur au résultat obtenu, il n'en fut pas moins proche et utile, voisinant les quatre-vingt millions de francs. À cet égard je dois révéler les sacrifices énormes que consentirent de nombreux lecteurs et militants, qui envoyèrent des sommes très importantes par rapport à leurs revenus professionnels. Il y avait dans de telles attitudes la manifestation d'une conviction, d'une honnêteté et surtout d'une espérance engendrées par notre refus du révisionnisme moderne et des méthodes bureaucratiques, antidémocratiques et brutales des dirigeants du Parti français. La politique suivie par les dirigeants de Moscou était de plus en plus condamnée, non par des ennemis de classe du communisme, mais au contraire par des militants qui se voulaient radicalement communistes et fidèles au passé glorieux de leurs aînés en France comme dans le monde entier.

Notre organe mensuel put ouvrir rapidement une rubrique de « Lettres de lecteurs » dans laquelle s'exprimèrent de nombreux militants, de manière anonyme ou revendiquée et signée.

Les cercles marxistes-léninistes fleurissaient un peu partout en France, dans des villes ou dans des usines et nous recevions des encouragements d'un peu tous les milieux. Régis Bergeron nous fit savoir que Gilbert Mury, qui exerçait encore de hautes responsabilités au sein du Parti révisionniste, était prêt à nous rejoindre.

Courant avril 1965, nous reçûmes de l'Ambassade d'Albanie une invitation à assister aux cérémonies du Premier Mai à Tirana. Je réussis à prendre le congé nécessaire, soit une semaine à imputer sur mon congé annuel. Je partis en compagnie de François Marty. Mais j'eus dans la capitale albanaise la désagréable surprise d'y retrouver le fameux Claude Beaulieu, en qui nous n'avions vraiment aucune confiance. Nous le soupçonnions d'être soit une « barbouze » travaillant pour la police, soit un indicateur de la section de montée des cadres du Parti révisionniste, c'est-à-dire encore d'une police parallèle. Je ne peux toujours pas trancher cette question, et pense qu'il n'était peut-être ni l'un ni l'autre. Toujours est-il que très longtemps après, à l'occasion de mes activités militantes antiracistes, je devais le rencontrer et j'appris qu'il était membre d'un organisme du Parti communiste français dans le département des Alpes-Maritimes. Je n'en tire aucune certitude, mais seulement une hypothèse subjectiviste, disons une présomption.

Je fus assez impressionné par le défilé militaire et populaire albanais. Nos hôtes nous avaient placés à la tribune d'honneur, aux côtés de nombreux autres étrangers qui représentaient des groupes marxistes-léninistes européens ou d'autres pays dans le monde. Nous fîmes la connaissance de certains d'entre eux, notamment d'Italiens, d'Allemands et d'Autrichiens. Une place

de choix, plus près du centre de la tribune, était occupée par les Belges.

Un banquet officiel nous réunit tous avec les dirigeants albanais dans le château de l'ancien roi Zog. Chacun dut y porter un toast en faveur des mots d'ordre marxistes-léninistes en même temps qu'à la santé d'Enver Hoxha, et à la gloire des grands dirigeants révolutionnaires. Le repas fut abondant, servi par des gens stylés habitués aux grandes réceptions. Avant de partir chacun d'entre les invités serra la main du chef de l'Etat populaire albanais et de ses plus proches compagnons, Husny Kapo, Mehmet Chehou, Ramiz Alia notamment.

Le lendemain, ou la veille, je ne m'en souviens plus avec précision, nous eûmes, François Marty et moi-même, un long entretien avec les représentants de la direction du Parti frère, dans une assez petite pièce de l'immeuble servant de siège au Comité central. Ce qui fut exposé et déclaré n'est pas du tout resté dans ma mémoire. Je sais seulement qu'Enver Hoxha fit une entrée remarquée après que nous avions déjà tous pris place. C'était un homme de haute taille, avec une chevelure foncée de coupe un peu romantique, un regard direct et perçant, sachant parler français assez correctement, parce qu'il avait vécu, jeune étudiant, une année, à Montpellier. Il nous manifesta une sollicitude un peu exubérante et nous donna de nombreux conseils, en prenant des exemples tirés de la lutte de libération qu'il avait conduite victorieusement contre les Italiens d'abord, puis contre les Nazis. Le plus sympathique de ses compagnons me parut être Husny Kapo. Tel fut aussi l'avis de François Marty.

Mais le plus intelligent, à mon très modeste avis, me semblait être le plus jeune d'entre eux tous, Ramiz Alia, qui parlait au moins quatre langues étrangères dont le français.

Les journées passèrent très vite et nous nous retrouvâmes bientôt sur la voie du retour, par avion comportant un changement de lignes à Bari, dans le sud de l'Italie, puis à

Rome Fiumicino. Nous dûmes descendre à Nice et rejoindre ensuite Marseille par une ligne intérieure française. Nous étions plutôt fatigués.

Quelques jours à peine après notre retour était publiée la nouvelle que la Chine populaire venait de procéder à sa deuxième expérience atomique. Nous étions satisfaits de voir ainsi brisé le monopole nucléaire américano-soviétique. Pour nous la menace d'une agression des États-Unis se trouvait quelque peu éloignée par la possibilité de riposte, même minime, de la Chine communiste. Le fameux Traité de Moscou qui avait tellement opposé les révisionnistes du monde entier et les marxistes-léninistes se trouvait contourné par le gouvernement du pays où vivait le plus grand peuple de la terre qui avait refusé de le signer. Je tiens à rappeler qu'à l'initiative du général De Gaulle, la France avait aussi refusé de signer ce traité instaurant une double hégémonie planétaire.

Avant même que nous ayons eu le temps de réunir nos instances dirigeantes de la Fédération, nous reçûmes des informations de militants nous annonçant que pendant notre absence, le nommé Georges Frêche, adhérent de date récente, avait entrepris une visite des différents responsables des cercles marxistes-léninistes existant pour leur expliquer qu'il fallait « vider les vieux et les remplacer par des jeunes ».

En clair, il demandait que l'on expulse des rangs de la Fédération François Marty et Jacques Jurquet pour mettre à leur place des militants moins âgés, et, naturellement, lui-même, docteur en droit et ancien militant de la Fédération Générale des Etudiants de Lettres, la FGEL. Nous fûmes pour le moins stupéfaits. Une réunion spéciale fut convoquée pour le 5 juin, au cours de laquelle, à l'unanimité, ce curieux personnage fut exclu par les cercles de Tours, Bordeaux, Aix en Provence, Le Havre, Grenoble, Paris, Marseille et par le Secrétariat provisoire composé de François Marty, Louis Rovini et Jacques Jurquet.

Georges Frêche a depuis lors fait une carrière politicienne. Après qu'il eut signé dans *l'Humanité-nouvelle* une étude sur les questions agricoles sous le pseudonyme de Georges Lierre, et après son exclusion, il rejoignit tout d'abord le groupe de Clichy, dirigé par Claude Beaulieu. Puis, après une interpellation en Suisse sur laquelle je vais revenir plus loin, il quitta définitivement les rangs des marxistes-léninistes et disparut, du moins pour nous. Plus tard nous devions le reconnaître en la personne du député-maire de Montpellier, élu socialiste. C'est pourquoi les plus humoristes d'entre les nôtres, prenant en compte son pseudonyme lors de son court passage dans nos rangs, le baptisèrent « la plante grimpante ».

- 16 -

L'année 1965 n'avait pas fini de nous offrir des surprises.

J'effectuais assez régulièrement, mais nullement tous les mois, beaucoup moins souvent en vérité, des visites à l'Ambassade de Chine populaire en Suisse.

Lors d'un voyage effectué au cours du premier trimestre de 1965, je me rendis compte que j'étais filé et surveillé par deux hommes en civil, que je tins aussitôt pour deux fonctionnaires de police. Comme je prenais, à Lyon-Perrache, mon billet pour la Suisse, ils passèrent juste derrière moi au guichet de la SNCF et j'entendis qu'ils demandaient des titres de transport pour la même direction. Sans leur laisser l'impression que je les avais repérés, je me mis à les surveiller. Ils montèrent, comme par hasard, ou, tout au contraire de façon très déterminée, dans le même wagon que moi, cherchèrent, depuis le couloir, l'endroit où je m'étais installé et demeurèrent debout non loin de mon compartiment. À l'arrivée à Berne, ils me laissèrent descendre devant eux, mais je m'arrangeai pour qu'ils soient contraints de me dépasser et je constatai qu'ils se

rendirent directement à une porte, qui ne constituait nullement une sortie de la gare, mais portait en grosses lettres l'indication « police ». J'avais compris, mais ignorais s'il s'agissait de policiers français ou suisses. De toutes façons, je pensai qu'une coordination étroite existait entre les deux services et peu m'importait que ces gens soient de mon pays ou de celui où je me trouvais en situation d'étranger.

Je me rendis à l'hôtel où je descendais habituellement, puis à l'Ambassade de Chine populaire en taxi. Pas de filature apparente. Je n'indiquai pas même le fait à mes interlocuteurs chinois.

Quelque temps plus tard, alors que j'effectuai une nouvelle fois le même trajet, à l'arrêt en gare de Lausanne, une femme élégante, toute vêtue de noir, monta dans le wagon. Je me trouvais seul, il n'y avait pas d'autres voyageurs. Elle sembla chercher quelqu'un, puis me vit et vint s'asseoir juste en face de moi. Elle sortit aussitôt de son sac à main un superbe boîtier à cigarettes, puis une cigarette, enfin un briquet et m'interpella « J'espère que la fumée ne vous dérange pas, Monsieur ». Je ne lui répondis que par une dénégation bougonne de la tête. Alors elle alluma sa cigarette en élevant très haut son briquet, disons à hauteur de mon visage. Sur le moment je ne compris pas, mais quand elle recommença le même manège un moment plus tard, je pensai instantanément que cette femme était en train de me photographier. Jusqu'à Berne, je ne desserrai pas les dents, elle non plus. Affectant une politesse naturelle, je la laissai passer la première pour descendre du train et l'observai attentivement jusqu'au moment où je la vis entrer à son tour, sans hésitation, dans la partie de la gare portant l'inscription « police ».

J'informais mes plus proches camarades, à mon retour en France, que je me trouvais sous surveillance policière.

Je ne me trompais pas.

Ces filatures étaient-elles demandées par les Renseignements généraux français, ou par la Police fédérale

suisse, je l'ignore toujours. Mais à la façon dont réagirent ultérieurement les journalistes et dirigeants du Parti révisionniste, j'incline à penser que nous avons été donnés par la section de montée des cadres alors dirigée par Gaston Plissonnier. Toutefois rien n'est jamais établi de manière infaillible en pareilles circonstances.

Toujours est-il que fin juin 1965, trois d'entre nous furent interpellés à la frontière, du côté suisse. Il convient que je relate cette péripétie.

Nos contradictions avec le C.M.L.F. de Claude Beaulieu, comme d'ailleurs avec les Belges, ne cessaient de s'exacerber. À tel point que notre direction de la Fédération des Cercles marxistes-léninistes décida d'en informer le Parti communiste chinois. Pour cette démarche furent désignés trois camarades : François Marty, Marcel Juliot et moi-même. Deux d'entre nous travaillaient et ne pouvaient se libérer que durant un week-end. Nous prîmes donc le train en direction de Berne en passant, comme d'habitude par Lyon-Perrache, le Samedi 19 Juin 1965. Aussitôt arrivés, nous eûmes un entretien approfondi avec nos interlocuteurs chinois, au siège de leur ambassade, puis, le soir, un peu tard, nous rejoignîmes le grand hôtel où nous avions pris l'habitude de descendre lors de nos passages. Nos amis chinois nous avaient défrayés de nos dépenses, ce qui était normal, parce que sans ce soutien concret, nos bourses respectives ne nous auraient pas permis de tels déplacements. Nous avons reçu chacun deux cents dollars, ce qui couvrait correctement et sans excès les frais de train, d'hôtel, de nourriture. Mais, par vigilance, nous effectuâmes le retrait de francs français dans une agence de change près de la gare. Nous considérions inutile d'être éventuellement trouvés porteurs de dollars. Le préposé de la caisse nous remit à chacun un ticket enregistrant l'opération effectuée.

Nous montâmes dans le train suisse, assez satisfaits d'avoir pu apporter à nos camarades chinois des explications détaillées

justifiant que nous ne voulions avoir aucune relation avec le groupe de Clichy, particulièrement suspect à nos yeux.

Le voyage est assez rapide entre Berne et Genève, même en omnibus. Nous arrivâmes vers la fin de la matinée dans la grande cité des bords du lac Léman. Il faisait beau temps, nous n'étions pas trop fatigués, mais je redoutais simplement un accès de rhume des foins, maladie à laquelle j'étais prédisposé depuis longtemps pendant les mois de printemps.

Nous descendîmes pour passer en territoire français par le couloir souterrain qui relie les deux pays. Les baraques des douaniers et des services de police s'élevaient en haut, sur les quais, de chaque côté, l'un français, l'autre suisse.

Dès que nous fûmes engagés dans les escaliers du côté suisse, des fonctionnaires de la police fédérale helvétique en civil nous abordèrent et nous déclarèrent que nous étions en état d'arrestation. Nous fûmes séparés en moins de vingt secondes et escortés, chacun, par l'un de ces personnages. Je pus remarquer que notre arrestation avait fait l'objet d'une préparation minutieuse par le nombre impressionnant de policiers en civil que j'aperçus dans les escaliers et dans la gare. On nous conduisit dehors et l'on nous fit monter dans des automobiles banalisées.

Ni vus ni connus. C'était une interpellation dans toutes les règles de la discrétion. Puis on nous amena dans un immeuble important qui devait être le siège de la direction fédérale de la Police suisse.

Je ne ressentais aucune inquiétude et ne parvenais pas à comprendre pour quelle raison avait pu être décidé ce contrôle. Et sur demande de quel organisme.

Le fonctionnaire qui s'occupait de moi se présenta, Commissaire Marchesi. Il me donna lecture d'un texte me notifiant une inculpation « d'espionnage au profit d'un État, d'une nation ou d'une formation politique étrangère ». Cette notification était plus détaillée que les quelques mots qui

demeurent dans ma mémoire. Elle me fit éclater de rire, sans ostentation, mais avec une totale sincérité. Moi, un espion ? C'était une farce. Mais l'honorable flic suisse, qui restait très poli, m'indiqua que les meilleurs espions étaient les « bons pères tranquilles » dans mon genre. Je lui parlai alors avec sérieux et lui demandai sur quels faits cette accusation pouvait être fondée. Il énuméra mes déplacements de la veille et du matin, indiqua l'hôtel où j'avais dormi, et, point crucial pour lui de ma qualité d'espion, m'assura que j'étais allé à l'ambassade de Chine populaire, en étais ressorti tard le soir, et que ce n'était pas ma première visite dans ces lieux diplomatiques. Il ajouta qu'il était absolument anormal que je rende visite à cette ambassade, moi, Français, dans la mesure où des relations diplomatiques existaient désormais entre mon pays et la Chine. Je répondis calmement à toute son argumentation en indiquant, ce qui était vrai, que nos relations étaient politiques et ne regardaient en rien la Suisse. S'il pouvait m'établir une infraction d'espionnage mettant en cause les intérêts directs de son pays, qu'il le fasse donc immédiatement. Naturellement il s'en garda bien, demanda à fouiller mon portefeuille, je ne pus m'y opposer, il y trouva le reçu du change des deux cents dollars de défraiement et me demanda pourquoi j'avais choisi de changer en Suisse plutôt qu'en France. Là il est exact que je me trouvais quelque peu embarrassé parce que je ne voulais à aucun prix révéler qu'il s'agissait du remboursement de nos frais par les Chinois. Je n'entendais absolument pas mettre en cause nos camarades. Je lui fournis donc une explication à laquelle évidemment il ne mit pas. J'inventai que le taux de change était plus favorable dans son pays que dans le mien, qu'il me restait ces quelques dollars chez moi laissés par un ami étranger de passage et que j'avais donc profité de mon déplacement en Suisse pour en effectuer le change en francs français. Il insista pour me faire il ire que je les avais reçus des diplomates chinois et je refusais jusqu'au bout cette assertion.

J'ignorais deux faits : au même moment, mon camarade François Marty, plus habile que moi, avait réussi à froisser le

reçu qu'il possédait, qui ne se trouvait pas dans son portefeuille, mais dans sa poche. De telle sorte que même la fouille du Commissaire qui l'interrogeait ne provoqua pas la découverte du reçu en cause. Par contre, Marcel Juliot se laissa piéger par le fonctionnaire qui l'interrogeait. Ce dernier prétendit mensongèrement que Marty et moi avions avoué avoir reçu des dollars de l'Ambassade de Chine. Alors notre camarade, naïvement, accepta de reconnaître le même fait, se croyant couvert par les aveux des deux autres membres de notre délégation.

Marchesi me demanda aussi à brûle-pourpoint si j'étais un ancien député du Parti communiste français. Cette question me sembla étrange et m'incita à considérer qu'il pouvait y avoir effectivement une relation entre nos arrestations et une éventuelle dénonciation venant de la police politique révisionniste. Mais, avec le recul des années, m'est venu à l'esprit que peut-être cette question correspondait à ma qualité d'ancien secrétaire de député à l'Assemblée nationale. Or cette indication figurait dans ma fiche des Renseignements généraux, comme j'en eus la preuve par des articles ou la presse citait mon premier prénom « Alphonse », celui fourni par ce service de police. Un journaliste me confirma le fait.

Finalement après deux ou trois heures de questions sans aucun intérêt pour établir je ne sais quel délit d'espionnage, la Police fédérale suisse nous fit signer nos dépositions avant de nous libérer en nous expulsant du territoire de ce pays. Nous aurions pu refuser de signer, comme il était de règle pour tout communiste. Mais cette attitude impliquait que nous allions demeurer en Suisse encore quelques temps et que pour Juliot et moi-même cet emprisonnement ne serait pas sans conséquence immédiate sur nos situations professionnelles. Comme d'autre part ce que nous signions n'avait rien de vraiment compromettant ni pour nous mêmes ni pour nos amis chinois, tactiquement nous eûmes tous les trois la même réaction. Il était préférable de signer pour pouvoir rentrer immédiatement en France.

Nous atteignîmes enfin nos pénates à Marseille dans la soirée du Dimanche. Fait étrange : côté français, à Genève, les services de police ne nous adressèrent pas un seul mot, alors que certains de leurs fonctionnaires avaient parfaitement pu voir que nous étions accompagnés et relâchés juste sur la frontière par leurs homologues suisses. À vrai dire je pense que sur le plan judiciaire, rien ne pouvait nous être reproché. Nous n'étions pas encore à l'époque du fameux Ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin qui allait voir partout, quelques années plus tard, la main de Mao Zedong, comme d'autres avaient vu naguère en tout communiste la main de Moscou ou un homme avec un couteau entre les dents.

Simplement nos épouses s'étaient inquiétées et s'étaient consultées l'une l'autre sans pouvoir se rassurer efficacement.

À qui profita cet acte de répression assez stupide ? Et d'autant plus ridicule que nous fûmes tous « interdits de séjour » dans ce beau pays évidemment beaucoup plus accueillant aux visiteurs chargés de déposer des fortunes sur des comptes secrets en banques que les modestes militants politiques que nous étions. La presse en France en fit état, sans grand tapage. Les seuls à avoir tenté d'exploiter l'affaire furent évidemment les dirigeants révisionnistes. *L'Humanité* nous présenta, comme à son habitude lorsqu'elle parlait de nous, en termes diffamatoires et nullement politiques. Elle publia un communiqué perfide en encadré et je répugne sincèrement à en rapporter les termes et les accusations.

Pendant longtemps je me creusai l'esprit pour essayer de savoir s'il y avait eu une fuite émanant de notre groupe. Mais en vérité, notre voyage n'était connu avant notre départ que de quatre militants de notre direction fédérale. Je ne nommerai pas le quatrième qui ne vint pas avec nous.

Je ne parviens pas à me faire une certitude au sujet de son rôle personnel. Était-il une taupe de l'appareil policier du Parti communiste français ? C'est tout à fait possible. Était-il tout simplement un indicateur des services français ? C'est également

possible. Mais dans le doute, j'ai préféré taire son nom et récuser toute hypothèse accusatrice à son égard. Toujours est-il qu'il nous quitta quelques mois plus tard et que je n'ai plus jamais su ce qu'était devenu cet homme.

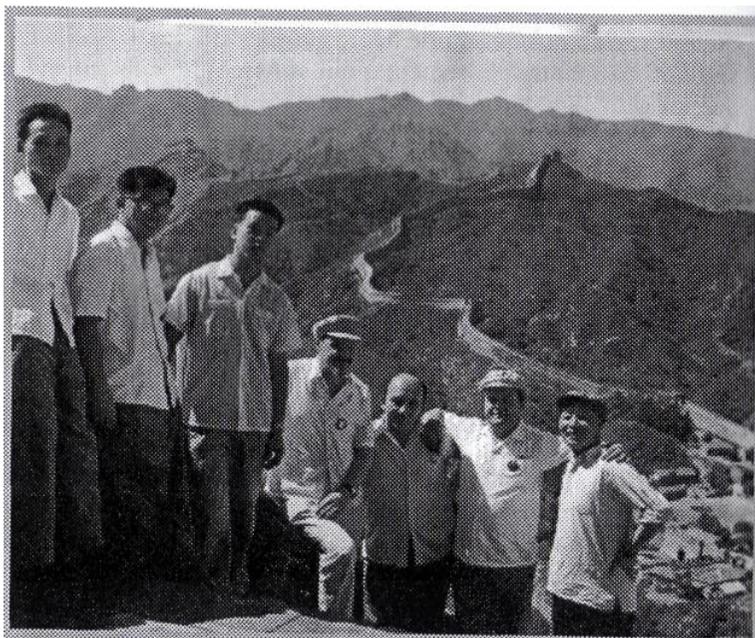
Plusieurs années plus tard, une demande en suppression de cette mesure à mon encontre soutenue par un avocat français fut rejetée par le Tribunal fédéral suisse ; ma présence dans ce pays demeurant indésirable. Curieux pays, ou superbe pays ayant des autorités et des administrations pour le moins paranoïaques ou corrompues internationalement. Il faut bien blanchir l'argent sale ou profiter de l'or et des objets de valeur volés aux Juifs par les Nazis et leurs serviteurs pendant la seconde guerre mondiale. Ce pays est pourtant si beau et certains de ses ressortissants humanistes ont sauvé les grands parents, les tantes et les oncles de mes enfants en 1943 et 1944, leur accordant asile en tant que Juifs qui, demeurés en France, auraient probablement été pris et déportés vers la mort. Double visage d'une société fort policée de notre Occident prétendu civilisé.

En 1965 j'effectuai un second voyage en Chine populaire, durant deux ou trois semaines couvrant la fin du mois d'août et la première quinzaine de septembre. Par une carte postale encore présente dans mes archives, je sais que j'étais à Pékin le 3 septembre, où je rejoignis le couple Marty. Ils arrivaient de Tokyo où ils avaient participé, avec Thiervoz et Juliot, à la seconde conférence du Gensuikyô japonais contre les armes d'extermination massive.

Avec mes camarades, nous partîmes d'abord pour Canton. Puis nous eûmes le privilège exceptionnel de visiter la ville touristique magnifique de HangTchéou le 12 du même mois.

Après notre retour en France, notre activité au cours de l'année 1965 fut constituée par une prise de position politique et à ne voter ni pour De Gaulle ni pour Mitterrand, mais à mettre dans l'urne un bulletin de vote nul sur lequel ils auraient

inscrit : « Pour la fidélité à l'idéal communiste, je vote communiste ».



*Promenade sur la grande muraille de Chine. (Septembre 1971). De gauche à droite : le responsable de la sécurité, Tchao Chu-li, du département international du PCC, le cuisinier, André Druenes, métallo parisien, Alain Castan, instituteur marseillais, Jacques Jurquet et Tchang, l'interprète.*

-17-

L'année 1966 restera essentiellement caractérisée par le déclenchement de la Grande Révolution Culturelle prolétarienne en Chine populaire. Une année de bouleversements de plusieurs

sortes dans le monde entier, et particulièrement dans le monde communiste. Mais en France elle fut marquée aussi par l'essor des mouvements contestataires s'opposant au révisionnisme, notamment chez les intellectuels et les étudiants.

La Fédération des cercles marxistes-léninistes commençait à être connue. Aussi la confrontation avec les révisionnistes devenait-elle de plus en plus aiguë. Les dirigeants du vieux Parti n'hésitaient pas à recommander la violence à leurs militants de base. La question du soutien aux patriotes vietnamiens constituait un point de friction sévère, d'autant plus que les dirigeants Communistes vietnamiens suivaient une ligne définie par Ho Chi minh en refusant de condamner les camarades chinois, tout en conservant des relations avec les Soviétiques. En fait, le vieux Parti ne supportait pas que dans ses propres rangs des militants et non des moindres ne dissimulent plus leurs critiques vis-à-vis de la mollesse de leurs dirigeants centraux dans la lutte contre l'impérialisme américain. Madeleine Riffaud, admirable journaliste et camarade connue pour ses activités pendant la Résistance contre les Nazis exprimait tout haut ce que de nombreux intellectuels pensaient tout bas ou ne proclamaient qu'à demi-voix. Le 23 mars, lors d'un défilé marqué par de sévères affrontements entre marxistes-léninistes et révisionnistes, à Paris, elle s'était retrouvée très spontanément aux côtés de celles et ceux qui se montraient les plus résolus dans le soutien au peuple frère en guerre contre les forces américaines. Un millier de marxistes-léninistes et sympathisants avaient recouru à un sit-in Place de l'Opéra, après avoir été durement repoussés par le service d'ordre musclé du vieux Parti, sans que personne ne puisse les déloger. Debout au milieu de ces manifestants, la passionaria française, encore membre du PCF, n'avait pas hésité à reprendre les mots d'ordre scandés par les communistes tiers-mondistes. J'ai toujours éprouvé une considération élevée à l'égard de cette camarade, qui a quitté les rangs du vieux parti depuis plusieurs années maintenant.

D'ores et déjà, au nom de la FCML, j'avais adressé des messages de solidarité et de soutien aux représentants des patriotes vietnamiens, qui les avaient acceptés. D'autre part, ces

dirigeants communistes asiatiques n'ignoraient nullement la situation interne du mouvement communiste international. Ils tenaient le plus grand compte des positions exprimées par le Parti communiste chinois. Leur maison d'édition en langues étrangères, Xunhasaba, à Hanoï nous adressaient d'appréciables quantités de brochures en français. Ils me firent savoir de façon indirecte qu'ils étaient très intéressés par les activités des cercles marxistes-léninistes, mais, au moins provisoirement, n'entrèrent pas en rapport direct avec nous.

A la même époque, l'Union des Etudiants communistes était traversée de part en part par une crise idéologique et politique extrêmement profonde que les deux professeurs chargés de la diriger, Guy Hermier et Pierre Juquin, ne parvenaient plus à juguler.

Un débat commença à enfler les discussions internes dans nos rangs. Devions-nous ou non préparer la création d'un nouveau Parti communiste comme le souhaitaient tant, pour ne pas les citer, nos camarades albanais.

Personnellement, je ne pensais pas que nous soyons parvenus à un stade de développement suffisant pour lancer une formation politique ayant vocation nationale. Dans des régions entières, le Parti révisionniste était lui-même faible et nous-mêmes ne bénéficions d'aucun contact. François Marty se montrait tout aussi prudent. Quant à nos camarades chinois, quand nous évoquions l'éventualité d'une telle initiative, ils nous donnaient toujours des conseils de pondération et nous affirmaient que nous seuls étions en mesure d'en décider, car nous connaissions la situation en France beaucoup mieux qu'eux. Je tiens à opposer un démenti catégorique à toute relation historique qui présenterait les communistes chinois comme protagonistes de la fondation de nouveaux partis, quand, comme en France, les conditions nécessaires n'étaient pas remplies. J'ajoute à ce démenti une autre indication historique capitale : jamais le Parti communiste chinois n'a cherché à mettre en place une nouvelle Internationale, ou un nouveau

regroupement de partis communistes qui auraient été d'accord avec sa politique. Il n'accepta pas de reproduire en ce domaine les graves erreurs commises par le Parti soviétique.

Par contre nos interlocuteurs albanais adoptaient une position opposée. Ils étaient très favorables à la création en France d'un Parti marxiste-léniniste comme il en existait déjà dans d'autres pays européens, en Belgique, en Italie, en Allemagne, en Espagne, en Autriche. Je ne crois pas me tromper en considérant que les dirigeants albanais estimaient qu'autour de leur propre exemple devait se constituer sinon une Internationale, du moins un courant communiste international se plaçant délibérément sous leur obédience.

Une mesure transitoire fut arrêtée à l'unanimité de notre direction de la Fédération des Cercles marxistes-léninistes. Nous allions lancer le mot d'ordre de l'objectif de fondation d'un nouveau Parti, mais nous allions prendre tout le temps nécessaire pour accomplir cette tâche sans précipitation en mettant de notre côté les meilleurs atouts possibles. Tel fut l'ordre du jour, disons stratégique, d'une Conférence nationale convoquée à Paris dans la salle Lancry le 26 Juin 1966.

Au nom du Bureau politique de la FCML, je pus présenter un long rapport sous le titre « En avant pour une analyse concrète de la situation des classes sociales françaises ! En avant pour la création du Parti communiste français (marxiste-léniniste) ! ». Ce rapport fut ensuite connu sous le nom de « rapport de Lancry ». Il est publié, avec d'autres documents dont je fus l'auteur, dans un ouvrage qui connut un assez beau succès de diffusion « Arracher la classe ouvrière au révisionnisme » recueil de textes de 1965 à 1971 - éditions du Centenaire février 1976 - huit mille exemplaires vendus. Le ou la camarade chargé de cette édition oublia tout simplement le mot « moderne » à la fin du titre. Nous ne combattions pas comme Lénine le révisionnisme ancien de Kautsky, mais les formes nouvelles de cette perversion idéologique que nous nommions le « révisionnisme moderne ».

Mon rapport fixait la tâche de créer un nouveau parti de type léniniste et combattait les illusions de la « lutte interne » dans les rangs du vieux parti.

Après discussion, un vote unanime, ou largement majoritaire, décida la fondation du « Mouvement communiste français (marxiste-léniniste) », qui succéda à la Fédération des cercles et se trouva conçu comme « instrument de la création du P.C.F.(M-L) ». Une nouvelle direction fut élue, comportant un secrétariat collectif.

Deux mois plus tard, je pus enfin prendre quelque repos. Pendant mes vacances professionnelles, je partis de Marseille trois semaines. Je conserve un souvenir très marquant des vacances ainsi passées avec Baya dans une ferme isolée, presque désolée, où nous vécûmes seuls. Cette résidence de repos et de calme absolu nous avait été offerte par des amis de la Cimade avec lesquels ma compagne avait noué des relations privilégiées pendant la révolution algérienne. À Prat Haut, dans le Queyras, département des Hautes Alpes, l'altitude d'environ 1800 mètres nous offrait des journées très agréables, fraîches et ensoleillées, mais des nuits où, dormant sans la moindre insomnie nous devions nous recouvrir de toutes les couvertures usagées trouvées sur place et nous serrer étroitement l'un contre l'autre pour unir la chaleur de nos corps. Nous restions quelquefois trois jours sans voir âme qui vive. Le quatrième jour, nous prenions notre Citroën deux chevaux pour descendre jusqu'à Aiguille, ou monter à Saint-Véran acheter quelques approvisionnements, il fallait bien manger. Cette dernière commune, située à 2040 mètres d'altitude, est souvent présentée comme le plus haut village habité d'Europe. Outre l'enchantement des lieux, nous dévorions une nourriture bien spéciale. Baya lisait « *Etoile rouge sur la Chine* » d'Edgar Snow et je me plongeais dans les articles du premier tome des « Œuvres choisies de Mao Zedong », ouvrage de 392 pages traduit en français par les Editions en langues étrangères de Pékin. Un plaisir idéologique riche et profond. Une découverte insoupçonnée et enrichissante. Une

lecture plus facile que celle des textes de Lénine, et même de Marx ; j'étais enthousiasmé.

Ce fut sans doute un peu plus tard, en septembre 1966, que j'effectuai mon troisième séjour en Chine populaire pour une semaine. Je fus reçu par Zhao Jien ming, qui partagea entièrement mes vues à propos du Parti belge de Grippa et du CMLF de Beaulieu.

Les luttes avec les forces lancées contre nous par les dirigeants révisionnistes s'aiguisaient de plus en plus surtout en milieu étudiant et intellectuel. Mais par ailleurs, le philosophe Althusser cristallisait autour de lui à l'École Normale Supérieure un nombre appréciable de militants qui se rapprochaient toujours de plus en plus des idées défendues par le Parti communiste chinois et les marxistes-léninistes du monde entier.

Ainsi, Gilbert Mury annonça dans une retentissante conférence de presse qu'il quittait le vieux parti et adhéra au Mouvement communiste français (marxiste-léniniste). Régis Bergeron avait eu au préalable des entretiens prolongés et approfondis avec ce philosophe très connu, lui aussi, de la jeunesse estudiantine.

Puis à la suite de violences méprisables organisées par le service d'ordre central révisionniste à la salle des Horticulteurs contre une réunion des jeunes normaliens, les « ulmards », ceux-ci décidèrent de saborder l'Union des Étudiants communistes et se regroupèrent à une centaine au théâtre de l'École Normale supérieure, rue d'Ulm, pour fonder une formation nouvelle baptisée par eux « Union des Jeunesses Communistes (marxistes-léninistes) ». Je leur écrivis pour entrer en relation avec eux, mais ne reçus aucune réponse.

Moins d'une semaine plus tard, le 16 décembre 1966, notre camarade Claude Combe, ouvrier d'usine, ancien cadre fédéral du PCF de l'Eure-et-Loir, fut attaqué et blessé au visage par une foule de révisionnistes, excités et encadrés de dirigeants spécialement venus à Tours pour empêcher la tenue de l'un de nos meetings.

Le 5 mai 1967, le Mouvement communiste français (marxiste-léniniste) avait annoncé et préparé un important meeting de soutien aux patriotes vietnamiens alors en guerre contre l'armée américaine qui avait remplacé le corps expéditionnaire-français après les Accords de Genève. Ce rassemblement était organisé dans la grande salle de la Mutualité, susceptible de recevoir jusqu'à 2000 personnes.

Plusieurs orateurs étaient prévus parmi lesquels Gilbert Mury et moi-même. Nous avons aussi mis sur pied un service d'ordre, mais sans supposer que sur un sujet comme la solidarité aux combattants vietnamiens, les dirigeants et cadres révisionnistes feraient preuve d'une lâcheté et d'une violence de caractère fasciste. Nous avons manqué de vigilance et de perspicacité.

Une heure avant le début de la réunion, plusieurs centaines d'adhérents du Parti révisionniste moderne, encadrés par des responsables de leur police politique, bousculèrent brutalement le service d'ordre marxiste-léniniste. Supérieurs en nombre, ils étaient munis de matraques ou de barres de fer. Ils réussirent à s'emparer de la tribune et poursuivirent différents militants et cadres dirigeants comme l'ouvrier métallurgiste André Druenes et le journaliste communiste Régis Bergeron. Ils les rouèrent de coups et les précipitèrent du premier étage en bas des escaliers. Ils déchirèrent en de nombreux morceaux les pancartes portant les mots d'ordre en faveur des patriotes du Vietnam, et, ne réussissant pas à l'arracher complètement, lacérèrent grossièrement une immense effigie du Président Ho Chi minh que nous avions placée juste au-dessus de la scène.

Gilbert Mury fut évacué juste à temps par l'un de nos gardes du corps.

En ce qui me concerne, il avait été prévu, que je ne me rendrais à la salle de la Mutualité qu'après l'ouverture du meeting. J'avais rendez-vous non loin de là avec un groupe de camarades chargés d'assurer ma sécurité. L'un d'entre eux vint me prévenir dès le début des affrontements et insista pour

m'éloigner en automobile ou en métro, je ne m'en souviens plus. Si bien que, mis à l'abri, je ne pus me retrouver sur place quand, après l'évacuation de la Mutualité par les agresseurs révisionnistes sous protection de la police, des militants tinrent quand même la réunion prévue, improvisant des discours ou la colère anti-révisionniste et la solidarité pro-vietnamienne cohabitaient aisément.

Le lendemain, j'écrivis une lettre de dénonciation de ces agissements que j'adressais aux délégations présentes à Paris des Vietnamiens du Nord comme des Vietnamiens du Sud. J'insistais sur le caractère inqualifiable de la destruction au moins partielle du portrait du Président Ho Chi minh. *L'Humanité-nouvelle* en publia une photographie saisissante. Avec, bien entendu, notre version des faits, ainsi que la photographie du visage tuméfié de notre camarade Druenes. Nous apprîmes plus tard par des camarades étrangers en contact avec les Vietnamiens que ces derniers avaient élevé une sévère protestation auprès du Comité central du Parti communiste français. Je n'ai jamais pu me procurer le texte exact de leur lettre, mais on m'indiqua qu'il était catégorique et condamnait l'action organisée par le service d'ordre révisionniste.

Trois mois plus tard, une délégation de quatre membres du Mouvement communiste français (marxiste-léniniste) était invitée à Tirana par le Parti du Travail d'Albanie. Aussi, du 8 au 15 août 1967, quatre d'entre nous séjournèrent au «pays des aigles». Je conduisis cette représentation et fus accompagné de Raymond Casas, Claude Combe et Gilbert Mury.

Une fois cette visite achevée, nous prîmes un vol à destination de Bari, ville de l'extrême sud de la botte italienne, puis, à l'aéroport de Fiumicino, près de Rome, nous nous séparâmes, Combe, Casas et Mury rentrant en France. Bergeron me retrouva en Italie et nous nous envolâmes vers la Chine. Sans doute, à cette époque, par la Compagnie aérienne pakistanaise qui desservait Le Caire, Téhéran et Karachi.

Quelques jours après, Bergeron et moi-même nous rendîmes dans la province du Heilongkiang, à Kharbin, accompagné de Madame Tsi.

La Révolution culturelle prolétarienne durait depuis un an environ.

Nous fûmes invités à assister à la mise en accusation par les masses d'un cadre important du Parti communiste chinois, un secrétaire régional si je ne me trompe. Cet homme était présenté sur une estrade avec une pancarte autour du cou sur laquelle étaient inscrits des mots en idéogrammes chinois. Madame Tsi Zong hua nous traduisit : « Je suis une sangsue du peuple ». L'accusé penchait sa tête en avant. De l'imposante foule où nous nous trouvions partaient des cris, des invectives auxquels nous ne comprenions rien évidemment. Finalement un accusateur public grimpa sur la scène et lui posa des questions. Madame Tsi commença à rire jusqu'aux larmes. Elle nous traduisit ce qui se disait, les réponses de l'accusé se résumant par ce qui nous semblait être un simple grognement rauque et court. Le dialogue était à peu près le suivant : « Lorsque tu étais le premier dirigeant de la région, lorsque quelqu'un critiquait tes articles, tu répondais que c'était ton secrétaire qui les écrivait et non toi-même. Est-ce vrai ? » — Réponse par un grognement qui devait signifier qu'il reconnaissait le fait. Autre question : « Lorsque le repas que tu offrais à des visiteurs n'était pas excellent, tu déclarais que c'était la faute de ton cuisinier ? Est-ce vrai ? » — Même réponse en grognement coupable. Après chacune de ses réponses, la foule hurlait, mais sans doute en raison du brouhaha général résultant des différentes injures lancées, Madame Tsi nous assurait qu'elle ne comprenait pas et ne pouvait donc pas tout nous traduire.

Tel fut notre premier contact avec la Révolution culturelle, dont nos interlocuteurs du Comité central nous expliquèrent les raisons et les buts. A la fin de notre séjour, après notre retour à Pékin, nous eûmes le 30 Août 1967 un assez long entretien avec Kang Sheng, présenté comme membre du Bureau politique et responsable du département de liaisons internationales. Il insista

avec une force apparemment passionnée sur la nécessité impérieuse d'étudier les Œuvres du Président Mao et de tout faire pour en comprendre parfaitement la portée.

Ce vieux dirigeant était atteint d'un cancer, de la gorge, je crois. Il ne nous le dit pas, mais nous nous rendîmes compte qu'il était malade. Son épouse, Cao Qi, une femme chinoise d'assez petite taille, ronde et forte, restait toujours dans la pièce où nous nous trouvions avec lui et quelques autres camarades chinois, peu nombreux, l'indispensable interprète et sans doute le responsable du secteur de l'Europe occidentale et de la France.

Je devais le rencontrer de nouveau en janvier 1970, je reparlerai donc de ce personnage qui a été présenté en Occident comme le directeur des services d'espionnage chinois pendant trente années au moins.

Je n'entends souligner à ce stade de mes souvenirs qu'une seule réalité, notre interlocuteur chinois nous avait expliqué la Révolution culturelle de façon extrêmement claire et pédagogique, en soulignant l'importance décisive de rééduquer tous les militants menacés par l'idéologie révisionniste. Dans ce but il insistait sur la nécessité de ne jamais s'écarter des principes de la pensée de Mao Zedong.

A notre retour en septembre, nous apprîmes que le cinéaste réputé Jean-Luc Godard venait de réaliser un film intitulé « La Chinoise ». L'entreprise me sembla suspecte dans son principe même. Je n'éprouvai aucun désir d'aller voir ce long métrage, parce que je pressentais qu'il s'agissait sinon d'une provocation montée contre la Chine populaire, du moins d'une opération destinée à ridiculiser les militants marxistes-léninistes en France. Michèle Z. signa un article critique très vif contre ce nouveau venu sur les écrans en recourant au pseudonyme de journaliste de Michèle Daria. Cette initiative servit de détonateur à une formidable campagne de certains étudiants et intellectuels parisiens *L'Humanité-nouvelle* fut dénoncée dans les milieux comme sectaire et dogmatique, personne n'osa la qualifier à cette époque de « stalinienne ». Toutefois les étudiants de la rue d'Ulm,

après des débats animés, condamnèrent à leur tour ce film, qui n'était m'assura-t-on qu'une caricature.

Je pense que l'opération montée par Jean-Luc Godard relevait davantage de *l'esprit Canard enchaîné*, d'une recherche d'humour sur le dos des jeunes qui se passionnaient pour la Révolution culturelle et croyaient faire œuvre de militants sincères en s'habillant à la manière chinoise, avec des vestes à cols Mao. Une mode qui n'avait jamais pénétré nos rangs.

Nous désirions convoquer le Congrès fondateur du Parti en tant que tel en septembre 1967. Mais nos discussions n'étaient pas encore achevées et la préparation exigeait des délais plus longs que ceux que nous avions prévus. Il importait en effet que nous réussissions cette initiative « historique » dans les meilleures conditions possibles. Or nous savions quels en étaient les risques aussi bien du côté de la répression du gouvernement que de la police politique du Parti communiste français. Le congrès de fondation du Parti communiste italien marxiste-léniniste avait été l'occasion d'une grave et violente provocation des révisionnistes de la péninsule.

Des documents émanant de la section de montée des cadres sont depuis lors tombés entre mes mains, offerts par des écrivains-reporters journalistes. L'un d'entre eux traite de la tenue de notre futur Congrès. Il est adressé en date du 28 Novembre 1967 aux « membres du Comité central » par porteur et signé « Gaston Plissonnier, secrétaire du Comité central ». Les dirigeants révisionnistes ignoraient l'endroit exact où nous le réunirions. Ils croyaient que nous prendrions une initiative à Tours « en liaison avec l'endroit où s'est tenu le congrès de 1920 », ou bien « à Marseille, en raison des forces dont ils y disposent », ou enfin « dans la région parisienne ». Ils avançaient aussi d'autres hypothèses et ordonnaient aux Fédérations de toute la France de les tenir informés du moindre renseignement qu'elles auraient pu collecter à ce sujet. D'autres documents de la même origine m'ont prouvé depuis que je les possède, que la police politique du Parti révisionniste ne disposait pas de renseignements très précis et utilisables depuis 1964.

François Marty, vieux baroudeur ayant une solide expérience des activités clandestines, depuis la guerre d'Espagne jusqu'à la Résistance, s'occupa activement de la préparation matérielle de notre Congrès. Je le secondais dans cette tâche délicate. Nous eûmes l'idée de tenir nos assises dans la propriété privée du camarade Georges Gauthier, alors exploitant agricole dans la campagne de Puyricard, près d'Aix-en-Provence. Pour des raisons de commodités pratiques nous fixâmes aux deux derniers jours de l'année 1967 la réunion nécessaire. Depuis lors le Congrès fondateur du « Parti communiste marxiste-léniniste de France » est connu sous le nom de « Congrès de Puyricard ».

Si le vieux Parti, très offensif pour essayer de nous empêcher de créer le nouveau Parti, ne bénéficia effectivement que de très peu d'informations, tel ne fut pas le cas de la police du gouvernement en place.

A vrai dire, nous n'entendions nullement tenir un Congrès clandestin par rapport à l'État de notre pays. Notre organe était public et légal, nos réunions s'y trouvaient annoncées, le courrier des lecteurs n'avait rien de secret. Mais nous désirions éviter une provocation des hommes manipulés par Moscou dans le sens de la politique anti-chinoise. C'est pourquoi nous avons donc pris un certain nombre de mesures de sécurité qui, finalement, s'avèrent efficaces, puisque le Congrès put se tenir et conduire ses travaux jusqu'à leur terme en dépit d'une tentative de déstabilisation effectuée par le Parti révisionniste.

Un petit commando de quatre hommes en train d'essayer d'observer les abords du lieu de notre Congrès fut découvert par notre propre service d'ordre. Ce qui les contraignit à se replier dès que l'alerte fut donnée aux autres membres de notre S.O. et aux délégués rassemblés dans la salle du Congrès. Pour se replier ces gens, que nous connaissions presque tous, puisqu'au premier rang d'entre eux se trouvait le fameux Nicolas Lanzada, démasqué comme élément infiltré dans nos rangs quelques mois plus tôt, se mirent à tirer des coups de revolver assez nombreux, des camarades en dénombrèrent onze. Une balle atteignit Christian Maillet et lui traversa la plante du pied.

Je dis que nous connaissions presque tous ces agresseurs, mais l'un d'eux qui parut être le chef de kommando nous était inconnu. Par la suite diverses rumeurs émanant des milieux révisionnistes nous incitèrent à penser qu'il s'agissait tout simplement d'un cadre du service d'ordre central venu spécialement de la région parisienne pour la circonstance.

Ce fut alors un moment au cours duquel aucun présent ne sombra dans quelque panique, tout au contraire. L'intervention stupide des révisionnistes réussit au moins à créer une unité et une résolution qui firent de ce Congrès un moment très fort de l'existence de notre petite formation.

Dois-je révéler qu'au moment de cet incident, comme dans les heures qui l'avaient précédé, François Marty, Raymond Casas et moi-même avions donné des consignes de vigilance très stricte. En particulier nous avions interdit tout recours à des armes de poing ou fusils de chasse. Avec l'accord de Georges Gauthier, j'avais collecté tout objet entrant dans ces catégories et les avais déposées dans une pièce annexe de sa ferme, dissimulée sous des bâches ou un tas de foin, je ne me souviens plus exactement. Nous n'étions pas des « gauchistes » agissant sans réfléchir, nous étions tout simplement des communistes bénéficiant d'expériences précieuses acquises pendant la Résistance. Aussi étions-nous des dirigeants sachant prendre leurs responsabilités.

Je ne désire pas revenir sur le très long rapport politique que je présentai au nom du Bureau politique du Mouvement communiste français (marxiste-léniniste). Le rapport de Puyricard était une somme comportant une analyse de la situation internationale, de la situation politique et sociale en France. S'il approuvait les grandes lignes des décisions du Parti communiste chinois, et les principes idéologiques de Mao Zedong, il récusait le qualificatif de « prochinois » pour revendiquer seul celui de « marxistes-léninistes », et se démarquait délibérément des fantaisies des milieux qui s'autoproclamaient déjà « maoïstes ».

Sa conclusion proposait la création du « Parti communiste marxiste-léniniste de France ». Il fut adopté à l'unanimité des congressistes, qui étaient au nombre de 104, venus des quatre coins de notre pays.

Peut-être y eut-il une abstention, mais je ne m'en souviens plus avec certitude.

Un Comité central fut élu, ainsi qu'un Bureau politique et un secrétariat. Je revendique d'avoir proposé au Congrès que le camarade Raymond Casas, ouvrier métallurgiste, soit élu comme secrétaire général du Parti, partageant avec moi cette fonction dirigeante du plus haut niveau. François Marty et quelques autres comme Régis Bergeron furent désignés pour constituer le Secrétariat et le Bureau politique.

Je pense que la naissance de notre formation était inéluctable du fait de la dégénérescence accélérée du Parti soviétique et, dans son sillage, du Parti communiste français. Je ne regrette donc rien de ma vie de militant dans ces circonstances, ce qui ne signifie pas d'abord que je sois persuadé que nous ne commîmes jamais d'erreurs.

Sans doute les temps n'étaient pas encore venus pour la réussite d'une telle entreprise de redressement des partis communistes dans le monde et en France tout particulièrement. Il y a beaucoup à apprendre de toutes les erreurs commises par les uns et par les autres, ainsi que des prises de position justes et positives qui marquèrent la vie de tous.

Je demeure inflexiblement persuadé qu'un jour futur les peuples ne supporteront plus le fléau historique du capitalisme et sauront inventer une société nouvelle de paix, de justice et de bonheur ayant pour fondement les acquis positifs des premières expériences du socialisme, les aspects négatifs étant sérieusement analysés et rejetés ou corrigés.

En application d'une disposition du Statut de la Fonction publique, j'obtins de mon administration un congé sans solde d'une année.

Dés après le 1er mars, nous organisâmes une sous-location discrète de notre appartement de Marseille, et, laissant là nos meubles, prîmes la route pour Paris. Nous nous installâmes au treizième étage d'une tour Félix Potin, un gratte-ciel locatif édifié par une grande société bancaire au bout de la rue de Flandre dans le dix-neuvième arrondissement.

Baya sut être une compagne dont les activités secondèrent matériellement les miennes, parce qu'elle s'occupait de tout ce qui nous était indispensable pour vivre certes modestement, mais dans des conditions convenables néanmoins. Un accord tacite entre elle et moi la dispensait de toute participation politique à mes activités, parce que nous pensions qu'elle devait observer une espèce de devoir de réserve en raison de sa nationalité d'Algérienne. Non qu'elle ne soit entièrement d'accord avec moi, mais parce qu'il importait de ne pas fournir à la police l'occasion d'une pression contre moi à travers elle en sa qualité d'étrangère.

Je voyageais souvent à travers la France, tandis que notre camarade François Marty venait périodiquement à Paris et habitait avec nous. Nous marquions à son égard un respect très sincère, non seulement par rapport à son âge plus avancé que les nôtres, mais surtout en raison de l'ancienneté et la richesse de son expérience de communiste. D'autres dirigeants marxistes-léninistes passaient chez nous mais beaucoup moins fréquemment. L'un d'eux, Claude Combe, habitait aussi la tour Félix Potin, mais au troisième étage, avec sa famille.

Le calme relatif que nous connûmes en arrivant à Paris ne dura pas longtemps. Moins de deux mois après, débutèrent les événements de mai-juin 1968, ce que je devais nommer plus tard « le printemps révolutionnaire de 1968 ». En commettant sans nul doute une erreur d'analyse, ne serait-ce que sur le plan de la

chronologie historique parce que nous étions encore vraiment loin de la « Révolution ».

Dès les premières grandes manifestations d'étudiants, je pris l'habitude de les rejoindre, la plupart se développant au quartier latin. Je comptais vingt minutes de métro, mais en général je parvenais à temps pour me mélanger avec cette jeunesse bouillonnante. Les premiers jours, il n'y eut pas de répression policière brutale. Mais par la suite les actions estudiantines devenant de plus en plus hardies, les CRS et les gardes mobiles intervinrent de manière plus radicale, face à des manifestants qui attaquaient et ripostaient comme depuis longtemps personne ne se l'était plus permis. .

Certes, presque chaque jour, avec le concours des dirigeants présents dans la capitale, je m'efforçai de pondre un communiqué de notre Parti. Il est possible d'en retrouver trace dans les numéros de l'époque de *l'Humanité-nouvelle* ainsi que dans un opuscule intégré dans mon ouvrage sur cette période. Il s'agissait de notre part d'une ligne politique approuvant les actions des étudiants, soutenant leurs mots d'ordre, critiquant l'hostilité de la direction du vieux Parti et de la C.G.T. à leur égard, protestant en des termes vigoureux contre la violence de la répression gouvernementale.

Pouvions-nous tenir un rôle dirigeant en ces circonstances ? Pas du tout. Mais je me souviens avoir défilé avec des milliers de jeunes nés gens en scandant, après l'arrestation de Daniel Cohn-Bendit : « Nous sommes tous des Juifs allemands ! » Je me souviens encore de la fameuse nuit où Alain Geismar conduisit une foule de manifestants pour envahir la Bourse des valeurs, considérée à juste titre comme temple du capitalisme. Avec des militants marxistes-léninistes parisiens, nous avons constitué un groupe dont nous assumions la direction à travers les rues de Paris, bientôt, ce groupe devint une foule considérable de cinq à six mille jeunes et moins jeunes, qui grossissait au fur et à mesure de sa progression. Certains brandissaient des drapeaux rouges, d'autres s'étaient emparés de bâtons et autres gourdins, j'en vis même un qui portait sur une épaule une longue fourche à foin,

je remarquai bien le contenu hétéroclite de ces masses en mouvement, mais je crus que leur diversité caractérisait justement le côté révolutionnaire de ces journées. Je sais aujourd'hui que je n'avais pas discerné l'importance de l'absence de la classe ouvrière, en tant que classe, dans ces événements exceptionnels. Ce qui ne signifie pas que dans ma pensée la place des travailleurs n'était pas là. Je suis d'avis que la ligne politique alors suivie par les révisionnistes et syndicalistes était erronée, et sauva la bourgeoisie française de difficultés beaucoup plus décisives qu'elles ne le furent en définitive.

Le 12 Juin 1968, nous apprîmes par la radio, dès le matin, que le gouvernement avait décidé de dissoudre différentes associations qualifiées de «gauchistes», subversives ou révolutionnaires.

La veille, il est vrai qu'avec le concours actif d'un jeune camarade, ancien des Jeunesses communistes du Nord, Alain D. et l'aide d'un militant éprouvé, Max D., j'avais fait procéder à l'évacuation de notre local de la rue du Sentier de tous les papiers et autres documents un tant soit peu compromettants. Nous avons brûlé ceux qui ne nous paraissaient ne plus avoir aucun intérêt. Rien d'important ne restait susceptible de permettre à une perquisition policière de fournir des éléments matériels de nature à nous poursuivre. Ne restaient plus en ces lieux aucune liste de noms et adresses de militants. Le matin de ce 12 juin, nous apprîmes donc que sept associations étaient dissoutes par application du décret contre les ligues factieuses prises par le gouvernement de Front populaire en 1936. Raymond Marcellin, Ministre de l'Intérieur, ancien récipiendaire de la Francisque de Pétain, n'y allait pas de main morte. Il prétendait contre toute évidence que ces associations étaient armées et préparaient une tentative de renversement de l'Etat par une Révolution violente. Ses propos devant le Parlement relevaient purement et simplement de cette maladie que les médecins psychiatres nomment « paranoïa ». Il discernait un peu partout la main d'un chef d'orchestre qu'il

ne nommait pas pour des raisons diplomatiques, mais tout le monde comprenait qu'il s'agissait de Mao Zedong.

Croyant que nous n'étions pas concernés par les mesures en cours d'application, Régis Bergeron, André Druenes et moi-même nous rendîmes, dans la matinée, au siège du PSU, pour proposer à ses dirigeants d'entreprendre avec nous des démarches de protestation auprès des autorités et des actions de solidarité vis-à-vis des groupes interdits. Nous fûmes reçus par trois dirigeants de ce Parti : Michel Rocard, Marc Heurgon et Henri Leclerc. Nous connaissions bien ce dernier pour l'avoir pressenti en faveur du GONG, à l'époque où bon nombre de nationalistes guadeloupéens avaient été arrêtés dans leur pays aussi bien que dans la « métropole » et transférés puis emprisonnés à la prison de la Santé.

Nous discutâmes un long moment. Rocard était un interlocuteur difficile parce que cassant et doué d'un désagréable esprit de supériorité ou de suffisance. Mais nous parvîmes finalement à nous mettre d'accord, nous allions nous rencontrer de nouveau incessamment et mettre au point les formes de nos actions communes.

Nous quittâmes le local de la rue Mademoiselle vers 13 h 30, entrâmes dans un petit restaurant pour déjeuner modestement, en sortîmes peu avant la mise en vente du numéro du quotidien du soir *Le Monde*. Et lorsque nous prîmes connaissance des dernières nouvelles publiées par ce périodique, nous eûmes la surprise de constater que quatre autres formations étaient visées par les décrets de dissolution, dont la nôtre, le P.C.M.L.F. Nous étions interloqués parce que nous étions mieux placés que quiconque pour savoir que nous n'étions pas une organisation factieuse armée. Comme on parlait déjà d'arrestations de dirigeants et de perquisitions, nous décidâmes de ne pas rentrer à nos domiciles respectifs. Régis Bergeron et moi-même avons prévu de longue date un lieu de repli en cas d'éventualité comme celle qui se produisait et que nous jugions absurde. Notre indignation provenait surtout de l'invocation juridique des décrets du Front

populaire pour justifier les mesures décidées par le Gouvernement.

Tranquillement, Régis et moi partîmes pour dormir dans l'appartement qui avait été mis à notre disposition pour un passage dans la clandestinité. Nous pûmes y dormir tranquillement, en dépit d'aller et venues dans les escaliers, et, le lendemain matin, nous sortîmes ensemble pour aller aux nouvelles.

Dans la journée, chacun d'entre nous prit de nouvelles dispositions pour ne pas se laisser appréhender bêtement à son domicile. Il est vrai qu'à ce moment-là la police des Renseignements généraux accusait un certain retard dans ses Recherches pour « loger » certains d'entre nous. J'appris par la suite qu'une perquisition avait eu lieu à mon domicile de Marseille, chez Baya. Là, les sous-locataires, des étudiants tunisiens, ne purent fournir aucun renseignement sur l'endroit où nous pouvions nous trouver, ma compagne et moi-même. Des fonctionnaires de police utilisèrent successivement des promesses et des menaces pour faire parler ces jeunes gens, mais le dispositif que nous avions mis en place pour qu'ils règlent le loyer à notre place et en notre nom demeura hermétique aux recherches de ces enquêteurs.

Seuls les malheureux Tunisiens eurent à se démener pour assurer ces visiteurs inattendus qu'ils ne connaissaient absolument pas notre adresse.

Sans doute irrités par leur échec, les policiers repartirent non sans emmener avec eux différents documents, qui n'avaient aucune valeur au point de vue renseignement. Ils prirent en particulier mon carnet de souvenirs où, pendant le régime de Vichy, l'occupation et la Résistance, j'avais inscrit quelques réactions personnelles sans conséquences dangereuses. J'y avais recopié des poèmes comme celui de Kipling, traduit en français par André Maurois « Si tu veux être un homme » ou la lettre du grand rabbin de France Isaïe Bloch au Maréchal Pétain contre les mesures antisémites ou encore l'alphabet hébreu. Peut-être

prirent-ils quelques autres documents, ou des photographies, mais de toute façon il n'y avait plus dans ce logement quoi que ce soit qui puisse servir une répression aussi stupide que maladroite.

Certes, à Paris, Max Durand avait été interpellé en même temps que se produisait la perquisition de notre siège rue du Sentier. Mais comme rien de concret ne pouvait étayer une mesure judiciaire contre lui il fut rapidement relâché.

A Marseille, le camarade Henri Blasquez, membre d'une famille de vieux communistes, originaire d'Espagne, fut lui aussi interpellé à notre siège et retenu assez longtemps dans les locaux de la police. Dès que j'eus connaissance de sa situation j'appelai au téléphone un vieil ami qui exerçait d'importantes responsabilités à l'organisation de la Cimade, le Pasteur Gourdol, et sollicitai son intervention pour faire libérer Blasquez et faire cesser toutes poursuites contre lui. Il intervint avec habileté et notre camarade put bientôt rejoindre sa femme et ses trois enfants. Aujourd'hui le Pasteur Gourdol est décédé et je tiens à rendre à sa mémoire l'hommage dû aux gens de foi infatigables dans leur dévouement à un humanisme inconditionnel. Il sut nous soutenir sans réserve et sans jamais nous proposer de nous convertir à quelque religion que ce soit.



*Rencontre avec Chou En lai, (le 7 septembre 1971)!*

Dès que j'eus appris que notre appartement de Marseille avait été l'objet d'une perquisition, je compris que le service des Renseignements généraux des Bouches-du-Rhône avait ignoré notre récent départ et qu'il ne savait absolument pas où nous résidions. Il avait un retard sur nous de trois mois. Dans ces conditions je considérai que le meilleur endroit pour demeurer discret consistait à habiter et vivre dans un quartier et un immeuble où il y avait beaucoup de monde. La Tour Félix Potin de ce point de vue était parfaite. D'un étage à l'autre et même sur un même étage, les gens ne se connaissaient pas. Désormais l'important résidait dans la non-fréquentation de nos anciens sièges. D'ailleurs il ne pouvait être question que je m'y rende puisque la police y avait apposé des scellés.

Mais il importait que maintenant nous nous réorganisions en tant que Parti dans cette illégalité. Rapidement je réussis à rétablir le contact avec Michel Gilquin. Par son intermédiaire je pus rencontrer Corinne, une jeune militante que je ne connaissais pas et qui habitait rue de Crimée, à proximité de chez moi. Elle était dactylographe, savait conduire une automobile et pouvait donc m'aider efficacement, elle pouvait aussi me servir d'agent de liaison. Mieux, elle était sans emploi et disposait de tout son temps.

Je décidai donc de commencer le patient travail de reconstitution des structures organisationnelles, mais en ne constituant que des regroupements à trois militants. Je voulais recourir à la vieille tactique de l'organisation des triangles pyramidaux employée si souvent par des révolutionnaires à travers l'Histoire de notre siècle.

J'envoyai Gilquin dans un premier temps auprès de tous les membres du Bureau politique qu'il parvint à atteindre individuellement. A part quelques tracasseries policières contre

Casas, il n'y avait pas eu une grande vague répressive. De toute façon, en droit, la Justice ne pouvait pas nous déférer au parquet pour nos activités antérieures, mais seulement sous l'éventuelle inculpation de «reconstitution de ligue dissoute». Au lendemain du 12 Juin il était encore prématuré pour les services concernés de nous coller sur le dos un délit de cette nature. N'empêche que je savais très bien que le gouvernement et la police n'en étaient certainement pas à une bavure près quant au respect du droit. Une interpellation pouvait toujours déboucher sur une inculpation et un emprisonnement de plus longue durée, ne serait-ce qu'en prévention. Je n'attendais aucune hésitation ou clémence du fameux Ministre de l'Intérieur, paranoïaque avéré et politicien conservateur d'origine pétainiste.

Après consultation par agent de liaison, nous prîmes la décision de nous retrouver à quatre pendant l'été à Velmanya, le village des Pyrénées-Orientales où François Marty possédait une maison de campagne. En pleine montagne. Avec une population de petits paysans, de bergers et d'anciens ouvriers mineurs qui étaient tous acquis aux idées du communisme, nous pouvions être dans cette région comme des poissons dans l'eau.

Pour gagner ce village édifié sur l'un des flancs du Mont Canigou, on quitte à Prades la route nationale de Montlouis, ensuite on parcourt de très nombreux lacets, en franchissant quelques agglomérations, puis, l'avant-dernière, Baillestavy, dont la population était aussi fidèle à nos idées, Maire et cellule du vieux Parti compris, que celle de Velmanya. Pour atteindre notre résidence, il fallait encore traverser tout le village, rouler deux ou trois cents mètres en direction de la forêt. On parvenait enfin à la maison de François et Suzanne Marty qui faisait partie d'un groupe de quatre ou cinq habitations anciennes, la plupart en ruines, une ou deux seulement étant réhabilitées. Il n'y avait pratiquement pas âme qui vive.

Le site de Velmanya était, est certainement toujours, extrêmement pittoresque. Un cours d'eau, plutôt un torrent, le

traverse descendant des sommets. Lors d'une promenade, François nous montra la direction de l'Espagne et l'endroit exact où, pendant la guerre, il avait accompagné des militants ou des Juifs désireux de passer de l'autre côté des Pyrénées. Sur les bords du sentier, on découvrait des cèpes à tête noire, avec un pied aussi gros que le chapeau.

Donc en juillet et une partie d'août 1968, nous étions rassemblés là, à quatre vieux communistes, j'entends vieux par l'ancienneté militante. Les épouses présentes ne participaient pas à nos réunions. Misogynie ? Je ne crois pas, car nous les associons à nos entretiens avant et après chaque séance.

Durant des semaines avant l'arrivée et sans doute aussi après le départ des deux camarades venus de Paris et de Blois, je passai des journées entières, presque douze heures d'affilée, dans le grenier de la maison pour y écrire le texte qui allait être publié par la suite sous le titre « Le printemps révolutionnaire de 1968 ».

Nous tînmes de nombreuses réunions. Nous échangeons nos avis et parvenions toujours à nous unifier. Un jeune auteur désireux de reconstituer ce que nous fûmes et fîmes, a écrit que Raymond Casas n'était pas d'accord avec moi sur le passage dans la clandestinité et que François Marty penchait plutôt du même côté. Pour celles et ceux qui ont vécu ensemble cette période, c'est totalement inexact. Qu'il y ait eu deux ans plus tard des contradictions entre Marty et moi-même d'un côté, Casas et Combe de l'autre, c'est vrai et j'en reparlerai plus loin. Mais lors de notre rencontre de Velmanya, au lendemain de la dissolution du PCMLF par le Gouvernement, il n'y eut aucun désaccord sur la question du passage dans la clandestinité. Il nous était imposé, et nous ne le choisîmes pas du tout de notre plein gré. En vérité, pour la petite histoire, je tiens à souligner que le rôle essentiel dans ces circonstances fut tenu non pas du tout par moi, mais par le camarade François Marty. C'était normal dans la mesure où de nous quatre il était celui qui avait le plus d'expérience dans ce genre de situation.

Ce fut Marty et moi-même qui proposâmes la cooptation d'une Direction Centrale Clandestine, dont fit partie sans aucune réticence notre camarade Raymond Casas. Nous mettions en application les méthodes utilisées par le passé de nombreuses fois par des communistes pour faire face à leur passage dans l'illégalité. Une session du Bureau politique élu à Puyricard avait d'ailleurs décidé que nous aurions à agir de la sorte en cas de nécessité.

Je tiens à ajouter qu'il faut ne pas avoir connu la hargne malade du Ministre de l'Intérieur qui voyait partout un complot contre l'Etat pour imaginer un instant que nous puissions réapparaître immédiatement sous un autre sigle. Si cette pratique fut utilisée par Alain Krivine et d'autres Trotskyistes ou Anarchistes, c'est tout simplement parce que le gouvernement ne les considérait pas comme ses adversaires principaux. Raymond Marcellin savait fort bien que ces groupuscules n'avaient aucune relation avec le mouvement communiste international, en dehors de leurs propres organisations, d'influence minime, tandis que le PCMLF et l'UJC(ml), se réclamant de la pensée et des principes de Mao, étaient étroitement liés avec ce prétendu « chef d'orchestre clandestin » de la Révolution. Hommage du vice à la vertu. Addition du péril jaune et du danger communiste.

Nous accomplîmes un sérieux travail pour envisager le fonctionnement de triangles régionaux clandestins et fixer les règles de constitution des nouvelles structures du parti, le triangle, relié par un seul de ses membres à l'échelon supérieur. J'en avais eu une expérience de quelques mois à Arbois pendant la Résistance.

Durant la fin de l'année 1968, notre activité consista à mettre en place les organisations clandestines de notre parti interdit. Mais il s'agissait d'une tâche délicate et des difficultés multiples se firent jour rapidement. Il fallait compter avec deux réactions de nos militants. Certains étaient impressionnés et ne désiraient plus continuer leurs activités, par crainte d'être arrêtés.

Mais ils ne l'exprimaient pas ouvertement et cherchaient à se dégager sans pouvoir être accusés d'avoir eu la frousse. L'homme ne reconnaît pas facilement sa peur.

D'autres faisaient preuve d'une grande inexpérience et se montraient souvent imprudents. Je fis en cette période le constat pratique de ce que c'est que d'avoir à implanter une organisation clandestine.

Nous n'eûmes aucune difficulté à nous mettre d'accord au niveau de la Direction Centrale Clandestine sur la nécessité de publier le plus rapidement possible un nouveau périodique. Dans ce genre de travail, nous pensions en effet qu'il était opportun de tenter de ressortir légalement non plus *l'Humanité-nouvelle*, mais une autre feuille qui pourrait la remplacer. C'est là au moins une preuve tangible que notre position de principe n'était pas figée, dogmatique. Nous essayions de nous adapter à la situation, tout en sachant faire preuve de prudence.

D'ailleurs à titre de sondage, j'avais soutenu à Marseille, une initiative de Christian Maillot consistant à lancer un périodique hebdomadaire de quatre pages ayant pour titre *Provence rouge* et sous-titre « au service des luttes ouvrières et paysannes ». Le premier numéro avait vu le jour le 19 septembre 1968, trois mois après notre interdiction, moins d'un mois après la création clandestine à Velmanya de notre Direction Centrale Clandestine, la D.C.C. Nos militants marseillais en publièrent 32 numéros. Le directeur de publication ou gérant responsable fut un communiste âgé, ancien mutin de la Mer noire aux côtés d'André Marty, notre camarade J. Poly. Naturellement la police des Renseignements généraux fut sur les dents et ses fonctionnaires visitèrent notre imprimeur, mais juridiquement nous avions tout fait en règle et rien ne permettait de nous poursuivre, même pas dans le cadre d'une plainte du Ministre de l'Intérieur contre X pour reconstitution de ligue dissoute. La pleine réussite de cette initiative nous encouragea à passer à un niveau supérieur.

Et le 1<sup>er</sup> février 1969, sans qu'il n'y ait le moindre désaccord entre les membres de la DCC, tout au contraire, nous fîmes paraître *l'Humanité-rouge*, imprimée dans la capitale et ayant vocation journalistique pour toute la France.

Comme un journal est toujours source de renseignements, la pratique des pseudonymes pour signer des articles devint la règle.

Les structures de notre presse légale ne correspondaient pas, ou le moins possible aux structures clandestines du PCMLF.

En fait il y avait une relation directe entre ces nouvelles formes d'organisation et celles que nous voulions préserver dans le plus strict secret. Elle se réalisait surtout par la direction au plus haut niveau. De nombreux militants de *l'Humanité-rouge* ne furent pas automatiquement intégrés dans les structures du Parti. Du moins au début.

À la même époque des groupes beaucoup plus restreints que le nôtre se mirent à publier divers périodiques dans lesquels ils proclamaient volontiers leur admiration pour la Révolution culturelle en Chine. Tels furent *La Cause du Peuple* d'où devait descendre un jour futur assez lointain le quotidien *Libération*, ou encore *Vive le communisme* et de nombreux autres sans grande influence. Il y en eut à foison. Avec des textes très mauvais et aussi parfois d'excellents articles. Du pire au meilleur et du meilleur au pire.

En fait, les nombreux jeunes lycéens et étudiants qui s'enthousiasmaient pour la Révolution culturelle et la politique tiers-mondiste du Parti communiste chinois, avaient rejoint l'Union des Jeunesses communistes (marxistes-léninistes). Mais ils n'avaient que très peu participé aux manifestations de mai et juin. Leur organisation n'avait pas su trouver le créneau où elle aurait pu jouer un rôle actif et dirigeant.

D'ailleurs, je le proclame en toute humilité, c'était de justesse que le PCMLF en tant que tel était parvenu à apparaître : sous les regards froids des statues de Pasteur et de Victor Hugo, il avait réussi à tenir un stand dans la cour de la Sorbonne pendant toute la durée de l'occupation du vénérable bâtiment exposant de grandes affiches du portrait de Mao, ainsi que, plus petites, des autres dirigeants révolutionnaires de Marx à Staline. Un éclatement de l'UJ, comme on disait alors, était en cours, opposant de nombreuses tendances qui ne savaient plus comment réagir à la dissolution imposée par le gouvernement. Toutes se livraient avec passion à la critique et à l'autocritique. De fait dans plusieurs villes universitaires, en province, les groupes qui s'étaient réclamés de l'orientation de l'UJ conservaient respectivement leur orientation locale. J'entendis parler du groupe de Lyon, du groupe de Toulouse et d'autres groupes encore. La division parisienne était aussi flagrante, isolant les ulmards en général, et ces derniers se séparant entre eux dans de violentes querelles théoriques.

Dans ces circonstances, le PCMLF apparut à nombre de ces jeunes gens comme étant une formation sérieuse, dirigée par des communistes chevronnés. Des leaders de tendances cherchèrent à entrer en rapport avec nous, mais dans un premier temps, nous leur opposâmes une stricte vigilance. Qui étaient -ils ? Quelles étaient leurs relations avec l'ancienne UEC révisionniste ? Nombreux étaient ceux et celles qui demandaient à me rencontrer.

Le 3 Juin, Georges Marchais avait publié dans *l'Humanité*, nous disions alors « l'Huma-blanche » un éditorial où il fustigeait tous ces enfants de familles riches dont le gauchisme ne servait nullement les travailleurs. Il y avait dans cet article une volonté d'amalgame tous les étudiants à une seule catégorie, celle des enfants de la grande bourgeoisie et c'était là naturellement une outrage délibérée pour empêcher la jonction entre la jeunesse ouvrière et la jeunesse intellectuelle dans laquelle se trouvaient cependant des fils d'ouvriers.

J'avais été indigné par ces outrances du secrétaire général de mon ancien Parti.

Ma réaction, sévère bien entendu, avait consisté à demander à la cellule ML que nous avions créée au Ministère des Anciens combattants de tout faire pour me tenir informé du passé du secrétaire général du PCF pendant la guerre contre les Nazis. Je réagissais là un peu comme ancien résistant. Un dossier épais avait été amoncelé à son sujet, mais, dès que je m'étais aperçu que l'extrême-droite lançait contre cet homme une campagne sur le même sujet, j'avais cessé non pas de m'y intéresser, mais de rendre public ce que j'apprenais. Je ne voulais en aucun cas mélanger mes révélations aux attaques de l'extrême-droite.

Tout ce que j'ai retenu de cet épisode militant, reste le fait que Marchais n'a jamais demandé le bénéfice de sa qualité d'ancien ouvrier victime d'une réquisition des Nazis pour aller travailler de force en Allemagne dans une usine de construction aéronautique. Il n'a donc jamais reçu la carte de « requis », similaire à celle de «réfractaire» que j'avais reçue depuis longtemps. Le sommier des récipiendaires de cette distinction atteste de la réalité de ma découverte, mais je n'en fis pas la révélation publique, bien qu'elle me paraisse décisive pour écraser définitivement les pauvres arguments avancés par le défenseur mis en cause dans cette affaire. Même si l'on peut tenir cette attitude comme ne résultant que d'une négligence de l'intéressé qui n'aurait pas sollicité cette carte pourtant précieuse moralement. Je suis convaincu que Georges Marchais, qui n'a jamais été communiste ou résistant à cette époque, a été travailleur volontaire en Allemagne nazie.

André Cuisinier et Monique Dagon, tous deux membres du Comité central de l'UJC (ml), élèves ou anciens élèves de Normale sup', furent sans nul doute les éléments les plus actifs pour inciter de nombreux étudiants à rejoindre les rangs du PCMLF.

À la fin de l'année 68, un grand nombre d'adhérents de l'UJC (ml) étaient passés dans les rangs des Comités de défense de *l'Humanité-rouge* et les meilleurs d'entre eux étaient déjà intégrés dans des cellules triangulaires clandestines du PCMLF. Mais l'influence essentielle qui déterminait leurs pensées n'était autre que celle de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne en Chine, déclenchée par Mao en personne.

Je partageais cet enthousiasme, mais j'étais tout à fait conscient que l'exemple des gardes rouges ne pouvait pas être suivi en France. Les conditions sociales, économiques et politiques de mon pays et de la Chine populaire étaient évidemment beaucoup trop différentes. Je ne désirais pas moins soutenir le grand mouvement qui secouait l'ensemble du Parti communiste chinois, et le peuple chinois lui-même. Il s'agissait là d'une attitude d'internationalisme prolétarien et je ne pouvais pas supposer un seul instant que Mao soit dans l'erreur.

François Marty était moins enthousiaste, plus pondéré, mais continuait à approuver les principes et les initiatives du dirigeant chinois. Je ne l'entendis jamais critiquer la Révolution culturelle.

Régis Bergeron était quant à lui beaucoup plus réservé, et même critique, vis-à-vis de ce grand événement. Il n'hésitait pas à exprimer entre nous ce qu'il en pensait honnêtement. Il est vrai que de nous tous il demeurait celui qui connaissait le mieux l'histoire de la Chine, de son Parti communiste et les biographies de ses dirigeants. Il savait assez exactement ce qui s'était passé à l'occasion de la campagne dite des cent fleurs, de même que lors de celle du grand bond en avant à l'aide des fours individuels pour fabriquer de la fonte et de l'acier.

Quant à Raymond Casas, il soupçonnait l'existence d'un chauvinisme chinois et racontait volontiers avoir vu sur l'avenue conduisant à Tien An Men un chinois qui avait craché par terre en le croisant, geste qu'il attribuait au mépris des Chinois pour les « longs nez » que nous étions. Je pense que mon camarade se trompait et que ce Chinois crachait tout simplement, de façon naturelle aux citoyens de Pékin où l'air est extrêmement sec. Personnellement j'ai toujours eu des petits problèmes de gorge

lorsque je séjournais dans la capitale chinoise. Il paraît que ce climat provient des vents du désert de Gobi, pourtant assez éloigné.

-21 -

Je vécus l'année 1969 comme une période de mise en place de tout ce qui relevait du Parti communiste marxiste-léniniste clandestin, de ses deux principaux organes de presse, l'un illégal : *l'Humanité-nouvelle* et l'autre légal : *l'Humanité-rouge*. À ces titres s'ajouta en octobre celui de *Front uni*, publication mensuelle jusque là réservée à une diffusion parisienne qui devint nationale.

La veille de l'arrivée en France du Président des Etats-Unis Richard Nixon, je pris la précaution de ne pas dormir à mon domicile. Je ne savais pas si la police m'avait déjà « logé », c'est-à-dire, si, grâce à des filatures ou à des délations, ses fonctionnaires avaient réussi à connaître mon adresse. Je me rendis dans un hôtel entièrement habité par des travailleurs immigrés. La chambre dont je pouvais disposer était louée par l'un d'entre eux, un camarade, qui avait la possibilité de se faire héberger ailleurs.

Je dormis facilement parce que j'étais fatigué, mais au petit matin, vers les six ou sept heures je fus réveillé par le bruit d'une descente de police. Des agents frappaient à toutes les portes et exigeaient que les locataires leur présentent leurs papiers, leurs titres de séjour et d'emploi je suppose. L'un de ces fonctionnaires tapa à ma porte. Que devais-je faire ? Je ne répondis pas et ne risquai pas le moindre bruit. Il tapa de nouveau, mais cette fois-ci très fort. Je poursuivis mon silence. Finalement je l'entendis indiquer à l'un de ses comparses que cette chambre était vide et

il s'éloigna. J'attendis patiemment que cette visite imprévue soit achevée et, vers midi, je partis subrepticement.

Pendant ce temps, les manifestants anti-américains avaient brûlé le drapeau des Etats-Unis sur les Champs Elysées. Un adhérent du PCMLF, qui trouvant notre formation trop modérée, devait d'ailleurs nous quitter quelques mois plus tard, avait allumé le feu. Ainsi se trouvait condamnée au moins symboliquement la présence à Paris de ce Nixon, responsable de la guerre d'agression atroce menée par les G.I's yankees contre les peuples du Sud-est asiatique, notamment ceux du Vietnam.

J'assumais la responsabilité de la préparation rédactionnelle, de l'impression et de l'organisation de la diffusion de *l'Humanité-nouvelle* clandestine. Le premier numéro fut tiré, moyennant finances, à Marseille, par un artisan imprimeur, qui eut surtout peur, mais se décida dans la mesure où il n'avait pratiquement que très peu de clients. Christian Maillet se chargea de l'opération, mais indiqua qu'il ne convenait pas de la rééditer par prudence vis-à-vis de notre complice, intéressé financièrement certes, mais nullement sûr.

J'obtins alors, à Paris, le soutien d'un militant de l'ex-UJCML, Thienot Grumbach, qui est devenu depuis lors un avocat réputé du barreau de la capitale. J'avais déjà eu affaire à lui lors de l'édition de mon ouvrage « Le printemps révolutionnaire de 1968 », « essai d'analyse marxiste-léniniste », pris en charge par les Editions Gît-le-cœur, dont il était directeur. Je pris un rendez-vous discret au cœur du quartier latin avec Thienot, qui n'était autre, par ailleurs, qu'un neveu de Pierre Mendès-France. Sans adhérer au PCMLF clandestin, il accepta d'emblée de m'aider pour assurer l'impression du n° 2 de notre organe central désormais interdit. Il me rapporta deux ou trois jours plus tard les cinq cents exemplaires que je lui avais demandés. Avec les mêmes précautions que lors de notre rencontre précédente.

Mais les trois militants qui firent le maximum pour contribuer aux activités clandestines de notre Parti furent Michel Gilquin et Corinne dont j'ai déjà mentionné qu'il me servirent d'agents de liaison avec les autres membres de la Direction Centrale Clandestine. Gilquin était déjà politisé, mais Corinne était toute neuve.

Le troisième, Alain D., fut de loin le plus important et le plus efficace, nous le surnommions Quarante, numéro de notre siège antérieur au Boulevard Magenta où il avait beaucoup travaillé avant l'interdiction. Membre de la délégation du Nord au Congrès de Puyricard, j'eus une confiance totale en lui dans la mesure où il était riche de sa jeunesse, mais aussi d'une formation politique de qualité. Il avait été membre du Comité fédéral des Jeunesses communistes (révisionnistes) du Nord.

Je vais avoir de nombreuses occasions d'évoquer ce camarade, dans la mesure où il va poursuivre la lutte à mes côtés pendant plusieurs années. Il devint rapidement le militant indispensable pour toute question matérielle, fut le grand patron de nos imprimeries successives, l'organisateur de nos réunions illégales et, tout particulièrement, de nos Congrès clandestins. Il occupa une place décisive dans notre Bureau politique, puis dans notre secrétariat. Sans son soutien, je pense que je n'aurais pas pu maintenir l'existence du PCMLF aussi longtemps qu'il dura et traversa des crises successives.

Malheureusement, à la fin des fins, quand le déclin de notre parti commença à correspondre à l'essor de la social-démocratie en France, les convictions respectives de Quarante et les miennes divergèrent.

Je n'éprouve aucune animosité envers mon camarade dont je considère les mérites militants très supérieurs à ce que je peux critiquer de son attitude au cours des dernières années de la décennie 80. Mao a enseigné qu'il ne faut jamais juger un militant sur une seule période de son existence, mais qu'il importe de prendre en considération la totalité de sa vie.

Au mois d'août 1969, une invitation du Parti du Travail d'Albanie me permit de passer mes vacances, en compagnie de Baya, dans une villa réservée aux invités étrangers et aux cadres locaux, sur la merveilleuse plage de Durrës. Des invitations similaires avaient été reçues par le couple de François Marty et le couple de Michel Gilquin. Naturellement nous fumes reçus par les dirigeants du Parti au plus haut niveau, je conserve des photographies de ces rencontres, la première au niveau des deux Partis, la seconde dans une ambiance plus intime dans la résidence d'été d'Enver Hoxha et de son épouse Najmia à Vlora. Dans cette dernière ville du sud se réunit d'abord la rencontre politique, à cette occasion nous pûmes nous entretenir longuement avec le premier dirigeant albanais entouré de Husny Kapo, Ramiz Alia et Piro Kortchi. Ensuite nous fumes conviés à un repas dans une superbe villa d'où l'on pouvait contempler la mer. Nos épouses respectives nous avaient rejoints pour la circonstance. Plusieurs de nos interlocuteurs parlaient français.

Naturellement Baya sympathisa beaucoup avec Najmia Hoxha, Vita Kapo et l'épouse de Ramiz Alia qui est depuis lors décédée prématurément. Jadis, dans des congrès ou conférences internationales de femmes, ma femme avait rencontré Vita et conservait d'elle un excellent souvenir.

Peu après notre retour en France, le décès du Président Ho Chi minh fut salué par notre journal sous le titre « Gloire immortelle à Ho Chi-minh, éminent marxiste-léniniste, grand dirigeant du peuple vietnamien ». Une soirée d'hommage fut organisée à la Mutualité, au cours de laquelle je prononçai un assez long discours. À la tribune se trouvaient des représentants de la Délégation générale du gouvernement de la République du Vietnam en France

Puis, le 25ème anniversaire de l'Albanie rouge fut l'occasion d'un autre meeting réunissant environ deux mille cinq cent personnes, en présence de l'Ambassadeur d'Albanie Javer Malo, du Premier attaché de l'Ambassade de Chine populaire et de représentants de la République démocratique du Vietnam. Sous

la présidence de François Marty, qui fit un discours d'ouverture circonstancié, Raymond Casas présenta l'intervention centrale.

En fin d'année, le numéro 39 de notre journal publia un communiqué de l'Agence de presse Hsinhua en date du 7 décembre 1969 annonçant l'arrivée en Chine d'une délégation de communistes marxistes-léninistes de France, conduite par moi-même et reçue par Wou Fa-hsien, membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois, et d'autres dirigeants chinois.

- 22 -

La Chine continuait alors à se trouver en pleine Révolution culturelle prolétarienne. A l'arrivée à l'aéroport, nous avions compris d'emblée qu'il y avait partout des innovations mouvementées, un grand chambardement ou la jeunesse occupait la place principale, la première place. Des jeunes filles et des jeunes gens, tous vêtus de costumes identiques bleus, portant casquettes souples mais à visières, avec des écussons présentant le visage du Président Mao ou l'étoile rouge, ou encore un grand soleil flamboyant illuminant tout l'Orient, lisaient en chœur, à haute voix, des citations du petit livre rouge ou chantaient des hymnes révolutionnaires à la gloire du Parti et de son éminent dirigeant. Selon nos interprètes, il y avait une extrême liberté de parole pour critiquer le révisionnisme et ses représentants infiltrés dans les organismes dirigeants du Parti chinois. Celles et ceux qui pouvaient s'exprimer en français ou en anglais nous laissaient comprendre que des hommes comme Lieou Chao chi ou Deng Tsiao ping faisaient partie de ces éléments nuisibles.

Lors d'une première discussion, au lendemain de notre arrivée, je saisis l'opportunité de cette situation de libre parole

pour dire sans détour à nos camarades chinois ce que nous avions à leur reprocher. Devant les représentants du département de liaison et leur principal responsable, avant même notre départ de Pékin pour la province, j'élevais une protestation assez ferme contre le fait que l'hebdomadaire *Pékin-Information* avait consacré une page entière à la publication de la prose d'un groupe restreint d'intellectuels que nous tenions pour ultra-gauchistes, « Ligne-rouge ». Bien que cette formation soit en France très peu influente, nous supportions mal qu'elle soutienne de constants efforts pour discréditer le P.C.M.L.F. clandestin et sa presse, y compris *L'Humanité-rouge*. Nous accusions les éléments qui développaient cette activité d'être des Trotskistes. Ils cherchaient à profiter de la rupture idéologique entre les partis communistes d'URSS et de Chine et prétendaient s'appuyer sur la Révolution culturelle pour combattre notre influence grandissante. Mais d'évidence la reprise d'un de leurs articles dans la presse chinoise ne pouvait que contribuer à créer en France une confusion qui nous était hautement préjudiciable.

Le directeur de la section France de l'organisme qui nous recevait, nommé Chen Kien, s'opposa assez fermement à notre position. Le ton monta quelque peu et je dus lui mettre les points sur les « i » en parlant de suspendre ou refroidir nos relations avec son Parti.

Lorsque je me remémore cet incident, j'ai plus envie de rire que de rester sérieux. C'était un affrontement entre une fourmi et un éléphant, entre un infiniment petit et un infiniment grand, j'étais vraiment impertinent. Par contre la délégation chinoise sut faire preuve d'esprit de pondération et de responsabilité en clôturant ce débat par l'assurance qu'elle allait étudier très sérieusement la question soulevée et nous donnerait une réponse précise lors de notre retour dans la capitale.

Le lendemain, Christian Maillet, Michel Gilquin, André Cuisinier et moi-même prenions un avion des lignes intérieures

chinoises pour nous rendre à Yen-an, la plus célèbre base de la Révolution chinoise, où avait abouti après les terribles difficultés que l'on sait, la fameuse Longue Marche.

Bien qu'elle soit limitrophe du sud de la Chine, cette province du Jiang Si, en ce mois de décembre, connaissait un climat très froid. La température descendait la nuit aux alentours de moins vingt cinq degrés centigrades. Pendant la journée, même si le soleil faisait une discrète apparition, nous ne pouvions espérer quelque réchauffement au-dessus de moins cinq et même moins dix degrés en quasi-permanence.

Certes nos camarades chinois nous avaient tous quatre vêtus de manteaux bleus ouatés ayant d'épais cols boutonnés jusqu'en haut sur le bas de nos visages. Ils nous avaient aussi munis de chapkas en fourrure véritable. Mais nous étions là en pleine période de Révolution culturelle, et la norme était de faire preuve de courage, de résistance physique, bref d'idéologie prolétarienne à toute épreuve.

Dès après notre arrivée à Yen-an, les militants chinois qui nous accueillaient, voulurent nous faire visiter le principal musée de la ville consacré à l'histoire de la Longue Marche. Je me souviens des lieux, une longue galerie sans chauffage, sur un sol de pierres, présentant des objets utilisés lors de l'événement historique majeur de la Révolution et lors de la résidence sur place de Mao et de ses plus proches compagnons. Chaque souvenir exposé était accompagné d'une pancarte comportant des explications en idéogrammes que nous traduisait un interprète. Toutes les paroles qui avaient pour but de nous fournir indications et précisions étaient l'objet d'une traduction non simultanée, mais après coup. Ce qui prolongeait notre présence en ce lieu certainement d'une très haute valeur de mémoire. Mais je dois à la vérité de révéler qu'à part Christian Maillet, certainement plus volontaire que les trois autres, nous étions paralysés par le froid. Pour ma part, je me souviens que je n'étais pas en mesure d'écouter quoi

que ce soit et que j'attendais avec une impatience douloureuse que cette séance soit terminée.

Ce fut pour moi un soulagement réel que de retourner à l'hôtel où nous étions hébergés. Mais là encore, il n'y avait aucun chauffage. L'explication fournie par nos hôtes consistait à évoquer la nécessité d'endurcir tous les visiteurs, chinois ou étrangers, en leur faisant revivre les mêmes conditions d'existence que celles connues autrefois par les combattants qui avaient établi en ces lieux leur ultime base avant de parvenir à faire triompher la Révolution dans toute la Chine. Le repas d'accueil comme ceux qui suivirent obéirent aux mêmes soucis. Toutefois, un privilège nous fut accordé par rapport aux militants qui habitaient Yenan, nous pûmes boire après chaque repas un ou plusieurs petits verres de maotai, c'est-à-dire d'alcool de riz, qui nous réchauffaient.

Trois autres visites demeurent dans ma mémoire, comme la réalisation de performances imposées par mes convictions et mon idéalisme.

En vérité nous dûmes gravir la colline de Yenan par un froid glacial, un véritable froid polaire, battue des vents. Deux accompagnateurs chinois m'escortèrent, me poussant dans le dos ou me tirant par un bras. Je précise que le sol était revêtu d'une épaisse couche de neige tassée et glissante.

Monter jusqu'aux habitations troglodytes où avaient vécu durant plusieurs années les dirigeants communistes, et tout particulièrement Mao Zedong, bientôt rejoint par Chiang Ching, ainsi que Chou En lai et Teng Ying tchao, fut moins difficile. L'intérieur de ces grottes au sol en terre battue constituait une protection réelle contre le froid. Certes je n'aurais pas souhaité y passer une nuit entière, mais en milieu de journée, il me sembla que je m'y trouvais mieux que nulle part ailleurs dans cette cité dont la réputation révolutionnaire était largement acquise. Il était évident que Mao et ses camarades avaient connu ici des conditions d'existence très

rudes qu'ils avaient acceptées volontiers après les péripéties encore plus dures supportées pendant la Longue Marche. Il n'y avait rien, que de la terre de lœss. Restaient là, de l'époque, une table en bois des plus modestes, un tabouret, quelques objets de cuisine, dans le plus complet dénuement. Et pourtant c'était en cet endroit que le dirigeant chinois avait rédigé un certain nombre de ses textes les plus célèbres contribuant à la poursuite de la Révolution de son peuple et finalement à la victoire sur les occupants japonais et ensuite sur les réactionnaires chinois eux-mêmes. Je ressentais une émotion profonde et me considérais comme particulièrement favorisé par l'exceptionnelle faveur dont je bénéficiais en la circonstance.

La troisième visite marqua l'apogée de ma souffrance du froid. En voiture, nous fîmes je pense une trentaine de kilomètres en gravissant de nouvelles montagnes pour nous rendre à Nanniyuan. Là se construisait un immense camp de travail volontaire par des intellectuels et des fonctionnaires du Parti qui ne disposaient d'absolument rien et pour organiser leur existence ne devaient compter que sur leurs propres forces. Les plus anciens arrivés ici avaient dû coucher au début à la belle étoile, se nourrir de plantes trouvées dans les environs, chasser du gibier, surtout des oiseaux assez rares à cette altitude. Les autres, venus plus récemment, semblaient remplis d'ardeur au travail pour édifier non point un camp, mais une véritable cité dans des conditions reproduisant celles vécues par les soldats de la Longue Marche arrivés à Yenan.

Il a été écrit, surtout ici en Occident, que de tels camps n'étaient autres que des camps de concentration. Je suis en mesure d'apporter un témoignage vécu totalement contradictoire avec cette allégation porteuse de son poids de propagande anticommuniste. Cette expérience de rééducation par le travail ne visait absolument pas à constituer une punition carcérale ou concentrationnaire. À l'intérieur du camp de Nanniyuan, tous les hommes et femmes présents s'occupaient avec ardeur de travaux qu'ils avaient eu à décider

par eux-mêmes. Il n'y avait pas là que des professeurs de Faculté ou autres cadres de l'Etat ou du Parti que les gardes rouges avaient désignés comme révisionnistes devant redevenir authentiquement révolutionnaires grâce aux épreuves physiques et morales qui leur étaient imposées. Il y avait de nombreux militants qui s'étaient portés volontaires pour venir travailler dans ces conditions extrêmement pénibles. Je dois dire que mes camarades et moi-même nous ne vîmes aucun de ces fantômes d'êtres humains tels que nous en avons la connaissance par les photos prises lors de la libération des camps de concentration nazis. Je ne déclare pas que ces travailleurs étaient gras et repus, mais ils étaient loin de pouvoir être comparés à des cadavres ambulants, même très loin dans la mesure où justement ils avaient besoin de toutes leurs forces physiques pour exécuter correctement les tâches qu'ils devaient accomplir. Ce n'était pas non plus des travaux forcés, car ces dernières étaient discutées et décidées collectivement. La nourriture était certainement simple, mais suffisante pour conserver une santé normale. Avant la Révolution, chaque Chinois ne disposait pas même d'un bol de riz quotidien et les morts par sous-alimentation étaient innombrables. En vérité sous la domination des puissances occidentales capitalistes, des occupants japonais ensuite, puis des réactionnaires chinois, ce pays immense était un immense camp de concentration. Le camp de Nanniyuan n'avait rien à voir avec les conditions de vie dans l'ancienne Chine. Mais quel froid ! Plus agressif qu'à Yenan, ce qui était peu dire. Des températures descendant au-dessous de 25 degrés presque en permanence du moins en cette saison hivernale. Et pourtant des milliers, peut être des dizaines de milliers d'hommes et de femmes parvenaient à vivre en ces lieux. Ce qui commandait leur résistance à ces extrémités glaciales résidait, comme à l'époque de la Longue Marche, dans leur idéologie en pleine transformation, idéologie que les communistes chinois qualifiaient de prolétarienne. Je peux

révéler que devant ce spectacle étonnant, aucun d'entre nous quatre ne ressentit un sentiment de désaveu, mais éprouva au contraire une pulsion révolutionnaire. Et pourtant la Révolution culturelle allait faire ultérieurement l'objet de très vives critiques, que nous allions comprendre. Il est évident qu'à l'époque que nous vivions alors, nos hôtes chinois ne nous racontaient pas tout ce qui se passait réellement. Nous ne trouvions donc nullement déplacé de porter avec honneur sur les revers de nos costumes les badges représentant l'effigie de Mao, ce n'était aucunement dans nos esprits du «culte de la personnalité», mais simplement un geste d'adhésion profonde à un combat gigantesque et universel pour parvenir à une société nouvelle, la société communiste.

La nuit suivante, dernière nuit à passer dans cette région, je fus malade et ressentis des douleurs de coliques aiguës. Mon beau-frère Christian Maillot, plus solide que moi certainement, s'occupa de moi avec sollicitude et m'aida à franchir le cap difficile des dernières heures de ce séjour inoubliable et combien stimulant passé à Yenan.

Notre arrivée dans la province du Hounan fut pour moi un soulagement réel, car la température y était nettement meilleure. Nous fîmes le parcours par la route installés dans les lourdes et solides voitures de fabrication soviétique qu'utilisaient encore à cette époque les autorités chinoises de l'État et du Parti. Notre itinéraire passait par Changcha, mais nous nous rendîmes tout d'abord à Chaochan, la ville natale de Mao. Ce gros village n'avait d'intérêt qu'en raison de la présence protégée de la maison familiale du dirigeant chinois, transformée naturellement en musée. Ce genre de référence au souvenir d'une personnalité exceptionnelle n'avait rien de surprenant pour nous, habitués à visiter des maisons natales ou résidentielles, en France, comme celles de Pasteur dans le Jura, ou celles de Victor Hugo à Besançon ou Place des Vosges à Paris, et tant d'autres qu'une simple page ne suffirait pas à citer complètement.

À vrai dire, la maison natale de Mao Zedong correspondait à une ferme ancienne de moyenne importance dans la Chine d'avant la Révolution. Nous y reçûmes toutes les explications souhaitables et même des précisions qui ne nous intéressaient pas spécialement.

Nous eûmes le privilège d'une photographie-souvenir tirée devant la maison.



*Rencontre avec Norodom Sihanouk, à Pékin. (Le 1er septembre 1971).*

Enfin je dois indiquer que je possède aussi une série de photographies inédites en France qui me furent offertes par les

responsables de ce musée de Chaochan. Il s'agit d'une collection de dix clichés représentant les membres de la famille de Mao Zedong, sa mère, son père, ses frères et sœurs et sa première femme. Ce lot est une source de renseignements généalogiques et biographiques.

Pour s'opposer aux calomnies et mensonges couramment lancés contre Mao par anticommunisme, je crois opportun de publier les noms de tous les membres de sa famille qui furent victimes des ennemis de la Révolution. A commencer par sa propre épouse Yang Kai hou assassinée en 1931 par le Kouomintang. On disait en Chine que Mao avait assisté impuissant à cet assassinat, caché au milieu d'herbes hautes non loin du lieu de martyre. D'après une des photographies, je suppose que cette première épouse lui avait donné deux enfants. Les autres clichés présentent Mao Zé-kiang, sœur de Mao Zedong, qui fut également assassinée par le Kouomintang . Il y a aussi Mao Zé-min, son premier frère cadet, assassiné en 1943, Mao Zé-tang, deuxième frère cadet, assassiné en 1930, Mao Tchou-siong, neveu assassiné en 1946, Mao An-ying, fils de Mao et de Yang Kai hou, mort au combat en Corée.

Notre retour par Changcha pour y prendre un train dans une immense gare spécialement aménagée pour permettre de recevoir les gardes rouges par centaines de milliers et sans doute même par millions, fut l'occasion de quelques autres visites toujours liées à l'ancienne présence de Mao. Le dirigeant de la Révolution chinoise avait été élève dans l'école normale de cette ville, avant de devenir, pour peu de temps il est vrai, instituteur. Désormais il était considéré en Chine comme le plus grand pédagogue de toute l'histoire.

Mais on disait qu'il aimait à se comparer lui-même au buffle des rizières du sud, que conduit paisiblement un enfant assis sur son dos, symbole du dévouement et de la simplicité du peuple.

Le train nous emmena dans la province du Kouangtchéou, dans cette envoûtante ville qu'est Canton. Pour achever ce long périple à travers la Chine populaire, nous dûmes remonter vers le nord, mais nous fîmes d'abord un détour rempli d'enseignements en passant par l'ancienne capitale de la Chine féodale, Nankin, dans la province du Jiang Su. En réalité le nom de cette immense ville signifie « capitale du sud » en dépit de sa position géographique. Elle est réputée pour être, en été, l'un des trois « fours » de la Chine, avec Tchoungking et Wuhan. Cette qualification signifie qu'il y fait une température élevée, c'est une ville éloignée de la mer, tout à fait continentale.

Dès le lendemain de notre retour à Pékin, nous fûmes reçus par Kang Sheng en personne, et nous eûmes avec lui un long entretien. C'était l'époque où Lieou Chao chi avait été dénoncé par la Révolution culturelle comme porteur de l'idéologie révisionniste. Il était certain qu'une lutte de lignes très ardue se livrait au sein même des instances dirigeantes du Parti communiste chinois.

Dès qu'il prit la parole, Kang Sheng, apparemment plus fatigué que lors de la première rencontre que j'avais eue avec lui, se tourna vers moi et m'indiqua de façon catégorique n'appelant aucune poursuite d'explications : « Camarade Jurquet, vous avez mis en cause la publication par *Pékin-Information* d'un article du groupe « Ligne rouge ». Nous avons étudié à fond toutes les publications de ces éléments. Nous avons constaté que ce sont des trotskistes. C'est vous qui aviez raison, nous ne publierons plus rien provenant d'eux.» J'acquiesçais de la tête et vis sur les visages de mes co-délégués à la fois surprise et satisfaction. Puis l'entretien s'engagea sur d'autres questions.

À ce moment-là je ne savais pas que je ne reverrais jamais Kang Sheng, qu'il allait mourir de sa cruelle maladie, et qu'ensuite il serait critiqué, condamné officiellement et même exclu à titre posthume du Parti communiste chinois.

Le lendemain de cette ultime rencontre nous repartions pour la France. Enfin je dois indiquer que je possède aussi une série de photographies inédites en France qui me furent offertes par les responsables de ce musée de Chaochan. Il s'agit d'une collection de dix clichés représentant les membres de la famille de Mao Zedong, sa mère, son père, ses frères et soeurs et sa première femme. Ce lot est une source de renseignements généalogiques et biographiques.

Pour s'opposer aux calomnies et mensonges couramment lancés contre Mao par anticommunisme, je crois opportun de publier les noms de tous les membres de sa famille qui furent victimes des ennemis de la Révolution. A commencer par sa propre épouse Yang Kai hou assassinée en 1931 par le Kouomintang. On disait en Chine que Mao avait assisté impuissant à cet assassinat, caché au milieu d'herbes hautes non loin du lieu de martyre. D'après une des photographies, je suppose que cette première épouse lui avait donné deux enfants. Les autres clichés présentent Mao Zé-kiang, sœur de Mao Zedong, qui fut également assassinée par le Kouomintang. Il y a aussi Mao Zé-min, son premier frère cadet, assassiné en 1943, Mao Zé-tang, deuxième frère cadet, assassiné en 1930, Mao Tchou-siong, neveu assassiné en 1946, Mao An-ying, fils de Mao et de Yang Kai hou, mort au combat en Corée.

Notre retour par Changcha pour y prendre un train dans une immense gare spécialement aménagée pour permettre de recevoir les gardes rouges par centaines de milliers et sans doute même par millions, fut l'occasion de quelques autres visites toujours liées à l'ancienne présence de Mao. Le dirigeant de la Révolution chinoise avait été élève dans l'école normale de cette ville, avant de devenir, pour peu de temps il est vrai, instituteur. Désormais il était considéré en Chine comme le plus grand pédagogue de toute l'histoire.

Mais on disait qu'il aimait à se comparer lui-même au buffle des rizières du sud, que conduit paisiblement un enfant

assis sur son dos, symbole du dévouement et de la simplicité du peuple.

Le train nous emmena dans la province du Kouangtchéou, dans cette envoûtante ville qu'est Canton.

Pour achever ce long périple à travers la Chine populaire, nous dûmes remonter vers le nord, mais nous fîmes d'abord un détour rempli d'enseignements en passant par l'ancienne capitale de la Chine féodale, Nankin, dans la province du Jiang Su. En réalité le nom de cette immense ville signifie « capitale du sud » en dépit de sa position géographique. Elle est réputée pour être, en été, l'un des trois « fours » de la Chine, avec Tchoungking et Wuhan. Cette qualification signifie qu'il y fait une température élevée, c'est une ville éloignée de la mer, tout à fait continentale.

Dès le lendemain de notre retour à Pékin, nous fûmes reçus par Kang Sheng en personne, et nous eûmes avec lui un long entretien. C'était l'époque où Lieou Chao chi avait été dénoncé par la Révolution culturelle comme porteur de l'idéologie révisionniste. Il était certain qu'une lutte de lignes très ardue se livrait au sein même des instances dirigeantes du Parti communiste chinois.

Dès qu'il prit la parole, Kang Sheng, apparemment plus fatigué que lors de la première rencontre que j'avais eue avec lui, se tourna vers moi et m'indiqua de façon catégorique n'appelant aucune poursuite d'explications : « Camarade Jurquet, vous avez mis en cause la publication par *Pékin-Information* d'un article du groupe « Ligne rouge ». Nous avons étudié à fond toutes les publications de ces éléments. Nous avons constaté que ce sont des trotskistes. C'est vous qui aviez raison, nous ne publierons plus rien provenant d'eux. » J'acquiesçais de la tête et vis sur les visages de mes co-délégués à la fois surprise et satisfaction. Puis l'entretien s'engagea sur d'autres questions.

À ce moment-là je ne savais pas que je ne reverrais jamais Kang Sheng, qu'il allait mourir de sa cruelle maladie, et

qu'ensuite il serait critiqué, condamné officiellement et même exclu à titre posthume du Parti communiste chinois.

Le lendemain de cette ultime rencontre nous repartions pour la France.

-23-

La Grande Révolution Culturelle Prolétarienne en Chine populaire offrit une occasion inespérée aux médias français pour développer plus que jamais l'anticommunisme. Dans un concert de désinformation délibérée, les dirigeants révisionnistes du Parti communiste français poursuivirent dans la voie qu'ils suivaient depuis plusieurs années, une voie de mensonges et de propagande calomniatrice. Mao Zedong demeura la cible centrale de toutes leurs attaques. Il était accusé en particulier de vouloir détruire le Parti communiste chinois. Selon ces curieux communistes, qui pensaient sans doute que plus un mensonge est répété plus il devient crédible, le dirigeant de la révolution chinoise victorieuse voulait aussi édifier le socialisme sur les ruines encore fumantes d'une troisième guerre mondiale. Je l'ai déjà dit, mais le redis encore car c'était un de leurs leitmotivs.

Les contradictions internes du P.C.C. furent aussitôt étalées publiquement et jugées de façon exclusivement unilatérale et défavorable aux dirigeants chinois. N'avaient-ils pas osé affronter le Parti communiste d'Union soviétique et la ligne proclamée infaillible qu'il essayait d'imposer au mouvement communiste sur le plan universel ?

En vérité, chaque fois que les communistes sont divisés, l'idéologie de la bourgeoisie en profite au centuple. Ainsi les dirigeants français surent-ils mettre à profit à leur avantage les critiques portées à l'endroit de Lieou Chao chi.

Cette propagande ne pouvait pas ne pas produire dans nos propres rangs des effets pervers. Dans les deux sens. C'est-à-dire pour condamner la prétendue déviation de Mao Zedong par rapport à la ligne antérieure préconisée par Lieou Chao chi et Deng Siao ping, d'une part, mais pour permettre aux petits-bourgeois ultra-gauchistes français de jouer aux gardes rouges d'autre part. Je condamnai sans réserve toutes ces interprétations et ingérences dans les affaires du Parti communiste chinois. J'étais imprégné de l'idéologie, des enseignements stratégiques et tactiques de Mao après avoir lu et relu tous les articles traduits en français qu'il avait publiés au cours de ses luttes révolutionnaires.

Une lutte de lignes apparut dans les colonnes de *l'Humanité-rouge* par échange de citations du fameux « petit livre rouge ». Les contenus de certaines d'entre elles étaient systématiquement utilisés pour tenter de démontrer implicitement que je n'étais moi-même qu'un vulgaire révisionniste. Il importe de préciser ici qu'à cette époque le Comité de rédaction se réunissait souvent au domicile d'anciens dirigeants de l'UJC (ml), dont les intentions n'étaient pas nettes. Il y avait là le couple Broyelle, qui se fit par la suite une place de choix dans la littérature de propagande anticommuniste chinoise, et même tout simplement anticommuniste.

La lutte entre leurs idées et celles de la Direction centrale clandestine du PCMLF n'était pas facile, car ces gens avaient la plume prolifique et pouvaient profiter des conditions difficiles de notre illégalité pour faire passer insidieusement leurs théories en invoquant leur droit à la remise en cause des instances du Parti détenues par des anciens du Parti communiste français. Ils m'accusaient d'avoir passé trop de temps dans le PCF pour ne pas être porteur de ses pratiques et principes révisionnistes. Ils proclamaient que je «portais une valise révisionniste ».

J'écrivis néanmoins un éditorial long et détaillé pour dénoncer l'orientation du XIX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste

français, que je qualifiais de « Congrès de trahison contre-révolutionnaire».

Tous ces faits s'étaient produits dans la dernière période de 1969 et au cours du premier trimestre de 1970. Mais je pense aujourd'hui qu'ils témoignaient de ce qu'allait devenir notre entreprise de refonder un Parti communiste authentiquement marxiste-léniniste. N'avions-nous pas agi de manière trop précipitée ? La création du P.C.M.L.F. n'avait-elle pas été prématurée ? Il est vrai que nous n'avions pas prévu la mise hors la loi de notre formation dans un délai aussi rapide et que nous n'avions pas suffisamment expliqué les mesures à prendre dès que l'on se trouve dans l'illégalité. Seuls Marty et moi même avions une connaissance pratique de la mise en place d'une pyramide de triangles agissant dans le secret le plus absolu. Kang Sheng nous avait assuré que la bourgeoisie ne peut jamais accepter bien longtemps la légalité d'un parti authentiquement révolutionnaire. Notre interdiction signifiait que, si petits soyons-nous, nous avions commencé à inquiéter la classe détentrice du pouvoir.

Cependant, la clandestinité ne favorise en rien l'unité d'une organisation quelle qu'elle soit. Elle entrave les communications et favorise les incompréhensions entre militants et dirigeants éloignés les uns des autres, elle empêche le fonctionnement réellement démocratique d'un Parti, elle provoque des réactions de caractère paranoïaque, des suspicions réciproques sans aucun fondement, elle concourt en définitive à provoquer l'éclatement des structures illégales. N'est-il pas vrai que cette situation engendra de dures contradictions au sein même de la Résistance contre les Nazis pendant toute une longue période ? Et nous n'étions qu'un modeste groupuscule, si sincères soyons-nous.

Je fus informé par Quarante et Gilquin de la formation en février-mars 1970 d'un Bureau politique autoproclamé « majoritaire » (allusion au mot « bolchevik » qui signifie justement majoritaire) parallèle à la Direction centrale clandestine. J'étais perplexe et ne comprenais pas qu'il n'y ait pas eu possibilité de discussion approfondie avant que cette

pratique scissionniste n'entre en vigueur. Il paraît d'ailleurs que certains m'accusaient d'être moi-même un scissionniste.

Ces faits eurent des retentissements immédiats dans les rangs des triangles clandestins comme dans les CDHR. Une telle « démocratie » appliquée en période d'illégalité ne me paraissait pas correspondre aux enseignements de Lénine quand il avait traité de la question du centralisme démocratique dans la clandestinité. Toujours est-il qu'il fallait faire face à cette situation et je dois dire que ce ne furent que les efforts conjugués des membres de la Direction centrale clandestine, et particulièrement de François Marty, qui permirent de maintenir notre activité, notre existence, mais avec une diminution assez sensible des effectifs auxquels nous étions parvenus.

Anticipant sur ce que j'aurais à relater des années ultérieures, il est utile que je précise ici que, finalement, Alain Quarante, extrêmement actif, parvint, de février à mai 1973, à regagner la quasi-totalité des militants de base et cadres locaux qui s'étaient laissés abuser. Ce fameux B.P. (m) se trouva alors complètement isolé et vivement critiqué. Celles et ceux qui l'avaient suivi rejoignirent les rangs du PCMLF, sauf quatre ou cinq responsables qui se réfugièrent dans l'inorganisation et dont on n'entendit plus jamais parler.

- 24 -

Quinze jours après la fondation du fameux Bureau politique autoproclamé majoritaire, une opération répressive de grande envergure visa nos militants dans trente villes. À Lyon cinq militants, quatre jeunes et Jean Thiriot furent perquisitionnés et arrêtés à l'heure du laitier, puis, après leur transfert à la

prison de la Santé à Paris, furent déférés devant la Cour de sûreté de l'État sous l'inculpation de reconstitution de ligue dissoute. Les fonctionnaires du Ministère de l'intérieur avaient trouvé chez eux des tracts du PCMLF édités postérieurement au 12 juin 1968. En ce qui concerne Thiriot il avait été donné par un indicateur infiltré dans sa cellule clandestine, qui avait accompagné la perquisition à son domicile et conduit les policiers directement au meuble où se trouvaient des documents clandestins.

L'année 1971 fut pourtant marquée par de grandes manifestations, surtout à Paris.

Nous avançons la ligne « classe contre classe », susceptible de gêner les rapports des dirigeants révisionnistes du PCF avec les travailleurs, une ligne dont je revendique la paternité théorique à cette époque, en référence à celle qu'avait avancée des dizaines d'années plus tôt le secrétaire général du Parti communiste français, Pierre Semard. Je l'avais exposée pour la première fois devant la Conférence Nationale d'Édification prolétarienne organisée clandestinement par le PCMLF le 12 juin 1971.

Nous soutenions à fond tous les mouvements de libération nationale, notamment les patriotes du Sud-est asiatique agressés par les troupes américaines. Avant son arrestation, Jean Thiriot, ex-membre du Comité fédéral du PCF des Vosges, ouvrier bûcheron de profession, vint à Paris nous renforcer. André Druesnes, ouvrier métallurgiste, ex-membre lui aussi du vieux Parti, participa également à notre consolidation centrale. Un jeune militant qui devait devenir un journaliste et écrivain de grande qualité, Jean-Luc Einaudi, nous rejoint aussi, abandonnant ses études dans une école normale d'instituteur pour se consacrer essentiellement aux activités du PCMLF en direction de la jeunesse. Il prit le pseudonyme d'André Colère, puis, plus tard, de Pierre Burnand.

Nos deux camarades ouvriers tinrent des places importantes dans un meeting internationaliste prolétarien réuni à la salle Lancry le vendredi 26 février 1971. Cette initiative fut couronnée de succès en raison de la présence à la tribune, autour de Jean Thiriot, de Kuan Chi Yun, premier secrétaire de l'Ambassade de Chine populaire en France, de Huyn Cong Tarn, journaliste du Sud-Vietnam, de Nguyen Xuan Tha, attaché de la Délégation générale du gouvernement de la République Démocratique du Vietnam en France, de Bodhiusane Thongsay, de l'Union des Etudiants lao et d'In Sophéap, de la jeunesse unie du Front uni national du Kampuchea. Je prononçai l'intervention centrale, et quand je la relis aujourd'hui je me rends compte qu'en plus des adhésions actives aux luttes sociales des travailleurs de mon pays, j'étais avant tout anticolonialiste et tiers-mondiste. Ce qu'aurait dû être tout communiste conséquent en France et dans le monde entier.

Puis vint le centième anniversaire de la Commune de Paris. D'autres jeunes militants furent associés à sa célébration, comme Henri Jour, pseudonyme de Georges Z., originaire d'Alger. Dès avant la commémoration officielle organisée par nos soins, nous avons lancé une petite maison d'éditions en publiant successivement « Lénine et l'organisation », puis « Auguste Blanqui, un révolutionnaire des temps d'orage » par André Marty. De la sorte les Éditions du Centenaire de la Commune de Paris voyaient le jour, leur Directeur fut d'emblée Quarante qui s'en sortit parfaitement, bien que n'ayant aucune formation dans ce genre de profession. Simultanément il ouvrit rue de Belleville une librairie portant le titre d'une nouvelle du grand écrivain communiste chinois Lou Sin « Les herbes sauvages ».

Le meeting central concernant le premier événement révolutionnaire prolétarien en France se réunit encore salle Lancry, le 30 avril 1971, en présence de dirigeants de partis et formations marxistes-léninistes étrangers, comme l'italien Fosco Dinucci à l'avenir politique plus que douteux et le

britannique Reg Birch au nom du journal « The Worker ». Nous reçûmes aussi des messages.

Mais, soudain, le 29 juin 1971, brutale comme un coup de tonnerre inattendu, me parvint la nouvelle du décès de François Marty, dans un accident de la circulation. Suzanne, légèrement blessée, m'appela immédiatement par téléphone dès qu'elle fut sortie de l'hôpital. Je sautais dans ma voiture et partis immédiatement pour l'assister. Je parvins au petit matin à Perpignan.

François reposait encore dans sa chambre, sur son lit. Son visage restait tel que je le connaissais et l'aimais. Celui d'un homme simple, intelligent et courageux. Suzanne était encore seule à cette heure matinale, personne n'ayant pu être informé durant la nuit. Dès cet instant je ne quittai plus la veuve de mon camarade et la pièce où il commençait son dernier sommeil. C'était un coup très dur pour le PCMLF comme pour toutes celles et ceux qui avaient eu le privilège d'approcher et de connaître le défunt. Je compris que désormais ce serait sur mes seules épaules qu'allait reposer la responsabilité principale de la fixation de notre ligne politique et de nos mesures organisationnelles, non sans que je ne sois efficacement aidé par les autres camarades de la Direction centrale clandestine. Mais aucun d'entre nous ne possédait la riche expérience de François Marty.

Nous reçûmes très rapidement un télégramme de condoléances d'Enver Hoxha, puis d'une foule d'organisations du Tiers-monde, l'Union des Etudiants guyanais, la Fédération des Etudiants d'Afrique noire en France (la FEANF), ainsi que des différents partis ou groupes marxistes-léninistes d'Europe.

Les camarades chinois nous présentèrent des condoléances verbales.

Les obsèques furent solennelles et profondément émouvantes dans la mesure où vinrent y participer de

nombreux vieux camarades de la Résistance qui, pour porter le cercueil, mêlèrent leurs bras à ceux des dirigeants de notre parti. Devant le petit cimetière, je prononçai le traditionnel discours d'éloge funèbre tout en contenant difficilement mon émotion.

Suzanne et Baya étaient à mes côtés, près du cercueil.

- 25 -

Moins de trois mois plus tard, au mois d'août 1971, je reprenais l'avion, en compagnie de Castan et Druenes, pour me rendre une fois de plus à Pékin.

Il nous fallut consentir quelques jours de transit, bloqués à Karachi, par suite d'un retard qui nous empêcha de prendre la correspondance pour la capitale chinoise. Nous fumes donc hébergés à l'Hôtel d'Air-France, situé dans un immeuble proche de l'aéroport. Confort de type occidental. Il faisait chaud, mais nous pouvions supporter la température ambiante en évitant de sortir aux heures les plus exposées au zénith. Nos chambres étaient toutes équipées de ventilateurs. Nous prîmes option pour la nourriture pakistanaise, de préférence à une nourriture européenne de goût anglais. Les plats au curry constituèrent notre alimentation quotidienne, dont la base ordinaire fut le riz.

Nous risquions de nous ennuyer, mais nous réussîmes à effectuer quelques incursions en ville, à plusieurs kilomètres de notre résidence, en louant des vélos-pousse qu'actionnaient en pédalant des hommes d'une maigreur étique. Deux visites restent particulièrement imagées dans mon souvenir. Celle de la partie publique et touristique de la mosquée de l'Aga Khan. Les murs intérieurs étaient tapissés de feuilles d'or. Mais sur la

voie extérieure qui lui donnait accès étaient installés, assis par terre ou sur une murette, plusieurs dizaines de mendiants, dont l'apparence physique rappelait les dessins et photographies que nous avons pu voir en France au sujet de la Cour des Miracles. Des hommes, portant de vieilles gandouras blanches, avec, autour de leurs têtes rasées, des chèches visiblement usagés, arborant des barbes effilées et pointues, tendaient leurs mains décharnées en répétant inlassablement les premiers mots de la chahada, « La il Allah ». Tous étaient aveugles, exhibant à la place de leurs yeux des cavités oculaires profondes et vides qu'avaient creusées le trachome. La présence de cet insondable dénuement à côté de la richesse somptueuse de la mosquée me choqua profondément.

Nous eûmes aussi l'occasion d'approcher en lisière un bidonville qui nous sembla s'étendre à perte de vue. Là aussi stagnait une misère épouvantable. Les étalages de viande en plein air provoquaient l'afflux de grosses mouches qui parvenaient à s'agglutiner en de larges taches noirâtres, trompant la vigilance plus ou moins endormie d'enfants en haillons qui, pour les chasser, ne cessaient d'agiter non sans lassitude de larges feuilles de lentisque. La population innombrable qui vivait en ces lieux inconnus en Occident, même dans les bidonvilles de France que j'avais visités par le passé, constituait l'immense majorité du peuple de cette capitale. Au centre ville s'élevaient des immeubles modernes de plusieurs étages ou de riches villas possédant chacune sa propre mosquée d'usage privé, mais la périphérie, comme une ceinture urbaine à l'infini, était à l'image de ces baraquements en bois, couverts de vieilles tôles. Nous étions ici au cœur même d'une cité du Tiers-monde. Un océan de pauvreté.

Finalement, quand nous commençons vraiment à trouver le temps long, un diplomate chinois vint nous chercher et nous accompagna à l'aéroport où nous prîmes un avion pour notre destination finale. Ce vol n'était qu'hebdomadaire.

Notre séjour en Chine se déroula selon le processus habituel. Mais il y eut cette fois là une surprise. Nos hôtes nous proposèrent de rencontrer Samdech Norodom Sihanouk, chef d'État, au moins en titre, du Kampuchea alors agressé par les forces militaires américaines. Le prince, héritier de la couronne royale de son pays, parlait parfaitement français. Il fut visiblement très heureux de nous recevoir. Je tiens à ajouter qu'il était d'une richesse d'humour supérieure, sachant plaisanter à sa manière tout en tenant compte de sa connaissance développée de l'occident et particulièrement de la France. Évidemment notre entretien porta surtout et avant tout sur la situation de son pays victime de la sauvagerie yankee. L'aviation américaine effectuait des bombardements de terreur sur les campagnes et villes cambodgiennes, et notamment sur toute la région limitrophe du Vietnam. Les pertes humaines, de civils surtout, étaient considérables malgré les dispositifs de protection prises par les patriotes khmers.

À un certain moment, comme il ne cessait de s'adresser à moi, en me gratifiant du titre de « Monsieur le Président », je lui demandais à brûle-pourpoint pour quelle raison il me créditait de cette qualité. Souriant avec ironie et bonhomie à la fois, Norodom Sihanouk rétorqua en substance : « Je connais bien le peuple français et je sais combien ses représentants aiment qu'on leur délègue des fonctions de Président. Alors je vous parle ainsi parce que je suppose que vous êtes le Président de *l'Humanité-rouge*. » Nous nous mîmes tous quatre à rire. Je crois que Madame Tsi Zong hua, qui nous attendait près de l'entrée de la suite réservée au Prince, entendit ces propos et ne put conserver sa réserve diplomatique, pouffant elle même spontanément.

Lorsque nous nous présentâmes sur un rang serré pour l'inévitable photographie destinée à officialiser la rencontre, Samdech Norodom Sihanouk m'offrit une utile leçon de protocole. Je m'étais spontanément placé à sa gauche. Il me fit rectifier en me plaçant à sa droite, parce que, me dit-il, le principal partenaire d'un entretien officiel comme le nôtre

devait se mettre traditionnellement à cette place de choix. Mais il s'amusait visiblement de mon incompetence en matière de diplomatie. Il est certain qu'en la circonstance je me tenais comme un béotien, ne sachant pas si je devais m'adresser à lui en lui disant « Votre excellence... » ou « Votre Majesté » ou encore « Monsieur le Prince » ou « Monsieur le Roi » ou « Samdech » dont on m'indiqua que ce mot khmer signifiait justement Prince.

Ce voyage était le sixième que j'effectuai en Chine populaire. Je n'entends pas en relater le contenu politique qui fait désormais partie intégrante de l'histoire du mouvement communiste international, si mouvementée et multiple. Je préfère indiquer quelles en furent les étapes et l'ambiance générale.

Nous étions encore en pleine Révolution culturelle prolétarienne. Cependant je suppose qu'il y avait sinon une accalmie, du moins une période de pause. Peut-être les dirigeants chinois dressaient ils un premier bilan, tout en poursuivant leurs luttes contre le révisionnisme moderne. La suite devait d'ailleurs témoigner que le calme relatif que je constatais alors n'était nullement définitif.

Avant de quitter Pékin, nous fûmes invités à assister à ce que nos hôtes considéraient comme une nouvelle grande victoire de la Révolution culturelle, le recours innové à l'acupuncture pour parvenir à anesthésier des patients devant subir une opération chirurgicale. Le 20 août 1971, avec Castan et Druesne, nous fûmes admis en effet dans un bloc opératoire, revêtus de sarraus blancs et l'on nous permit de rester aux côtés des chirurgiens et infirmières qui procédèrent à deux interventions successives : l'une concernant un professeur d'éducation physique atteint d'une hernie inguinale, l'autre concernant une paysanne venue d'une commune populaire souffrant d'un goitre thyroïdien qu'il fallait lui enlever d'urgence. Jusqu'à cette époque les anesthésistes recouraient aux pratiques habituelles et connues en Occident et endormaient

complètement les patients. Mais pour la circonstance nous vîmes un acupuncteur planter ses fines aiguilles en différents endroits des corps des deux malades et les titiller un moment de façon manuelle en s'adressant aux opérés. Successivement les deux personnes allongées sur le billard indiquèrent qu'elles ne sentaient plus rien. Le chirurgien put alors se mettre à l'ouvrage et chaque opération dura un certain temps dont la durée échappe désormais à ma mémoire. J'eus le loisir de parler, par interprète interposé, avec ce professeur comme avec cette femme. Dois-je révéler aujourd'hui ce qui sera reçu comme une supercherie ou une imposture par nombre de médecins occidentaux ? Ces deux opérés récitèrent à haute voix des citations du Président Mao Zedong. Il n'empêche que de mes yeux et de mes oreilles j'ai vu et j'ai entendu ce que je raconte avec honnêteté. Je ne crois absolument pas aux miracles. Je suppose simplement que de tels comportements relevaient essentiellement du psychisme.

En Afrique, jadis, des hommes aussi sérieux que Michel Leiris et les savants ethnologues qui l'accompagnaient ont pu assister à des scènes tout aussi inimaginables comme par exemple la marche de personnages en transe sur des braises incandescentes, rythmée avec des chants ou incantations exprimant leurs croyances. Le lendemain de notre passage à l'hôpital nous quittâmes la capitale chinoise. Notre périple de visites nous conduisit d'abord dans la province du Liaoning, à Moukden, non loin de la Corée du Nord. Nous parvînmes aux abords d'un immense cimetière où reposaient les restes de militaires chinois qui s'étaient portés au secours du peuple coréen quand il avait été attaqué par les Américains. Un monument aux morts, très sobre, simple mur sur lequel étaient gravés en idéogrammes d'innombrables patronymes que nous ne savions pas lire, exaltait leurs sacrifices et leur solidarité de combat avec les patriotes coréens. Ce fut un moment de visite émouvant, avec pour perspective visuelle, derrière cet édifice, à perte de vue des tombes toutes identiques. Un peu comme au cimetière de

Douaumont près de Verdun. On avait qualifié de « volontaires chinois » ces soldats de l'Armée Populaire tués par d'effroyables bombardements américains. Le général yankee Mac Arthur n'avait pas hésité à préconiser le recours à des bombes atomiques pour refouler les « envahisseurs communistes ». Les criminels de Hiroshima et de Nagasaki s'étaient montrés plus arrogants que jamais. Finalement la République démocratique de Corée avait réussi à repousser ses agresseurs au delà de ses frontières d'origine. Avec l'aide des troupes chinoises, les communistes nord-coréens avaient sauvegardé l'indépendance et la souveraineté de leur pays.

A Moukden, les gardes rouges avaient édifié une statue du Président Mao d'une hauteur considérable, sur un socle tout aussi élevé. Je crois me souvenir que le personnage sculpté tendait un bras et une main soit pour désigner l'ennemi à vaincre, soit pour indiquer la voie juste à prendre, soit pour toute autre raison que mon esprit d'occidental ne pouvait probablement pas imaginer.

Mais ce que je désire rapporter de cette approche d'un monument que l'on aurait pu créditer du fameux crime de «culte de la personnalité » consiste justement à révéler ce qu'indiquèrent alors les officiels chinois qui nous accompagnaient.

Ils nous expliquèrent que le Président Mao était opposé à l'édification de tels monuments, qu'il avait demandé qu'ils soient démolis partout où ils étaient apparus. Il n'en acceptait pas le principe et récusait catégoriquement toute initiative visant à faire de lui un héros exceptionnel. Déjà par le passé il avait fait interdire que son patronyme soit attribué à des villes, à des communes populaires, à des rues, à des monuments, à des universités, à des unités civiles ou militaires. Il est évident que ces assurances étaient en complète contradiction avec les accusations portées en Occident par les bourgeoisies anticommunistes comme par les partis révisionnistes.

Après la capitale de la province du Liaoning, nous effectuâmes d'intéressantes mais fatigantes visites des hauts fourneaux de Anshan, puis des mines à ciel ouvert de Fouchouen.

De retour à Pékin, en attendant la rencontre « au sommet » avec le responsable du Bureau politique qui allait être chargé de nous recevoir et de nous écouter, nous pûmes découvrir l'Université Tchinghoua, où nous fûmes reçus par des professeurs de très haut rang et des élèves. Plusieurs enseignants nous racontèrent comment ils avaient eu à pratiquer leurs autocritiques et à condamner leur idéologie partiellement contaminée par le virus du bien-être bourgeois et les idées perverses du révisionnisme. Ils remercièrent devant nous les élèves qui les avaient critiqués et leur avaient imposé de reconnaître leurs « méfaits » antérieurs. Une pile nucléaire qu'ils avaient fabriquée eux-mêmes, nous fut présentée comme le témoignage de l'esprit scientifique d'avant-garde des étudiants et de la rééducation de leurs maîtres.

Vint enfin le jour où nous devions être reçus par une personnalité de haut niveau représentant la direction du Parti communiste chinois. Dès la veille nous avons été informés que ce serait le Premier Ministre Chou En lai, qui nous rencontrerait en tant que membre du comité permanent du Bureau politique du comité central du Parti communiste chinois.

De même qu'à l'occasion de ma visite à Mao Zedong en 1964, j'éprouvai une espèce d'anxiété, d'autant plus stressante que je savais qu'en ma qualité de chef de délégation, me reviendrait la charge de présenter un exposé concernant la situation politique en France et dans le monde telle que l'analysait le Parti communiste marxiste-léniniste de notre pays.

Nous dûmes attendre jusque vers 20 heures. Ce qui ne fut pas sans aiguïser la tension présente dans mon esprit. Enfin nos amis chinois nous poussèrent dans les voitures, eux-mêmes visiblement impatients et agités. Le trajet jusqu'au siège de

l'Assemblée Nationale populaire de Chine, non loin de l'immeuble en longueur du Comité central, fut rapide, la circulation à cette heure ayant sensiblement diminué d'intensité. Les masses énormes de cyclistes se rendant ou revenant de leurs lieux de travail apparaissaient surtout aux heures de pointe du matin, de midi et de dix-huit heures.

Chou En lai vint spontanément au devant de nous et nous fit entrer dans un immense salon, me priant de m'asseoir à sa droite dans un profond fauteuil recouvert d'une housse au ton neutre. Entre lui et moi même était installée une tablette portant tasses et soucoupes posées sur une nappe de dentelles. On nous servit du thé vert, sans doute de la meilleure qualité, mais sincèrement je n'étais pas très compétent en la matière.

Je retrouve la date exacte de cette réception qui couronnait toutes les séances de travail antérieures tenues avec les représentants du département des liaisons internationales du Parti communiste chinois. Je tiens à la citer, le 7 septembre 1971, parce qu'elle constitue un point de repaire historique par rapport aux multiples événements qui devaient suivre, et permet aussi d'apprécier quel pouvait être alors l'état de santé de l'homme exceptionnel que j'avais à mes côtés comme interlocuteur et qui n'avait plus que cinq ans à vivre. Avec lui, la délégation nous recevant comprenait Kiang Tsing, Tchang Tchouen-kiao et Wou Fa-hsien, membres du Bureau politique, Ki Teng-kouei, membre suppléant du Bureau politique, Keng Piao, membre du Comité central, et aussi neuf fonctionnaires de différents départements du Comité central.

Quel homme que ce Chou En lai ! Sa personnalité était concentrée dans son regard et dans son sourire. Sa simplicité nullement affectée me remit immédiatement à l'aise. Contrairement à ce que l'on raconte volontiers en France, il ne parlait pas notre langue, ou ne pouvait en exprimer que quelques mots. Le ton de sa voix était plutôt grave, sans doute jamais élevé, je dis sans doute parce qu'il m'était difficile d'en juger de manière sûre.

Suivant la formule consacrée, nous eûmes « une conversation cordiale et amicale » ». En fait il s'agissait surtout d'un résumé précis des entretiens échangés avec les camarades du département. A ce sujet je dois noter que le principal responsable avec lequel nous avons eu à travailler n'était autre que Keng Piao dont j'aurais à reparler plusieurs fois ultérieurement. Chou En lai sut discerner les points essentiels de nos conversations et fournit quelques indications complémentaires.

Au bout d'un assez long moment, près d'une heure si mes souvenirs sont exacts, il nous invita à déjeuner avec lui et les autres représentants chinois.

J'eus vite fait de constater qu'il était l'exemple même de la sobriété.

Lors de la boisson d'apéritifs, ou pendant le repas, ou au dessert lorsqu'on servait des petits verres de maotai, il se levait et faisait le tour de la table pour trinquer avec chacun des invités, ensuite il portait son verre à ses lèvres, absorbait une très faible quantité du liquide, ou rien absorbait pas du tout et se rasseyait.

La Révolution culturelle se poursuivait, mais avait commencé à revêtir des aspects nouveaux. Ses manifestations n'étaient plus aussi violentes qu'à ses débuts. En tout cas, Chou En lai soutenait son principe et adhérait pleinement aux idées, propositions et décisions de Mao. Je ne pense pas que l'on puisse contester la position idéologique à laquelle il adhéra jusqu'à sa mort, même s'il peut être crédité d'avoir beaucoup agi pour éviter des actes irréparables concernant d'autres dirigeants mis en cause par les gardes rouges, tel, en premier, Deng Tsiao ping. Ce qui lui vaut d'être accusé, en France tout au moins, par quelques esprits gauchistes d'avoir été un conciliateur. Assertion stupide et sans aucun fondement valable.

Mais l'histoire du parti communiste chinois appartient au peuple et aux militants chinois et je ne saurais en aucune façon me substituer à eux pour la raconter et l'analyser. Je tiens simplement à affirmer l'immense impression que me fit le premier ministre Chou En-lai.

Cependant, l'avenir allait me démontrer que je m'étais trouvé en présence d'hommes et de femmes qu'opposaient des contradictions antagoniques, mais nul d'entre eux n'avait laissé transparaitre le moindre signe qui eut pu alerter ma conscience sur ce point. Une « lutte de lignes » les opposait farouchement.

Notre retour à Paris s'opéra par le même trajet que l'aller, mais évidemment en sens inverse et sans que le transit de Karachi ne dure plus d'une heure.

- 26 -

Dans notre pays, les « petits Lénine » ou les « Mao en puissance » devenaient de plus en plus nombreux dans les milieux étudiants et intellectuels. Et tout spécialement dans la capitale où le nombre d'étudiants est toujours très supérieur à ceux des différentes villes universitaires de province. Mais il était impossible d'agir comme s'ils n'existaient pas. Les deux crises successives auxquelles j'avais dû faire face, appuyé par une modeste équipe de militants possédant une éducation politique efficace, avaient sensiblement affaibli le Parti.

Notre ligne du moment restait essentiellement fondée sur le principe « classe contre-classe ». D'autres groupes issus de l'UJC (ml), notamment la « gauche prolétarienne » s'activaient à développer d'incessants efforts pour gagner la classe ouvrière. Tous arboraient l'effigie de Mao Zedong, mais aucun n'était

effectivement reconnu comme communiste par le Parti communiste chinois. Ce qui me semblait normal, car ils n'étaient nullement communistes.

Je considérais que l'essor des groupes gauchistes était la conséquence directe du vide laissé par le Parti communiste français dans des secteurs entiers où il aurait pu et dû être présent. La faillite du révisionnisme moderne s'affirmait chaque jour davantage. Il faut croire que leurs activités inquiétaient les politiciens français ou les services de renseignement. Car l'hebdomadaire d'extrême-droite *Minute* se livra à une campagne délirante contre eux, notamment contre Krivine et Geismar. J'ai souvenir que ces journalistes fascisants me mirent en cause aussi nominalement dans leur numéro du 8 mars 1972, en écrivant : « De même *l'Humanité-rouge*, plus ou moins contrôlée par les cadres ex-cocos Bergeron, Casas, Combe, Jurquet est devenue PAN (Panthéon, Assas, Nanterre) qui revendique un bon nombre d'attentats. » C'était évidemment un mensonge inventé de toutes pièces, et donc une grave provocation, car notre ligne idéologique rejetait catégoriquement le terrorisme et nous n'avions rien à voir avec quelque attentat que ce soit.

Le 22 avril *l'Humanité-rouge* organisa un nouveau meeting à la Mutualité pour assurer les patriotes des trois pays d'Indochine d'une inflexible solidarité. Des représentants vietnamiens, laos et khmers y assistèrent en acceptant de figurer sur la tribune. Sous la présidence de Suzanne Marty, je prononçai le discours nécessaire.

Moins de deux semaines plus tard, nous tîmes dans la petite salle de la même Mutualité un nouveau meeting sur le thème de la « lutte de classe ». Je prononçai encore l'intervention centrale, ayant à mes côtés le cheminot Aimé Delrue, de Clermont-Ferrand.

En juin 1972, je partis pour la première fois en Algérie. Mon objectif visait à effectuer plusieurs recherches à la Bibliothèque nationale qui avait rouvert ses portes, après avoir

été incendiée par les criminels de l'O.A.S. avant la fin de la guerre. Je désirais écrire une histoire des rapports des nationalistes algériens et des communistes français, mais certains documents nécessaires n'étaient pas disponibles à la Bibliothèque nationale de la rue de Richelieu, ni dans son annexe de Versailles.

Je ne restai pas longtemps dans la capitale algérienne. Mes recherches demeurèrent vaines.

Dès mon retour à Paris, je dirigeai la réalisation d'un numéro spécial de *l'Humanité-rouge* destiné à commémorer le dixième anniversaire de la victoire du peuple algérien sur le colonialisme français, le 5 juillet 1962. Exceptionnellement composé en trois couleurs, vert, rouge et noir, cette édition nécessita vingt quatre pages. Ce numéro est devenu depuis lors un document de collection qui est à peu près introuvable.

J'entrepris ensuite de réaliser un projet déjà ancien en écrivant un texte assez détaillé destiné à dénoncer ce que je baptisais le « gauchisme moderne ». En effet les agissements intempestifs des groupuscules, finissaient par m'irriter tout autant que les prises de position des dirigeants du vieux parti communiste français qualifiés de « révisionnistes modernes ». Les scissions fomentées contre l'unité du PCMLF ne me semblaient reposer sur aucune base de principe.

Leurs protagonistes lançaient des anathèmes ronflants, mais ne justifiaient leurs critiques que par des arguments organisationnels et des affirmations relevant d'une certaine excitation idéologique. Le moment était donc venu de nous démarquer non seulement du révisionnisme droitier, mais aussi du gauchisme tout aussi dangereux. Je mis le point final à cet article le 9 juillet 1972 et le fis éditer immédiatement par *l'Humanité-rouge*. Sa diffusion provoqua la colère d'un grand nombre des farouches activistes qui se réclamaient de la Grande révolution culturelle prolétarienne en Chine et se prenaient pour de véritables gardes rouges en France. Je reçus des lettres de protestation allant de critiques enflammées à des injures plus ou

moins grossières. J'avais passé au crible les groupes trotskistes ainsi que les formations anarchistes ou sociale-démocrates autoproclamées « de gauche », mais, dans un esprit de recherche de résolution des contradictions au sein du peuple, j'avais laissé de côté « Ligne rouge », « Front rouge » et « Le Travailleur ». Je désirais les critiquer dans le cadre d'une étude spécialement consacrée au « parti de type léniniste ». Je ne pus m'appliquer à ce travail de fond que beaucoup plus tard, fin 1974 et en 1975, en utilisant la revue *Prolétariat* et la préparation du II<sup>e</sup> Congrès du PCMLF à l'aide des *Cahiers rouges* publiés en avril et mai 1975-

L'actualité restait brûlante et les événements ne cessaient de s'accélérer.

Le 31 octobre, nous eûmes à réunir à la Mutualité un nouveau meeting de soutien aux peuples d'Indochine, en coopération de fait avec les représentants du GRUNK, Gouvernement royal d'unité nationale du Kampuchea, et en présence de diplomates chinois et vietnamiens.

Trois jours plus tard, l'annonce d'une prochaine visite du dictateur fasciste de l'Indonésie nous mobilisa totalement. *L'Humanité-rouge* titra « Dehors le boucher Suharto ! » et le Parti en tant que tel organisa une manifestation de protestation. Il me fallut pourtant m'absenter encore une fois pour répondre à l'invitation de la Présidence du Comité central du Parti du Travail d'Albanie à l'occasion du 60<sup>ème</sup> anniversaire de l'indépendance. Les manifestations commémoratives devaient se dérouler dans le sud de ce pays, à Vlora, les 27 et 28 novembre 1972. Les dirigeants albanais me firent effectuer au préalable une randonnée touristique-politique, en compagnie d'autres militants étrangers. J'en garde des souvenirs forts dans la mesure où ce pays est extrêmement pittoresque et conserve des constructions datant de plusieurs siècles. Je fus impressionné par Argirokastro, dominé par une citadelle immense, puis Saranda, en bord de mer, donnant accès sur Butrinti, où je pus admirer une nouvelle fois des ruines gréco-romaines et un musée archéologique avant d'observer de loin l'île grecque de

Corfou. À Vlora j'assistai à l'inauguration d'un monument destiné à célébrer l'indépendance acquise en 1912. Puis nous nous rendîmes à Tepelena, encore riche de ruines antiques, à Berat, ville du XIV<sup>e</sup> siècle dite « aux mille fenêtres », Stalin, d'où je vis les derricks et raffineries de pétrole albanais. On nous emmena enfin à Shkodra où nous visitâmes une usine automatisée offerte par la Chine. A l'entrée était placé un tronc d'arbre imposant et long, puis au bout d'une longue chaîne débouchaient des sacs en papier prêts à être utilisés. Il y avait aussi une hydrocentrale électrique fournissant 250 000 kilowatts. Le périple s'acheva à Kruja, très belle cité construite à flanc de montagne célèbre pour son château médiéval, le château de Skanderbeg, héros qui s'était opposé héroïquement aux envahisseurs Ottomans.

De retour en France, j'eus à dénoncer la capitulation des communistes révisionnistes devant les dirigeants du Parti socialiste. Ils avaient signé un accord d'union de la gauche, qui n'était qu'une union électoraliste sans principe, sur la base d'un programme commun de contenu typiquement social-démocrate.

- 27 -

Le 8 décembre 1972 se produisit un événement d'une extrême gravité. Le représentant officieux des Palestiniens en France, le Docteur Mahmoud El Hamchari fut exécuté en plein Paris par des agents du Mossad, le service secret israélien. Au moment où il montait sans sa voiture, ses assassins actionnèrent une commande à distance pour faire exploser une charge qu'ils y avaient préalablement déposée. Dans tous les milieux antiracistes et anti-impérialistes, l'émotion fut à son comble.

À cette époque, la position de tous les groupes palestiniens restait fondée sur une charte de l'Organisation de Libération de

la Palestine, l'O.L.P., qui permettait de préserver leur unité politique stratégique. Ce texte militait en faveur d'une Palestine libre, démocratique et indépendante dans laquelle vivraient pacifiquement des Arabes chrétiens, musulmans et juifs. Naturellement cette position revenait à rejeter l'existence de l'État d'Israël. Il ne retenait que les différences de religions pour les dépasser dans un Etat arabe palestinien unique. Des divergences aiguës divisaient les différents groupes palestiniens essentiellement sur la question de la tactique. À plusieurs reprises, j'avais été sollicité par les courants les plus activistes comme le FPLP du Docteur Georges Habache ou le FDPLP de Nayef Hayatmeh, qui désiraient que nous les soutenions. Mais j'avais toujours opposé à leurs démarches notre volonté de non-ingérence dans les affaires intérieures de leur peuple. Je m'en tenais strictement au soutien de leur position commune exprimée par le Conseil national du Fatha, dont le représentant reconnu n'était autre que Yasser Arafat.

Proposition fut avancée par les formations arabes et palestiniennes présentes à Paris d'organiser un grand meeting de protestation contre l'assassinat, après les funérailles du leader palestinien.

Lors de ces dernières, je conduisis une délégation du PCMLF, sous couvert de *l'Humanité-rouge*, au cimetière musulman de Bobigny. Il me semble que les groupes extrémistes palestiniens et français avaient passé accord pour assurer leur encadrement de cette cérémonie, alors que Hamchari était loin d'être un militant radical appartenant à leur tendance.

Il y avait aussi des autorités religieuses musulmanes. Des imams prononcèrent les prières rituelles en arabe coranique. Je respectai totalement et sincèrement ces pratiques.

Quelques jours plus tard se tint une rencontre de différentes formations françaises et arabes pour décider des formes et de l'orientation exactes du meeting prévu. J'y représentai moi

même *l'Humanité-rouge*. La discussion fut difficile en raison des tentatives des représentants de la « Ligue communiste révolutionnaire » de prendre en main toute l'organisation nécessaire dans le but de « récupérer » politiquement ce qu'avaient contrôlé jusqu'alors les dirigeants de *La Cause du peuple*. J'arrivais là un peu en arbitre. Inutile de dire que les trotskistes ne me faisaient pas les yeux doux. Il y avait aussi Gilbert Mury, qui s'en remettait inconditionnellement aux Palestiniens. Contraints à la défensive, les représentants de Krivine crurent habile de contester la présence de gaullistes, réunis sous le sigle du « Front des jeunes progressistes ». Ceux ci firent valoir qu'ils étaient les derniers à avoir été en relations militantes avec le dirigeant assassiné. J'intervins alors pour indiquer que « l'Humanité-rouge » n'entendait exclure personne de manière sectaire. Nous nous en tenions à la nécessaire protestation contre le crime politique commis et naturellement au soutien sans réserve de la juste cause du peuple palestinien. Finalement, se sentant en minorité, les représentants trotskistes décidèrent de se retirer. Si bien qu'au bout d'un moment décision fut arrêtée que je prendrai seul la parole au nom de toutes les associations françaises, sans que soit mentionné ni mon nom ni mon organisation. J'avais bénéficié du soutien actif des militants arabes et de l'indifférence au moins apparente de *La cause du peuple*.

Le meeting réunit une salle pleine à craquer au théâtre Marcadet le jeudi 11 janvier 1973 à 20 h 30. Il fut annoncé comme destiné à protester contre la prochaine venue en France de Golda Meir, chef de l'Etat israélien, et pour rendre un hommage à la mémoire du représentant de l'Organisation de Libération de la Palestine Mahmoud El Hamchari. Spontanément je me mis à travailler au contact d'Alain Geismar. Je rédigeai mon discours et voulus le soumettre à mes partenaires, mais aucune d'entre ces associations n'en remit en cause le moindre passage. Je le prononçai non sans avoir précisé que je parlais au nom de *La Cause du peuple*, de *l'Humanité-rouge*, de la *Gauche ouvrière et paysanne*, du *Mouvement des Travailleurs arabes*, du groupe de *Soutien à la révolution*

palestinienne, de *Front rouge*, des *Comités Indochine-Palestine* et du *Front des Jeunes progressistes*. La salle était extrêmement chaude et tendue. Le service d'ordre assez musclé mis en place par la *Cause du peuple* et *l'Humanité-rouge* préconisaient que nous terminions rapidement pour éviter une agression des militants du « Bétar », dont certains groupes avaient été repérés dans le quartier. Des orateurs arabo-palestiniens se succédèrent aussi à la tribune parlant en français et dans leur langue maternelle. La présidence était assurée par Della Suda, universitaire connu.

Dans mon discours j'eus soin de souligner que nous n'étions en aucune façon antisémites au sens raciste du terme et qu'il convenait de ne pas confondre racisme et anti-sionisme. A un autre moment, tout en m'excusant de ma mauvaise prononciation de l'arabe, je récitai la « chahada » pour Mahmoud El Hamchari et déclenchai aussitôt des youyous de la part des nombreuses femmes arabes présentes et des applaudissements de tout l'auditoire.

Je pris congé de Geismar et des Palestiniens présents sur la tribune. Des militants du service d'ordre m'escortèrent à la sortie et me raccompagnèrent jusqu'au métro. Là, seul mon garde du corps habituel, Daniel Kupferstein, demeura avec moi. Nous évoquâmes ensemble la shoah et le fait que sa propre grand-mère avait fini sa vie à Auschwitz. Il condamnait sans ambiguïté aucune l'attitude des gouvernements israéliens à l'égard du peuple palestinien qui, disait-il avec pertinence, n'était en rien coupable des crimes contre l'humanité commis par les Nazis. Naturellement je partageais entièrement cette opinion et me sentais aussi proche des patriotes palestiniens que je l'avais été naguère des juifs victimes du nazisme. Pour moi, sur le plan de mon idéologie personnelle, je menais un combat identique qui se perpétuait.

Ici, plus de vingt cinq ans après cet événement, je crois le moment venu de faire le point de ma pensée profonde en ce

qui concerne l'histoire des relations entre Arabes palestiniens et Juifs israéliens, qui se poursuit de manière toujours aussi tragique. Ce ne sont pas mes mariages successifs avec une jeune fille d'origine juive polonaise, devenue la mère de mes trois enfants, puis avec une militante révolutionnaire algérienne, Myriam puis Baya, qui ont influencé de façon déterminante mes prises de position sur la situation au Proche-Orient. Par contre ce sont bel et bien mes convictions antiracistes et anticolonialistes qui n'ont pas changé et ne changeront jamais jusqu'à mon souffle ultime, qui se sont exprimées dans mes articles, mes actes, mes déceptions et mes espoirs.

Le conflit israélo-palestinien n'a jamais cessé d'être à mon cœur une insurmontable douleur. Mais je n'ai pas adopté à son égard une attitude neutre ou conciliatrice. J'ai soutenu les justes droits nationaux du peuple palestinien et les soutiendrai jusqu'à ce qu'ils soient reconnus.

Cette position ne contredit pas le fait que je suis resté toute ma vie un ennemi acharné de l'antisémitisme. Il n'y avait aucune raison que des Juifs entendent faire supporter le poids de leur passé tragique, et singulièrement de la shoah, à d'autres que les nazis et autres fascistes allemands et européens. Comme l'avaient écrit André Breton et Paul Eluard, « *Persécuté persécuteur* », voila un enseignement horrible de ce siècle, voila ce que de ma vie je n'ai pu supporter et contre quoi j'ai perpétué mes engagements antiracistes. Je ne peux accepter que des Juifs se comportent en Israël vis-à-vis des populations palestiniennes autochtones comme les colons se sont comportés en Algérie vis-à-vis des populations arabo-berbères.

J'aurais pu depuis longtemps solliciter la plantation d'un olivier symbolique sur je ne sais plus quel mont d'Israël en hommage à mes parents en leur qualité de « justes ». Il eut suffi de saisir de la question l'institut Yad Vaschem que préside l'ancien déporté d'Auschwitz Samuel Pizar. Les personnes d'origine juive n'auraient pas fait défaut pour solliciter cette reconnaissance

historique, à commencer par les hommes qu'ils cachèrent lorsqu'ils étaient encore enfants dans les années 1942 à 1944 : Hans Hirschberg et Kurt Levy, tous deux Allemands, et les deux petits frères Salomon, Français de Paris. Je possède une lettre de remerciement adressée à mon père par le premier de ces jeunes gens après 1945. Dans mes archives se trouve aussi une lettre allant dans le même sens émanant de l'Alliance des Scouts israélites de France. Mais je n'ai jamais voulu effectuer la moindre démarche pour obtenir la reconnaissance de la qualité de « justes » en faveur de mes parents, aussi longtemps que les droits nationaux et sociaux des Palestiniens ne sont pas reconnus et définitivement établis. Et que l'on comprenne bien que je ne mets pas dans le même sac d'infamie tous les habitants d'Israël.

Au moment de l'assassinat du général Rabin par un jeune fasciste israélien, j'ai ressenti une émotion terrible en voyant pleurer sa petite fille et en écoutant les paroles qu'elle adressait à son grand père. Ma femme Baya et moi-même n'osions pas nous regarder parce que chacun de nous pleurerait de son côté. Nous avons alors écrit une lettre à Madame Rabin et elle nous en a remercié par l'intermédiaire du Consulat d'Israël à Marseille. Je n'avais pas apprécié la politique de ce chef social-démocrate, général durant la guerre des six jours. Mais je ne l'identifiais pas à un fasciste et j'estimais qu'il avait eu du courage en engageant les négociations de paix avec Arafat.

De la même façon, quand parmi des victimes innocentes d'un attentat terroriste du Hamas, j'ai écouté la fille du général Peled expliquer que la mort de sa propre fille ne changerait en rien ses convictions totalement favorables à la reconnaissance des droits des Palestiniens, j'ai aussi ressenti une intense douleur en même temps qu'une colère irrésistible contre les fascistes de tous bords, quelles que soient leurs nationalités ou leurs religions. Certains terroristes intégristes qui lancent des grenades ou bombes contre des cars israéliens transportant des enfants et des adultes ne sont pas de simples Palestiniens, mais des Palestiniens fascistes, de même que les Israéliens comme le rabbin Baruch

Goldstein ou l'assassin du général Rabin ne sont pas de simples Israéliens mais des Israéliens fascistes.

Avec quelques personnalités aux patronymes juifs ou chrétiens, j'ai participé en son temps au lancement organisationnel de l'Association médicale franco-palestinienne, l'AMFP, et je connais de nombreux Palestiniens qui savent parfaitement distinguer entre leurs revendications nationales et l'antisémitisme qu'ils condamnent. En tout cas je peux affirmer que mon vieil ami Anwar Abu Ai'sche, qui exerce des fonctions importantes à Gaza, lui qui fut blessé lors d'un attentat du Mossad en Espagne, condamne sans réserve le racisme quel qu'il soit, et singulièrement l'antisémitisme. Il sait faire la distinction entre les problèmes opposant Israël et son propre peuple, le peuple palestinien d'une part et les questions brûlantes du racisme.

Le jour où Palestiniens et Israéliens se serreront leurs mains sans arrière-pensées et décideront des mesures concrètes leur permettant de vivre en bonne harmonie et bon voisinage sera l'un des plus beaux jours de ma vie. Je ferai alors solliciter la qualité de « justes » en faveur de mes parents.

- 28 -

Le 13 janvier 1973, je participai à une manifestation assez violente, au quartier latin, contre la présence à Paris de Golda Meir. Les CRS chargèrent brutalement, mais je réussis à me soustraire à leurs coups. Je ne nourrissais aucune haine envers cette grand-mère sioniste, qu'a si cordialement évoquée Marek Halter dans « Le fou et les rois », mais sa politique ne comportait pas l'ouverture historiquement indispensable vis-à-vis des Palestiniens. Comme si Arabes et Juifs n'étaient pas les descendants d'un même aïeul, cet Abraham, patriarche biblique,

qui eut d'abord un fils de sa servante arabe Agar, nommé Ismaël et ensuite un autre fils de son épouse juive Sarah, nommé Isaac. Les Juifs et les Arabes ont pour ancêtres respectifs deux demi-frères, et pour ancêtre commun leur père.

Puis, le 27 janvier 1973, sous la signature de Larverne, pseudonyme d'Aimé Delrue, notre périodique publia un article sur un fasciste dont nous ne supposons pas alors qu'il allait occuper une place inquiétante au cours des années ultérieures. Le titre de ce papier était « Qui est Le Pen ? ». Son contenu est d'actualité au moment où j'écris ces lignes, en mars 1998. Notre rédacteur lançait contre cet individu l'accusation d'avoir pratiqué la torture en Algérie, en l'étayant de faits précis et concrets. Larverne faisait suivre son pseudonyme de la mention « ancien responsable régional et membre du Conseil national de Jeune Résistance, adhérent des organisations M.L. depuis 1964 ». À remarquer au passage qu'il n'y eut aucun démenti de l'intéressé, ni procès intenté par lui comme ceux auxquels il recourt systématiquement maintenant, vingt-cinq ans plus tard. Sans doute croit-il que le temps efface les réalités les plus criminelles de l'Histoire.

Peu après, le coup d'envoi d'une campagne soutenue en faveur des patriotes khmers agressés par les Américains fut donné à l'occasion de l'assassinat à la cité universitaire d'un jeune cambodgien nommé Sok Kim Huot. Un cessez-le-feu au Vietnam venait d'être enfin proclamé, les soldats yankees n'ayant pas réussi à vaincre les patriotes du Sud-Vietnam, mais persévérant cependant dans leurs tentatives de réduire les autres peuples de la région, lao et khmer en particulier.

Désormais nous allions remplacer nos activités de soutien indéfectible aux patriotes vietnamiens par la même attitude vis-à-vis des patriotes khmers.

Mais en France aussi la situation de notre petit parti devenait de plus en plus difficile. Non que la répression s'acharne sur lui, le Ministre de l'intérieur qui avait succédé à Marcellin

avait parfaitement compris, à mon avis, que nous ne représentions aucun danger réel pour les intérêts immédiats de la bourgeoisie dont il avait pour mission d'assurer la défense. Finalement nous ne gênions que les dirigeants révisionnistes, par nos dénonciations constantes de leurs décisions et de leur stratégie réformatrice.

Mais en approfondissant ma réflexion sur notre tactique vis-à-vis de leur Parti, j'en vins à penser que depuis des années, en réaction aux agressions physiques, aux mensonges et autres accusations lancées contre nous par leurs dirigeants, nous n'avions pas su retenir la violence verbale et écrite de notre riposte. Avions-nous adopté une attitude susceptible de nous faire écouter, sinon entendre et comprendre, par les membres de base du PCF ? Je relus de nombreux articles dont j'avais d'ailleurs écrit la plupart et pensai que nous n'avions pas su dépasser un certain sectarisme plus formel que réel. Il importait que nous opérions sur ce plan une juste rectification et que nous cessions de tenir tout adhérent de base du Parti communiste français pour un ennemi, et non pour un ami qui se trompe ou qui est trompé. Aux injures des membres de leur Comité central nous devions riposter par des arguments, par des critiques, sans nous départir du calme indispensable seul susceptible de nous faire écouter. Pour ces raisons, je rédigeai une « Lettre fraternelle adressée aux militants de base, sympathisants et électeurs du parti communiste français, à tous les travailleurs qui (croyaient) encore à des changements possibles par la voie pacifique des urnes ». Je soumis mon texte au Bureau politique clandestin de notre organisation, et le fis signer par « des militants qui (avaient) fondé en décembre 1967 le parti communiste marxiste-léniniste de France interdit le 12 juin 1968 ». C'était là un tournant politique et tactique réel. Mais je doute aujourd'hui qu'il ait été compris par tous nos adhérents, dans la mesure où nombre d'entre eux n'avaient rejoint nos rangs qu'en raison de leur animosité vis-à-vis du Parti communiste d'Union soviétique et de son corollaire en France le Parti communiste français. Je pense qu'il y a eu dans les années 60, 70 et 80 un immense contre-sens politique prenant appui sur la controverse

idéologique apparue au sein du mouvement communiste international.

Sans doute impulsé par mes réflexions, j'en vins alors à considérer l'indispensable nécessité de réaliser l'unité de toutes les formations qui se réclamaient des principes du marxisme-léninisme, en dehors du vieux parti communiste français, mais ne cessaient de s'entredéchirer en pratiquant un sectarisme outrancier. Il importait de façon urgente que nous sortions les uns et les autres de nos isolements groupusculaires respectifs. Aussi j'écrivis plusieurs textes, publics ou internes, destiné à précipiter la réalisation de cette unité. Il y eut bientôt des réactions positives, dues aux efforts inlassables de Quarante. Comme ceux de Nantes ou de Chambéry, tous les groupes dit du « Travailleur » qui avaient fait scission pratiquèrent une large démocratie interne, approfondirent leurs prises de position, étudièrent les nôtres et finalement décidèrent de façon unanime et autocritique de demander leur réintégration au sein de notre PCMLF. Cette scission fut alors liquidée. Par ailleurs, lors d'un meeting de fascistes convoqué à la Mutualité, les services d'ordre de notre parti et de la Ligue communiste révolutionnaire, coordonnés sous la direction commune de Jean-Luc Einaudi et Récanati, se trouvèrent engagés côte à côte dans des actions violentes contre les forces de police chargées de protéger l'initiative d'extrême-droite au nom toujours facile de la démocratie. Des dizaines de cocktails Molotov avaient été préparés et la surprise des CRS ou gardes mobiles fut totale. J'étais présent sur place, mais, un peu trop âgé peut-être, ou tout simplement incapable de courir en raison de ma patellectomie, je fus plus spectateur qu'acteur. Je vis une fourgonnette de police effectuer un virage à 180 degrés, sur deux roues, dans le crissement aigu de ses pneus, dont les grillages latéraux avaient reçu plusieurs bouteilles incendiaires et se trouvaient en feu. On me dit que c'était des camarades espagnols qui avaient repoussé de la sorte ce véhicule. La foule des antifascistes, de nombreux jeunes gens, se structura bras à bras sur plusieurs rangées de profondeur et fonça délibérément, au pas de course, sur les protecteurs des fascistes. Au cours de

cette offensive effrénée, de nombreux policiers, enfoncés et séparés les uns des autres, furent renversés et piétinés. On évoqua publiquement le nombre de soixante dix victimes des « gauchistes », en réalité de jeunes antifascistes.

Le soir même la Ligue communiste révolutionnaire fut dissoute et interdite par le Ministre de l'Intérieur. En ce qui concerne le PCMLF, aucune mesure de ce genre ne pouvait être prise, et pour cause, puisque nous étions illégaux depuis cinq ans. Alain Krivine, leader de la LCR, fut arrêté.

Je jugeai opportun de ne pas rester à Paris et rejoignis Marseille, accompagné par deux militants chargés de ma protection.

Dans ma ville bien-aimée, le soir même, se réunissait un meeting de protestation à l'initiative d'une tendance du PSU et d'autres organisations.

Les militants locaux du PCMLF avaient donné leur accord. Je décidai de me rendre à cette réunion. Et découvris, surprise, qu'elle était présidée par mon vieux camarade du PCF Jean Espana que j'avais connu naguère au sein du Mouvement de la Paix. Il avait été exclu lui aussi un an auparavant. Ignorant ou non la ligne dont j'allais pouvoir faire l'exposé, les trotskistes présents dans la salle voulurent s'opposer à ce que la parole me soit accordée. Mais, soutenu par les adhérents du PCMLF et par les membres du PSU présents, je finis par imposer ma présence et mon intervention. Il est vrai qu'Espana m'appuya en la circonstance. Mais il ne me donna que cinq minutes de paroles, comme, disait-il, à chaque intervenant.



*Meeting à la Mutualité. (Paris, le 16 mars 1973).  
Au micro : Claude Lebrun. À la gauche de Jacques Jurquet  
Suzanne Marty*

Les cris de quelques excités ne m'empêchèrent nullement d'aller au bout de ce que j'avais à dire et je réussis à parler pendant onze minutes. Je proclamais que *l'Humanité-rouge* protestait contre l'interdiction de la LCR et demandait la libération immédiate de son leader.

Les applaudissements couvrirent largement l'hostilité de ceux qui n'en croyaient pas leurs oreilles. Un mao défendant un « trotsk », on n'avait jamais vu ça ! En vérité tous ces militants ignoraient le principe tactique du grand dirigeant chinois : savoir ne frapper qu'une seule cible à la fois, la cible principale et conserver ses forces pour ne frapper la cible secondaire que lorsqu'elle deviendrait à son tour principale après la défaite de la première. Dans les circonstances du moment, notre cible principale n'était évidemment pas la LCR, mais le gouvernement qui avait toléré sinon encouragé la tenue d'un meeting fasciste à Paris.

Le lendemain s'engagèrent des pourparlers efficaces avec les militants appartenant encore au PSU, et, dans toute la France, bon nombre d'entre eux rejoignirent les rangs du PCMLF. En fait cette formation, née pendant la Révolution algérienne, venait de se scinder en deux tendances : la majorité de ses adhérents dirigée par Michel Rocard rejoignait le Parti socialiste, et la minorité, animée par un nommé Pierre Bauby, demandait son entrée au PCMLF.

Deux événements intéressants jalonnèrent encore cette année.

Après des discussions approfondies, décision fut arrêtée de publier une revue théorique, dont la direction politique me fut attribuée sous le pseudonyme de Gaston Lespoir. Le premier numéro sortit au cours du deuxième trimestre de 1973 sous le titre *Prolétariat*, dont la page de couverture présentait un beau dessin sur lequel le patriote vietnamien Nguyen Van Troï saluait de son poing levé au moment de son exécution capitale par les soldats américains.

Ce périodique était appelé à durer plus de six ans, connaissant un succès relatif mais certain jusqu'au moment où le PCMLF commença à entrer dans la voie de la dégénérescence, submergé par la vague social-démocrate des années 80.

En fin d'année, le 12 novembre 1973, j'arrivai pour la septième fois en République populaire de Chine.

*L'Humanité-rouge* publia le 22 novembre 1973, en première page, un large encadré comportant la photographie transmise par l'agence Hsinhua de l'accueil que m'avait réservé à l'aéroport de Pékin un dirigeant chinois que je tenais et tiens toujours pour prestigieux. Cet homme, Keng Piao, était alors membre du Comité central du parti communiste chinois et responsable du département de liaisons internationales. D'assez haute taille, en tout cas beaucoup plus grand que moi, il semblait habillé à l'européenne, avec un long manteau foncé. Mais sous ce dernier il portait une veste chinoise classique dite en Occident « à col mao », Il semble me souvenir qu'il n'avait aucun couvre-chef sur la tête, ni casquette ni bonnet de fourrure, ce qui témoignait d'une rude résistance au froid. Parce qu'en novembre, dans la capitale chinoise, on ne peut vraiment pas dire que le fond de l'air n'est pas rigoureux et glacial.

Keng Piao arborait une belle chevelure blanche, coupée court et ce qui provoquait la sympathie spontanée résidait sur son visage qui exprimait à la fois la joie et le sérieux . Son regard était direct.

Il avait été ambassadeur en Albanie et dans d'autres pays. Mais j'appris aussi ce qui représenta à mes yeux le point le plus fort de sa personnalité qu'il avait conduit le premier assaut pour la traversée des gorges du fleuve Tatou, osant le franchir à l'aide de cordes et de lianes sous le feu nourri de l'ennemi au cours de la Longue marche. Un épisode célèbre de l'histoire de la guerre révolutionnaire.

J'étais accompagné de « Sophie », militante de très grande qualité, issue de milieux catholiques.

Elle avait fondé avec quelques camarades, le C.I.L.A, centre international des luttes anti-impérialistes. Elle avait disposé d'un

siège situé rue de la Réunion, où elle avait reçu de nombreux délégués venant de pays lointains ou plus rapprochés. Sa seule activité mériterait à elle seule un ouvrage ou une thèse, d'autant qu'elle assura aussi un travail spécial dans le domaine du « front uni ».

Beaucoup plus tard, au moment des ultimes crises du PCMLF, elle me critiqua pour la fermeté dont je crus devoir faire preuve envers des camarades fractionnistes, pendant la crise de Bretagne où trois cents militants finirent par nous quitter pour s'orienter, pas tous il est vrai, vers les sirènes de la social-démocratie. Je n'en conserve pas moins de Sophie le souvenir d'une femme extrêmement intègre, compétente, sincère et dévouée, qui évidemment n'était pas passée par la même formation idéologique de départ que les vieux communistes dont j'étais.

Le 18 novembre, des automobiles nous emmenèrent aux alentours de la capitale chinoise, notamment sur la longue muraille. Là après quelques pas difficiles, parce que les montées par escaliers de pierre alternent avec les descentes et les rares parties plates, nous pûmes nous arrêter dans une maison destinée à recevoir les visiteurs des lieux. Un repas inattendu nous fut servi, consistant à préparer nous mêmes le mets voulu, viande ou pâtes ou encore choux, en le faisant cuire dans les rigoles circulaires d'une marmite possédant un foyer intérieur très chaud alimenté avec de petits morceaux de charbon de bois. Cet instrument fort pittoresque n'était autre qu'une marmite mongole. Nous prenions avec des baguettes le mets désiré pour le tremper dans l'eau bouillante quelques instants et nous pouvions ensuite l'assaisonner avec toutes sortes de sauces servies sur la table dans de petites soucoupes, de la plus pimentée à la plus douce.

L'après-midi fut consacré à la visite des tombeaux des Mings auxquels conduit la route où se suivent, de chaque côté, des animaux de toutes espèces, sculptés dans la pierre blanche, chevaux, dromadaires, etc.

Le 21 novembre, nous atterrîmes sur l'aéroport de Tsi'An dans la province de Kuangsi, et, le lendemain, nous allions visiter les fameux monts Tsingkiang célèbres parce que Mao Zedong y avait résidé, livré bataille et composé un poème très connu des Chinois. Là on nous offrit des pièges de bambou taillés de telle sorte qu'il était impossible de les déterrer et qu'ils pouvaient blesser grièvement le pied ennemi qui se laissait attraper au passage. Nous résidâmes vingt quatre heures à Tcheping.

De là nous fûmes acheminés à Shanghai.

Dans cette ville immense l'architecture chinoise variait déjà entre le traditionnel et le moderne. Les quais et autres structures du port s'étendaient à perte de vue, le Yang Tsekiang avait une largeur de plusieurs kilomètres et l'on aurait pu croire qu'il n'était autre que l'océan. D'innombrables engins de navigation l'encombraient, des plus petites embarcations et des jonques aux énormes paquebots et cargos de haute mer. La population chinoise donnait l'impression d'un encombrement permanent des rues. Elle était encore vêtue de costumes bleus, quelquefois noirs et des soldats et officiers sans galons étaient remarquables par leurs uniformes verts ou beiges et leurs casquettes militaires. Au milieu des carrefours traversés par d'énormes nappes de cyclistes, des policiers trônaient sur un piédestal et ne cessaient d'agiter leurs bras gantés de blanc ou des bâtons également blancs pour régler la circulation. Les grands magasins étaient remplis d'acheteurs qui se pressaient autour des étalages. Les mères de famille étaient accompagnées d'enfants en bas âges qui couraient dans les allées. Les vendeuses comptaient avec une incroyable rapidité à l'aide de bouliers que je n'ai jamais vus ailleurs qu'en Chine.

Des photographies derrière lesquelles j'ai heureusement consigné les dates auxquelles correspondent les clichés qu'elles représentent, me permettent de noter que nous nous trouvions le 27 novembre 1973 à Hangtchéou, ville et véritable station de tourisme située au bord d'un lac immense du même nom. Un

site exceptionnel, où l'on nous fit faire une promenade sur l'eau jusqu'à une île embellie par des pagodes aux superbes décorations, avec des passerelles, des bambous, des nénuphars, des lucarnes, des musées et, ce dont je me souviens très bien, des oiseaux chanteurs et parleurs dont nous ne pouvions pas comprendre les mots et phrases prononcés en chinois. On nous montra même une pie qui chantait facilement sur commande. Ces oiseaux là ne comprenaient pas le français...

Le lendemain nous eûmes le privilège exceptionnel de pouvoir visiter la pagode des harmonies qui devait compter douze étages, puis on nous emmena au temple de Ling Ying, en longeant d'abord une falaise entièrement sculptée de bouddhas et autres personnages. Nous fîmes halte à la source minérale de la fontaine du tigre, où l'on nous offrit un gobelet d'eau. Tous ces sujets composaient une galerie d'art vraiment inattendue. Jusqu'au bouddha de la rigolade, telle fut la traduction qui nous fut offerte. Cet énorme personnage de rocher, était affalé dans un renforcement et riait sans retenue entre ses deux longues oreilles. Il exposait sans nulle pudeur excessive un énorme nombril, et tenait une espèce de chapelet. Autour de lui s'égayaient plusieurs personnages de plus petites tailles.

Enfin parvenus au temple, nous fûmes transportés d'admiration.

Des personnages immenses, taillés dans du bois, recouverts de peinture de couleurs diverses mais toujours harmonisées entre elles, semblaient monter là une garde sévère et impressionnante. En passant derrière eux, nous découvrîmes d'autres bouddhas, de plus petites tailles, mais tous recouverts de feuilles d'or. J'étais complètement subjugué. Ce qui ne signifie pas que j'étais prêt à devenir bouddhiste, mais simplement que j'admirais sans retenue ces merveilles d'art chinois déjà ancien. Quelle civilisation ! Elle avait atteint là des sommets de création artistique, une fois encore sans doute au nom de la ferveur religieuse, et peut être aussi de certaines superstitions.

Après notre retour à Pékin, commencèrent immédiatement nos discussions avec les représentants du département de liaison internationale du comité central du parti communiste chinois. Keng Piao dirigeait la délégation chinoise, assisté de Feng Shuen et de tout le personnel nécessaire pour la traduction et aussi je pense pour prendre en note tous les propos échangés. Je suppose qu'était aussi présent Yang Zu gong, un homme appelé à devenir membre de l'Académie des Sciences humaines de la Chine, que je devais rencontrer ultérieurement à Marseille.

D'assez longue date j'avais préparé le plan de mon intervention, les notes qui servaient à me rappeler tout ce que j'avais à dire, mon rapport devait durer au moins deux jours compte tenu des lenteurs imposées par le recours à un interprète. Dès cette époque ce fut « la petite Tchi » qui exerça cette délicate fonction. Elle s'en sortit, du moins côté français, du mieux possible. Aucune fausse note. Côté chinois je ne suis pas en mesure de juger. Parfois nos interlocuteurs chinois nous posaient une question, interrompant quelques instants mon rapport. Nous terminions vers midi, partions déjeuner, chaque délégation de son côté. Sophie et moi, face-à-face, échangeons nos impressions, envisagions certaines précisions à ajouter, quelquefois une rectification. Puis nous revenions dans la salle de conférence après avoir essayé de faire une courte sieste, que, personnellement, je ne parvenais jamais à réussir. J'étais un insomniaque de la sieste chinoise.

Ensuite, comme chaque fois, ce fut notre principal interlocuteur qui prit la parole pour nous présenter un rapport au nom du comité central du Parti communiste chinois, répondre aux questions précises que nous avons pu poser et prendre avec nous les décisions qui couronnaient notre rencontre.

Dernière étape de notre séjour politique, une rencontre organisée une fois encore avec le premier ministre Chou En lai. dans une grande pièce de réception du siège de l'Assemblée nationale populaire, suivie par un « banquet » dont le menu

répondait comme d'habitude aux meilleures traditions de la gastronomie chinoise.

Avant la fin de l'année nous fumes de retour dans nos pénates respectives, pleinement heureux du travail accompli. Et prêt à militer de plus belle pour faire avancer l'influence de nos idées.

Sophie fut pour moi une compagne de voyage et de compétence politique des plus précieuses.

- 30 -

En France, comme d'ailleurs dans le monde entier, la tension ne cessait de s'exacerber. Sur tous les plans. De fait on était au début de la grande crise économique qui n'a cessé de s'approfondir depuis lors. Licenciements, chômage, crise du logement, racisme, xénophobie, spéculation, corruption, toutes les tares du capitalisme convergeaient au détriment des intérêts des travailleurs. Je comprenais qu'il devenait indispensable de soutenir des efforts de plus en plus persévérants.

Avec le jeune camarade Pierre Burnand, nous analysions cette situation comme un processus de fascisation et nous en rendions partiellement responsable la politique suivie par les dirigeants du Parti communiste français qui obéissaient aux directives des faux communistes ayant pris le pouvoir en Union soviétique. Sous le pseudonyme d'André Colère, ce jeune militant avait publié une brochure ayant pour titre « La fascisation en France » et lorsque je relis ses pages, je considère qu'elles comportaient beaucoup plus de vérités que d'exagérations et autres erreurs. Pour nous il n'y avait « qu'une seule solution, la révolution prolétarienne ». Et même si ce mot d'ordre était gauchiste dans la mesure où les masses populaires de notre pays n'étaient pas encore prêtes à s'en emparer, je pense qu'il était juste sur le fond et prématuré dans la forme. La stratégie révolutionnaire ne doit jamais se départir d'un juste objectif, si par ailleurs la ou les tactiques successives mises en œuvre pour la faire avancer doivent être conçues en partant des

réalités de chaque instant, du niveau atteint par la conscience et la volonté des masses. Oui, Mao avait raison de dire que ce sont les masses qui font l'histoire. Mais il précisait « à condition d'avoir un bon pilote ».

De toutes façons, si nous avons lancé quelques slogans trop avancés, il n'en demeure pas moins que ce que nous dénonçons par rapport à la politique des révisionnistes de Moscou se trouve désormais confirmé, ô combien ! par le déroulement tragique des événements. L'effondrement du socialisme transformé en social-impérialisme en U.R.S.S. et la dislocation complète qui s'en suivit constituent la preuve historique intangible que les Khrouchtchev, Brejnev, Gorbatchev n'ont pas tenu compte des enseignements et principes du marxisme-léninisme et conduit de la sorte leur pays et leur peuple à la catastrophe. Ils se sont agenouillés devant l'impérialisme américain. Je ne dis pas que leur trahison a été délibérée, mais j'affirme qu'elle a été objective et que la disparition du socialisme et de l'Union soviétique en a été la conséquence directe. Ces gens ne représentaient plus les intérêts de classe de la classe ouvrière, des paysans et du peuple de leur immense pays.

Le 14 décembre 1973, rue Dieudé, à Marseille, où je me trouvais momentanément auprès de Baya, un attentat raciste ignoble souffla l'immeuble dans lequel était installé le Consulat de la République démocratique et populaire d'Algérie. Prévenus par téléphone, nous nous trouvâmes sur les lieux moins d'une heure plus tard. La police interdisait l'accès des ruines, mais Baya sut imposer notre passage en excipant d'une prétendue qualité d'assistante sociale algérienne. Il y avait eu d'emblée quatre morts, et probablement une dizaine de blessés. Après en avoir décidé avec les responsables algériens présents, nous partîmes pour les hôpitaux où se trouvaient les victimes encore vivantes. La mission de mon épouse consistait à calmer les familles, les femmes notamment, avec lesquelles elle pouvait entrer en relation aussi bien en arabe qu'en kabyle. Pour ma part

je faisais le chauffeur et me tenais à la disposition de Baya pour intervenir ici ou là suivant les nécessités.

Ce fut une de ces soirées que l'on n'oublie jamais. Un seul exemple peut en donner l'idée. Le jeune Karim Moukemden était dans le hall du consulat au moment de l'explosion, faisant la queue pour obtenir un papier destiné à l'un de ses voisins. Le concierge chargé de réceptionner les visiteurs, nommé Ben Bella sans avoir aucun lien de famille avec l'ancien chef de l'État algérien, s'était retrouvé sous les décombres mais vivant. Dans une situation d'autant plus difficile qu'il était partiellement hémiplégique. Et soudain il avait entendu du bruit à un mètre de lui et avait aperçu la tête noire et frisée d'un jeune homme, c'était Karim qui gémissait. Ne pouvant rien faire avec ses mains et ses bras, Ben Bella avait alors eu l'idée de dégager le jeune homme en le tirant avec ses dents qui mordaient le haut de la veste de l'adolescent. Les secours arrivés avaient enfin sorti les deux hommes des décombres, mais Ben Bella n'avait tiré qu'un corps sans jambes. Agé de dix-sept ans, Karim dû être amputé des deux moignons déchiquetés qui lui restaient. Baya et moi soutînmes sa mère et sa sœur à l'hôpital de la Conception. Je pris l'habitude de me rendre auprès de lui chaque jour pendant toute la durée de mon séjour à Marseille. Ce jeune garçon, dont le père était décédé depuis un certain temps, parlait très bien français, il était élève dans un collège ou lycée professionnel. Baya s'occupa aussi des autres blessés, dont le plus grièvement atteint devait bientôt mourir.

Nous apprîmes alors que depuis trois ans, les assassinats de caractère raciste avaient fait plus de cent morts. Mais les médias n'en parlaient pas ou déformaient les réalités.

Les obsèques des victimes dont les corps furent rapatriés en Algérie, furent suivies par une foule importante, de la morgue de l'hôpital jusqu'à la place d'Aix, et traversèrent donc tout le centre de la ville. Au moment de la levée des cercueils, toutes les femmes présentes se mirent à pousser des youyous et à prononcer des paroles religieuses, sans doute la chahada. Je me trouvais présent

avec Baya et son petit fils Bernard Mourad Allaouchiche à ses côtés. Voyant sa grand-mère partir en courant et criant de toutes ses forces comme les autres femmes, cet enfant de douze ans, un peu affolé, me demanda ce que faisait sa mamie et je le lui expliquai tout en retenant ma propre émotion. Quinze mille personnes, en majorité immigrées, mais aussi des marseillais antiracistes suivirent ce convoi funèbre dans un silence de recueillement impressionnant qui s'était spontanément rétabli dès le démarrage des voitures mortuaires. De retour à Paris, je veillais naturellement à ce que notre *Humanité-rouge* consacre plusieurs pages à cet événement criminel et tragique. Le Parti révisionniste et sa presse ne lui accordèrent pas de larges places. Ils étaient alors aux prises avec de profondes difficultés du fait de leur signature du fameux programme commun avec le parti socialiste et se trouvaient obligés de faire face à différentes critiques venant de leurs propres adhérents de base.

En plus des activités constantes de nos militants, l'année 1974 fut riche des lancements de différentes initiatives, de meetings et de commémorations.

Dans l'édition du 7 mars, en première page, parut une lettre que j'avais adressée au Président de la République Georges Pompidou pour lui demander de faire interdire la projection publique d'un film antichinois réalisé par Jean Yanne. Ma démarche resta sans aucune suite. Mais nos camarades manifestèrent avec vivacité contre ce film financé par le capitaliste Dassault, dans lequel la République populaire de Chine était assimilée à l'Allemagne nazie et Mao à Hitler. Des dizaines de milliers de tracts de dénonciation furent diffusés aux abords des salles où «Les Chinois à Paris » était projeté. Les affiches de publicité furent badigeonnées de nos mots d'ordre. Au cinéma «Le Rex », l'une des plus grandes salles parisiennes, un groupe de militants aspergea d'encre noire le grand écran, le rendant définitivement inutilisable, les vitrines du hall d'entrée furent brisées et lorsque des cars de policiers arrivèrent sur les lieux, les protestataires avaient disparu. Au cinéma « Le Paris », propriété

du milliardaire Dassault, cent cinquante manifestants forcèrent les barrages de policiers, bloquèrent les escaliers, interrompirent la projection et donnèrent lecture d'une déclaration s'achevant par le slogan « Vive la République populaire de Chine ! ». Ils réussirent à repartir en bon ordre malgré l'arrivée d'une foule d'agents en renfort des premiers. Seuls cinq militants qui formaient la fin du cortège furent appréhendés et matraqués.

Dans le même temps nous assurions un soutien très actif aux patriotes du Cambodge, agressés criminellement par les forces militaires américaines. Des bombardements opérés par des forteresses volantes, visaient à détruire complètement toutes les villes et tous les villages de ce petit pays du Sud-est asiatique, causant des centaines de milliers de morts parmi les populations civiles. Au mois de mars 1974, les progrès foudroyants réalisés par les « Forces armées populaires de Libération nationale du Cambodge » avaient déjà libéré la quasi-totalité du territoire, les complices et collaborateurs des Américains étaient retranchés dans la capitale Phnom Penh et se protégeaient, réfugiés dans de profonds bunkers, exactement comme l'avaient fait, trente ans plus tôt, les chefs nazis rassemblés autour de Hitler.

Par ailleurs, le CILA, centre d'information sur les luttes anti-impérialistes, venait de réaliser une excellente brochure sous le titre « Indépendance pour les colonies françaises », qui connut une diffusion rapide et complète.

Le défilé du Premier Mai que nous organisâmes fut précédé d'innombrables manœuvres d'obstruction provenant de tous les groupes qui ne nous pardonnaient pas d'exister. Des groupes trotskistes certes, comme la Ligue communiste révolutionnaire ou Lutte ouvrière, mais aussi de groupes dits « maoïstes », comme les scissionnistes de Front rouge qui venaient de s'auto proclamer Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) et se montraient très agressifs à notre égard ou d'autres groupes constitués presque exclusivement d'intellectuels et d'étudiants.

Par ailleurs la tendance « Gauche révolutionnaire » issue du Parti socialiste unitaire (PSU) préparait activement dans toute la France son ralliement au PCMLF.

Il y eut environ 5 000 participants à notre défilé, très coloré parce que couvert d'innombrables banderoles et de drapeaux rouges.

*L'Humanité-rouge*, une fois encore, consacra une partie de ses éditions à démasquer la véritable personnalité de François Mitterrand. Les principaux éléments de la biographie du futur Président de la République que nous rendîmes publics, après en avoir vérifié la véracité, ont tous été largement repris par des auteurs et autres journalistes de tous bords peu avant et après la mort de cet homme politique comparable en plusieurs points à Talleyrand. Si je ne mets pas en doute les rapports de son épouse Danielle avec la Résistance, je demeure plutôt circonspect et soupçonneux sur sa qualité réelle de Résistant après son passage à Vichy. En tout cas il fut, en sa qualité de Ministre de la Justice, l'homme qui fit refuser par le Président René Coty la grâce demandée par le militant communiste et patriote algérien Fernand Iveton, arbitrairement condamné à mort. Le quotidien *Libération* en a apporté la preuve définitive sous la plume de Jean-Luc Einaudi dans son édition du 1er juin 1998.

Annie Brunel, nouveau pseudonyme de Sophie, put annoncer en juin 1974 la mort du programme commun que nous avons contribué à dénoncer. Après les élections présidentielles, le Comité central révisionniste avait été dans l'obligation de constater le complet échec de sa politique opportuniste vis-à-vis du Parti socialiste et des radicaux dits de gauche. La ligne politique choisie par les dirigeants révisionnistes n'enregistrait qu'un seul résultat indiscutable, la remontée du Parti socialiste antérieurement exsangue et l'essor du prestige de Mitterrand.

Une série de commémorations intervint en fin d'année. Le 1er octobre 1949, Mao Zedong avait pu proclamer sur la place Tien An men que « la Chine était debout ». Le 25ème

anniversaire de cet événement historique de portée mondiale fut l'occasion pour l'Association des Amitiés franco-chinoises de convoquer une manifestation commémorative occupant toutes les salles du Palais de la Mutualité. Plus de dix mille visiteurs s'y rendirent, ce fut un succès qui dépassa largement ce que nous avions prévu. L'ambassadeur de Chine en France, Tsing Tao, honora le meeting de sa présence, accompagné du personnel de son organisme.

J'étais encore à cette époque-là membre de la Présidence d'Honneur de cette association de masse, aux côtés de personnalités amies de la Chine comme Madame Irène de Lipkowski, Maurice Schumann, Joris Ivens, Hélène Marchisio, Régis Bergeron, et même Michel Rocard. Le fait que, dirigeant du PCMLF, je sois présent dans cet organisme honorifique n'avait en rien nui au succès de l'initiative, tout au contraire. Je dis cela aujourd'hui parce que l'on ne savait pas en dehors de nos rangs qu'un certain nombre de nos responsables pensaient qu'il convenait que je me retire de cette Présidence soit pour ne pas y côtoyer des personnalités d'horizons politiques différents du nôtre, soit pour ne pas nuire à la « neutralité » d'une telle association. J'estimais pour ma part que ces camarades étaient tout simplement porteurs d'une idéologie erronée empreinte d'opportunisme. Un numéro spécial de *L'Humanité-rouge* célébra cette date anniversaire.

Début décembre, nous organisâmes un meeting réunissant 1500 personnes à la Mutualité pour démasquer le social-impérialisme soviétique, parce que Brejnev était venu en France visiter le Président de la République. Simultanément, le 6 décembre 1974, nous avons réussi à regrouper, à l'appel du PCMLF, un millier de manifestants sur le boulevard Saint-Germain, qui lancèrent des slogans pendant une demi-heure avant de se disperser pour échapper aux forces de police : « Brejnev hors de France ! », « À bas le social-impérialisme ! »

En cette fin d'année, notre organe hebdomadaire publia une déclaration de soutien à Abraham Serfaty signée par nos

camarades « juifs antisionistes ». Quelques temps après, les frères Crespy, Juifs d'origine turque, athées et communistes avant tout, tombèrent dans une embuscade tendue à leur encontre à Sarcelles par des jeunes Juifs du Bétar qui, tels de véritables fascistes, les massacrèrent à coups de poings et de pieds.

J'étais indigné. Je le répète, je n'accepte pas l'équation «antisionisme égale antisémitisme» lancée par les Juifs réactionnaires en France comme de par le monde.

Je considérais qu'au sein même des communautés juives existaient des différences de classes, des Juifs riches et des Juifs pauvres, des capitalistes et des prolétaires, et, singulièrement, même des Juifs fascistes comme les agresseurs de mes deux camarades.

- 31 -

Depuis avril 1973, j'étais en relations avec les représentants de la mission du Gouvernement Royal d'Union Nationale du Cambodge, ou G.R.U.N.C. Le chef de mission de cet organisme était Ok Sakun et son conseiller In Sokan. Son siège se trouvait dans un appartement situé place de Barcelone dans le seizième arrondissement de Paris. Ces amis savaient que j'avais rencontré Samdech Norodom Sihanouk en septembre 1971, ce qui n'était pas sans me conférer à leurs yeux une certaine respectabilité.

L'année 1975 offrit au PCMLF de nombreuses occasions de resserrer ses liens militants avec les patriotes khmers. Le 5 février *l'Humanité-rouge* donna connaissance d'un appel lancé par Khieu Samphan pour dénoncer les bombardements de terreur opérés par l'aviation américaine sur les villes et campagnes du Cambodge. Le 7 mars, notre journal rendit publique la nouvelle de l'arrivée à Pékin de Ieng Sary, conseiller spécial auprès du GRUNK. Et le 25 du même mois, accompagné d'Henri Jour, Camille Granot et Claude

Lebrun, je participais, à Paris à l'hôtel Lutétia, à une réception officielle du FUNK, Front Uni National du Kampuchea, destinée à célébrer le 5ème anniversaire du début de la guerre patriotique contre l'agression américaine. Les dirigeants khmers préféraient utiliser le terme « Kampuchea » pour désigner leur pays plutôt que « Cambodge » qui n'était en fait qu'une traduction en français datant de l'époque coloniale. Nous prononcions le premier de ces noms « Kamputie ».

Dès cette date des combats décisifs se déroulaient pour le contrôle de l'aérodrome de Pochentong, près de la capitale et les marionnettes politiciennes mises en place par les Etats-Unis à Pnom Penh n'étaient plus en mesure de résister à leur propre peuple en armes. Les hommes que le 2ème Congrès national du Kampuchea réunissant les délégués du FUNK, du GRUNK et des FAPLNK (Forces Armées Populaires de Libération Nationale du Kampuchea) avait désignés sous le qualificatif de « sept traîtres » s'enfuyaient précipitamment sous la protection des « mannes », unité d'élite de l'armée américaine. Il s'agissait des fascistes nommés Lon Nol, Sirik Matak, Son Ngoc Thanh, Cheng Heng, In Tam, Long Boret et Sosthène Fernandez, qui, le 18 mars 1970, avaient destitué le prince Norodom Sihanouk, au prix de massacres délibérés de bonzes, hommes, femmes et enfants.

La prise de Phnom-Pehn devint une réalité en quelques heures le 17 avril et la mission du Grunk en France en diffusa aussitôt la nouvelle. Immédiatement je rédigeai un message de félicitations que je lui adressai par porteur.

Nous avons organisé une soirée de solidarité internationale le lundi 14 avril à la Mutualité où s'étaient succédé à la tribune Madame Poe Mona, intervenant au nom du Comité FUNK de France, Ezzedine Kalak, au nom de l'Organisation de Libération de la Palestine, une oratrice du CILA, très probablement Sophie, mais aussi un délégué de l'UJP, organisation de jeunes gaullistes, Jean-Michel Nolleau, qui

s'affirmait hostile aux deux superpuissances, Etats Unis et Union soviétique.

Depuis des années j'étais indigné par la position adoptée par l'U.R.S.S à propos de la situation au Kampuchea après le putsch de Lon Nol. Loin de condamner le caractère fasciste de cet événement et son organisation par les services spéciaux américains, les Soviétiques avaient reconnu le nouveau gouvernement et condamné la guerre révolutionnaire déclenchée par le peuple khmer en la qualifiant de « guerre fratricide ». Seule la Chine populaire avait accordé un soutien sans réserve aux forces combattantes patriotiques khmères.

Mais je ne me doutai pas du tout, à cette époque, que d'autres formes d'intervention impérialistes allaient succéder à celle des Américains vaincus, avec l'actif soutien des sociaux-impérialistes soviétiques.

Nous connaissions alors un développement positif, nos activités se multipliaient sans cesse, nous estimions devoir intervenir dans un nombre de plus en plus élevé de domaines de la vie politique, sociale et culturelle.

Nous avons pris connaissance d'une théorie nouvelle que d'aucun attribuaient à Mao Zedong et d'autres à l'homme que la Révolution culturelle n'avait pas épargné, l'accusant d'être un révisionniste tout comme Lieou Chao chi.

Pour notre part nous pensions que Deng Siao ping, rétabli dans des fonctions dirigeantes, n'était qu'un porte-parole de cette fameuse « théorie des trois mondes ».

Par delà ses désaccords avec Mao, l'ex-secrétaire général du Parti communiste chinois restait à nos yeux un ancien de la longue marche. Cet aspect de sa biographie ne lui garantissait nullement une infaillibilité, mais devait être pris en compte pour que l'on puisse porter une appréciation d'ensemble sur sa vie politique de combattant communiste.

Le premier monde était constitué par les deux superpuissances, Etats Unis d'Amérique et Union des Républiques Socialistes Soviétiques, engagées dans une guerre froide qui menaçait de se transformer très rapidement en troisième guerre mondiale; le second monde était formé par les Etats capitalistes que leur développement encore insuffisant tenait à l'écart des grandes décisions internationales, notamment dans le domaine des armements nucléaires ; enfin le troisième monde ou Tiers-monde comprenait tous les autres pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine dont l'exploitation et le pillage économique par les pays impérialistes ne cessaient d'accroître le décalage entre eux et les autres sur tous les plans. Cette analyse satisfaisait complètement mon souci de comprendre les phénomènes internationaux. Mon hostilité fondamentale visait en premier les Etats-Unis, mais elle concernait aussi les « révisionnistes » soviétiques devenus dans ma pensée de véritables traîtres en train de liquider délibérément le socialisme fondé par Lénine et construit par Staline et les peuples de cet immense pays. Je comprenais que le gouvernement conservateur de la France demeurerait un ennemi de classe des travailleurs, mais j'admettais qu'il lui arrivait de s'opposer aux deux super-grands en différentes circonstances précises. La France réactionnaire n'avait-elle pas reconnu la République populaire de Chine et le général De Gaulle lui-même n'avait-il pas dû accorder l'indépendance à l'Algérie, certes sous la pression irrésistible de la guerre révolutionnaire de libération nationale soutenue au prix de sacrifices immenses par le peuple de l'ancienne colonie ?

Si l'on désire raisonner de façon dialectique, en partant des réalités, reconnaissons que ce n'est pas toujours facile surtout pour les esprits d'un peuple formé par la pensée rationaliste de Descartes. Les cartésiens ne sont pas des dialecticiens. Mon père, mon grand père et mon arrière grand père paternel avaient été des laïques combattants, convaincus de l'exclusive justesse philosophique du rationalisme cartésien. Je conservais beaucoup de leurs convictions, mais en essayant

d'appliquer le matérialisme dialectique à mon processus de pensée je supposais dépasser le niveau atteint par les idées de mes ascendants.

Ce fut dans cette période que se réunit clandestinement le II<sup>e</sup> Congrès national du Parti communiste marxiste-léniniste de France. En province, avec les complicités indispensables, mais très sincèrement je ne me souviens plus de la désignation géographique de ces lieux. Peut-être était-ce près de Luynes, non loin d'Aix-en-Provence, dans des constructions fort modestes édifiées sur une colline en pleine forêt, qu'un prêtre progressiste avait mis à notre disposition. En tout cas je pense que ce fut du 13 au 20 mars 1975- Les délégués furent acheminés dans des conditions de sécurité extrêmement sérieuses. En voitures puis à pieds. Je pense que nous fûmes assez nombreux. Toutefois je peux me tromper car ce souvenir demeure assez flou dans ma pensée.

Deux conférences nationales avaient précédé cette instance, l'une en 1971, l'autre en 1973, ainsi que plusieurs centaines d'assemblées générales de cellules d'entreprise, de quartiers ou de villages réunies en 1974 et 1975 et enfin plusieurs dizaines de conférences régionales en 1975. 350 interventions de délégués témoignèrent du contenu hautement démocratique de ce second congrès. Il est désormais possible de prendre connaissance du rapport politique et des documents votés lors de ces assises en demandant à la Bibliothèque nationale les numéros 10 et 11 (avril et mai 1975) du *Cahier rouge*, revue théorique du comité central du P.C.M.L.F.

Je tiens à indiquer d'emblée que du point de vue tactique, une mauvaise appréciation de la théorie des trois mondes résultant de ma propre interprétation ratifiée par ce II<sup>e</sup> Congrès allait nous conduire à la mise en œuvre d'une ligne politique erronée.

Je crus le moment venu d'accepter une alliance temporaire avec des formations de droite qui condamnaient comme nous

les deux superpuissances. Il est vrai que nous estimions à ce moment-là que la troisième guerre mondiale était imminente et que, sans doute, ce serait le social-impérialisme soviétique qui en prendrait l'initiative. Dans mon esprit demeurait l'enseignement de la Résistance, au cours de laquelle je m'étais trouvé au contact direct de gaullistes, en unité de combat sans réserve avec eux. Je pensais donc qu'en cas de nouvel affrontement pourrait se renouveler une situation analogue.

Ce fut dans de telles dispositions d'esprit qu'avec Henri Jour, je rencontrais à son siège un homme qui, Ministre des Affaires étrangères pendant quelques mois, s'était manifesté par son animosité contre les Américains, Mr Michel Jobert. Que pouvions-nous donc faire ensemble ? « Au moins ne pas nous insulter réciproquement » me dit-il sur le ton ironique mais bon enfant dont il avait le secret. Cette relation n'alla pas plus loin. Par contre, en application de la ligne du II<sup>e</sup> congrès, Camille Granot et d'autres dirigeants du P.C.M.L.F., sous ma propre responsabilité, participèrent à un meeting au quartier latin non seulement avec des militants de l'Union des Jeunes pour le progrès (gaullistes de gauche), mais aussi avec Albert Renouvin, dirigeant de la « Nouvelle Action française ».

Presque aussitôt après, dès le second trimestre de 1975, une campagne de critique qui dura près de deux ans, venue de nos adhérents de base aboutit lors du III<sup>e</sup> Congrès à ce que je fus dans l'obligation de présenter une autocritique. Notre ligne tactique était opportuniste et erronée, il fallut en convenir. Elle fut qualifiée de « bourgeoise » à l'unanimité. Naturellement toutes les forces gauchistes qui faisaient du PCMLF depuis des années leur cible principale trouvèrent en la circonstance matière à multiplier leurs attaques contre nous. Les premières mesures de rectification concrète commencèrent dès le troisième trimestre de 1975.

En vérité j'avais lancé de notre côté une vaste campagne « pour un parti marxiste-léniniste unique », consacrant à cette question décisive de nombreux articles. De plus dès le début

de l'année 1975, nous avons commencé à publier *l'Humanité-rouge* plusieurs fois par semaine sous le nouveau sigle « Publication des Communistes marxiste-léninistes de France ». Le numéro de lancement était sorti des presses le 16 janvier. Le numéro Un du quotidien, de format réduit, sur huit pages en général, sortit à son tour le premier Mai 1975. Des moyens financiers beaucoup plus importants devenaient nécessaires, aussi fut ouverte une nouvelle souscription nationale ayant pour but de nous rapporter 20 millions de francs de l'époque à la date du 1<sup>er</sup> Juillet suivant.

Tous les plumitifs anticommunistes et anti-chinois ont longtemps nourri l'obsession de faire la démonstration que nous étions financés par le Parti communiste chinois comme le PC.F. l'était par le Parti communiste d'Union soviétique. Comme ces gens ne parvenaient pas à nous casser sur le plan politique et idéologique, ils tentaient de se rabattre sur des arguments de bas étages. Naturellement les dirigeants révisionnistes français n'étaient pas les derniers à se joindre au chœur de ces piètres diffamateurs. La simple vérité, vérifiable dans les collections de *l'Humanité-rouge*, reste que nos souscriptions rapportaient des sommes appréciables et contribuaient au développement d'une idéologie communiste authentique.

D'ailleurs il est extrêmement intéressant de prendre connaissance sur cette question des échanges assez vifs qui opposèrent en leur temps Maurice Schumann, Ministre des Affaires étrangères et Etienne M. Manac'h, Ambassadeur de France à Pékin au Ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin. Dans le tome II de ses « Mémoires d'extrême-Asie - La Chine », l'Ambassadeur en traite aux pages 171, 172, 385 et 386 et les accusations lancées par le politicien paranoïaque du complot mondial sont ramenées à leur vanité dérisoire.

J'effectuai un nouveau voyage en République populaire de Chine du 6 juin au 29 juin 1975, en compagnie d'Alain D. dont le pseudonyme, Quarante, était connu de tous nos

militants. Outre sa culture politique et ses qualités d'organisateur, il m'accompagnait parce qu'il était le principal responsable du lancement et de la gestion de nos éditions et de notre librairie.

Mais ce huitième voyage mérite à lui seul un chapitre.

-32-

Le samedi 7 juin 1975, débuta la première partie de la rencontre entre nos deux partis.

Le Parti communiste chinois n'eut jamais à notre endroit la moindre attitude de supériorité ou de domination. Nous indiquions combien nous étions peu nombreux et combien nos actions dans notre pays demeuraient peu efficaces, mais les représentants chinois nous répondaient chaque fois que leur propre parti s'était trouvé dans des conditions similaires à l'époque de sa fondation et de ses premières initiatives. Il considérait que ce qui était déterminant résidait dans la justesse de la ligne idéologique et politique. Si celle ci était juste, nous connaîtrions inévitablement un développement ultérieur, participerions à de grandes luttes, essuierions des échecs et finirions par remporter des succès décisifs. Les dirigeants du Parti communiste français, révisionnistes obéissant à la baguette soviétique, même s'il comptait encore un nombre très supérieur d'adhérents par rapport au nôtre, étaient voués à la défaite exactement comme l'étaient les dirigeants de Moscou qui avaient détourné d'une juste voie le grand pays du socialisme issu de la Révolution d'octobre.

En tant que chef de la délégation invitée, j'eus à parler le premier.

Le même jour, à vingt heures, première soirée cinématographique, organisée spécialement à notre intention. Film en couleurs « *Etoile étincelante* ». Le sujet était émouvant,

racontant l'histoire d'un enfant, orphelin dont les parents avaient été assassinés par les occupants japonais et qui de ce fait était devenu l'un des fameux « petits diables rouges », les enfants soldats de l'armée révolutionnaire. Je me souviens d'une particularité de cette production parce qu'elle s'appuyait sur un fond sonore comportant des paroles chinoises sur l'air de « Frère Jacques ».

Le Dimanche, nous n'eûmes pas de séance de travail, mais une journée de promenade à la « colline parfumée », en passant par le lac de l'impératrice devenu le lac de l'amitié. Ces sites que j'avais déjà visités comportaient des vestiges du 7ème siècle, notamment un temple occupé par un « Bouddha couché » d'une grande beauté, mesurant six ou sept mètres de long.

Le soir, après notre retour et notre repas en tête-à-tête, nous nous rendîmes de nouveau dans un cinéma pour voir le film « La montagne aux azalées ». Cent minutes de retransmission d'un opéra de Pékin à thème révolutionnaire contemporain. En couleurs. Des scènes toujours émouvantes certes, mais un spectacle en définitive peu accessible au spectateur ne comprenant pas le chinois.

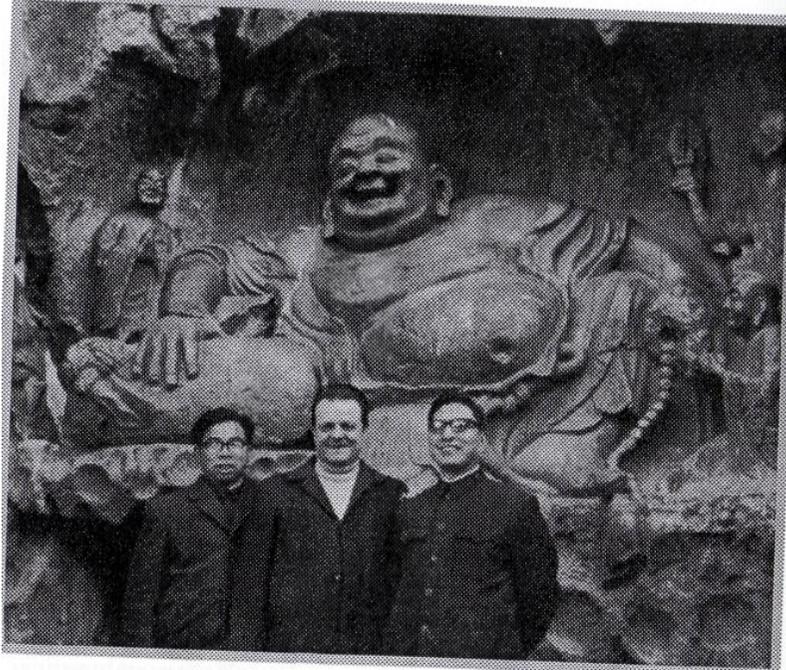
Le lendemain matin, reprise de nos entretiens politiques en présence de Keng Piao.

L'après-midi, nous nous rendîmes au siège des Editions chinoises en langues étrangères, où nous accueillit une délégation de Guozi Shudian. Nous fîmes avec nos interlocuteurs un premier examen de la gestion commerciale de la maison que nous avons lancée, les Editions du Centenaire de la Commune de Paris, ainsi que de la librairie que nous venions d'ouvrir rue de Belleville, « Les herbes sauvages ». Nous avons des intérêts communs avec les organismes chinois dans la mesure où notre librairie disposait en France d'un

monopole de fait, ou presque, de la diffusion du livre chinois édité en français.

Le mardi 10 juin je poursuivis l'exposé de mon rapport. Puis, après le repas et la sieste devenant presque coutumière, nous partîmes visiter l'imprimerie des Editions en langues étrangères. 1600 ouvriers, éditions en 50 langues différentes en un lieu où ne travaillaient en 1951 que quelques dizaines de personnes. Il s'agissait, nous dit-on, de la plus grande imprimerie de Chine, dans laquelle étaient aussi édités les périodiques les plus connus. Au demeurant la Chine s'était déjà dotée de machines ultramodernes susceptibles de tirer à une grande vitesse en polychrome. On nous offrit un superbe album d'art sur l'époque des Ming.

Le soir à 19 heures, nouveau film, dans une autre salle que les deux premières où nous étions déjà allés. Le film en couleurs « De victoire en victoire » passa sur un écran panoramique. Il comportait des images de masse vraiment très réussies. Je fus beaucoup plus intéressé que par le film reprenant un opéra de Pékin.



*Devant le "Bouddha rieur", sculpté dans la colline près du temple Lmg Ying, Hangchéou. (28 novembre 1973).*

Le 11 juin, le matin, je poursuivis encore mon exposé, en abordant cette fois nos relations internationales, notamment celles avec les représentants du Kampuchea, de l'Algérie et de la Palestine.

Le soir, cinéma, c'était devenu une habitude. Le film : « Opération de reconnaissance sur l'autre rive du Yang Tse » était en couleurs. Il comportait des séquences très chinoises et très émouvantes : comme celle où une jeune fille pleure sur le corps de son père abattu par des soudards de Tchang Kaï chek.

Egalement des gros plans très saisissants de deux vieilles personnes, un homme et une femme, accueillant chez eux dans une misérable baraque les soldats de la IV<sup>e</sup> armée rouge. Des scènes de masse, montrant des foules de soldats, des régiments communistes, s'élançant à l'assaut de positions ennemies. C'était à mon avis du très grand cinéma, dont certaines images me faisaient irrésistiblement évoquer les productions de Serge Eisenstein ou même « Les raisins de la colère » ce film de John Ford d'après le roman célèbre de John Steinbeck qui a fait le tour du monde. Mais évidemment ici, dans ces films chinois, le fond du sujet était encore plus profond et tragique.

Levés à 5 h 45 le lendemain matin, nous étions amenés à l'aéroport de Pékin et prenions place dans un Iliouchine. Notre destination était Tchoungking, que je ne connaissais que par ce qu'en avait écrit Han Suyin dans l'un de ses romans. Nous y fîmes accueillis comme de coutume par le Secrétaire du Comité du parti de la ville.

Cette ville n'avait jamais été occupée par les Japonais, mais ils l'avaient cruellement bombardée. Quant aux impérialistes américains, britanniques et français, ils en avaient fait le point le plus haut de leur occupation sur le fleuve Yang Tse afin d'appuyer leur pillage de l'intérieur de la Chine. Après 1945, ils n'y avaient conservé qu'une ambassade américaine et des troupes de mercenaires.

À 15 h 30 visite d'une usine d'armements légers employant seize mille ouvriers, dont de nombreux jeunes. Installé dans des souterrains sous une énorme falaise rocheuse, ce centre s'étendait à perte de vue en tunnels parallèles reliés entre eux transversalement. Quatre cent mille fusils de 3 kg 700, pouvant tirer vingt balles au coup par coup, ou en rafale, avec une portée de huit cent mètres, en sortaient chaque année. Ainsi que quatre cents mitrailleuses de marine antiaériennes doubles d'une portée de deux mille mètres, sur tourelle

tournante, cinq cents coups à la minute, et trois cents mitrailleuses lourdes quadruples de défense anti-aérienne.

Pourquoi je fournis tous ces détails aujourd'hui largement dépassés ? Parce qu'à l'époque ces armements étaient exclusivement destinés à aider les peuples révolutionnaires du monde entier. Ils étaient expédiés aux Vietnamiens, aux Khmers, aux Laotiens, aux Palestiniens. Des usines similaires avaient été montées l'une au Vietnam, l'autre en Albanie. Les ouvriers présents nous accordèrent une réception enthousiaste et amicale.

Le Dimanche 15 juin 1975 à 9 heures du matin nous visitâmes le siège du bureau de liaison du Parti communiste chinois avec le Kouomintang de 1939 à 1947. En ces lieux travaillaient durant cette période, sous la surveillance constante de la police et des espions, Chou Enlai, Ye Kien ying et Tong Pi wuh. Ils disposaient aussi de bâtiments en ville, mais celui-ci était plus systématiquement utilisé par ces dirigeants, qui s'installaient au rez-de-chaussée et au 2ème étage. Le 1er étage restait occupé par des gens de la police. En ce temps-là la pratique des micros destinés à écouter les conversations d'autrui n'existait pas encore. Aussi les services de renseignement opéraient-ils plus ouvertement. Parfois les militants communistes découvraient des policiers en train d'écouter à leurs portes, ou en faction devant l'entrée pour noter les entrées et les sorties de chacun d'entre eux. Pour bien comprendre ce dont il s'agissait, il importe de savoir qu'environ cent camarades travaillaient en ces lieux. Certains d'ailleurs ne sortaient jamais parce qu'ils étaient affectés à des tâches totalement clandestines. Les communistes conjuguèrent en permanence le travail légal et le travail illégal.

L'après-midi nous avons effectué une visite bouleversante : le camp de concentration des prisonniers politiques édifiés par les bandits du Kouomintang sur une superficie de 20 000 kilomètres carrés dans la proche banlieue de Tchoungking.

Le 27 novembre 1949 ses gardiens, des tortionnaires qui ne le cédaient en rien à leurs homologues des camps nazis, le détruisirent presque intégralement à l'approche de l'armée populaire, dans le but de faire disparaître toute trace de leurs crimes. Cependant ils n'eurent pas le temps d'incendier complètement deux des vingt prisons du camp : la fameuse citadelle de Mr. Pai, du nom de son donateur, dressée sur une colline vertigineuse, ainsi qu'une autre, celle de Tcha Tse doung, où se trouvaient entassés 200 détenus, hommes et femmes, tous communistes. Nous avons pu visiter les chambres de tortures, où les instruments criminels des tortionnaires avaient été laissés sur place en leur état d'origine.

Il y avait 7 camps de concentration du Kouomintang en Chine, mais celui de la citadelle de Mr Pai, dissimulé sous le nom d'« office de coopération sino-américaine pour le développement des techniques spéciales » représentait en réalité la coopération américano-tchangkaïchékiste dans la pratique des tortures et dans le perfectionnement de l'espionnage des agents du Kouomintang.

Nos hôtes locaux nous expliquèrent que ces deux anciennes prisons avaient servi à enfermer à leur tour les criminels du Kouomintang, du moins ceux qui avaient pu être pris après la victoire de la Révolution. Toutefois ces gens avaient été libérés après accomplissement de leurs peines et vivaient pour la plupart en Chine. Ceux qui désiraient quitter le pays y étaient autorisés et certains s'étaient rendus à Hong Kong. C'était là la raison de la transformation de ces deux prisons en musées où se trouvaient exposés objets et photographies permettant d'expliquer aux jeunes générations quelles étaient les pratiques du Kouomintang. Ici étaient morts de nombreux héros communistes qui avaient préféré perdre la vie que la garder au prix d'une trahison. Des hommes et des femmes.

Cette visite me remplit d'émotion et me rappela celle que j'avais accomplie plusieurs années auparavant au camp nazi de Mathausen. Elle me remit aussi en mémoire que les colonialistes

français avaient utilisé en Algérie des villas pour en faire des centres de torture, comme la villa Susini.

De ce camp de concentration je réussis à ramener la copie d'un poème écrit en chinois par Ye Ting, commandant de la IV<sup>e</sup> Armée. Le voici, traduit en français :

« Poème écrit dans la prison de Tcha Tse doung ou prison des galeries de poussier.

*Sortir est totalement impossible pour tout être humain.*

*Mais un trou reste ouvert à tout chien.*

*« Sors, chien ! Et tu auras la liberté ! » murmure une voix.*

*« Liberté, je te désire ardemment, mais je sais bien que l'Homme ne doit pas sortir par le même trou que le chien ».*

*Je ne vis que pour le jour inéluctable où la flamme souterraine nous emportera, moi même et ce cercueil où je demeure emprisonné.*

*J'aurai ainsi une existence éternelle, par le feu et le sang brûlant.*

21 novembre 1942 Un  
habitant enfermé. »

Lors des négociations de Tchoungking entre le Président Mao Zedong et les chefs du Kouomintang, après la capture de Tchang Kaïchek, le premier accorda sa remise en liberté au chef du Kouomintang, mais exigea et obtint la libération de Ye Ting. Malheureusement celui-ci mourut bientôt dans un accident de l'avion qui le ramenait à Yen-an avec 19 autres camarades communistes.

Le Lundi 16, après avoir bénéficié du passionnant cours d'histoire « sur le tas » que nous avait réservé la visite de Tchoungking, nous quittâmes cette grande ville au passé révolutionnaire en embarquant à 8 heures sur « l'Orient rouge » n° 26, accosté à l'embarcadère situé sur le Tsia lin à quelques distances du Yang Tse. Nos hôtes du comité municipal du Parti communiste chinois nous accompagnèrent et nous échangeâmes des saluts jusqu'à ce que nous nous perdions de

vue. Ces femmes et ces hommes étaient des survivants et des descendants de ces communistes héroïques de l'époque d'avant la Révolution et la visite de leur immense ville nous avait fait comprendre le caractère extrême, pour eux comme pour leurs ascendants, de la guerre révolutionnaire.

Nous voguions désormais sur l'un des plus importants fleuves de Chine, à bord d'un navire conçu spécialement pour le transport de passagers, offrant des chambres particulières confortables.

Inspiré par la joie partagée de ce voyage, le camarade Li Paï écrivit un poème au dos d'une enveloppe de paquet de cigarettes. Il accepta de le transcrire en idéogrammes dans mon cahier de notes et le signa en précisant la date du 16 juin 1975. Voici ces vers traduits dans notre langue :

« Pour les camarades français, en souvenir de leur visite à Tchoungking.

*Fine et élancée sur ses montagnes, la ville danse, enrobée de voiles légers.*

*Sur le long Yang Tse, imposant et majestueux, rouges, les vagues se succèdent.*

*Ensemble, aujourd'hui, nous buvons l'eau du fleuve.*

*Ensemble, demain, nous chanterons la Commune ! »*

Il signa « Li Siao-paï, poète chinois révolutionnaire »

Il nous fournit quelques explications de son texte. « Nous buvons l'eau du fleuve » signifiait que nous étions au coude à coude en vivant les mêmes difficultés et en remportant les mêmes succès. C'était là une réminiscence d'un poème destiné aux camarades vietnamiens « nous buvons l'eau de la même rivière », cette dernière étant la rivière Tanlan coulant sur la frontière sino-vietnamienne. En qualifiant les vagues de « rouges » il faisait certes allusion à la couleur de l'eau après les pluies des derniers jours, mais ici ce mot revêtait une signification plus avancée, ces vagues étaient combatives, à l'offensive.

Li nous assura que le Yang Tse était le fleuve le plus caractéristique de la nation chinoise, mais d'autres hôtes chinois contredirent ce point de vue en déclarant que le symbole de la Chine n'était autre que le Hoang Ho, le fleuve jaune.

Deux heures plus tard nous atteignîmes la commune de Tchang chiau, ou, en français, «longévité», un important district de production de riz, où nous pûmes apercevoir des usines et des pagodes. Mais le bateau ne s'arrêta pas.

À 16 h 30, nous débouchâmes soudain sur une merveilleuse pagode élevée sur le flanc d'un immense rocher. C'était la pagode Chi pao « qui conduit au ciel ». Sur le sommet du rocher se dressait aussi un temple enlacé par un escalier en colimaçon reliant onze étages. À chacun de ces derniers se trouvaient des statues de Bouddha et des indications en idéogrammes expliquant comment avait été élevé cet édifice. Il s'agissait d'un lieu historique d'importance. Une légende populaire racontait qu'autrefois, il y avait très longtemps, ce temple disposait d'un trou par lequel glissaient des grains de millet. Les bonzes le nommaient le « trou des trésors ». Bien qu'exigu, ce trou fournissait chaque jour une quantité de grains suffisante pour nourrir les bonzes à leur faim, y compris leurs éventuels invités. Mais les bonzes voulurent élargir le trou pour recevoir davantage de grains et faire fortune. Ils se mirent à l'œuvre, mais aussitôt le trou se referma et aucun grain ne tomba plus. Le trou magique avait puni leur concupiscence.

Nos amis nous firent un cours d'histoire sur les trois royaumes combattants, de 220 à 280 après Jésus-christ, puis la dynastie des Souei de 581 à 618, celle des Tangs de 618 à 907, les cinq dynasties et les cinq royaumes de 907 à 979, la dynastie des Song de 960 à 1279, celle des Liao de 916 à 1125, celle des Hsia de l'Ouest de 1038 à 1227, celle des Kin de 1115 à 1234, celle des Yuan de 1271 à 1368, celle des Ming de 1368 à 1644 et enfin celle des Tsing de 1644 à 1911. Je ne

me souviens d'aucune de ces dates ni des noms précis des dynasties sauf les deux dernières, mais je recopie les notes que j'avais consignées à leurs sujets sur le moment.

Nous fîmes escale à Wan chien ou « Dix mille ». C'était une ville qu'avait visitée le Président Mao en 1958. Honneur et consécration pour ses habitants.

Des centaines de travailleurs étaient assis sur les escaliers très larges qui montaient du port jusqu'à la commune proprement dite. Notre bateau y débarqua un certain nombre de passagers, chargés d'innombrables paquets, que nous n'avions pas vus depuis notre départ, d'autres voyageurs embarquèrent à leur place. Le site était merveilleux, la montée de ces escaliers du fleuve jusqu'aux premières maisons de la commune était d'une beauté inédite, imprévue.

« L'Orient rouge » reprit son avancée et stoppa vers vingt heures en s'ancrant dans le fleuve en un point nommé Ta Wu ti, le lieu de la pêche.

Je m'endormis aussitôt d'un sommeil profond favorisé par le silence de la nuit et la lancinante musique du fleuve.

La remise en route me réveilla, j'entendis le bruit de la remontée de la chaîne au bout de laquelle était fixée l'ancre et la remise en marche du moteur. Il devait être autour de 5 heures du matin. Nos compagnons de voyage nous incitèrent à monter sur le pont à six heures pour profiter du spectacle du lever du soleil sur le fleuve.

Li Pai et Tang Bo sing, l'interprète, étaient déjà là.

Enfin à 8 heures «l'Orient rouge » aborda la première des gorges du Yang Tse. A son entrée je vis à gauche la colline de Pai Ti chang sur laquelle était encore édifié un temple. Une fois que nous fumes engagés dans la gorge, le panorama me parut réellement grandiose. De chaque côté du fleuve, les montagnes étaient si élevées que leurs sommets disparaissaient dans le halo

des nuages. Le fleuve restait assez large, nettement plus large que le Tarn ou le Verdon dans les gorges que traversent ces rivières en France. Peu avant la sortie de cette gorge, nous vîmes un hameau de 27 foyers ou les maisons étaient couvertes par des toits de chaume. Les paysans, brigadistes installés là, cultivaient des champs en terrasses et paraissaient totalement isolés dans la montagne. Comment donc parvenaient-ils à entrer ou ressortir de leur village ?

De nombreux singes vivaient dans ces montagnes et forêts, mais nous ne parvenions pas à les voir alors qu'ils criaient de plus belle au moment de notre passage. Ces profondeurs étaient aussi fréquentées par des tigres, des renards et des loups. Mais... nous n'aperçûmes pas la moindre queue de l'un d'entre eux !

Une fois sortis de la gorge, nous croisâmes des jonques, peu nombreuses, sur le fleuve dont les flots brillaient sous les rayons du soleil et prenaient une couleur argentée.

Avant la libération, ces parages n'étaient pas utilisables pour des bateaux de l'importance de celui sur lequel nous naviguions, il avait fallu faire sauter des rochers pour aménager le cours du fleuve et permettre une sensible amélioration du trafic fluvial.

Cette première gorge était longue d'environ huit kilomètres.

Mais la seconde à laquelle nous allions parvenir occupait 44 kilomètres. Quant à la troisième elle allait faire 66 kilomètres.

La seconde gorge commençait à Wuh chan, montagne élevée que nous vîmes de loin comme un immense barrage sur le cours du fleuve. Le halo des nuages était très exactement celui reproduit par les peintres chinois traditionnels. Sur le sommet, il y avait encore un édifice religieux, le temple de la fée. Du pied de la montagne jusqu'à ce temple, il fallait parcourir 7 kilomètres et demi. Le décor de fond de cette première montagne était constitué par une autre montagne paraissant bleutée dans les vapeurs de la matinée. Les flancs abrupts qui encadraient le fleuve s'élevaient à environ mille mètres, mais parfois les sommets

apparaissaient dentelés et à des hauteurs encore plus impressionnantes. On pouvait apercevoir des hameaux, des sentiers, des champs en terrasses qui nous semblaient tous vertigineux. Comment vivre dans une telle région ?

Je compris, tout en croisant de nouvelles jonques, que la peinture traditionnelle chinoise était une peinture tout à fait figurative et réaliste. Incrustées dans la falaise, des cavités énormes, des grottes suspendues dans le vide surplombaient le fleuve. A l'aide de jumelles de marine prêtées par l'équipage, nous pûmes distinguer l'une de ces grottes aménagées à l'entrée par des murettes de maçonnerie. On nous expliqua, qu'en cas de nécessité cet endroit pouvait devenir le refuge de 10 000 soldats.

Vers midi le soleil étincelait enfin. Les pluies des deux derniers jours avaient cessé, le ciel était d'un bleu éclatant. Au milieu de la deuxième gorge, nous passâmes de la province du Setchouan dans celle du Houpei, dont le chef lieu était Wuhan, l'un des « trois fous » de la Chine, ainsi nommé en raison de la température élevée qui y sévit en quasi permanence. Il importe de ne pas confondre la province du Houpei avec celle du Hopei où se trouve Pékin.

Nous ne prîmes notre déjeuner que vers treize heures afin de pouvoir préalablement profiter des splendeurs touristiques de la troisième gorge, nettement plus longue que les deux autres. Nous pûmes y admirer la falaise du foie de bœuf et du poumon de cheval. C'étaient les couleurs et dispositions des rochers qui avaient inspiré ces qualifications. Nous vîmes aussi une falaise qu'une canonnière britannique avait mitraillée et abimée, elle était en effet criblée de trous provoqués par les balles. Cet acte guerrier n'avait eu d'autre raison que la simple malveillance. Nos hôtes chinois ne firent aucun commentaire.

Après la traversée de la troisième gorge, nous débarquâmes à Yitchang. Une ville extrêmement panoramique, et même étrange pour nous, parce que nous y parvenions, par coïncidence, juste un

jour de marché. Une foule indescriptible de paysans, jeunes, vieux, hommes, femmes et enfants inondait des ruelles ou s'étaient des marchandises de toutes sortes, des légumes, des fruits, des boissons, des marchandises diverses certes très modestes mais utilitaires.

J'avais une conscience lucide d'être un privilégié pour avoir eu la possibilité de parcourir deux jours durant l'un des plus long fleuves d'Asie, auquel se trouvait liée une grande partie de l'histoire du peuple chinois.

Je ne me doutais pas alors qu'en 1998 l'ensemble de cette région serait concernée par de gigantesques travaux destinés à édifier le plus grand barrage du monde, ni que, la même année, et les années suivantes, des inondations catastrophiques y provoqueraient plusieurs milliers de morts et l'évacuation de plusieurs centaines de milliers d'habitants.

Nous gagnâmes ensuite l'aéroport militaire de Yitchang, d'où en une heure et demie de vol nous parvînmes à Nanchang dans la province du Kiangsi. Le lendemain matin, visite de la fameuse exposition consacrée à l'insurrection victorieuse menée par Chou Enlai en 1927.

Puis nous partîmes, d'abord en train pendant quatre heures jusqu'à Kioukiang et Tsiantsian et en voiture de Tsiantsian à Louchan, centre de repos. On en avait effectivement bien besoin, surtout moi qui ne bénéficiais pas de la même résistance physique que mon camarade plus jeune.

Louchan que nous atteignîmes après avoir parcouru la route aux quatre cents virages, était l'une des anciennes résidences de Tchang Kaï chek. C'est de là qu'avec son état-major il avait lancé les offensives d'encerclement contre les communistes. En hiver il n'y avait que huit mille personnes, mais en été deux cent cinquante mille travailleurs venaient s'y reposer. Cinq communes populaires, dont une en montagne et quatre dans la plaine suffisaient pour fournir le ravitaillement alimentaire nécessaire. L'altitude, de 1200 mètres, donc peu élevée, assurait un air excellent. Du haut de la ville on surplombait le Pô yang, lac

immense qui possédait 14 milliards de mètres cubes d'eau et se plaçait par sa superficie au second rang des lacs chinois.

Durant l'après-midi nous prîmes du repos dans un parc intitulé « le sentier fleuri ». Nous pûmes y admirer quelques prodiges traditionnels de l'horticulture chinoise. Mais le soir à 20 heures nous fûmes amenés dans un cinéma pour voir un film un peu ancien « L'éclaireur », film de guerre contre le Kouomintang. Scénario classique, bonnes séquences, gros plans excellents. Le cinéma chinois me semblait posséder une grande maîtrise de sa technique et de son art au point de vue de la forme. Pour le contenu, toujours inspiré par des thèmes révolutionnaires contemporains, on pouvait en discuter, mais il ne me paraissait pas correspondre vraiment à la nécessité d'éduquer les jeunes générations. Cette tâche, mal abordée à mon avis, me paraissait devoir être la mission profonde et la plus haute responsabilité du septième art.

Le 19 juin, succession de visites, d'abord d'une grande salle où s'étaient réunis d'importantes sessions du comité central. Enfin dans une pièce de repos, il y avait, affichés sur les murs, des poèmes ou des phrases calligraphiées par des poètes chinois célèbres, par Tong Pi wuh et aussi par des étrangers comme Ho Chi minh. Nous vîmes encore trois grands tableaux représentant des apôtres de Bouddha, 500 personnages en tout, ce qui me sembla assez prodigieux. Ces toiles qui mesuraient de 3 à 3 mètres et demi de hauteur, avaient été peintes voilà deux siècles par un artiste qui en avait produit 200 en sept années, faisant preuve d'une imagination extraordinaire.

Arrivés à Nanchang, après le souper, nous fûmes invités à voir le film « La montagne aux pins verts ». Un bon scénario sur la lutte entre deux lignes dans une brigade de production agricole. Très symbolique. Les images de deux charretiers dont l'un frappait violemment les chevaux avec son fouet et l'autre le faisait seulement claquer en l'air sans faire aucun mal aux

animaux. Ce film paysan me sembla très pédagogique, et bien évidemment d'une facture totalement inconnue en Occident.

Dans un musée, nous découvrîmes un ensemble de statues en terre d'argile représentant les souffrances et la révolte des mineurs d'Anhouei. Ces sculptures étaient saisissantes, mais n'existaient pas en reproductions en cartes postales ni dans quelque album imprimé.

À 12 h 15, repas entre nous deux. Puis, comble de chance, nous pûmes traverser en avion un mince couloir entre deux orages et transiter par Wuhan. Il y eut pas mal de trous d'air et de secousses, mais finalement en 3 h 30 nous parvînmes à Pékin. Ici la température n'était que de 30 degrés alors qu'au départ de Nantchang elle atteignait 38 degrés.

Nous avons effectué des milliers de kilomètres en avion, en nain, en bateau, en voiture, j'étais enchanté de ce périple rempli d'enseignements idéologiques et historiques. La gentillesse permanente et l'humeur agréable des hôtes chinois partout, où nous étions passés me semblait inoubliable. C'était la dictature du prolétariat ! Une dictature où les cadres communistes ne cessaient de se remettre en question et de solliciter de leur entourage et de leur peuple qu'ils les critiquent pour les aider à améliorer encore leur travail.

Dès le premier soir suivant notre retour, nous eûmes un nouvel entretien approfondi avec les représentants commerciaux de Guozi Shudian. Les possibilités d'achat qu'ils nous proposaient étaient des plus séduisantes. Les marges de bénéfices bruts qu'ils nous laisseraient étaient importantes. Nous pourrions tenter la mise en vente de rouleaux de bambou et autres papiers peints par l'entremise soit de notre maison d'éditions soit de notre librairie. Quant aux livres chinois qui, édités en français, n'étaient pas encore très nombreux, nous n'en assurerions le règlement d'achat qu'après en avoir écoulé une certaine quantité. En plus, des deux côtés, chinois et français, nous allions rechercher une formule permettant à

notre propre entreprise d'éditer par ses propres forces des ouvrages traduits du chinois en français. Nous pourrions trouver aussitôt une clientèle dans les organes chinois de diffusion de livres en direction des pays francophones.

Nos entretiens politiques avec la délégation du département qui nous recevait sous la direction de Keng Piao au nom du comité central du Parti communiste chinois, commencèrent le 24 juin.

L'après-midi nouvelle rencontre avec les éditions en langues étrangères. Accord définitif conclu pour que les Editions du centenaire publient en France des romans traduits du chinois. Nous nous entendîmes rapidement sur la désignation de la personne à qui nous demanderions les traductions et que nous rémunérerions normalement pour ce travail.

Le soir, après notre repas en tête-à-tête, cinéma : un film tourné par une société de Hong Kong sur le festival Afrique, Asie, Amérique latine de ping pong en 1973. Certes d'intéressantes séquences, mais d'autres trop longues, comme par exemple le théâtre présenté aux participants venus des trois continents.

Le jour suivant nous nous rendîmes au Pont Lou-ko, fameux à plus d'un titre. C'était le pont Marco Polo, construit en 1189 ! Il était orné de centaines de têtes de lions en pierre, cent quarante de chaque côté. Enfin il avait été le théâtre de l'incident du 7 juillet 1937, en devenant le premier endroit attaqué à Pékin par les Japonais qui déclenchaient la guerre impérialiste anti chinoise.

Nous visitâmes encore l'Ecole secondaire de Pékin, dans le quartier de Ho-ping li au nord-est.

Le Lundi 30 juin 1975, réception officielle de veille de départ, le représentant de la direction du Parti communiste chinois étant cette fois ci le vieux Maréchal Ye Kien ying. Il était

assisté de Wu Teh, maire de Pékin, et, naturellement, de Keng Piao, en sa qualité de chef du département de liaisons internationales.

Le maréchal Ye Kieng ying nous déclara que la « vieille garde » qui avait fait triompher la révolution chinoise allait bientôt s'effacer et que la question de son remplacement le préoccupait beaucoup tout comme le Président Mao lui-même.

Il lut le toast en notre honneur qu'il avait préparé par écrit. J'improvisai une réponse à laquelle j'avais d'ailleurs réfléchi depuis plusieurs jours.

Le lendemain le *Renmin Ribao* publiait, photographie à l'appui, un court compte-rendu de cette cérémonie.

Une délégation du département nous accompagna à l'aéroport, conduite par Keng Piao.

Arrivée à Roissy et débarquement sans aucun problème le 2 juillet au matin comme prévu. Camille Granot était venue nous attendre avec l'automobile de l'imprimerie. Elle nous fit le récit des plus récentes nouvelles de ce qui se passait en France et des activités que le parti avait soutenues pendant notre absence.

Nos amis khmers nous avaient informés que leur pays était désormais engagé dans une phase aiguë de reconstruction après les terribles dévastations dues à la guerre d'agression des Américains.

Par ailleurs une bagarre avait opposé le service d'ordre central du Parti révisionniste français à des militants de notre parti qui dénonçaient le social-impérialisme soviétique. L'un des nôtres avait été blessé assez gravement à un œil et son état était considéré comme sérieux. Il risquait d'être énucléé. Je me rendis à l'hôpital des Quinze vingt où il était soigné. Ce marxiste-léniniste n'était autre qu'un ouvrier, ancien adhérent du P.C.F. qui avait rejoint nos rangs depuis presque deux ans. Il avait un moral excellent et faisait face avec courage à son état. L'ophtalmologue qui le

soignait m'indiqua qu'il avait 50% de chance de conserver son œil, mais qu'il y avait aussi 50% de possibilité qu'il soit nécessaire de le réopérer pour le lui enlever définitivement. En définitive l'œil de ce camarade fut sauvé.

Sur invitation de nos camarades albanais nous avons envoyé un groupe de jeunes passer un mois de vacances dans le « pays des aigles ». Par souci d'économie, nous avons loué les services d'une société d'autocars. Les billets d'avion auraient coûté trop cher. Malheureusement un tragique accident survint pendant leur retour dans la nuit du 16 au 17 août à Zadar en Yougoslavie. Le bilan des victimes fut de trois blessés et trois morts. Nous avons ainsi perdu nos camarades Richard Seimandi, Viviane Giacomini et Monique Miège. Ces trois jeunes étaient originaires de Marseille, Clermont Ferrand et Grenoble. Richard 27 ans, était secrétaire politique de la cellule Georges Politzer de la vallée de l'Huveaune à Marseille. Viviane, 21 ans, appartenait au cercle marxiste-léniniste des Jeunesses communistes ML de Marseille. Monique, 34 ans, était militante d'un comité de défense de *l'Humanité rouge* de Grenoble. Je partis aussitôt à Marseille où leurs corps avaient été rapatriés. Le Samedi 23 août eut lieu la cérémonie des levées de corps en présence de 3 à 400 personnes. J'eus la lourde et pénible charge de prononcer à cette occasion une allocution au cimetière Saint-Pierre, en présence de leurs familles éplorées. Je réussis à retenir le temps nécessaire l'émotion très profonde qui serrait ma gorge, mais je n'en fus finalement que plus bouleversé.

Du 16 au 28 septembre 1975, une compagnie de théâtre algérienne, l'Action Culturelle des Travailleurs du quartier de Bab el Oued d'Alger présenta deux pièces de Kateb Yacine au théâtre des Bouffes du Nord : « Mohammed, prends ta valise » et « La guerre de 2 000 ans ». Je m'y rendis dès la première avec Baya, qui retrouva dans la secrétaire administrative de la troupe l'une de ses plus anciennes amies du parti communiste algérien, Leila M. Du coup ce fut pratiquement chaque soir que nous nous rendîmes au spectacle, et, lors du repas d'adieu des artistes, la veille de leur départ pour rentrer en Algérie, nous fûmes invités à leurs côtés et

mêlâmes nos voix aux leurs pour chanter une quantité de chants révolutionnaires et patriotiques algériens.

Le 2 décembre, Baya et moi offrîmes un repas kabyle à nos amis Joris Ivens et Marceline Loridan. Ce fut une soirée vraiment exceptionnelle par l'intérêt de la conversation avec ce couple de réalisateurs-metteurs en scène qui allait sortir incessamment 5 films de long-métrage sur la Chine. À 78 ans, Joris demeurerait le plus grand cinéaste documentariste prolétarien du siècle. Il avait promené sa caméra dans le monde partout où les peuples révolutionnaires combattaient des envahisseurs ou des oppresseurs, dans les mines, en Espagne, au Vietnam, au Laos, en Chine. Marceline pour sa part possédait à son actif d'avoir réalisé le film « Palestine vaincra ».

Nos deux amis partageaient une considération exceptionnelle pour Mao, bien entendu, mais aussi essentiellement pour Chou En-lai auquel Joris avait fait transmettre clandestinement une caméra lors de la Longue marche. Leurs justes sentiments pour les dirigeants chinois ne leur interdisaient nullement de critiquer certaines productions cinématographiques de la Chine.

Tout ce que je viens de raconter peut paraître long et ne pas susciter l'intérêt de certains lecteurs que fatiguent les détails. Mais il s'agit de préserver un témoignage que personne d'autre ne rédigera ni ne publiera. Ce que je recherche consiste à fournir des informations concrètes aux futurs historiens, là est mon souci essentiel.

-33-

Au cours de cette période, le Parti communiste chinois se trouva engagé dans le début d'un processus de changements profonds du fait de la disparition successive et rapide de ses principaux dirigeants.

Plusieurs dizaines de millions de combattants et de civils avaient succombé de 1920 à 1949. Mais quelques milliers de survivants, notamment des hommes et des femmes qui avaient participé à la fameuse « Longue marche », puis à la vie très dure à Yen-an, avaient formé l'encadrement des premières structures de la République populaire de Chine. Ces dirigeants comptaient désormais des âges assez avancés et souvent leurs santés se ressentaient d'existences particulièrement mouvementées, rudes et éprouvantes. Désormais une nouvelle génération de communistes allait progressivement succéder à celle des années héroïques. La longévité exceptionnelle de Deng Xiaoping ne contredit pas cet avis, car, né en 1904, il était sans doute l'un des plus jeunes, puisque Mao Zedong avait vu le jour en 1893, Chou En-lai en 1896, Chu Teh en 1896 également.

Le décès de Chou En-lai se produisit le 8 janvier 1976. Lui aussi souffrait d'un cancer qui finit par emporter sa résistance. Il avait 78 ans. C'était un événement relativement imprévu pour moi, bien que je sache qu'il était atteint de cette cruelle maladie. En vérité je m'attendais à apprendre la disparition de Mao Zedong avant celle de son plus proche compagnon de route. Parce que le Président Mao était plus âgé et, lorsqu'il passait sur les écrans de télévision, paraissait très fatigué.

*L'Humanité-rouge* consacra l'essentiel de plusieurs numéros successifs au Premier Ministre de la République populaire de Chine. L'édition du 10 janvier présentait en première page son portrait, debout derrière une tribune et des micros, en train de prononcer un discours. En signe de deuil, cette photographie était entièrement encadrée de noir. En gros caractères d'imprimerie, le titre annonçait « Le camarade Chou En Lai est mort ». En page trois figurait la dépêche nécrologique de l'agence Chine nouvelle rendant public le décès. À côté d'une photographie de groupe datant de 1971 où je me trouvais à la

droite de Chou En Lai, était publié le télégramme de condoléances que je venais d'adresser au Président Mao pour le Comité central du Parti communiste chinois. Le voici intégralement : « Très profondément bouleversé décès Chou En Lai vice-président Parti communiste chinois, premier Ministre gouvernement République populaire Chine-stop-Au nom communistes marxistes-léninistes et prolétariat avancé de France, vous exprime profonds sentiments condoléances affligées-stop-Vie et œuvre révolutionnaires très grand dirigeant communiste Chou En Lai constitue exemple immortel pour prolétariats et peuples révolutionnaires monde entier – stop- Nous nous inclinons avec ferveur et solennité devant cercueil camarade Chou En Lai vivant pour toujours dans nos cœurs et dans nos luttes de communistes-stop-Vive socialisme et communisme avenir radieux du monde entier efficacement préparé par Chou En Lai en étroite union avec Président Mao Zedong parti communiste et grand peuple chinois ».

L'événement était considérable aussi bien pour le peuple et les communistes chinois que sur le plan international. Si Mao était reconnu comme le théoricien qui avait victorieusement appliqué les principes du marxisme et du léninisme aux conditions spécifiques et historiques de la Chine, Chou représentait aux yeux du monde entier non seulement son second, mais surtout celui qui avait mis en œuvre des qualités remarquables pour apporter aux problèmes les plus délicats les solutions les meilleures. Chou En lai avait participé à la Conférence de Genève qui avait mis fin à la sale guerre d'Indochine opposant le colonialisme français au peuple vietnamien. Le président du conseil des Ministres français Pierre Mendès-France s'était publiquement félicité de sa rencontre avec le dirigeant chinois. Chou En lai avait aussi tenu un rôle important pour assurer le succès de la fameuse Conférence internationale des peuples du Tiers-Monde réunie en Indonésie à Bandoung. Il n'est pas possible d'énoncer en quelques lignes tous les mérites de ce dirigeant communiste et chef de gouvernement dont le nom demeurera indissociable de celui du Président Mao à travers les siècles futurs.

Une manifestation de deuil et d'hommage se déroula le 15 janvier 1976 à l'initiative des communistes marxistes-léninistes de France et de *l'Humanité-rouge*. À Paris, un rassemblement réunit d'abord à 12 h 30 place Gambetta toutes les personnes désireuses de défilé à l'intérieur du cimetière du Père Lachaise pour honorer sa mémoire. La nouvelle venait d'être diffusée que, suivant son désir, le corps de Chou En lai avait été incinéré et ses cendres dispersées en différents endroits, sur la terre comme dans les fleuves de Chine.

Ensuite, l'Association des Amitiés franco-chinoises organisa le 19 janvier une soirée d'hommage à sa mémoire dans une des salles de la Mutualité. Sur la tribune se côtoyaient des personnalités d'idéologies et appartenances politiques ou philosophiques diverses. Je note simplement qu'il n'y avait aucun représentant du Parti communiste français. Plusieurs allocutions furent prononcées par certaines des personnes présentes sur la tribune, Madame de Lipkovski, Mme Marchisio, M. Maurice Schumann. Mais je me souviens surtout de celle émue et très émouvante de Joris Ivens. Il évoqua ses quatre rencontres avec Chou En lai en 1938, en 1958, en 1965 et en 1971-1973. Il cita des vers de Mao Zedong que Chou En lai appréciait particulièrement et qu'il avait pu entendre une dernière fois quelques jours avant sa mort :

*« Rien d'impossible au sein de l'univers Pourvu qu'on ose escalader la cime ».*

L'ambassadeur de France en République populaire de Chine, Son Excellence Etienne Manac'h, en poste à Pékin, avait tenu à envoyer un message à cette soirée de l'Association des Amitiés franco-chinoises.

Au mois de juillet 1976 décéda à son tour le vieux chef d'État-major de la « Longue marche » Chou Teh (ou Zhu De), que je n'avais jamais rencontré. Par contre mon épouse avait eu l'occasion de me parler de cet éminent révolutionnaire chinois très proche du Président Mao dans la mesure où elle avait

assisté en 1949 à un Congrès des femmes d'Asie. À cette occasion tous les dirigeants communistes chinois, de même que madame Sung Ch'ing-ling, veuve du Président Sun Yat sen, avaient rendu visite aux femmes congressistes venues de 92 pays. Baya avait eu alors la possibilité d'échanger quelques propos avec le glorieux maréchal ainsi qu'avec sa femme. Elle m'avait souvent relaté l'impression de modestie sincère que lui avait laissé cet homme, de même d'ailleurs que tous les autres.

La mort du Président Mao Zedong survint quelques mois plus tard, à la fin de l'année, le 9 septembre 1976. Je m'y attendais depuis un certain temps, mais je n'en fus pas moins bouleversé pour autant. Je suppose aujourd'hui que l'émotion que je ressentis avait un caractère prémonitoire. J'avais conscience que la période vécue jusque-là prenait fin et que des événements nouveaux, imprévus, allaient bouleverser la Chine, le monde. La perception que j'avais des tâches à accomplir tant en France que sur le plan international n'allait-elle pas se trouver remise en question ? J'avais en moi l'expérience des événements ayant suivi la mort de Staline.

Je considérais depuis plusieurs années que Mao Zedong n'était autre que le «Lénine de la Chine ». J'avais lu tous les textes écrits par lui, traduits en français. Quatre tomes d'œuvres choisies. Le cinquième ne fut diffusé qu'en 1977, après sa disparition. Mon adhésion à sa pensée philosophique de même qu'aux principes stratégiques et tactiques qu'il avait formulés était entière, absolue. Elle n'était en réalité que la continuation de mon adhésion au marxisme et au léninisme.

Georges Marchais, alors secrétaire général du Parti révisionniste français, n'eut pas même la décence de ne pas adresser de condoléances au Parti communiste chinois, qu'il ne cessait de diffamer en diffusant à son sujet d'énormes mensonges. Mais le comité central du P.C.C., faisant preuve d'une dignité normale, refusa son télégramme et le lui fit retourner.

*L'Humanité-rouge* édita un numéro spécial, daté des jeudi 9 et vendredi 10 septembre 1976, dont la première page, entièrement encadrée de noir, présentait le portrait traditionnel du défunt sur une surface double des pages habituelles. Sur toute la largeur de la page, en lettres majuscules de grandes dimensions était annoncé un « défilé national de deuil à Paris Samedi à 15 heures de la République au Mur des Fédérés ».

« La pensée-maozedong est immortelle » fut le titre d'un long article que je publiai dans une nouvelle édition spéciale datée du même jour, mais sortie avec plusieurs heures de retard sur la première. L'accompagnait une photographie montrant des travailleurs rassemblés devant l'Ambassade de Chine, portant des pancartes sur lesquelles était collée l'effigie du leader chinois. Ce numéro comportait quatre grandes pages, dont les deux intérieures présentaient près de vingt photographies sous le titre « Le camarade Mao Zedong le plus grand marxiste de notre époque».

Je reviens sur l'éditorial que j'avais écrit d'un seul jet, dans la fébrilité de l'événement mais aussi avec la force de mes convictions. Je ne peux évidemment pas le reproduire ici, mais tiens à en indiquer les principaux sous-titres : « sa vie, son œuvre, l'expérience historique de la dictature du prolétariat, sur la contradiction, sur l'art militaire, sur la culture, sur le révisionnisme moderne, le peuple chinois continuera l'œuvre grandiose de Mao Zedong, nous faisons entière confiance aux communistes et au peuple chinois ». Voici comment je conclusais : « La disparition du camarade Mao Zedong, géant de l'histoire du mouvement révolutionnaire chinois et mondial, nous accable de chagrin. Mais nous savons qu'appartient justement à la pensée-maozedong l'idéologie consistant à vouloir et savoir transformer notre douleur présente en force révolutionnaire.

L'œuvre immortelle de Mao Zedong est plus élevée que toutes les montagnes de Chine et du monde. Elle va se poursuivre, irrésistiblement.

Que dans toutes nos réflexions, dans tous nos efforts, dans toutes nos actions, vive toujours la pensée invincible de Mao Zedong, le plus éminent marxiste-léniniste de l'époque contemporaine. »

Le 17 septembre, l'Association des Amitiés franco-chinoises organisa une soirée d'hommage comme celle dont elle avait déjà eu l'initiative lors du récent décès de Chou En lai. Mais cette fois-ci la cérémonie eut lieu dans la grande salle du Palais de la Mutualité. Devant environ deux mille personnes, et en présence de l'Ambassadeur et des diplomates chinois en fonction à Paris, prirent la parole successivement différents membres de la Présidence d'Honneur de l'Association et d'autres personnalités amies de la Chine.

Simultanément avec toutes ces cérémonies, nos activités étaient nombreuses, variées et parfois exténuantes.

Après qu'ait été surmontée et inversée la scission du fameux « Bureau politique (majoritaire) » subsistait celle du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste).

De plus de nouvelles organisations se réclamant comme nous du marxisme-léninisme et de la pensée-maozedong étaient apparues, fondées la plupart du temps par des intellectuels parisiens. La révolution culturelle prolétarienne en Chine avait vraiment ouvert très largement les écluses des débordements d'une quantité de petits Lénine et de petits Mao. Il s'agissait en réalité d'un courant libertaire, dans lequel pouvaient s'exprimer et exploser l'individualisme et l'égoïsme de nombreux jeunes gens issus de familles conservatrices et anticommunistes, antisoviétiques essentiellement. Cette situation ne laissait pas de m'inquiéter. Comment parvenir à édifier un véritable parti communiste en dépassant toutes ces fantaisies néfastes et sans nul rapport avec l'idéologie de classe du prolétariat ?

Par ailleurs j'avais été convaincu, sous la pression démocratique de nos adhérents de base comme à travers des discussions avec les membres du Bureau politique et du Comité de rédaction de notre quotidien, notamment avec Alain

Quarante, que la ligne du II<sup>e</sup> Congrès du PCMLF comportait une orientation erronée. Tenter de s'allier avec des formations de droite comme celles de Michel Jobert ou d'Olivier Germain-Thomas, même si ces hommes de la grande bourgeoisie française adoptaient des points de vue positifs en dénonçant les deux superpuissances, faisait fi de la contradiction principale dans notre pays entre bourgeoisie et prolétariat. Sous prétexte de prise en considération de la situation internationale et d'adhésion à la théorie des trois mondes, devons-nous ignorer les luttes de classes au sein même de notre pays ? J'avais bien fait de ne pas apparaître personnellement lors des rencontres ou réunions avec la jeunesse dorée que séduisait dans la politique de la Chine son opposition à la fois aux Américains et aux Soviétiques. Depuis deux ans j'avais eu le temps de réfléchir très sérieusement à cette question. Je décidai donc d'assumer personnellement la responsabilité de cette bêtise et préparai l'autocritique approfondie nécessaire du moins, pour l'instant, dans les activités pratiques que nous entreprenions.

Ainsi, dès le début de l'année 1976, je considérai que l'initiative prise au nom de *l'Humanité-rouge* et en réalité par le Parti communiste marxiste-léniniste de France en convoquant un « Rassemblement national ouvrier » à Paris pour le 14 février 1976 me donnerait l'occasion d'une rectification concrète. Les nombreux censeurs qui nous qualifiaient de révisionnistes ou d'autres noms d'oiseaux seraient alors amenés à davantage de modération dans leur animosité vis-à-vis de nous, de moi-même, l'homme à abattre, tout particulièrement.

Une campagne d'environ un mois mobilisa nos militants à travers toute la France sur l'objectif de cette journée ouvrière. Dans de nombreuses entreprises, les marxistes-léninistes, organisés ou non en cellules ou en CDHR, popularisèrent nos mots d'ordre revendicatifs en les adaptant à leurs situations respectives. Notre quotidien publia chaque jour les exemples de luttes engagées par des travailleurs contre le patronat et contre le gouvernement.

Le résultat dépassa amplement nos espérances.

Nous avons loué toutes les salles du Palais de la Mutualité.

Dix mille travailleurs participèrent à ce Rassemblement, venus des quatre coins du pays et d'usines aux activités diverses.

Le Bureau politique du PCMLF et le Comité de rédaction de *l'Humanité-rouge* avaient fixé trois axes précis au contenu politique de la journée : la lutte classe contre classe, la défense du principe de la dictature du prolétariat que le récent Congrès du PCF venait de rejeter, l'édification d'un authentique parti marxiste-léniniste unique.

Un numéro spécial de *l'Humanité-rouge* popularisa ce Rassemblement national ouvrier. Tiré sur grand format, son titre était identique à celui d'origine de *l'Humanité* nouvelle d'avant l'interdiction, surmonté d'un sigle réunissant les cinq visages de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Zedong, et sous-titré en plus petits caractères du mot d'ordre « Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous ! ». En caractères plus importants était mentionnée sa qualité de « Quotidien des Communistes marxistes-léninistes de France ».

Le meeting central constitua le moment le plus fort du Rassemblement.

Il se déroula devant une salle archi comble, de nombreuses personnes étant obligées de rester en dehors faute de places, la tribune était surmontée d'une banderole portant le mot d'ordre « En avant pour un Parti marxiste-léniniste unique ». Une autre banderole accrochée sur le devant du podium portait « Vive la dictature du prolétariat ! ». Les militants siégeant à la présidence ne furent pas systématiquement et comme d'habitude les dirigeants, mais de simples ouvrières et ouvriers venus soit de la banlieue parisienne soit de province. En consultant la photographie d'époque, je crois pouvoir assurer qu'ils étaient plus de vingt.

Pris successivement la parole sans limitation de durée : le premier, un orateur du Parti communiste révolutionnaire (Marxiste-léniniste) qui s'était rallié au Rassemblement en dernière minute, après de nombreuses tergiversations. Il fut accueilli par le cri unanime de « Unité ! Unité ! » jailli spontanément de toutes les poitrines, sans distinction d'appartenance. Celui qui lui succéda à la tribune fut un orateur représentant « La Cause du peuple », dont les propos furent chaleureusement applaudis. Vint enfin mon tour de parler au nom des Communistes marxiste-léninistes de France, en fait le parti illégal, et de *l'Humanité-rouge*. Au cours d'un long discours, je fustigeai d'abord la politique « contre-révolutionnaire » des dirigeants du Parti communiste français qui venaient de renier officiellement lors de leur XXII<sup>e</sup> Congrès, réuni quelques jours plus tôt, le principe de la « dictature du prolétariat ». J'expliquai ensuite le contenu de cette forme d'Etat, considérée comme l'inverse absolu de la dictature de la bourgeoisie. Puis, rappelant les raisons historiques de la fondation du Parti communiste marxiste-léniniste de France, j'en vins à développer l'idée de l'indispensable nécessité de son unité et exposai où en était le processus d'unification des différentes formations se réclamant du marxisme-léninisme et des principes de la pensée de Mao Zedong. À ce moment de mon intervention, j'eus soin de présenter notre programme immédiat conforme sur le plan tactique à la stratégie « classe contre classe ». Enfin j'abordai les questions soulevées par la situation internationale, caractérisée par l'unité et l'opposition entre les deux superpuissances, l'Union soviétique s'avérant dans la période considérée comme la plus agressive et la plus dangereuse pour les nations et les peuples du monde entier.

Il faudrait écrire un véritable volume pour raconter les péripéties successives et multiples qui jalonnaient les efforts que nous soutenions pour essayer de parvenir à ce parti unique, auquel en définitive nous n'arrivâmes jamais. Regrouper tous les groupuscules qui étaient apparus à la gauche du vieux parti communiste auquel j'avais adhéré pendant la Résistance, du fait même qu'il offrait désormais un vide immense à combler par les forces aspirant à un changement de société par le renversement du

capitalisme constitua sinon un objectif utopique, du moins un but impossible à réaliser dans les conditions des années 70 et 80. La dégénérescence du Parti soviétique et la désagrégation progressive de l'Union soviétique avait pour conséquence immédiate que le Parti communiste français était engagé dans un processus identique, ses résultats électoraux comme ses effectifs militants témoignant de reculs sensibles d'année en année. Mais cette situation était elle favorable à l'essor de forces essayant de rester fidèles à un passé que le vieux Parti lui-même reniait et condamnait en se mettant à hurler avec la meute des loups anticommunistes ? La dégénérescence du PCF portait tort à l'ensemble des forces encore révolutionnaires.

Je considère aujourd'hui que l'effondrement final du premier pays du socialisme ne favorisa nullement l'apparition de conditions historiques favorables au développement des groupes ou petits partis s'accrochant aux principes du marxisme, du léninisme, et reconnaissant la valeur de la pensée-maozedong. Tout au contraire. C'est l'intégralité des forces se réclamant du communisme qui en subit les graves conséquences.

-34-

J'exprime souvent à des universitaires, des historiens ou des étudiants le mécontentement que j'éprouve devant l'occultation, de facto, de la grande grève des résidents des foyers Sonacotra qui commença au foyer Allende dès 1974, s'étendit en septembre 1975 au foyer Romain Rolland à Saint-Denis ainsi qu'à de nombreux autres foyers de la banlieue parisienne et dura cinq ou six ans. Je n'ai pas connaissance d'une maîtrise ou d'une thèse d'histoire ou de sociologie qui prenne pour sujet ce mouvement. Et pourtant il s'agit d'une action d'une ampleur considérable et d'une nature sociale et idéologique exceptionnelles. Les grévistes engagés un peu partout dans toutes les villes de notre pays se comptèrent, en cinq ou six années, par dizaines de milliers. Ils appartenaient à vingt et une nationalités différentes, les immigrés maghrébins et

africains constituant certes le gros de ces travailleurs en lutte. Leurs revendications concernaient essentiellement leurs conditions de vie dans les foyers ayant vocation de leur louer des logements. Dès leurs déclenchements je pensai qu'il importait que les communistes leur apportent un soutien sans réserve. Pour moi ces hommes faisaient partie intégrante de la classe ouvrière de mon pays. Ils étaient, au sens marxiste le plus pur, des prolétaires. Mes camarades eurent exactement la même réaction que moi-même. Quelques jours après les premiers événements de Saint Denis, une rencontre fut organisée par la cellule locale du PCMLF entre le représentant des grévistes du foyer Romain Rolland, l'Algérien Mustapha Cherchali et moi-même.

J'étais encore illégal et des précautions particulières furent prises dans la mesure où nous ne connaissions pas encore mon interlocuteur. J'eus vite fait de comprendre que j'avais affaire à un homme qui possédait toutes les qualités d'un militant et d'un cadre. Je ne sus que par la suite qu'il était aussi un ancien moudjahid qui avait combattu pour la Révolution de libération nationale de son peuple. Il accepta volontiers que je l'interviewe et me démontra de la sorte qu'il accordait une confiance sérieuse aux marxistes-léninistes de France. La décision commune fut arrêtée entre nous qu'il nous communiquerait tout document susceptible d'aider au développement des luttes. Il acceptait, et souhaitait même que *l'Humanité-rouge* fournisse un soutien journalistique permanent aux grèves qui allaient s'enclencher un peu partout dans d'autres foyers suivant les premiers exemples de foyers en grève. En vérité la première grève datait déjà de septembre 1974 et s'était produite au foyer Allende de Saint-Denis. Les résidents avaient refusé de continuer à payer les loyers exigés d'eux et en avaient bloqués les versements chez un avocat. Les résidents du foyer de l'avenue Romain Rolland s'étaient mis en grève à leur tour en février 1975. Mais après la rupture de négociations avec la direction des foyers en avril, une tentative de faire cesser la grève émana de la CGT et du PCF de Saint-Denis, soutenue par quelques délégués du foyer Allende. Cependant les résidents continuèrent le mouvement et 11 de leurs délégués furent traduits en justice au mois de juillet 1975. Ces hommes furent condamnés en septembre à être expulsés pour le mois de janvier 1976.

Je ne vais pas écrire ici la thèse qui mériterait d'être publiée depuis longtemps, je ne peux relater tous les détails de ce mouvement qui connut par la suite une extension générale dans toute la France. Je tiens simplement à révéler que devant Cherchali, je pris un engagement de non-ingérence dans les affaires des grévistes et surtout de n'exercer aucune tentative de récupération de leur action. Ces positions étaient déterminantes pour le soutien et la réussite de leur mouvement. Car aussi bien le Parti communiste français, dont des adhérents dirigeaient la municipalité de Saint-Denis, que les organisations locales de la C.G.T. manœuvrèrent pour prendre la direction des opérations, en quoi ils échouèrent. L'idéologie de supériorité qui avait prévalu dans la direction et dans les rangs du vieux parti pendant la Révolution algérienne se poursuivait dans des conditions nouvelles. Leurs homologues de Gennevilliers ou Bobigny ou se situaient d'autres foyers Sonacotra agirent de la même façon et de la sorte les révisionnistes se mirent bientôt à dos la masse de ces travailleurs immigrés. La contradiction opposa le fait que les dirigeants de la CGT refusaient de reconnaître le Comité de coordination qui regroupait les délégués des grévistes de tous les foyers en grève. Ils se croyaient seuls habilités à pouvoir négocier avec la Sonacotra par-dessus la tête des ouvriers en grève, mais ces derniers n'acceptèrent jamais que qui que ce soit parle à leur place.

De plus, dès que les révisionnistes comprirent que nous étions en relation avec ces ouvriers honteusement exploités et méprisés, ils les tinrent pour « gauchistes ». Depuis 1968, il était de bon ton de faire la chasse aux « gauchistes ». Aussi ce fut seulement dans *l'Humanité-rouge* que les grévistes de 35 foyers de la région parisienne purent commencer à faire connaître, côté francophone, leurs revendications. Pour ce qui les concernait eux-mêmes, disons que « le téléphone arabe » fonctionna remarquablement. Notre édition du 10 janvier 1976 publia la plate-forme revendicative élaborée par le Comité de coordination des grévistes des foyers Sonacotra, approuvée à l'unanimité par les délégués des foyers en lutte, et

massivement diffusée en tract par eux-mêmes dans tous les autres foyers.

Pour notre part notre modeste soutien consista à reproduire in extenso toutes leurs déclarations et autres résolutions dans notre presse centrale comme dans des bulletins ou tracts édités par nos cellules ou par les CDHR. Naturellement nous fûmes nombreux à assister à tous leurs meetings et à les accompagner dans toutes leurs manifestations publiques. Mais nous veillions de façon très sévère à ce qu'aucun de nos militants ne se permette de leur donner quelque directive ou conseil que ce soit.

Les différents groupes autoproclamés mao se mirent de la partie. Ils apportèrent aussi leur aide aux grévistes, qui leur imposèrent bien entendu de ne pas s'ingérer dans leurs affaires. Le Comité de coordination eut sur cette question une tactique inflexible, vigilante et efficace, dont nous expliquâmes partout la parfaite légitimité.

Un premier meeting tenu au Palais de la Mutualité réunit les représentants de travailleurs immigrés appartenant à onze nationalités venus de 47 foyers en grève. La grande salle était archicomble et nombre des quatre mille participants ne purent y entrer. Je m'y rendis et restai volontairement dans la foule sans chercher à faire remarquer aux organisateurs que je me trouvais sur place. Question d'idéologie et donc de principe.

La riposte du gouvernement décidé à soutenir la Sonacotra ne se fit pas attendre. Dès les 7 et 16 avril, répondant à la requête de cette dernière, il fit arrêter 16 résidents réunis au foyer de Champigny et leur notifia leurs expulsions non seulement des foyers mais même de France.



*Avec des enfants des minorités Li et Miao, dans l'île de Haïnan.*

Aussi le 18 avril, le Bureau politique du PCMLF adressa-t-il au Comité de coordination des grévistes un message de solidarité et de soutien concret, appuyant son initiative d'appeler à une grande manifestation. Répondant ainsi à l'appel des résidents en grève, quinze mille manifestants défilèrent de Barbes à Ménilmontant, derrière d'innombrables banderoles exprimant les revendications des intéressés et exigeant le retour des travailleurs immigrés expulsés. Du début à la fin de cette manifestation, je marchai tout simplement au milieu des travailleurs immigrés, sans même rejoindre le groupe particulier de *l'Humanité-rouge*. Des pelotons noirs de CRS stationnaient tout au long du parcours, mais les manifestants avaient la consigne d'éviter toute provocation. Ils firent preuve

d'une admirable discipline et nul incident ne fut à déplorer. Les travailleurs immigrés savaient très bien s'organiser dans l'action.

La lutte se durcit alors considérablement. La Sonacotra et le gouvernement durent comprendre qu'ils avaient affaire à un mouvement large et profond. Tout fut mis en œuvre pour endiguer son développement. Des interventions paternalistes d'élus du PCF et de cadres CGT à l'intérieur de certains foyers ne parvinrent pas à convaincre les travailleurs qu'ils devaient cesser leur lutte et négocier sur les bases imposées par la Sonacotra. Ces cadres révisionnistes étaient impressionnés par les menaces de répression du pouvoir et se laissaient aller à préconiser des solutions défaitistes. Ces curieux « amis » passèrent des accords de sommet avec les représentants de la Sonacotra dans certains foyers, mais les grévistes de base, une fois informés, récusèrent toutes ces magouilles. À noter, au passage, que souvent les gardiens ou concierges des foyers n'étaient autres que d'anciens sous-officiers ayant participé aux différentes guerres coloniales. Mais les grévistes n'avaient aucune peur, qu'avaient-ils donc à perdre dans leurs luttes sinon les chaînes avec lesquelles on essayait de les transformer en esclaves. Je trouvais tout à fait appropriée à leur cas la fameuse phrase de Karl Marx à ce sujet.

Outre celui des organisations révisionnistes, le cynisme le plus évident émana de l'Amicale des Algériens en Europe. Celle-ci fit publier par le seul quotidien édité en Algérie, *El Moudjahid*, que grâce aux activités du PCF et de la CGT les résidents étaient en voie d'obtenir satisfaction. C'était là un mensonge pur et simple, contraire à la réalité à 100 %. L'article en cause était digne de la vieille démagogie du colonialisme. Voilà pourquoi, excédé par ces attitudes, le Comité des résidents finit par dénoncer publiquement la triple alliance paternaliste du PCF, de la CGT et de l'Amicale des Algériens.

L'attitude des permanents de l'Amicale me perturbait d'autant plus que je connaissais certains d'entre eux qui avaient été jadis de courageux patriotes dans la guerre contre le colonialisme français.

Ne parvenant pas à ramener son ordre exploiteur, la Sonacotra fit notifier par huissiers 190 expulsions visant les principaux militants de la grève dans différents foyers.

Ensuite, comme toutes ces mesures n'étaient suivies d'aucun résultat effectif, l'organisme contesté finit par envisager un moment de négocier avec les véritables représentants des grévistes. Puis, se retournant brusquement, refusa de nouveau toute rencontre avec le Comité de coordination.

L'été fut un moment difficile à traverser pour les grévistes, parce que de nombreux locataires quittaient temporairement leur résidence pour partir en vacances. Mais la détermination des responsables fut telle qu'ils réussirent à poursuivre la grève des loyers.

Et, le 23 octobre 1976, un nouveau grand meeting de rentrée, se tint sous le mot d'ordre exigeant le retour de 18 expulsés. *L'Humanité-rouge* appela à collecter 10 000 francs lourds pour soutenir ce meeting. Elle en obtint rapidement le versement grâce au dévouement inlassable de ses militants de base. De son côté la Sonacotra avait fait prononcer des saisies-arrêts sur les salaires des grévistes qui continuaient à verser les mensualités dues chez un avocat.

Des poursuites aboutirent à une séance du Tribunal de Montreuil qui renvoya sa décision au 27 janvier 1977.

J'ai relaté ainsi les faits essentiels de cette lutte exemplaire au cours d'une seule année, mais ce combat de classe de travailleurs doublement exploités et opprimés, en tant qu'ouvriers comme en tant qu'immigrés, allait se poursuivre héroïquement au cours des années suivantes. Tout ce que je peux en souligner, à titre personnel, reste que les marxistes-léninistes apportèrent à leurs

frères immigrés un soutien constant et inconditionnel, sans jamais s'ingérer dans leurs affaires intérieures et sans jamais faire preuve à leur endroit du moindre paternalisme. Ils étaient nos camarades de combat, engagés dans leur propre secteur de lutte et nous estimions qu'ils apportaient au prolétariat français un exemple remarquable sur le plan de la stratégie et de la tactique. J'aurais certainement l'occasion de revenir sur leurs actions au cours des années ultérieures.

Tous ces événements ne cessaient de me convaincre de la nécessité indispensable de poursuivre mon travail d'histoire sur la ligne politique et tactique suivie par le Parti communiste français pendant la Révolution algérienne. Mes deux premiers volumes, publiés en 1973 et 1974 avaient obtenu un succès relatif de diffusion, les premiers tirages de 3000 exemplaires avaient été assez rapidement épuisés. Le second tome s'était particulièrement bien vendu en Algérie, où étudiants et intellectuels se l'étaient procuré avec curiosité. Aussi je choisis une courte semaine de la fin juin 1976 pour me rendre une nouvelle fois à Alger en vue d'y effectuer des recherches et de rencontrer d'anciens acteurs des événements de l'époque dont je devais entreprendre l'écriture.

Pendant trois jours je pus rencontrer Mahfoud Kaddache, qui avait l'amabilité de venir me chercher et de me raccompagner en voiture. Il m'aida à consulter à la Bibliothèque nationale ainsi qu'à la Faculté des Lettres tous les documents dont je formulais la demande. Il m'aida aussi en m'orientant dans mes recherches.

Je mis encore plus de deux ans pour inscrire le point final du tome trois de mon travail sur l'Algérie, qui portait essentiellement sur la période de la seconde guerre mondiale et des massacres du Constantinois au mois de mai 1945.

Je comprends maintenant, en observant mes activités multiples de cette époque, qu'en réalité j'étais beaucoup plus attentif aux questions internationales qu'à ce qui se passait en France. En ce sens le mouvement des résidents des foyers Sonacotra portait à mes yeux cette spécificité d'être le fait de

travailleurs venus des anciennes colonies françaises. Un « plus » par rapport aux luttes propres à la classe ouvrière de mon pays. Je n'entends pas ici déclarer que je ne m'intéressais pas aux mouvements revendicatifs dans les entreprises de mon pays. Je pense simplement que j'attachais davantage d'importance à la situation internationale. Je laissais volontiers à d'autres camarades la responsabilité de suivre les tâches découlant de notre engagement dans les luttes de la classe ouvrière française. Peut-être dois-je présenter une autocritique à ce sujet, encore qu'à mon humble avis le PCMLF et *l'Humanité-rouge* occupèrent honorablement la place qui leur incombait en la matière. Mes éditoriaux et rapports politiques traitèrent en temps voulu les questions soulevées par les reniements du parti révisionniste et sa dérive social-démocrate. Je n'ai jamais épargné les « programmes communs » successifs et la fameuse « Union de la gauche » baptisée aujourd'hui à la fin du siècle « gauche plurielle ». Au demeurant, je n'étais pas seul à décider et à rédiger.

Après l'assassinat du Docteur Mahmoud El Hamchari, nos relations avec les Palestiniens présents à Paris se trouvèrent renforcées du fait qu'ils avaient eu connaissance de notre ligne lors des obsèques comme lors du meeting de Ménilmontant. Mais rien ne fut facile, du moins jusqu'au moment où je pus rencontrer personnellement Ezzedine Kalak. Pourquoi ? Tout simplement parce que d'une part les Palestiniens étaient divisés entre eux, d'autre part les groupuscules ou individus de tendance gauchiste étaient déjà en rapport avec eux. Un concours de circonstances fit qu'un local que j'avais loué rue de la Réunion pour y réunir le comité de rédaction de *l'Humanité-rouge* finit par être abandonné à la représentation de l'O.L.P, encore tout à fait officieuse en France.

Mais début janvier 1976, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies décida par 11 voix contre une, celle des Etats-Unis et trois abstentions, celles de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie, d'inviter l'O.L.P à participer à ses débats avec les mêmes droits qu'un Etat membre.

Au mois de mars le peuple palestinien observa une grève générale de deux jours dans l'ensemble de son pays, cette manifestation était nommée la « Journée de la Terre ». Un meeting se tint à Paris à la grande salle de la Mutualité, organisé par la GUPS, organisation des Etudiants palestiniens. Ezzedine Kalak y fit une intervention très appréciée. Parmi les organisations soutenant cette soirée figurait l'Association Médicale Franco-Palestinienne. Puis le 16 mai cette association organisa à son tour son propre meeting auquel participa encore le représentant de l'OLP en France avec à ses côtés Ilan Halévi, Juif né en Palestine, collaborateur d'Israël Shahak, Président de la Ligue des droits de l'homme en Israël. Sa présence démontrait une réalité d'une extrême importance historique : des Juifs d'Israël et du monde entier soutenaient les revendications nationales légitimes des Palestiniens. De plus cette présence fournissait un exemple éclatant de l'absence d'antisémitisme chez les leaders palestiniens. Le combat de ces derniers était une lutte nationale mais nullement une attitude motivée par le racisme.

Naturellement je me rendis à chacune de ces manifestations accompagné des principaux responsables du PCMLF et de *l'Humanité-rouge*.

Désormais nos activités de soutien aux justes revendications nationales du peuple palestinien ne cessèrent plus. Les dirigeants du Parti révisionniste accusèrent les responsables palestiniens de travailler exclusivement avec des gauchistes et pendant toute une période refusèrent de leur apporter le moindre soutien internationaliste. Fallait-il s'en étonner ? Certainement pas.

J'eus à organiser aussi la solidarité avec d'autres peuples engagés dans des luttes meurtrières et irréversibles contre des oppresseurs fascistes à la solde des impérialistes américains.

D'abord, et depuis plus de dix années, avec les communistes indonésiens. Nos relations demeuraient discrètes pour ne pas dire clandestines. Je m'en étais réservé l'exercice exclusif, mais à un

certain moment je dus recourir au concours d'un second militant.

Nous eûmes à assumer la tâche de faire entrer sur le territoire français des dirigeants rescapés des massacres anticomunistes du sinistre général Suharto.

Finalement ce camarade sut travailler avec beaucoup de finesse, se rendit sur la frontière franco-allemande, repéra un point de passage, aida à l'exécution opérationnelle de l'entrée dans notre pays. Est-il utile que j'en relate davantage ? C'est avant tout aux camarades indonésiens, s'ils le désirent, de raconter leurs activités.

Le général fasciste indonésien qui travaillait sous la direction de services spéciaux américains lança une opération de conquête militaire criminelle contre le peuple du Timor oriental, dès que celui-ci eut proclamé son indépendance après la décision du gouvernement portugais de renoncer à ses possessions coloniales. J'eus encore à m'occuper de la solidarité politique à accorder aux représentants de ce peuple héroïque, mais victime d'une agression de longue durée. Ramos Horta, ministre du gouvernement indépendant du Timor oriental, vint en France pour plaider la juste cause de son petit pays. *L'Humanité-rouge* lui ouvrit ses colonnes et nous fîmes ce qui était dans nos possibilités pour lui apporter notre soutien.

Vers la fin de l'année, au milieu de décembre, des fascistes montèrent une agression contre tout un groupe de militants marxistes-léninistes brésiliens. Onze camarades parvinrent à leur échapper. Malheureusement trois autres furent tués. Parmi lesquels Pedro Pomar, dont je supposais qu'il était le Président de ce Parti fidèle au passé révolutionnaire des communistes de cet immense pays. Je l'avais rencontré plusieurs fois tant à Tirana qu'à Pékin, où il se remettait des tortures subies antérieurement.

Vraiment durant cette année s'étaient éteints beaucoup trop d'éminents révolutionnaires, en Chine comme de par le monde.

Les difficultés connaissaient une croissance constante. Les luttes idéologiques et politiques ne cessaient de s'exacerber. La plus grave atteignit de nouveau de plein fouet le mouvement communiste marxiste-léniniste. Elle fut d'une telle ampleur et d'une portée si nocive qu'il est indispensable de lui consacrer un chapitre spécial.

- 35 -

Les lignes qui vont suivre sont écrites vers la fin de l'année 1998. Elles concernent des événements qui se sont produits voilà vingt-deux ans, mois pour mois. Grâce à ce recul, il devient possible de mieux comprendre des attitudes, des faits que j'eus sur le moment beaucoup de difficultés à bien appréhender. Sans doute n'avais-je pas encore saisi toute la portée du fondement dialectique de la philosophie matérialiste exposée dès avant 1949 par Mao Zedong. Un se divise en deux. Toute unité contient son contraire lui-même appelé à devenir à son tour une nouvelle unité qui se divisera ensuite elle aussi et ainsi de suite. Enseignement valable sur tous les plans, des différentes sciences aux phénomènes les plus simples. Dans le temps comme dans l'espace.

Aujourd'hui l'Albanie est considérée par les forces politiques dominant provisoirement le monde pour l'un des pays les plus pauvres, en tout cas le plus en retard de tous les pays d'Europe dans son développement économique. De nombreux Albanais, jeunes et moins jeunes, tentent de le quitter en franchissant clandestinement ses frontières pour gagner des régions où ils croient pouvoir mieux vivre, comme l'Italie et d'autres nations européennes occidentales. D'anciens communistes, devenus fascistes comme le putschiste Sali Berisha ou social-démocrates comme Fatos Nano, se sont délibérément vendus à l'impérialisme américain ou à d'autres forces étrangères. Les anciens dirigeants dont je vais parler, du moins pour ceux qui

sont encore de ce monde et n'ont pas dérivé vers la mafia ou vers la trahison de leur passé, n'ont pratiquement plus la confiance des larges masses populaires. Plus que consternante, cette situation perdue et questionne le vieux militant communiste que j'entends demeurer.

En vérité si j'eus dès 1964 des relations franches et fraternelles avec les dirigeants chinois, je dois reconnaître que mes rapports avec leurs homologues albanais furent nettement plus difficiles. Était-ce de mon fait ou de celui de mes interlocuteurs ? Je crois honnêtement qu'ils ont adopté vis-à-vis des marxistes-léninistes étrangers une attitude de supériorité et d'inafaillibilité. Ils se croyaient seuls détenteurs de toutes les vérités. L'issue à laquelle leur politique a conduit leur nation, leur Etat, leur parti et leur peuple présente le caractère d'une débandade tragique.

Après mon exclusion conforme aux exigences du Parti soviétique, je fis aussi la connaissance de l'Ambassadeur d'Albanie, Kristaq Misha mais ne le rencontrai qu'une ou deux fois. Les contacts établis par les camarades Marty permettaient de fixer des liens durables avec le Parti albanais. Pour ma part j'avais davantage de relations avec nos camarades chinois. Cette répartition de nos contacts internationaux n'était nullement délibérée de notre part, mais correspondait peut-être inconsciemment à nos tempéraments respectifs.

Je me rendis compte assez vite que les diplomates albanais, représentant pour nous la direction de leur Parti, agissaient avec des objectifs précis. Ils nous incitaient à créer très rapidement un Parti marxiste-léniniste. Ils insistaient assez lourdement. L'homme que je rencontrais à chacun de mes déplacements à Paris se nommait Noçi, je suppose qu'il était attaché d'ambassade. Il se montrait très pressé de nous voir prendre des initiatives nouvelles dans le sens désiré par son propre parti. Je suppose que l'Ambassadeur lui-même était plus nuancé quand il recevait François. Car ce dernier qui avait l'autorité de son âge, de sa biographie de militant d'avant-guerre et de résistant avec le grade de commandant

FTP, exprimait sans détour que la création d'un nouveau Parti ne pouvait pas du tout être envisagée à ce moment là, en fonction des réalités de la très faible influence et implantation dont nous disposions.

Je veux témoigner de la pression constante et nullement ambiguë effectuée par Noçi pour nous faire reconnaître la légitimité d'une direction parisienne ainsi que l'autorité sinon organisationnelle mais surtout politique du dirigeant du parti belge. Je suppose que les camarades albanais, vivant dans notre capitale, étaient obnubilés par la nécessité d'une direction centralisée à Paris. Or lorsque François ou moi-même les quittions, nous retournions à Perpignan ou à Marseille.

Les premiers incidents sérieux entre les dirigeants albanais et le PCMLF se produisirent en 1971 à l'occasion du VI<sup>e</sup> Congrès du Parti du Travail d'Albanie. Christian Maillet fut désigné à l'unanimité pour nous y représenter.

Quand notre camarade arriva à l'aéroport de Rinas, il fut accueilli par l'attaché d'ambassade de Paris, Noçi. Pendant le parcours en automobile le conduisant à Tirana, ce dernier lui annonça qu'il avait quelque chose à lui dire qui l'embarrassait beaucoup. Maillet, qui était lui aussi un ancien résistant FTP, indiqua qu'entre communistes il ne devait pas y avoir de telles prévenances et qu'il était prêt à entendre sans détours ce qui pouvait tant gêner son hôte. Celui-ci lui annonça alors que Gilbert Mury avait été invité en tant que simple personnalité amie. Notre délégué fit aussitôt remarquer que le Parti du Travail d'Albanie était chez lui et qu'il n'avait rien à dire dans la mesure où le seul délégué officiel, en tant que communiste marxiste-léniniste, au Congrès n'était autre que celui désigné par le PCMLF, c'est-à-dire lui-même. A ce moment Noçi exprima avec une grande vivacité sa satisfaction, son soulagement et se montra des plus chaleureux. Nous avions eu avec Mury de sévères contradictions lors du Congrès de Puyricard.

Lorsque Christian Maillet présenta le message de salutations du PCMLF tous les délégués albanais et étrangers applaudirent avec force. Une seule personne ne se leva pas et n'applaudit pas, ce fut justement le Français Gilbert Mury. En vérité sa présence constituait une ingérence objective dans les affaires intérieures des marxistes-léninistes français.

Cependant, après la tenue de ce Congrès, nos rencontres avec les diplomates en poste à Paris se perpétuèrent de plus en plus régulièrement. Souvent l'Ambassadeur Javer Malo m'invitait à déjeuner, parfois même en présence de son épouse et de la mienne. Naturellement nos entretiens étaient essentiellement politiques, mais je dois noter que ce diplomate se montrait aussi intéressé par les questions culturelles. Javer m'apparut toujours comme un homme assez ouvert, un fonctionnaire capable de bien adapter sa mission aux conditions spécifiques de la France. Je ne suppose pas qu'il ait été un modèle de dogmatique dans le genre des hommes qui allaient lui succéder.

Mais après ce rappel historique rapide de nos relations avec les camarades albanais portant sur plusieurs années, effectuons dans le temps un bond de cinq années environ pour parvenir à la fin de 1976.

Je fus désigné par le Comité central du PCMLF pour le représenter au VII<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste d'Albanie. Comme le parti invitant avait fixé à deux le nombre de délégués français, Alain Castan fut également élu pour compléter notre délégation. Aucun problème de représentativité ne fut soulevé du côté albanais, qui paraissait tenir compte de l'expérience antérieure. Les entretiens que j'eus à Paris avec Labo Abasi, le nouveau représentant albanais, qui n'était autre qu'un attaché d'ambassade faisant fonction d'Ambassadeur après le départ de Javer Malo, ne firent nullement état d'invitations à d'autres Français que nous-mêmes.

Je préparais le message de salutations traditionnel à présenter au nom de notre Comité central devant le Congrès et le

soumis à mon co-délégué. Quand je le relis aujourd'hui je le tiens pour l'un des textes les plus dogmatiques que j'ai jamais écrits. Mais je ne pense pas devoir en présenter autocritique, c'est évidemment beaucoup trop tard. C'était ainsi, ce genre d'exercice faisait partie des traditions alors en vigueur dans nos relations avec les communistes albanais. Je dois reconnaître qu'il en était de même avec nos camarades chinois. Ces pratiques résultaient de celles qui avaient pris le dessus depuis longtemps au sein du Mouvement communiste international. Elles appartiennent désormais à une histoire maintenant dépassée. De toutes façons ce qui allait survenir et que je vais relater démontre clairement le caractère artificiel, je dirais même fallacieux, de ces déclarations emphatiques que le vent de l'histoire a transformées en simple poussière.

Cependant dès notre entrée dans la salle de départ de la ligne aérienne que nous allions emprunter avant de transiter par Belgrade ou par Rome-Fiumicino et Bari, nous aperçûmes, parmi d'autres passagers, Patrick Kessel. Ce personnage qui m'avait contacté depuis plusieurs années en s'affirmant sympathisant du marxisme-léninisme et surtout du stalinisme, portait, à mes yeux, la tare idéologique d'avoir fait partie du groupe d'intellectuels aux idéologies diverses de la revue *Révolution*. Le contenu de ce périodique avait été assez éclectique, réunissant des textes tirés de documents anciens de Lénine et de nombreux articles de guévaristes, et autres rédacteurs de tendance populiste ou même trotskiste. Bizarre.

Kessel avait été l'administrateur du début à la fin de cette revue. J'avais donc toujours agi avec lui de façon prudente en essayant de comprendre quelle était son idéologie réelle. D'autant plus que ce « compagnon de route » demeurait évasif et mystérieux dès que l'on essayait de mieux connaître son passé politique. En outre, à son domicile, il recueillait de nombreuses informations et articles sur le Mouvement communiste international, qu'il microfilmait. Il s'affirmait publiciste. Qui servait-il exactement ? Je l'ignore. Lui seul peut-être !

Castan et moi échangeâmes avec lui les salutations de circonstance. Il nous indiqua qu'il était invité par le Parti albanais en tant que journaliste. Il appartenait aussi à l'Association des Amitiés franco-albanaises.

Sa présence dans un congrès communiste était surprenante, parce qu'il n'avait aucune affiliation organisationnelle connue. Mais nous n'allions pas solliciter de nos hôtes une exclusive que nous ne saurions légitimer dans leur propre pays et qu'ils n'auraient pu accepter. Notre étonnement s'aggrava quand nous constatâmes, à l'arrivée à Rinas, que ce Français était accueilli avec beaucoup de chaleur par Nils Andersen, que l'on disait Suédois devenu Suisse et vivant maintenant en Albanie !

En mettant nos pieds sur le sol albanais, nous apprîmes que se préparait un événement auquel les communistes albanais entendaient conférer une importance internationale de premier plan. Dans le rapport d'activité qu'il allait présenter devant le Vilenie Congrès de son Parti, Enver Hoxha allait lancer toute une série de critiques publiques contre la politique de la Chine populaire, contre les idées et principes avancés par Mao Zedong et Deng Xiao ping, et notamment contre la théorie des Trois mondes. Apparemment le leader albanais contestait la notion de Tiers-monde, ce qui nous sembla confirmé par l'absence totale de toute délégation africaine. La traduction en langues étrangères était déjà achevée, permettant de diffuser ces positions inattendues dans le monde entier. Le texte en français avait été affiné justement par ce Nils Andersen. Ce collaborateur du comité central du Parti albanais n'était pas totalement un inconnu pour nous, car son nom était apparu naguère dans l'équipe hétérogène de la revue « Révolution ».

Castan et moi, une fois déposées nos valises dans nos chambres respectives, nous réunîmes pour nous entretenir de ce que nous venions d'apprendre. Nous décidâmes ensemble de l'attitude que nous allions devoir observer au moment où Enver Hoxha prononcerait le passage de son discours avec lequel nous refuserions sans ambiguïté de nous associer. Nous prîmes la

décision de nous lever comme tous les congressistes désireux d'honorer leur dirigeant et leur parti, nous étions leurs invités et devons donc faire preuve d'un minimum de politesse. Par contre nous n'applaudirions pas des paroles attaquant publiquement la ligne du Parti communiste chinois.

En vérité la nouvelle orientation décidée fit l'objet d'allusions précises dès une première réception organisée au siège du comité central. Là Enver Hoxha, souhaitant la bienvenue à trente deux membres des délégations étrangères, souligna que le Parti communiste chinois n'avait pas envoyé de délégation. Il déclara clairement que « l'internationalisme prolétarien ne devait pas être que théorique et proclamé en paroles, mais devait s'exprimer dans la pratique notamment dans le cas où un grand parti était détenteur d'un pouvoir d'Etat ». Je ne reproduis ces propos que d'après mes notes de l'époque. Le ton du plus haut dirigeant du parti et de l'Etat albanais ne laissèrent aucune équivoque, nous comprîmes d'emblée que le torchon brûlait entre nos deux partis frères. Des délégués étrangers crurent d'ailleurs le moment venu de passer à l'action contre les positions chinoises et se répandirent dans les couloirs et pièces communes de l'Hôtel où nous étions hébergés en lançant des rumeurs de toutes sortes contre le parti chinois. Les deux activistes les plus visibles de cette ambiance furent justement Patrick Kessel et une journaliste allemande, qui ignorait sans doute que je comprenais sa langue. Pour compléter l'ambiance plutôt désagréable qui s'esquissait, nous nous rendîmes compte, le soir, dans la salle de bar où déambulaient de nombreux invités étrangers, que j'étais suivi grossièrement par un vieil homme albanais qui s'efforçait visiblement d'écouter tout ce que je pouvais dire. Un flic sans nul doute qui connaissait notre langue, j'en eus confirmation après lui avoir adressé la parole pour un renseignement anodin auquel il répondit dans un français nullement hésitant.

Nous n'étions pas venus pour faire du tourisme, mais pour travailler. Aussi, la veille de l'ouverture du Congrès, nous

profitâmes de ce qu'il pleuvait et du fait qu'une visite à des manifestations sportives était annulée pour organiser deux rencontres avec d'autres délégués. Nous eûmes un premier entretien avec des membres du Parti communiste du Japon (de gauche), dont le chef de délégation Haruo Kageyama, membre du Bureau politique, était accompagné de son camarade Isa et de leur interprète nommé Tao-shi. Puis nous nous réunîmes avec les délégués du Parti communiste (marxiste-léniniste) d'Argentine, notamment le camarade Gabriel Valdès.

Je pus aussi échanger quelques mots avec une camarade indonésienne qui résidait à Tirana.

D'après mes archives, nous eûmes encore des contacts, moins approfondis, avec les délégations du mouvement Toufahn d'Iran, du Pérou, de l'Uruguay, du Paraguay, de Turquie, d'Italie, de Belgique, de Suisse et de Norvège.

Je ne vais pas raconter le déroulement complet de ce VI<sup>e</sup> congrès du Parti du Travail d'Albanie devenu, je crois, Parti communiste d'Albanie. Il dura sept jours. Il y eut en tout 44 messages envoyés par des partis frères étrangers. Il est important de souligner que la plupart de ces déclarations furent lues devant le Congrès avant le discours mettant en cause la politique du Parti communiste chinois. Tel fut le cas en particulier de ma propre intervention. La première salutation lue à la tribune par un dirigeant albanais fut évidemment celle du Parti communiste chinois signée du remplaçant de Mao Zedong, Houa Kouo feng. La salle debout scanda « Çina popular ! », puis « Enver Hoxha-Mao Cedoung ! » et enfin « Enver-Mao ! ». Ramiz Alia prit la parole en clôture pour dégager les conclusions ultimes.

Pour mon co-délégué Alain Castan et moi même le moment le plus dur à passer fut celui où dans son discours Enver Hoxha s'en prit ouvertement aux positions du parti frère chinois. J'étais présent sur la tribune au milieu des principaux dirigeants de partis étrangers, quand les délégués albanais et les invités présents au fond de la salle se levèrent et se mirent à applaudir

frénétiquement la critique de la politique chinoise assimilée à du révisionnisme. Je vis que plusieurs de mes voisins ne faisaient que semblant de frapper dans leurs mains. Je me souviens très bien que se comportèrent de cette façon le délégué vietnamien Hoang Van Hoan, vieux compagnon de Ho Chi minh, le délégué australien Edward Hill, ancien membre du Bureau politique du vieux parti australien, les délégués des Partis marxistes-léninistes de Belgique, de Suisse, et peut-être encore d'autres dont je ne me souviens pas. Le Parti indonésien n'était pas présent, mais avait envoyé un message, exactement comme le Parti communiste chinois.

Mais, seul au milieu de tous ces dirigeants dont la majorité applaudissaient de toutes leurs forces, je demeurai immobile, debout, les bras ostensiblement repliés derrière mon dos, une main serrant l'autre. Ce fut dans ces instants qui me semblèrent extrêmement longs que, discernant la foule en train de prolonger de plus en plus fort ses applaudissements, l'idée me vint que l'on cherchait à me faire craquer, que l'on voulait à toutes fins que je joigne mon approbation à celle des autres. Je supposais alors que les services qui me surveillaient depuis mon arrivée, avaient entendu l'entretien que j'avais eu avec Alain Castan dans l'une des pièces où nous étions hébergés. Des directives avaient dû être données à quelques cadres afin que l'attaque d'Enver Hoxha contre la politique du parti frère chinois soit acclamée à l'unanimité. Mon refus d'applaudir, visible de tout le Congrès, constituait un irréparable outrage.

Lors d'une suspension de séance ultérieure, certains congressistes dont je n'ai plus un souvenir exact, me poussèrent vers une salle latérale avec Castan, qui, debout dans les rangs des invités étrangers, n'avait pas plus applaudi que moi. Là, Enver Hoxha était assis, entourés de quelques chefs de délégation, l'espagnol, l'allemand, l'italien. Et je pense que se trouvait du même côté le journaliste français Patrick Kessel. Le premier dirigeant du Parti albanais commença un court exposé pour rapidement en venir à m'apostropher de manière directe, je ne cite ses propos qu'en substance et de mémoire : «Marchais

propose, comme le poète Aragon, un socialisme « aux couleurs de la France ». C'est un socialisme orange, camarade Jurquet. Or le rouge vient d'Espagne, où nos camarades viennent d'avoir trois fusillés. Il faut prendre exemple sur eux. » Puis de façon assez paternaliste, Hoxha poursuivit « Nous aussi quand notre Parti était jeune, nous avions de l'enthousiasme et de l'admiration pour le parti yougoslave et nous n'avons discerné que par la suite que Tito était un révisionniste. » Je ne bronchais pas, mais j'écoutais attentivement ces paroles en essayant de comprendre d'emblée leur raison et leur objectif. En vérité je ne comprenais pas cette bizarre rhétorique. Dans mon dos je sentis le gros ventre du camarade mineur de fond belge, qui souffla à mon oreille qu'il était avec moi. A ma droite ou à ma gauche se trouvaient aussi d'autres étrangers qui n'avaient pas été invités à s'asseoir aux côtés du dirigeant albanais. L'australien Hill, un Suisse et je crois bien un suédois ou un norvégien. À côté de l'orateur qui venait de « démasquer » les Chinois, l'Espagnol se tortillait de satisfaction. De fait nous avons rompu tout contact avec son parti depuis que nous avons appris que sa dirigeante, Dolorès, était soupçonnée de relations avec la C.I.A., police universelle de l'impérialisme américain. Quant à l'allusion aux Yougoslaves, elle visait de nouveau nos camarades chinois qui avaient rétabli depuis peu de temps leurs relations avec la Yougoslavie.

Dès cet incident, les flagorneurs qui entouraient le parti albanais crurent le moment venu de lancer contre le PCMLF et moi-même des accusations aussi véhémentes que fantaisistes. Naturellement, le journaliste français ne fut pas en reste tout au contraire, il m'apostropha pour m'indiquer qu'il approuvait « tout du rapport d'Enver Hoxha » et, sans que j'ai eu le temps de lui dire mon point de vue, il décréta que je n'en approuvais qu'une partie. Ce qui était d'ailleurs tout à fait exact. Il désirait montrer aux Albanais qu'il était prêt à prendre la relève des relations que j'avais eues avec eux jusque-là et dans ce but parlait assez fort en s'adressant à moi.

Mais le processus de division se développa rapidement au soir même du Congrès, au cours de la nuit qui suivit sa clôture.

Lors de mon message de salutations j'avais été le premier à exalter sans ambiguïté l'unité des chinois et albanais sur la base des principes du marxisme-léninisme. Après que j'eus achevé ma lecture, Enver Hoxha m'avait appelé auprès de la tribune et m'avait donné l'accolade. Ma prise de position n'avait pas encore provoqué de réactions ouvertes dans la mesure où le feu vert hoxhaïste n'avait pas encore été donné, puisqu'il n'avait pas encore lancé ses accusations contre la politique du parti frère chinois.

À la veille du 8 novembre 1976, des représentants du comité central albanais vinrent nous informer que nous serions invités le lendemain, sur la grande place Scanderbeg, à un meeting géant. Au cours de ce meeting, outre les orateurs albanais, devraient parler un représentant des marxistes-léninistes de chaque continent. Nous étions donc invités à nous entendre avec les délégués européens pour savoir qui prendrait la parole en notre nom commun.

Xenophon Nushi, membre du CC albanais, m'informa que plusieurs délégations européennes proposaient que ce soit l'allemand Ernst Aust. Il y avait en tout 14 délégations de notre continent. Je ne mis aucune objection à cette proposition et fis remarquer à mon interlocuteur qu'en tant qu'invité de son Parti, je m'en remettrais au désir exprimé avant tout par lui. Au fond de moi je jugeai tactiquement meilleur que ce soit l'allemand qui parle plutôt que l'espagnol ou l'italien que je tenais pour un fumiste de première grandeur. D'ailleurs le dirigeant allemand, que je connaissais un peu depuis la commémoration du centième anniversaire de la Commune de Paris, ne s'était pas montré le plus excité à mon encontre. Il demeurait plutôt silencieux.

Mais, le soir, un autre dirigeant albanais, directeur adjoint du département des relations internationales du CC du PTA, revint me consulter. Il m'exposa que certaines délégations proposaient que ce ne soit pas l'allemand, mais l'espagnol qui prenne la parole en hommage aux fusillés et à la situation de lutte contre le fascisme qui se développait alors dans la péninsule ibérique. Je fis les mêmes remarques que quelques heures plus tôt, mais précisais que mes relations avec Raul Marco (pseudonyme) étaient suspendues par mon comité central depuis cinq ans environ. Je dis que je préférerais que Aust soit désigné, mais que je m'en remettrais démocratiquement à la décision majoritaire. Je suggérai aussi que le choix d'un Nordique, le Suédois par exemple, pourrait mettre tout le monde d'accord.

Et, le lendemain matin, surprise, le même représentant albanais, Giuliani, vint m'apprendre que le Suédois était pressenti et désigné. Je répondis en maintenant ma position de non-ingérence dans un meeting albanais et en exprimant ma satisfaction que la candidature du camarade suédois ait permis d'aplanir les contradictions.

Malheureusement, les intrigues des diviseurs n'étaient pas achevées.

Le jour suivant, le délégué suédois demanda à me contacter. Il voulait me fournir quelques informations. Nous pûmes nous entretenir par l'intermédiaire du délégué norvégien qui parlait, comme moi même, l'allemand. J'en profitais pour demander à l'orateur proposé pour s'exprimer au nom des Européens qu'il reprenne une partie de son propre message de salutations au Congrès, exaltant la solidarité avec le Tiers-monde d'une part, et celle indispensable à l'unité sino-albanaise d'autre part. Je lui précisais que ce n'était là qu'un souhait de ma part, mais que de toute façon nous approuverions certainement son intervention au nom de l'entente concrétisée antérieurement entre nos deux partis. Tous les délégués nordiques furent sensibles à la forme correcte et nullement autoritaire de ma démarche.

Or, en pleine nuit, vers minuit et demi, un groupe de délégués espagnols, italiens et allemands réveillèrent brutalement le suédois en tapant à la porte de sa chambre et exigèrent qu'il leur soumette son projet de discours. Alertés par le bruit, les Belges se levèrent à leur tour et contestèrent cette manière d'agir, exigeant que les Français soient également réveillés et consultés. A ce moment-là les excités vinrent frapper à nos portes, ainsi qu'à celles des Hollandais, et des Suisses. Ils expliquaient à travers les portes fermées ce qu'ils désiraient. Je fis la sourde oreille et ne bronchais pas, pas plus que Castan. Les Hollandais et Suisses agirent de même. Cette manœuvre ultime échoua et ce fut finalement le Suédois qui prit la parole au meeting.

Par Fosco Dinucci, chef de la délégation italienne, qui était assez bavard, j'appris quelques heures plus tard que les Nordiques s'étaient opposés à la désignation de l'Espagnol après avoir rejeté celle de l'allemand Ernst Aust. Vraiment l'idée des Albanais n'avait pas été d'une réelle efficacité pour unir les formations marxistes-léninistes européennes. Elle avait même débouché sur le contraire. J'ignore ce qu'il en fut pour les autres continents. Mais la suite de tous ces événements allait démontrer que le souci des communistes albanais n'était nullement de réaliser l'unité des marxistes-léninistes, mais seulement de tenter de les regrouper sous leur tutelle, dans une lutte dont la cible centrale allait devenir le parti communiste chinois, en même temps que l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique. Peut-on frapper trois cibles à la fois ?

Au cours d'un des derniers repas des congressistes, je fus assis comme par hasard à côté du directeur du département de liaisons internationales, le fameux Piro Bitat. Il se mit à m'accabler de propos insidieux s'étonnant notamment que lors du VI<sup>e</sup> Congrès je ne sois pas venu à Tirana. Je lui répondis du tac au tac et fus aussitôt ardemment soutenu par les délégués belges et suisses qui se trouvaient à la même table. Ce bureaucrate sectaire n'était certainement pas à sa place

pour assurer avec succès des rapports fondés sur des sentiments de classe internationalistes avec des dirigeants étrangers.

Le lendemain, Ramiz Alia, dirigeant albanais pour qui j'avais une réelle considération parce que sa modestie et son intelligence le distinguaient nettement de certains autres, me demanda sans nulle acrimonie si Castan et moi avions encore quelque chose à faire en Albanie. Sur ma réponse négative, il me fit savoir que je pourrais donc prendre un avion en partance pour Rome dès le lendemain matin. Il nous accompagna lui-même jusqu'à l'aérodrome, nous fit savoir que son Parti ne recevrait désormais que les partis qui exprimeraient explicitement une demande de rencontre. Pourquoi pas ? Nous n'avions rien demandé de particulier, avions été invités à assister à ce VII<sup>e</sup> Congrès du Parti du Travail d'Albanie. Nous savions que le Parti communiste chinois observait une autre attitude à l'occasion de la réunion de ses instances suprêmes qui ne regroupaient que ses propres adhérents sans aucune présence étrangère. Nous n'avions jamais pensé à contester cette manière d'agir et de l'un et de l'autre, que nous tenions pour entièrement libres de prendre des décisions particulières, différentes en l'occurrence. Nous respections totalement l'indépendance organisationnelle et politique de nos camarades, petits ou grands et nous pensions agir de la sorte en nous distinguant fondamentalement des habitudes dominatrices et dirigeantes adoptées depuis longtemps par le Parti soviétique dans ses relations avec les autres partis communistes du monde entier.

Je n'ai plus jamais revu Ramiz Alia. Il connut le grand malheur de perdre sa femme d'une cruelle maladie, alors qu'elle était encore assez jeune. Il devint le nouveau chef de l'Etat populaire après la mort d'Enver Hoxha. Puis, après la contre-révolution albanaise, il fut emprisonné assez longtemps et persécuté par les réactionnaires et autres fascistes albanais aux ordres de la C.I.A. américaine. Ce fut volontiers qu'en dépit de ma rupture avec le Parti albanais, je signai dans les années 90 des pétitions exigeant sa remise en liberté de même que celle de Najmia Hoxha et la cessation des inculpations intentée à

leur rencontre. D'après ce que je sais Ramiz Alia s'évada de prison à la faveur de la grande révolte des Albanais contre les mesures du traître Sali Berisha qui ruinèrent toutes les économies du peuple et celles du pays.

Au cours des six premiers mois de l'année 1977, les contradictions avec la position idéologico-politique d'Enver Hoxha allaient s'exacerber, en France et même dans les rangs du PCMLF.

- 36 -

Quelques jours après mon retour à Paris et après qu'avec Alain Castan nous ayons informé du déroulement du Congrès albanais le Bureau politique de notre petit parti, je repartis, le 17 novembre 1976, à destination de Pékin. J'effectuai ainsi mon neuvième séjour en République populaire de Chine, en compagnie de Georges Z. et d'Alain D.

Evénements nouveaux et graves, nos camarades chinois nous avertirent immédiatement des méfaits et crimes qu'une large majorité du Comité central de leur Parti avait attribué à la responsabilité de quatre dirigeants qu'un jour, dans un entretien avec Chiang Ching, Mao avait caractérisés comme étant une « bande de quatre ». Ils nous informèrent aussi qu'une secousse sismique d'amplitude 6 était annoncée, dont l'épicentre serait à Tangshan. Le lendemain nous nous rendîmes au Musée consacré au grand écrivain communiste Lou Sin, dans un bâtiment ouvert sur la place Tien An men. Au cours de nos entretiens avec nos hôtes, j'appris quelques faits intéressants. Par exemple quel avait été le rôle de l'américaine Agnès Smedley dans l'histoire de la Révolution chinoise. Cette militante dont on ignorait encore si elle avait été ou non une envoyée de l'Internationale, était désormais enterrée au cimetière des héros de Pékin.

Je dormis très mal pendant la nuit suivante, de même que le lendemain après avoir visionné un nouveau film « Le détachement de guérilla du lac rouge ». Le sujet traitait d'un épisode de la guerre révolutionnaire dans une région dirigée par le général Ho Long. Ce film avait pour objet de réhabiliter ce vieux communiste, officier supérieur, que, selon nos interlocuteurs, la « Bande des quatre » avait destitué et remplacé par Lin Piao. Mais l'intéressé n'avait jamais été exclu du Parti et jouissait d'un prestige prolongé parmi les masses. Naturellement je ne pouvais qu'écouter les versions qui nous étaient exposées et je me garderais bien, aujourd'hui encore, d'avancer à leur sujet une opinion personnelle.

Le soir suivant, de nouveau cinéma, dans un autre local que la fois précédente. Le film « Les pionniers » montrait l'héroïsme des ouvriers de Tating dans leur lutte pour améliorer la production de pétrole. Une lutte à la fois contre l'impérialisme américain et contre les révisionnistes soviétiques.

Lors d'échanges impromptus avec certains de nos hôtes, j'appris qu'existait en Chine une communauté juive dans la région du Honan sur les bords du fleuve jaune. Indication me fut communiquée qu'ils étaient très peu nombreux, peut-être trois mille, qu'ils étaient là depuis très longtemps et qu'ils ne pratiquaient plus leur religion.

Le 25 novembre, je pus rendre visite à ma vieille amie Denise Li-Lebreton qui habitait la cité de l'amitié réservée aux coopérants étrangers. Elle m'apprit que le tome cinq des « Œuvres choisies de Mao Zedong » allait être publié dans les semaines à venir. Elle participait à la correction de la version traduite en français. Elle considérait que ce nouveau volume contenait des textes jusque là inédits même en Chine. Il y avait des critiques et des éloges de Staline, mais ces passages n'allaient pas plus loin que le texte bien connu « A propos de la dictature du prolétariat » rédigé en 1956. Mon amie me fit part d'une foule de « bruits populaires » sur les agissements de la « bande des quatre ». Elle me révéla entre autres que ces dirigeants s'étaient acharnés contre Chou En lai et s'étaient « coupés des

masses » par leurs méthodes autoritaires et brutales pendant la Révolution culturelle.

Je pense que ce fut vers la même époque que je retrouvais en Chine mon amie Suzanne Bernard. Elle m'invita à déjeuner et nous pûmes évoquer ensemble l'époque déjà ancienne où elle avait offert à notre parti une revue créée et animée par elle "*L'Opposition artistique*". Je lui rappelais mon actif soutien à ses premiers romans : "Le Temps des cigales" et "Rencontre avec un paysan français révolutionnaire", notre camarade Arthur Chave, passé du PCF au PCMLE Depuis lors, Suzanne est devenue une romancière connue et de qualité.

Après discussion avec nos hôtes du département de liaisons internationales, nous apprîmes que nous allions partir pour l'île de Haïnan en faisant une courte escale à Canton. De fait dès le lendemain notre délégation parvint à Haïko, chef-lieu de l'île où vivaient cent quarante mille habitants et deux cent vingt mille avec sa banlieue. La population totale comptait environ 5 millions de personnes alors qu'elle n'en avait que la moitié en 1949. La température extérieure s'élevait à 21 degrés, ce qui nous changeait sensiblement du froid glacial de la capitale. Nos manteaux devenaient superflus.

Pendant cinq jours nous devons parcourir la totalité de l'île. Nous changions de lieu de repos tous les soirs. Je croyais redevenir ajiste comme au temps de ma jeunesse où, avec mes copains, nous allions de camp en camp pour dormir sous la tente. Mais ici nous nous trouvions dans une zone tropicale, où la température ne descendait jamais au-dessous de zéro. Haïnan faisait face à la côte du Vietnam.

La foule était aussi dense que dans les autres villes chinoises, les gens ressemblaient aux Cantonais mais paraissaient encore plus foncé de peau, avec des pommettes saillantes. Des femmes ou des jeunes filles se promenaient parfois avec leurs nattes défaits, ce que l'on ne voyait pas à cette époque à Pékin. Dans la circulation apparaissaient de nombreux camions, mais aussi des attelages à bras, tirés par des hommes ou par des femmes, et

encore des porteurs de palanches courant à petits pas, courbés en avant sous le poids des marchandises transportées.

Le repas officiel comporta des ailerons de requin, et un énorme poisson cuit avec une sauce blanche à la noix de coco.

Le lendemain matin nous roulâmes pendant deux cents kilomètres pour atteindre à l'extrémité sud-est de l'île la ville de Sing long où la température était encore plus élevée.

Mais je ne vais pas relater l'intégralité de ce voyage qui nous conduisit ensuite à Lou Kouei-tou, dans la commune de Haï-sien, puis Tung shi, enfin à Na ta ou Chiang sien. Tout ce que nous vîmes, tout ce que nous visitâmes, tout ce que nous entendîmes nécessiterait une brochure assez épaisse pour être raconté par le détail. À chaque étape nous assistâmes aussi à la projection de films que nous ne connaissions pas encore. Celui qui m'intéressa le plus montrait l'ascension victorieuse du plus haut sommet de l'Himalaya à 8882 mètres d'altitude par une équipe de sept tibétains et deux chinois. Mais ce dont je me souviens le plus clairement n'est autre que le paysage exceptionnel traversé en automobile, avec une végétation jusque là insoupçonnée de nous trois, des rizières, des caféiers, des chocolatiers, des bananiers, des cocotiers, des hévéas, dans un relief varié fait de lacs, de rivières, de barrages, en zone subtropicale, puis tropicale.

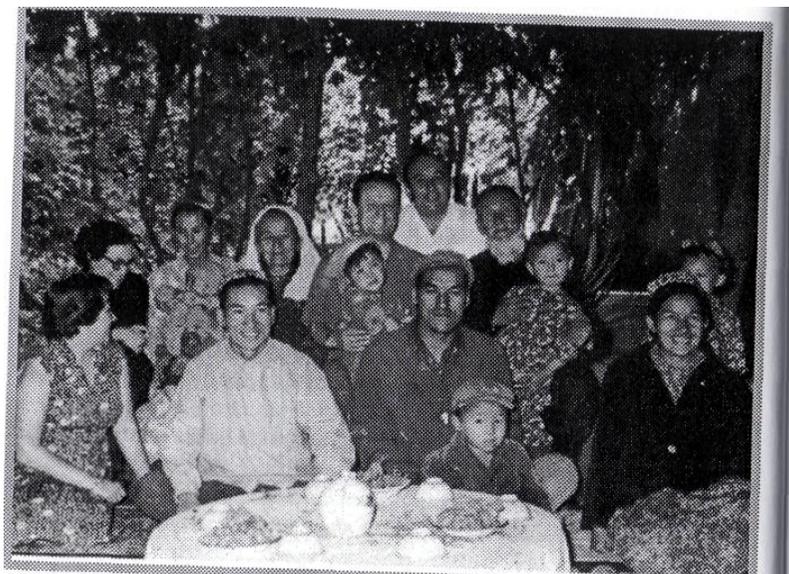
Les populations étaient composées de communautés différentes, il y avait évidemment des Hans, c'est-à-dire des chinois, mais aussi de fortes concentrations de Li et de Miao, regroupés dans des communes populaires. Ces gens étaient des rescapés de massacres épouvantables perpétrés par les troupes kouomintaniennes qui n'avaient été chassées de l'île qu'en 1950 grâce à l'arrivée de l'Armée populaire de libération.

Ces survivants n'avaient sauvé leurs vies qu'en se réfugiant au plus profond des forêts, dans les montagnes, dont les sommets atteignaient 1800 mètres. A l'occasion de notre visite

femmes et hommes li et miao avaient revêtu leurs costumes traditionnels faits d'étoffes très colorées comportant des dessins à angles droits.

Certaines demeures étaient encore construites à l'aide de torchis et couvertes de toits de chaume, mais nous vîmes partout que l'ensemble de l'île constituait un véritable chantier de construction de maisons en dur auquel participaient d'innombrables paysans et paysannes. A Na-ta nous pûmes acheter du corail blanc pour de minimes sommes, mais nous ne nous chargeâmes pas trop pour ne pas alourdir nos bagages et surtout parce que ces objets étaient fragiles et cassables. Pour achever cette partie de mon récit, je tiens à signaler que ce fut dans cette île que, lors de banquets, par deux fois nous fut offert une soupe de petits carrés de viande rosé.

La première fois, nos hôtes nous firent savoir le lendemain que le plat excellent dégusté la veille au soir était du serpent. Ils redoutaient notre réaction, mais nous l'avions déjà digéré. La seconde fois ils nous l'annoncèrent sans ménagement, et ils avaient bien raison car ce mets était délicieux. Les cuisiniers nous présentèrent ensuite la peau de l'animal long de plus de deux mètres dont nous avons dégusté la chair, cette peau était ouverte en longueur et clouée sur une planchette. Dans une espèce de cage, à proximité, nous pûmes admirer deux autres serpents, vivants ceux-là, bien que prévus pour notre nourriture, mais un seul avait suffi à apaiser nos faims. Et enfin, vers la fin de notre séjour, nous vîmes apparaître sur la table un cochonnet entier rôti à la broche.



*Dans une famille de Ouïgours (musulmans de la Province autonome du Singkiang). A centre : Jacques Jurquet et Alain Castan.*

Lors des entretiens qui nous réunissait dans chaque localité ou commune populaire, nos hôtes locaux nous fournissaient avec force détails des exemples des méfaits de la « bande des quatre ». Ainsi à la ferme d'Etat de Si-lien, le secrétaire se lança dans une critique approfondie de la théorie des forces productives telle qu'interprétée par la B-4 : « Concrètement les quatre freinaient notre production en propageant l'idée que " faire la Révolution " impulsait automatiquement le développement de la production. Si nous prenions des initiatives pour améliorer la production, ils prétendaient que nous abandonnions la Révolution, et inversement. À la fin, nous n'y comprenions plus rien et en effet la production se trouvait gravement entravée. Nous savions aussi que Chou En lai était partisan de vendre du pétrole aux pays du Sud-est asiatique, afin d'empêcher l'infiltration économique

soviétique dans ces régions. Mais les quatre s'y étaient opposés en invoquant qu'il s'agissait là d'une trahison nationale. »

Lors de notre retour à Pékin, la température nous surprît, il faisait exactement zéro degré. Manteaux, cache-nez, casquettes. Nous fumes accueillis par Feng shuen et Li Siao paï et d'autres amis du département des relations internationales. Le séisme s'était produit pendant notre absence avec une amplitude de 5,5, mais n'avait été que de faible durée, quelques secondes, et n'avait pas provoqué de dégâts importants. Cela me reconforta dans la mesure où Denise Li m'avait indiqué que le précédent tremblement de terre intervenu à Tchang An l'été précédent avait causé la mort de centaines de milliers de personnes. Mais les responsables chinois évoquaient davantage la lutte pour essayer de prévenir de telles catastrophes naturelles que leurs tragiques conséquences.

Notre délégation fut invitée le même soir à visionner un film en couleurs réalisé en 1976, donc récent, sur la première guerre civile survenue de 1925 à 1927. Ce long métrage avait pour titre « La baie aux érables ». Le principe qui servait de fondement à l'action racontée était « le pouvoir est au bout du fusil ». Il était aussi question de l'universalité de la lutte de lignes. Le dirigeant du Parti au plus haut niveau y était un partisan de Tchen Tou sieou, qui tentait de freiner la Révolution des paysans et recourait à des tentatives de négociation et conciliation avec les éléments bourgeois et propriétaires fonciers, c'est-à-dire avec l'ennemi de classe. J'eus le sentiment qu'il s'agissait d'un film de qualité. À la sortie, je rencontrai mon camarade Edouard Hill et pus échanger quelques mots avec lui grâce à une interprète chinoise qui pouvait s'exprimer aisément aussi bien en français qu'en anglais. Je pris rendez-vous avec le dirigeant australien.

Et en effet nous eûmes la possibilité d'échanger nos points de vue sur plusieurs questions générales et, plus particulièrement, sur le VII<sup>e</sup> Congrès du Parti du Travail d'Albanie. Nos avis convergeaient complètement.

Les camarades chinois du département de relations internationales nous présentèrent deux exposés complémentaires. Le premier de caractère assez général, prononcé par le camarade Keng Piao, exposa leur point de vue « sur la situation internationale ». L'essentiel en fut diffusé après notre retour en France, parmi les membres du Comité central du PCMLE Le second, prononcé par Feng Shuan, fut un véritable cours explicitant dans tous les détails, de manière matérialiste dialectique, les activités idéologiques, politiques et organisationnelles de la fameuse bande des quatre, puis l'histoire des relations du Parti communiste chinois avec le Parti du Travail d'Albanie. Je ne me souviens pas que nous l'ayons popularisé de la même façon, dans la mesure où il comportait un certain nombre d'informations de caractère confidentiel, du moins à cette époque.

Nos interlocuteurs commencèrent par réaffirmer qu'ils caractérisaient comme courant irrésistible de la situation générale du monde le fait que « les pays voulaient l'indépendance, les nations la liberté, les peuples la révolution ». À partir de là ils s'appliquèrent à nous fournir les explications essentielles concernant la théorie des trois mondes à laquelle s'opposaient non seulement les révisionnistes soviétiques et français, mais aussi Enver Hoxha et le Parti du Travail d'Albanie.

Ils nous précisèrent que c'était bel et bien Mao Zedong, et nullement Deng Siao ping, qui avait élaboré cette analyse. Ce n'était qu'après l'examen minutieux d'une grande quantité de matériaux et renseignements et en tenant compte de l'ensemble de la situation internationale après la 2ème guerre mondiale et des changements survenus dans les rapports des forces mondiales qu'il était parvenu à la formulation de cette théorie stratégique. En février 1974, après le X<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois, le dirigeant chinois l'avait exprimée de façon officielle pour la première fois au cours d'un entretien avec une délégation africaine. Il se pourrait que ce soit lors d'une rencontre avec le Président Kaunda,

Président de la République de Zambie. Il avait alors indiqué : « Les USA et l'URSS constituent le premier monde, le second monde comprend les pays d'Europe, le Canada et le Japon. Le reste des pays constitue le Tiers-Monde. »

A l'O.N.U. Deng avait repris l'analyse du Président Mao, lui conférant un caractère officiel.

Par second monde, les camarades chinois désignaient les pays développés, par tiers-monde ils concernaient les pays en voie de développement. Ils insistaient sur le fait qu'existaient des contradictions entre le second et le tiers-monde. Mais ils considéraient que les pays du second monde étaient par ailleurs victimes à des degrés différents de la menace, de la vexation et du contrôle des deux superpuissances, en particulier du social-impérialisme soviétique. À leur avis, l'URSS avait un régime qui n'était plus socialiste, ni communiste à plus forte raison, mais il était social-impérialiste, et recherchait un authentique expansionnisme. À l'intérieur de l'URSS s'exerçait une domination fasciste. Dans son rapport au 25ème Congrès du PCUS, Brejnev avait appelé les peuples soviétiques à serrer davantage leur ceinture pour accélérer la course aux armements en vue de la dispute de l'hégémonie mondiale avec les USA. Le secrétaire général du parti révisionniste soviétique avait proclamé « lorsque l'URSS définit sa politique étrangère, il n'y a aucun point dans le monde qui échappe à sa réflexion, il faut faire par mille moyens que les forces armées soviétiques possèdent les forces nécessaires pour accomplir les tâches qui relèvent de ses responsabilités ». Du fait de ses mérites dans la course aux armements, Brejnev avait reçu le titre de « Maréchal ». Les effectifs des troupes armées soviétiques étaient passés de 3 millions à 4,2 millions. Ses armes nucléaires, sa marine et ses armes conventionnelles avaient augmenté dans de fortes proportions. Ainsi donc l'URSS se livrait sans vergogne à la course aux armements. Or, poursuivaient nos camarades chinois, les armes, on ne peut ni les manger, ni en faire des vêtements, elles constituent le foyer principal de la guerre. L'URSS était à

l'offensive, les USA cherchaient à défendre des intérêts acquis et se trouvaient sur la défensive.

Certes, les USA, profitant du déclin des impérialismes anglais et français pendant la deuxième guerre mondiale, et profitant de la défaite de l'Allemagne, avait étendu leurs forces dans tous les coins du globe, étaient devenus les gendarmes mondiaux et l'ennemi n° 1 dans les années 60. Mais, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les USA avaient subi trois grandes défaites : en Chine, en Corée, en Indochine.

De ce fait l'URSS, devenue un pays révisionniste social-impérialiste, voulait suivre les chemins battus de l'impérialisme US et les ambitions de Khrouchtchev et de Brejnev étaient encore plus grandes que celles de l'impérialisme US. Ils prétendaient à l'hégémonie mondiale.

Entre ces deux superpuissances qui constituaient le premier monde, la rivalité était absolue et de longue durée, mais la collusion était relative et provisoire. Le Parti communiste chinois était en plein désaccord avec la thèse d'Enver Hoxha prétendant que la collaboration entre les deux était principale, de même que la rivalité et la collusion constituaient toutes deux la même menace. Ce raisonnement n'était pas dialectique.

Sans sous-estimer ce que représentait l'impérialisme américain dont la Chine et l'Asie avait eu tant à souffrir concrètement, l'impérialisme soviétique devait être considéré comme le danger principal.

De plus la rivalité entre les deux superpuissances était principale et plus importante que leur collusion.

Point de vue totalement différent de celui soutenu par les Albanais, mais les communistes chinois n'avaient aucunement l'intention d'en traiter publiquement.

Les deux puissances hégémoniques accordaient de l'importance à l'Europe, qui constituait entre elles la rivalité principale, tandis que le Moyen-Orient et la Méditerranée

n'étaient que les flancs de cette rivalité. L'URSS maintenait seulement un million de soldats à la frontière sino-soviétique, côté soviétique, par contre tout le reste de l'armée soviétique était concentré en direction de l'Europe. A commencer par les engins nucléaires dont les ogives étaient dirigées vers l'ouest.

Ces mesures provoquaient en URSS une situation intérieure perturbée d'innombrables difficultés, notamment sur le plan économique. Les peuples soviétiques étaient opprimés, la dictature exercée à leur encontre n'était plus celle du prolétariat, mais une dictature fasciste.

La conclusion de cette analyse amenait à considérer que la guerre était inévitable. Cette guerre pouvait être conventionnelle, mais la possibilité d'une guerre nucléaire n'était pas exclue. De toute façon tant qu'existerait dans le monde un système capitaliste et impérialiste et une lutte des classes, la guerre serait un danger constant indépendant de la volonté de l'homme. Le foyer de guerre était entre les USA et l'URSS, mais, dans la période en cours, le danger provenait principalement de l'URSS. Parallèlement aux facteurs de guerre augmentaient aussi les facteurs de révolution. Seules les révolutions prolétariennes pourraient empêcher la guerre, ou plus précisément mettre fin à une guerre éventuelle.

La théorie des trois mondes servait de fondement à la définition stratégique et tactique du Parti communiste chinois. Son représentant indiqua : « Notre principe consiste à s'unir avec le Tiers-monde, à gagner le second monde, à s'opposer aux deux superpuissances. Les impérialismes hégémoniques, USA et URSS, sont nos ennemis communs. Ils constituent la cible centrale de notre attaque, il importe de les abattre. L'un après l'autre. Nous exploitons les contradictions entre eux pour porter les coups principaux au social-impérialisme soviétique. »

Il ajouta que les impérialismes britannique, allemand, japonais, américain voulaient dominer le monde mais que par

le passé déjà leurs tentatives avaient échoué. Le social-impérialisme soviétique n'échapperait pas non plus au déclin.

Ensuite l'exposé aborda la question du Tiers-monde. Il expliqua que certains pays restaient gouvernés par des classes féodales, des propriétaires fonciers ou des compradores. Mais même s'il importait d'effectuer une analyse approfondie cas par cas, le Tiers-monde dans son ensemble constituait la force principale dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme. La population du Tiers-monde groupait l'écrasante majorité de la population mondiale. Dans la plupart des pays considérés, la révolution nationale et démocratique n'était pas encore achevée, aussi étaient ils toujours victimes de l'exploitation et de l'oppression du premier et du second mondes, et tout particulièrement du premier monde, USA et URSS.

Dans le dernier ouvrage de Lénine publié de son vivant, « *Moins mais mieux* », le dirigeant de la Révolution d'Octobre indiquait « La Révolution qui se déroule en Russie, en Chine, en Inde comporte une grande signification pour la Révolution mondiale ». Cette thèse ne sous-estimait pas pour autant les forces révolutionnaires des classes ouvrières des pays capitalistes. De même lorsque nous parlons du Tiers-monde, déclara notre interlocuteur chinois, nous ne sous-estimons pas les classes ouvrières des pays capitalistes. Nous avons toujours estimé que les prolétariats dans le monde constituent le noyau du Front uni anti-hégémoniste.

La population du Tiers-monde représente 80% de la population totale du monde entier.

La thèse des Trois mondes part strictement d'une analyse de classe. Il faut prendre comme critère la situation dans laquelle se trouve un pays par rapport à l'exploitation et à l'oppression, discerner s'il est agresseur ou victime, contrôleur ou victime du contrôle. Il faut voir si les pays sont exploités ou exploités, opprimés ou oppresseurs, agresseurs ou agressés

pour pouvoir définir qui est l'ennemi principal, qui constitue l'élément à gagner, avec qui il faut nous allier et nous unir. De ces points là nous pouvons définir notre tactique et notre stratégie. Nous devons alors pouvoir unir la majorité et isoler la minorité, attaquer l'ennemi principal que constitue les deux superpuissances hégémoniques.

Selon notre interlocuteur, la Chine appartenait au Tiers-monde et devait donc s'unir aux autres pays du Tiers-monde. Mais elle était un pays socialiste en voie de développement, ce qui apportait certaines nuances par rapport à de nombreux autres pays du même monde. Ensuite fut abordée la question du contenu du second monde. D'un côté il apparaissait qu'il était toujours exploiteur et capitaliste, d'un autre côté qu'il cherchait à se débarrasser du contrôle des deux superpuissances et à sauvegarder l'indépendance nationale des pays respectifs le composant. Même des pays de l'est européen observaient une attitude centrifuge à l'égard des révisionnistes soviétiques. Ce phénomène était en cours de développement.

Suivit tout un développement sur le marché commun et l'Otan, organismes à analyser en fonction de la lutte entre les deux superpuissances. Le Parti communiste chinois parut enclin à privilégier l'Europe pour s'opposer à la superpuissance soviétique et contrebalancer l'influence américaine. Mais alors il indiqua que la question de l'attitude à adopter par les classes ouvrières et les peuples occidentaux vis-à-vis de leurs classes dominantes était une question que les révolutionnaires de ces pays devaient étudier et régler eux-mêmes.

Ensuite vint un long passage sur le mouvement communiste international. Des partis frères poursuivaient des luttes armées et remportaient des succès comme le Parti birman ou le Parti thaïlandais. Mais le Parti qui obtenait les résultats les plus remarquables était le Parti du Kampuchea. Il venait d'obtenir une grande victoire sur les impérialistes américains. Toutefois il demeurait encore peu ouvert quoique non clandestin. Il avait

une ambassade en Chine, mais n'en avait pas encore dans d'autres pays.

Le délégué chinois revint aux événements ayant suivi le décès du Président Mao. Il nous informa alors officiellement que le Parti soviétique avait envoyé un message de condoléances, de même que deux Partis d'Europe orientale et celui de Mongolie. Puis à l'occasion de la nomination du camarade Houa Kouo feng à la Présidence du Parti, Brejnev lui-même avait encore adressé un message de félicitations. Le Parti communiste chinois avait renvoyé tous ces messages, refusant de les accepter, du fait qu'il n'y avait plus de relations entre lui et le Parti révisionniste soviétique et les autres depuis longtemps. Il n'y avait plus que des relations d'État à État sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique et les principes de bon voisinage.

Cependant notre interlocuteur fournit des précisions intéressantes en abordant le cas du Parti communiste de Roumanie. Il indiqua que de son vivant, le Président Mao avait demandé qu'on ne le qualifie plus de « laquais » de l'URSS, pas plus que d'autres Partis révisionnistes « En dernière analyse, avait déclaré le leader chinois, il y a quelque différence entre ce Parti et un laquais de l'URSS ». Mao avait aussi précisé : « Les Partis italien, français et yougoslave sont du même genre, on ne peut pas les traiter publiquement de " laquais " de l'URSS ». Naturellement ces questions firent l'objet d'un exposé très détaillé, dont j'ai conservé les notes dans mes archives et que je ne saurais reproduire parce que ce serait trop long.

En ce qui concernait les rapports du PCC avec les partis et organisations marxistes-léninistes, elles reposaient sur les points suivants : 1) s'opposer résolument au chauvinisme de grand parti, de grande puissance; 2) tous les partis grands ou petits doivent traiter d'égal à égal; 3) il faut respecter l'indépendance et l'autonomie de chaque parti; 4) il faut observer le respect réciproque et la non ingérence dans les affaires intérieures de chaque parti.

Pourquoi ? Parce que la révolution dans chaque pays dépendait principalement du peuple de ce pays. Lorsque le PCC avançait ses propres idées, c'était exclusivement à titre d'information et de références. Par leur pratique concrète, en faisant le bilan de leurs expériences positives ou négatives, chaque peuple et chaque parti marxiste-léniniste parviendrait à discerner et résoudre les questions décisives qui se posaient à lui. Enfin vint la question combien grave des divergences avec le Parti du Travail d'Albanie.

En vérité je fus extrêmement peiné d'entendre tout ce qui fut exposé, mais en ma qualité de communiste, ma pensée reposait sur le respect des principes matérialistes historique et dialectique, et ne pouvait en aucun cas se laisser aller au moindre sentimentalisme. J'appris tant de faits que j'avais ignorés jusque-là qu'à la fin des fins je n'avais plus qu'à faire au moins en moi même une autocritique approfondie. Je l'ai déjà noté, ma naïveté m'avait conduit à la supposition subjective que tout ce qui nous concernait était délibéré entre les deux partis albanais et chinois avant que de nous être communiqué. Quelle grave erreur !

D'emblée nous fut indiqué que le problème des divergences des communistes chinois avec les communistes albanais n'était pas récent, mais durait déjà depuis longtemps.

Quelle stupéfaction ne fut pas la nôtre quand le camarade chinois nous révéla qu'à l'occasion de son III<sup>e</sup> Congrès, le Parti frère albanais avait aligné ses positions sur celles de Khrouchtchev et avait joint sa voix au chœur des métaphysiciens condamnant Staline.

Je parvins à me procurer le texte concerné. Je sais donc maintenant qu'effectivement ce que nous en avaient révélé les camarades chinois, et de fait je n'avais aucune raison de douter de leur bonne foi, était rigoureusement exact. Devant le III<sup>e</sup> Congrès du PTA, Enver Hoxha a notamment repris à son compte la critique du culte de la personnalité avancée par

Khrouchtchev et, par là même, a répudié Staline. Puis à partir de 1961, Hoxha fit volte-face et proclama que chacun des propos de Staline était conforme au marxisme-léninisme. Le Parti communiste chinois estimait pour sa part « que l'approbation absolue et la négation absolue de l'œuvre du successeur de Lénine étaient toutes deux erronées ».

Je considère, et l'ai déjà indiqué, que l'historien politique ou non ne peut traiter de la question de Staline qu'en procédant à une analyse matérialiste historique et dialectique établissant ses aspects positifs et ses aspects négatifs. Le représentant chinois qui nous présentait cet exposé, indiqua « Staline est un grand marxiste, il a un grand mérite. Un se divise en deux. Le mérite l'emporte sur ses erreurs. » Pour ma part, en 1998, après avoir étudié de nombreux ouvrages relatifs à l'œuvre de Staline, je ne me sens pas encore en mesure de qualifier comme positif ou négatif le résultat de son bilan, mais je m'élève contre les assertions mensongères et partisans qui ne reposent sur aucune base sérieuse et n'ont d'autre raison qu'un anticommunisme intégriste. En cette fin de siècle, je m'en tiens toujours à ce qu'écrivit Mao Zedong dans son « Discours du 27 janvier 1957 à la conférence des secrétaires » publié en français dans le tome V de ses « Œuvres choisies » aux pages 397 à 400. Je sais que des purges et des exécutions capitales ont frappé des innocents, je sais aussi qu'une campagne baptisée anti-cosmopolite après 1946 a favorisé un grave déchaînement antisémite en U.R.S.S. Mais je n'en occulte pas pour autant les réalisations sociales à l'avantage de populations sortant du régime féodal du tsarisme, je conserve la conviction que le fascisme nazi ne fut vaincu que grâce à l'armée rouge dirigée par Staline et les généraux soviétiques. Je sais enfin qu'il importe de resituer tous ces événements dans leurs contextes historiques, et singulièrement dans celui des attaques qui ne cessèrent de viser militairement l'U.R.S.S. dès sa naissance et par la suite, avant comme après la seconde guerre mondiale.

Notre interlocuteur chinois précisa que son parti n'avait pas l'intention de polémiquer publiquement avec le Parti du Travail

d'Albanie, parce que « cela porterait préjudice à l'unité du Mouvement communiste international ».

Toutefois les mises en cause de la politique de Mao Zedong et du Parti communiste chinois, implicites ou explicites, plaçaient leur comité central dans l'obligation de fournir réponses et explications sur tous les points exposés au VII<sup>e</sup> Congrès du PTA.

En fait, et ici je commence à résumer, le Parti communiste chinois avait été l'objet d'accusations du Parti du Travail d'Albanie depuis les années 1960. Ces attaques portaient sur une série de problèmes internationaux mais aussi sur une série d'orientations concernant les affaires intérieures du parti communiste chinois.

Les camarades chinois estimaient que la façon d'agir du PTA n'était pas favorable à l'unité entre les deux partis et les deux pays, et surtout nullement favorable à la lutte contre les deux superpuissances, ni contre le révisionnisme moderne.

En juillet 1964, recevant des amis japonais (socialistes), le Président Mao avait exposé le point de vue du Parti communiste chinois sur des problèmes relatifs à la frontière entre l'URSS et le Japon. Il s'agissait de questions territoriales. Le côté chinois considérait que les îles Kouriles étaient japonaises et devaient être restituées au Japon. Les délégués japonais rendirent publique la position exprimée par le Président après leur retour dans leur pays. Deux mois plus tard Enver Hoxha envoya en Chine une délégation pour exprimer son opposition catégorique à la restitution au Japon de ces îles pourtant habitées par des populations japonaises. La délégation albanaise ajouta qu'il n'était pas juste qu'un pays socialiste soutienne des revendications territoriales contre un autre pays socialiste. Aussi le camarade Enver Hoxha suggérait-il au Président Mao de démentir. Ce dernier répondit à la délégation albanaise qu'il refusait de lui répondre parce qu'il ne voulait pas créer une polémique entre les deux partis albanais et chinois. Il affirma

par contre que « polémiquer avec Khrouchtchev était nécessaire » et précisa que « la Chine n'avait jamais émis de revendications territoriales contre l'URSS ». De fait le PCC aspirait à mener des pourparlers avec le gouvernement soviétique à propos de la frontière commune entre les deux pays, et, concession préalable, il acceptait que la discussion prenne pour base de départ la frontière sino-soviétique imposée par les tsars à travers des traités iniques.

En octobre 1964, après la chute de Khrouchtchev, le Parti communiste chinois proposa à plusieurs partis d'envoyer à Moscou des délégations pour assister à la célébration du 47ème anniversaire de la Révolution d'Octobre. Par cette initiative, les communistes chinois voulaient redonner leur valeur fondamentale aux principes d'Octobre 1917 dans la mesure où justement Khrouchtchev les avait trahis. En même temps c'eut été l'occasion de tester les intentions des successeurs soviétiques de ce dernier. Enver Hoxha attaqua alors publiquement le PCC en proclamant qu'il se berçait d'illusions sur la nouvelle direction de l'URSS. Lors de la conférence célébrant le 20ème anniversaire de la libération de l'Albanie, en novembre 1964, le leader albanais fit grand bruit pour exiger que nous présentions une autocritique. Or, à cette époque, déclara le représentant chinois, « nous polémiqions avec le parti soviétique, mais conservions encore des relations avec lui. Nous soutenions de grands efforts pour essayer de l'arracher au révisionnisme moderne. D'un côté nous discussions avec les dirigeants soviétiques, simultanément nous publions l'article « Pourquoi Khrouchtchev est-il tombé ? » Ensuite le PCC dénonça plus efficacement la conférence de scission de mars 1965 et critiqua la thèse révisionniste sur l'unité d'action préconisée par l'URSS. En 1966 nous avons enfin refusé d'aller en délégation au XXIII<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste d'Union soviétique. »

En septembre 1969, le premier ministre Chou En lai rencontra Kossiguyné à l'aéroport de Pékin. Ils s'entretenirent du problème de la frontière entre leurs deux pays et de certains autres problèmes. Les Chinois communiquèrent aussitôt

le contenu de cet entretien au Parti du Travail d'Albanie qui manifesta de suite son opposition. Puis au cours d'une cérémonie commémorant le 25ème anniversaire de la libération de l'Albanie, Hoxha attaqua implicitement le Parti communiste chinois en l'accusant de nourrir des illusions au sujet du révisionnisme khrouchtchévien. Il prétendait qu'il cherchait à s'appuyer sur le social-impérialisme soviétique pour combattre l'impérialisme américain. C'était là une assertion complètement fautive, puisque la Chine ne cessait de dénoncer le révisionnisme de la clique renégate de l'URSS. La rencontre de l'aéroport n'avait pas été tenue secrète, elle s'était produite à un moment où il y avait déjà de véritables affrontements militaires sur l'île Jinpao entre chinois et soviétiques. Kossiguyné revenait de Tachkent. Il invoqua le fait que sa route par Pékin le conduisait directement vers Moscou afin de ne pas perdre la face en venant dans l'aéroport de la capitale chinoise. « Nous n'avons aucune illusion, affirma notre interlocuteur chinois, mais ne devions-nous pas tout faire pour essayer d'éviter la confrontation militaire à la frontière soviéto-chinoise ? Les Albanais n'avaient pas du tout les mêmes difficultés à leur frontière avec les Yougoslaves, aussi ne comprenaient-ils pas nos propres problèmes qui étaient après tout des problèmes intérieurs. »

À partir de juillet 1971, le PTA dénonça la visite de Kissinger préparant une invitation à Nixon. Enver Hoxha, dans son rapport devant le VI<sup>e</sup> Congrès du PTA, reprit à ce sujet, mais en l'inversant, la même interprétation de la politique chinoise que celle qu'il avait avancée antérieurement. « On ne doit pas s'appuyer sur un impérialisme pour en combattre un autre ». Cette fois ci il ajoutait que « la Chine recherchait la protection militaire des Etats-Unis ». Or, pendant plus de vingt-ans, les Américains avaient cherché à isoler la Chine et n'avaient pas réussi. Mais un problème de portée considérable subsistait : celui posé par la domination militaire de l'île chinoise de Taiwan par les Américains. « En recevant Nixon, nous aboutîmes à un premier résultat d'importance historique : la reconnaissance officielle par les États-Unis que Taiwan faisait partie intégrante de la Chine. De plus en agissant tactiquement de cette façon, nous profitons des

contradictions internes entre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique. » A mon humble avis (J.J.) qui aurait pu protester avec davantage de raison que les Albanais, sinon les Vietnamiens, les peuples indochinois agressés par les Etats-Unis ? Mais nos camarades vietnamiens savaient parfaitement quels étaient les objectifs de Mao et comprenaient qu'il agissait aussi pour parvenir à contraindre les Américains à renoncer à leur agression dans le sud-est asiatique.

Dans « Jamais de compromis ? », chapitre de « *La maladie infantile du communisme, le gauchisme* », Lénine écrivait : « On ne peut triompher d'un adversaire plus puissant qu'au prix d'une extrême tension des forces et à la condition expresse d'utiliser de la façon la plus minutieuse, la plus attentive, la plus circonspecte, la plus intelligente, la moindre fissure entre les ennemis, les moindres oppositions d'intérêts entre les bourgeoisies des différents pays, entre les différents groupes ou catégories de la bourgeoisie à l'intérieur de chaque pays, aussi bien que la moindre possibilité de s'assurer un allié numériquement fort, fut-il un allié temporaire, chancelant, conditionnel, peu solide et peu sûr. Qui n'a pas compris cette vérité n'a compris goutte au marxisme ».

Le Parti du Travail d'Albanie s'opposait au principe « Tirer profit des contradictions pour concentrer les coups principaux contre l'ennemi ». Sur ce point le camarade chinois conclut : « Quelle que soit leur intention subjective, la façon objective de raisonner des dirigeants albanais répond aux besoins du révisionnisme soviétique ». Il précisa encore « le PTA ne distingue pas le principal du secondaire et confond l'ami et l'ennemi... Il s'en tient à l'idée que " moi seul suis révolutionnaire " et veut tout abattre. Ce sont là des positions de gauche en apparence mais de droite en réalité. La source de ce comportement sur le plan idéologique se trouve dans la métaphysique et l'idéalisme. »

Toujours pour l'historien qui lira ces lignes, je dois encore résumer l'analyse particulière du Comité central du Parti communiste chinois à propos du rapport politique d'Enver Hoxha prononcé devant le VII<sup>e</sup> Congrès du PTA. Il s'agit

concrètement des attaques portées contre la politique de Mao Zedong. En préalable fut souligné que dans ce rapport et dans la partie internationale plusieurs passages et affirmations visaient implicitement et intentionnellement le Parti communiste chinois. En fait la partie chinoise considérait qu'il y avait eu « cinq attaques ». Le délégué du département de liaison du comité central du Parti communiste chinois commença aussi par indiquer, en me regardant : « Le camarade a vécu cette expérience. »

Première attaque : d'après Enver Hoxha, la théorie des trois mondes dissimule le caractère de classe et ne discerne pas le caractère fondamental de la lutte implacable entre le capitalisme et le socialisme. En ce sens elle sème un trouble idéologique et des illusions parmi les peuples du monde.

Le Parti communiste chinois rétorquait que la théorie des trois mondes, bien au contraire, discernait parfaitement les rapports entre agresseurs et agressés, oppresseurs et opprimés, exploités et exploités. Elle répondait à la caractéristique fondamentale de l'époque dont la contradiction fondamentale opposait l'impérialisme et la révolution prolétarienne. L'affirmation d'Enver Hoxha était une nouvelle mouture de la thèse des deux camps, alors que le camp socialiste avait été détruit par l'URSS et n'existait pratiquement plus.

En fait la contradiction provenait d'appréciations totalement différentes concernant les pays sous-développés, colonisés, ou ex-colonisés en lutte pour leur indépendance et souveraineté. Enver Hoxha disait : « Les pays du Tiers monde ainsi que les pays en voie de développement sont mélangés et liés aux superpuissances, à l'ancien colonialisme, aux organisations monopolistes sous telle ou telle forme, sur le plan idéologique et économique. »

Le PCC ripostait en affirmant que « cela revenait à faire passer les pays du Tiers-monde du côté de l'impérialisme et à confondre l'ennemi et nous. Du moment que la lutte des pays

du Tiers-monde se développait avec ardeur contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme, comment pouvait-on la nier d'un trait de plume et comment pouvait-on dire que ces pays s'en remettaient aux superpuissances, à l'impérialisme et aux organisations monopolistes ? »

Evidemment il y avait des différences dans l'avancement des luttes entre les nombreux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, mais les exemples des guerres de libération nationale des pays du Sud-est asiatique, puis de l'Algérie comme les luttes des peuples sous d'autres formes dans les autres pays du Maghreb ou en Afrique et dans certaines régions d'Amérique latine confortaient fondamentalement la thèse avancée par les communistes chinois. La position de Hoxha, dogmatique à souhait, me rappelait celle du Parti communiste français que j'avais critiqué lorsqu'il sous-estimait le caractère révolutionnaire du combat du peuple algérien. Pour le leader albanais le Tiers-monde n'était certainement pas encore mûr pour faire la révolution, pratiquement il n'existait pas en dehors des empires colonialistes et autres zones d'influence impérialiste. C'était là une grave erreur contredisant les réalités en mouvement qui se développaient certes inégalement dans l'ensemble de l'univers, et singulièrement dans le Tiers-monde. En définitive, comme pour beaucoup de révisionnistes, il y avait chez les Albanais occultation du caractère démocratique des Révolutions de libération nationale de peuples du Tiers-monde et prise en considération exclusive des Révolutions socialistes concernant les prolétariats des pays avancés. Or je pensais que les deux types de révolutions étaient indissociables, celles des pays sous-développés ou en voie de développement apportant un soutien objectif direct à la révolution socialiste mondiale.

Deuxième attaque : d'après le PTA, les deux superpuissances collaboraient entre elles intégralement. Le Parti albanais niait qu'il y ait entre elles des contradictions. Il mettait sur le même plan rivalité et collusion.

Dans sa revue théorique centrale, *Ruge e Partisi* n° 11 de novembre 1973, le CC du PTA, deux mois après le X<sup>e</sup> Congrès du PCC, affirma que les dirigeants du PCC n'étaient que des politiciens et hommes politiques antimarxistes. Il précisait : « L'affirmation selon laquelle la rivalité est absolue et la collusion relative est une théorie bourgeoise, révisionniste et réactionnaire. »

Si l'on désire démontrer la fausseté de la position albanaise, ne suffit-il pas d'évoquer l'agression soviétique contre l'Afghanistan sous prétexte que ce pays se trouvait menacé par l'influence des États-Unis. Puis aussi les interventions soviétiques en Afrique, en Angola en particulier, par soldats cubains interposés ou, un peu plus tard, l'agression vietnamienne contre le Cambodge, décidée et militairement soutenue par l'URSS.

Le PCC rappela que dans « *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* », Lénine avait longuement analysé la dispute entre les puissances impérialistes pour s'assurer l'hégémonie dans le monde. Le leader bolchevik critiquait Kautsky en démontrant que sa thèse niait les contradictions entre puissances impérialistes et cherchait objectivement à embellir les puissances impérialistes. La situation dans cette période des années 70 avait-elle changé ? Certainement pas. Les indications de Lénine demeuraient tout à fait applicables aux relations entre les deux superpuissances, URSS et États-Unis.

Troisième attaque : Le PTA, par la voix de son secrétaire général, contestait que les coups doivent être portés sur une seule cible et non pas en même temps sur les deux cibles que constituaient les deux superpuissances.

Il faisait grief à Mao Zedong, au moins implicitement, de vouloir frapper par priorité le social-impérialisme soviétique.

Le PCC ripostait à ces assertions par des arguments historiques. Comment pouvait-on affirmer que la Chine était favorable ou complice des États-Unis? Les communistes et le peuple chinois connaissaient très bien l'agresseur américain, ils savaient qu'il était agresseur par sa nature impérialiste. Lors de la

guerre en Chine, puis lors de la guerre de Corée, enfin pendant celle du Vietnam et celles des autres pays du sud-est asiatique de qui donc les populations de ces pays avaient été les premières victimes, sinon des impérialistes américains ?

Mais concentrer les coups contre le social-impérialisme relevait d'une tactique. Du point de vue stratégique, les révolutionnaires chinois savaient qu'ils auraient ensuite à abattre aussi la superpuissance américaine. « Nous les abattons toutes les deux. Mais, quand on mange, c'est bouchée par bouchée. Une guerre se mène bataille par bataille. Les ennemis sont défaits les uns après les autres. »

Je me remémorais la tactique de la Révolution chinoise. Le Parti frère avait d'abord réalisé le front uni avec des éléments réactionnaires. Quand Tchang Kai chek avait été arrêté par une de ses propres unités en révolte et livré à l'Armée populaire de Libération, Chou En lai et Mao Zedong l'avait fait remettre en liberté en lui imposant d'unir ses propres forces militaires aux leurs pour combattre l'ennemi principal qui était alors l'occupant japonais. Une fois l'occupant japonais abattu, l'armée populaire de Chine avait eu alors à se retourner contre les réactionnaires du Kouomintang et les avait à leur tour vaincus.

Je connaissais la fameuse image de Mao expliquant à ceux qui ne comprenait pas cette tactique que l'on a moins de force quand on frappe des deux poings en même temps dans deux directions différentes, mais que l'on a davantage de force si l'on joint les deux poings pour ne frapper qu'une seule cible dans une seule direction.

Je pensais et pense toujours que cet enseignement de Mao était extrêmement valable. Il a d'ailleurs donné des résultats concrets au cours d'autres guerres révolutionnaires de peuples du Tiers-monde. Le général Giap fut un fervent partisan des principes militaires de Mao.

Quatrième attaque : Enver Hoxha se proclamait hostile au soutien à une Europe occidentale unie. Il s'y opposait.

Le PCC par contre soutenait les pays d'Europe occidentale dans leur combat solidaire contre l'hégémonisme de l'URSS. Ou, pour être plus précis, contre les deux superpuissances, et principalement contre le social-impérialisme soviétique, auquel aucun pays de cette région du monde n'était en mesure de s'opposer en raison de ses forces économiques et militaires supérieures.

Les communistes chinois indiquaient connaître le double caractère de cette union européenne : elle avait un caractère oppresseur et exploiteur des peuples d'Europe occidentale. Mais il n'en était pas moins nécessaire, à cette étape, de la soutenir contre les menaces du social-impérialisme soviétique.

La position du Parti du Travail d'Albanie ne pouvait que réjouir le révisionnisme soviétique.

Cinquième attaque : Le Parti du Travail d'Albanie condamnait les rencontres entre partis communistes marxistes-léninistes qui ne seraient que bilatérales et préconisait des rencontres multilatérales. Il proposait que soient convoquées des conférences internationales. Dans son rapport devant le VII<sup>e</sup> Congrès, Enver Hoxha demandait que se tienne une conférence internationale réunissant tous les Partis communistes et organisations marxistes-léninistes.

Les communistes chinois considéraient pour leur part que les conditions n'étaient pas encore réunies pour assurer le succès de telles initiatives. Ils estimaient que dans les circonstances du moment les rencontres bilatérales étaient préférables, afin que les deux partis concernés échangent des points de vue différents et des informations sur certains problèmes pour apprendre les uns auprès des autres. Dans une rencontre multilatérale il serait beaucoup trop difficile de parvenir à unifier tous les points de vue. Et même s'il y avait un accord, il ne pourrait être que de surface et n'aurait que très peu d'efficacité. De plus, dans certains pays existaient plusieurs partis ou organisations se réclamant du marxisme-léninisme, qui n'avaient pas encore

réussi à s'unifier. Si l'un d'eux était seul invité, cela créerait des difficultés pour l'unité. Pour toutes ces raisons et d'autres encore, le PCC n'invitait pas de délégations étrangères à ses congrès. Ce que le Parti du Travail d'Albanie critiquait avec vivacité. Les communistes chinois disaient que si un Parti convoque un congrès, c'est avant tout pour résoudre ses propres problèmes. Ils ajoutaient « Lors de nos 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> Congrès nous n'avons invité personne. Nous n'avons pas assisté au VI<sup>e</sup> ni au VII<sup>e</sup> Congrès du Parti du Travail d'Albanie et lui avons expliqué pourquoi. À supposer que les Chinois aient été présents au VII<sup>e</sup> Congrès du PTA ou leur politique et leurs dirigeants étaient implicitement attaqués, comment donc auraient-ils pu se comporter lors de ces attaques ? Ils auraient été dans l'embarras. »

J'étais entièrement de cet avis sur la base même de mon expérience personnelle. Je m'étais trouvé dans une situation très délicate lorsque, présent à la tribune du VII<sup>e</sup> Congrès du PTA, j'avais refusé d'applaudir les attaques d'Enver Hoxha contre la ligne idéologique et politique de Mao Zedong et du Parti communiste chinois.

Je tiens à préciser qu'au cours de ce très long exposé, qui demanda plusieurs séances, compte tenu aussi de la nécessité d'une traduction continue, mes deux camarades et moi-même eûmes la possibilité de solliciter des précisions et de poser différentes questions, sans pour autant que nous instaurions un dialogue constant avec la délégation chinoise, ce qui n'aurait fait qu'embrouiller la tenue et la compréhension réciproque des exposés présentés.

Le 5 décembre 1976, en soirée comme d'habitude, nous fûmes reçus par le successeur de Mao Zedong, Houa Kouo feng, un homme qui avait exactement le même âge que moi, 55 ans. Il était originaire de la même province que le Président Mao et aussi que Keng Piao, la province du Hounan. Il nous fit une déclaration de trois quart d'heure, nous parlant d'abord de

l'œuvre immense de Mao Zedong, puis nous exposant quels avaient été les méfaits et les crimes de la bande des quatre.

Nous repartîmes de Pékin le surlendemain.

Le 8 décembre dans l'après-midi j'étais enfin chez moi et pus me reposer avant de remonter à Paris.

-37-

Les adversaires de la théorie des trois mondes, soit anticommunistes de toujours, soit révisionnistes, ou trotskistes ou encore prétendus marxistes-léninistes n'ayant rien appris ni compris de la pensée-maozedong se déchaînèrent contre le PCMLF et surtout contre moi-même en prenant appui sur les positions rendues publiques au VII<sup>e</sup> Congrès du Parti du Travail d'Albanie par Enver Hoxha.

Très rapidement les formations qui suivaient Enver Hoxha organisèrent des conférences leur permettant d'attaquer à plusieurs, dans des communiqués communs, la théorie des trois mondes et les positions de Mao Zedong. Tel fut le cas de partis d'Amérique du Sud, qui, à ma connaissance, n'avaient, pour la plupart, jamais entretenu de relations suivies avec les camarades chinois. Leur bonne foi fut utilisée, sur place à Tirana, où l'on fit signer à leurs délégués, sans aucune consultation préalable de leurs bases respectives, un texte assez neutre dont l'unique but était de faire croire qu'ils soutenaient la ligne exposée par le dirigeant albanais. Huit de ces partis marxistes-léninistes acceptèrent cette opération en croyant bien faire. Mais l'un d'entre eux au moins, dès son retour et dès qu'il commença à comprendre qu'il s'agissait d'une manipulation contre le Parti frère chinois, s'empressa de retirer sa signature. Il s'agissait du Parti communiste paraguayen avec lequel d'ailleurs nous avons toujours eu d'excellents rapports. Plus tard d'autres communistes sud-américains agirent de la même façon. Ensuite se réunirent à

Ludwigshafen en République fédérale d'Allemagne, des Européens, dont les chefs de file flagorneurs avaient tant entouré le leader albanais lors du VII<sup>e</sup> Congrès. Espagnols, Portugais, Allemands, Italiens, Grecs firent des discours dont les contenus étaient du même tonneau. Je remarque en recherchant dans mes archives, que, sauf erreur, les Partis nordiques ne participèrent pas à cette offensive. De plus, comme « Rote Fahne » (Drapeau rouge) en Allemagne, d'autres formations rejetèrent les positions albanaises. Si j'énumère ces activités, c'est parce qu'elles conduisaient tout simplement à une scission du mouvement communiste international hostile au révisionnisme moderne. Elles constituaient objectivement une grave opération de diversion. De ce seul fait, elle renforçait pour le moins la politique social-impérialiste du Parti communiste d'Union soviétique. Le publiciste n'appartenant à aucun parti, qui géra à Paris une « Librairie internationale » ainsi qu'un Nouveau Bureau d'Editions (N.B.E.), se mit à éditer des plaquettes qui popularisaient toutes ces initiatives anti chinoises et hostiles au PCMLF. Des brochures différentes virent le jour en France avec des noms enflammés : « Combat communiste (ML) » ou « Combat prolétarien », qui ne représentaient que les spéculations de leurs auteurs.

Dès le 2 février 1977, au nom de notre comité central, j'envoyai le texte d'une résolution au Parti du Travail d'Albanie. Je révélai loyalement à l'organisme destinataire que nos dirigeants avaient étudié à fond l'analyse présentée par son secrétaire devant son VII<sup>e</sup> Congrès : «... Le Comité central de notre parti a dégagé à l'unanimité deux constatations : 1) L'analyse internationale du Parti frère albanais comporte plusieurs divergences importantes avec l'analyse de notre Parti, comme avec celles de plusieurs autres partis marxistes-léninistes, parmi lesquels le Parti communiste chinois; 2) Le discours prononcé devant le VII<sup>e</sup> Congrès du Parti du Travail d'Albanie en présence de plusieurs dizaines de délégations étrangères et de quelques personnes non affiliées à un parti marxiste-léniniste (dont un Français), a comporté de graves

accusations implicites nullement équivoques contre la ligne internationale de notre Parti et plus particulièrement d'un Parti frère au pouvoir, le Parti communiste chinois... » Après plusieurs remarques de notre direction centrale relative à la façon de régler les contradictions entre partis frères de manière bilatérale et non par apostrophe publique sur la scène internationale, je fournissais la précision que notre CC avait décidé de demander à chacune des cellules de France de renforcer l'étude de la situation internationale, de la thèse des trois mondes, et, pour pouvoir aboutir à une compréhension approfondie et adopter une attitude démocratique, d'étudier aussi le rapport politique du camarade Enver Hoxha. Nous fîmes parvenir immédiatement le rapport concerné à toutes nos cellules.

Dans le même temps notre CC avait décidé de ne pas diffuser ce rapport publiquement, en dehors des rangs du PCMLF, parce qu'il comportait des attaques contre un Parti frère marxiste-léniniste, parti que nous tenions pour le plus actif opposant au révisionnisme moderne.

Les diplomates albanais opposèrent une fin de non-recevoir à l'envoi de notre lettre.

Aussi, début mars, une nouvelle session de notre comité central prit acte de cette attitude, mais décida que nous insistions, et, dans ce but, proposa que le côté albanais reçoive une délégation de ses membres, tout en prenant les dispositions nécessaires devant tenir compte que nous nous trouvions dans une situation d'illégalité. De plus le CC du PCMLF exprima son plein accord avec le message de salutations que j'avais présenté à Tirana devant le VII<sup>e</sup> Congrès du PTA. Le texte de cette nouvelle lettre fut encore adopté à l'unanimité.

Malheureusement devant l'entêtement de nos interlocuteurs albanais, je ne pus que prendre acte d'une situation de rupture unilatérale entre le PTA et le PCMLF.

Notre journal publia, le 21 janvier 1977, un long article que j'avais rédigé avec beaucoup d'application, sous le titre «La thèse des trois mondes, analyse léniniste de la situation internationale.» En première page, ce texte était annoncé en encadré au-dessus d'une affiche chinoise soulignée par cette légende « Le tiers monde opprimé est aujourd'hui la force motrice et principale de la Révolution mondiale ». J'étais absolument convaincu de cette réalité.

Puis le 1er mars 1977, notre quotidien commença une série d'articles susceptibles d'éduquer tous les lecteurs et militants à propos de « la théorie des trois mondes », premier titre et surtitre de ces articles. Voici les sujets abordés : « URSS-USA : rivalité ou collusion ? », « L'URSS, principal foyer de guerre dans le monde », « L'impérialisme c'est la guerre », « La stratégie de la Révolution dans le Tiers-monde », « Le second monde, une réalité objective », et, le dernier, «L'Europe, point clé de la rivalité USA-URSS ».

Mais, pendant toute l'année 1978, la guérilla anti-PCMLF se poursuivit en France, et dans toute l'Europe, avec l'actif soutien des diplomates albanais.

Ce fut au sein même du Comité central et plus précisément du Bureau politique que j'eus à affronter l'opposition la plus regrettable et la plus néfaste, celle, à mon avis plus sentimentale que politique, de ma vieille camarade Suzanne Marty.

À propos des contradictions avec le Parti du Travail d'Albanie devint évident qu'elle se posait des questions et n'adhérait pas à la ligne quasi unanime de notre direction. Il se peut qu'au début de ces événements elle ait eu le désir de concilier les avis divergents. Puis, militant activement au sein de l'Association des Amitiés franco-albanaises, elle eut sans doute plusieurs occasions de rencontrer des responsables albanais ou encore des dirigeants comme Abraham Behar ou Patrick Kessel, mais je n'en suis pas certain. Elle m'assura dans des conversations privées comme devant le Bureau politique

qu'elle entendait rester politiquement fidèle à son défunt mari, affirmant qu'il aurait condamné la thèse des trois mondes et appuyé les idées d'Enver Hoxha. Je pensais le contraire, mais j'ignore vraiment qui pouvait avoir raison d'entre elle et moi. On ne peut pas faire parler les morts. Elle invoquait le fait qu'elle le connaissait mieux que moi ayant vécu avec lui en permanence en sa qualité d'épouse. Pendant toute une période la situation entre nous se tendit sur le plan politique. J'en étais totalement désappointé.

Finalement, vers le mois d'octobre 1978, elle refusa de se plier à la discipline du comité central du PCMLF et sa collusion avec nos adversaires déclarés devint évidente et opérationnelle. Elle fut invitée à présider un meeting de l'Association des Amitiés franco-albanaises qui servit, au moins implicitement, de tribune de propagande anti-chinoise et naturellement anti-PCMLF. Elle y fut acclamée avec force, et pour cause, par tous les adversaires de notre Parti. Je demeure convaincu qu'elle était très sincère et persuadée d'agir comme l'aurait fait son mari François Marty. Mais je reste aussi certain que François aurait agi avec beaucoup plus de pondération et ne se serait pas compromis avec certains des personnages que l'on nommait dès cette époque « pro-albanais », mais n'étaient pas du tout des communistes.

Le Bureau politique prononça l'exclusion de Suzanne, qui fut ensuite ratifiée par le comité central. Je me trouvai dans l'obligation de lui parler sèchement, durement et de lui interdire de participer à une session normale de notre direction. Ce fut pour moi une tâche extrêmement difficile. Ce fut aussi certainement pour elle un moment très pénible. Je n'avais pas le choix.

Sachant aujourd'hui, à la fin du siècle, ce qu'est devenu ce malheureux Parti du Travail d'Albanie, sa déchéance rapide, son lâchage par des milliers d'adhérents, ses contradictions internes, les morts par suicide, ou par exécutions capitales, de Mehmet Chehou, Président de la

République, ancien combattant des Brigades internationales en Espagne puis officier supérieur de l'armée de libération de l'Albanie contre les Nazis et les Italiens, de Bechir Baluku, chef d'État-major de l'Armée populaire d'Albanie, qualifié de traître pour avoir défendu une stratégie militaire considérée comme conforme au désir des dirigeants chinois, connaissant la répression fasciste par quelques traîtres utilisant de façon démagogique le mécontentement des masses populaires, je suis plus convaincu que jamais de la nocivité des méthodes de direction imposées à son parti et à son peuple par Enver Hoxha. Mon jugement sévère n'infirme en rien certains des mérites passés de ce dirigeant, notamment pour la libération de son peuple et de son pays à la fin de la seconde guerre mondiale comme pour son refus de la domination révisionniste soviétique à partir de la Conférence mondiale des 81 partis réunie en novembre 1960 à Moscou. Il est de notoriété publique maintenant que la C.I.A. américaine a tenu un rôle décisif dans le renversement du pouvoir communiste albanais, profitant de ses nombreuses erreurs et de sa coupure dramatique avec son peuple, et surtout avec sa jeunesse.

En 1979, les Editions Norman Bethune, 76, boulevard Saint-Michel à Paris, dont nous connaissions depuis longtemps le directeur responsable qui tenait simultanément une librairie classée comme gauchiste, publièrent un ouvrage d'Enver Hoxha de 492 pages sous le titre « L'impérialisme et la révolution ». Il s'agissait en fait d'une traduction en français d'un texte consécutif au VII<sup>e</sup> Congrès Congrès publié en albanais en avril 1978 à l'intention des adhérents du Parti du Travail d'Albanie, puis réédité en décembre de la même année à l'intention du public. La « pensée-maozedong » y était qualifiée de « théorie antimarxiste » et la « théorie des trois mondes » de « reniement du marxisme-léninisme ». Le Parti communiste chinois était accusé de développer un « plan pour que la Chine devienne une superpuissance ». Cet énorme pamphlet ne connut qu'une très faible diffusion. Par contre il suscita diverses réactions dans la presse bourgeoise française qui en profita pour se livrer à l'un de

ses démagogiques exercices de division. André Fontaine, journaliste de renom parmi les intellectuels de droite et de gauche de notre pays, en profita en effet pour publier dans *Le Monde* du 7 mars 1979, un long article intitulé « Et s'il n'en reste qu'un... Ainsi parle Enver Hoxha. »

L'organisme qui avait eu en Albanie la charge de préparer ce travail était intitulé « Institut des études marxistes-léninistes près le comité central du Parti du Travail d'Albanie ». Il était dirigé par l'épouse d'Enver Hoxha en personne, secondée par Ramiz Alia.

Peu après cette publication, le même institut fit éditer cette fois ci en Albanie deux énormes volumes publiant le « journal politique du camarade Enver Hoxha » rédigé au cours des années 1962 à 1972 et 1973-1977. « Réflexions sur la Chine », titre principal de ces ouvrages, donne une première idée de leur cible centrale. Je n'aurais jamais accordé le moindre intérêt à cette prose fallacieuse, nourrie de ragots et d'interprétations toujours tendancieuses, si je ne m'y étais trouvé pris à partie, personnellement, de façon stupide, injurieuse et diffamatoire. Ces « réflexions » débutaient le 3 avril 1962 par un texte ouvertement malveillant intitulé « Les communistes révolutionnaires attendent que la Chine se prononce ouvertement contre le révisionnisme khrouchtchévien ». À sa lecture on pouvait prendre conscience que leur auteur se présentait sans modestie comme un grand donneur de leçon à un parti et à des dirigeants qui détenaient à l'actif de leurs activités la victoire de l'une des deux Révolutions les plus importantes du siècle, la Révolution du 1er Octobre 1949 en Chine, aussi prestigieuse que la Révolution d'Octobre 1917 en Russie.

Dans le premier tome, aux pages 696 à 701 un texte intitulé « Le Parti communiste chinois se tient sur des positions révisionnistes », Enver Hoxha qui allait m'inviter et me combler d'amabilités, à plusieurs reprises, postérieurement à cette année 1972, écrivait textuellement ce qui suit :

« Le Français Jacques Jurquet, le principal dirigeant du Parti communiste de France (marxiste-léniniste), qui fait le « clandestin » après son retour de Pékin, évite depuis six mois de rencontrer nos camarades à Paris. Il n'est même pas venu à notre VI<sup>e</sup> Congrès, en prétextant sa " clandestinité "... Il s'est même laissé pousser la barbe pour avoir tout à fait l'air d'un " clandestin "... » On voit ici quel était le niveau des arguments du leader albanais. Les propos infantiles et méprisables au sujet de ma barbe constituaient concrètement une dénonciation, involontaire j'espère, aux organes de répression de mon propre pays. Mais passons...

Venait ensuite une autre attaque

« Jurquet a dit ensuite à nos camarades qu'il a été chargé par Chou En lai de trouver aux Chinois un écrivain révisionniste connu en France, qui écrive sur la Chine, de même qu'ils l'ont fait en Italie, où une révisionniste en vue, qui s'est rendue en Chine, s'est vue créer toutes les facilités pour écrire un livre. Et il a ajouté : je suis entré en contact avec l'écrivain connu Chabrol, un révisionniste, et j'essaye de le convaincre... »

Mon commentaire : ces lignes contenaient deux mensonges calculés. J'ai déjà fait mon autocritique sur le fait que j'avais cru longtemps que les deux partis chinois et albanais se tenaient réciproquement au courant de leurs activités et de leurs rapports avec les communistes marxistes-léninistes des autres pays ; j'ai déjà indiqué qu'il s'agissait là de ma part de subjectivisme et de naïveté. Donc j'avais en effet évoqué devant un diplomate albanais à Paris l'éventualité d'envoyer en Chine un écrivain français susceptible de produire un ouvrage sur la vie des paysans dans les communes populaires (ce que ne rapporte d'ailleurs pas Enver Hoxha). Mais la contre-vérité éhontée que contenait la « réflexion sur la Chine » de ce dernier consistait à assurer mensongèrement que cet écrivain devrait être un « révisionniste ». Jamais Chou En lai n'avait présenté cette proposition sous cet angle. Il souhaitait simplement qu'un auteur français, qui pouvait ne pas être forcément un membre du Parti marxiste-léniniste, mais qui

soit un écrivain connu et de qualité, puisse imiter l'initiative de Maria-Antionietta Macchiochi, ancienne députée du Parti communiste italien accordant toute sa sympathie à la Chine, qui était venue dans ce pays pour écrire un ouvrage intitulé « De la Chine » publié en français en 1971. Le second mensonge délibéré consistait à présenter Jean-Pierre Chabrol comme révisionniste. C'était là totalement faux. L'homme qui m'avait présenté le grand conteur et écrivain cévenol était un partisan acharné de Staline plus même que de Mao Zedong. De plus il était aussi un grand artiste, professeur au conservatoire de musique de Paris, guitariste international, il n'était autre que Sébastien Maroto. Il rendait de nombreux services ne serait-ce que matériels à notre PCMLF, dans la plus stricte discrétion.

Pour sa part, Jean-Pierre Chabrol n'avait été membre du vieux Parti communiste français que peu de temps et l'avait quitté sur des positions nullement révisionnistes, et pour cause, c'était le parti qui était en train de devenir révisionniste, mais sur des positions plus ou moins libertaires. Il préservait avant tout son indépendance de conteur populaire et d'écrivain populiste. J'avais en effet indiqué à mes « amis » albanais que j'envisageais de solliciter Jean-Pierre pour l'envoyer en Chine dans le but de le faire vivre au milieu des paysans où il aurait pu préparer un excellent ouvrage. Projet qui finalement ne se réalisa jamais. Je conserve de toutes façons à Chabrol une sympathie que justifie amplement nombre de ses romans qui n'ont absolument rien de révisionniste ni de bourgeois, mais qui sont toujours très proches du peuple. Le 30 août 1974, à Chamborigaud dans le Gard, il m'avait offert son roman de 866 pages « Le Canon fraternité » consacré à la Commune de Paris.

Hoxha écrivit encore : « ...Jacques Jurquet a entièrement embrassé les orientations des Chinois... Il a dit à nos camarades qu'ils sont en train de prendre contact avec Charles Tillon, avec lequel ils ont des entretiens et dont ils se rapprochent... » Suivait toute une série d'allégations fausses

reprenant une prétendue conversation que j'aurais eue avec le diplomate albanais à propos de Tillon, défenseur de Tito, puis de la Roumanie et de la Yougoslavie. J'ai envie d'écrire, et j'écris : un chapelet de conneries !

Mon commentaire : je pense qu'il y avait dans ce passage une manipulation malhonnête. Pourquoi ? Tout simplement parce que je ne pris un contact sérieux avec Charles Tillon que postérieurement à 1972. Et que par conséquent *ce* qu'écrivit à la prétendue date du 13 février 1972 Hoxha ne pouvait être que la transposition farfelue d'informations qu'il avait reçues bien au-delà de cette année. Un mensonge évident. De toutes façons, Tillon avait eu maille à partir fort éprouvante avec les dirigeants du Parti communiste français qui l'avaient exclu nullement sur l'accusation d'être un « anti-stalinien » ou un « défenseur de Tito », mais sous l'accusation de fractionnisme avec André Marty. En réalité il s'agissait d'une vengeance de membres de la direction du Parti qui n'avaient jamais participé à la Résistance et encore moins à la lutte armée contre les occupants nazis. Alors que Charles Tillon avait été le chef d'État-major des F.T.P., c'est-à-dire des combattants de la Résistance en général encadré par des communistes véritables. Hoxha ne respectait pas l'ancien commandant en chef des Résistants communistes français. J'eus l'occasion de défendre Charles Tillon auprès des dirigeants chinois quand Deng Siao ping, mal informé, reprit publiquement à son endroit l'accusation perfide d'avoir été le responsable des bombardements sur le Constantinois au moment des massacres colonialistes du 8 mai 1945. Le Comité central du Parti communiste chinois prit en considération le démenti et les précisions que je lui adressai à ce sujet.

Je possède tout un dossier de ma correspondance avec Charles Tillon qui était entré en relations avec les camarades du PCMLF de Bretagne et leur avait accordé une interview. Je ne dis pas que l'ancien mutin de la Mer noire n'a jamais connu des interrogations et des hésitations dans ses analyses après son

exclusion ignominieuse du P.C.F., mais j'affirme que rien dans son comportement de prolétaire, de militant, de dirigeant communiste et d'écrivain révolutionnaire n'autorisait Enver Hoxha à le diffamer tout en me diffamant moi-même.

Voilà pour le premier tome de « Réflexions sur la Chine ». Passons au second tome portant sur la période 1973-1977.

Dans le tome 2, les accusations lancées contre moi prirent une couleur nouvelle relevant de la plus pure fantaisie. Sous la plume du leader infailible Enver Hoxha, les dirigeants chinois étaient devenus des « trotskistes ». On aurait pu s'attendre à tout autre sorte de qualificatifs en « istes », mais vraiment celui là était fort imprévu. Les véritables trotskistes ont dû s'en gausser longuement s'ils ont eu connaissance de ces élucubrations. Dans un texte publié aux pages 424 et 425, on pouvait lire : « ... C'est pourquoi les actuels dirigeants chinois jugeant la situation embarrassante, ont entrepris une attaque hostile trotskiste contre notre parti derrière son dos. Ils ont appelé à Pékin, un à un, des représentants des partis communistes marxistes-léninistes, depuis ceux de l'Australien Hill et du Français Jacques Jurquet jusqu'à ceux d'Amérique latine... » À la page 463, dans un article intitulé « L'avocat charlatan (il s'agissait ici du Polonais Kazimierz Mihal) de la ligne pourrie chinoise », on pouvait encore lire ce paragraphe succulent : « De grands renégats comme Tito, Khrouchtchev et Mao, puis aussi de petits comme Mijal, Hill et Jurquet, surgissent inmanquablement aux détours du mouvement révolutionnaire marxiste-léniniste, mais ces renégats, de quelque acabit qu'ils soient, seront tous démasqués, discrédités, et ils finiront, comme ont fini leurs prédécesseurs, dans la poubelle de l'histoire... »

Quelle triste confusion chez un homme en qui j'avais naguère placé ma confiance.

Enfin, sous le titre « La Chine cherche à jouer le rôle du vieux de la montagne », le 23 juin 1977, Hoxha écrivait encore : « Les

envoyés de l'agence de presse chinoise en Europe et les laquais des Chinois, en particulier le trotskiste français Jurquet ainsi que les éléments de « Rote Fahne » en Allemagne, se montrent les plus actifs pour promouvoir la ligne traîtresse de... » Je n'ai pas lu toutes les éblouissantes réflexions sur la Chine de l'idéologue albanais qui prétendait jouer un rôle dirigeant sur le plan international, mais sincèrement ces quelques perles me suffirent pour donner une idée sérieuse de son idéologie et de ses talents politiques.

Je plains sincèrement son peuple, ainsi que les hommes et les femmes qui lui accordèrent longtemps une confiance inflexible comme celle que moi-même j'ai accordée longtemps à mon Parti, le Parti communiste français, avant de prendre conscience des mensonges et des trahisons dont se rendaient coupables certains de ses dirigeants.

À l'époque où j'eus connaissance du long paragraphe concernant mes relations avec Charles Tillon ou Jean-Pierre Chabrol, relations d'ailleurs plus imaginées que réelles, je rédigeai, le 31 juillet 1979, un texte détaillé pour réfuter point par point toutes ces âneries et le fis diffuser dans les cellules du PCMLF.

C'est le peuple albanais, influencé par des pressions américaines et capitalistes occidentales qui a rejeté le groupe qui s'au-to-proclamait communiste, prétendait exercer une dictature du prolétariat alors qu'il n'exerçait qu'une dictature sur le prolétariat. Malheureusement cette fin lamentable a pris le caractère d'une contre-révolution blanche et terroriste. Il eut pu en être différemment si les dirigeants du Parti du Travail d'Albanie avaient bénéficié de la confiance profonde et durable des masses populaires de leur pays.

*Post-scriptum : ce passage a été rédigé avant la crise des Balkans de 1999 et l'agression de l'OTAN contre la Yougoslavie, soutenue sous couvert d'U. C.K., par des Albanais fascistes et xénophobes du Kosovo et d'Albanie.*

J'avais lu dans je ne sais plus quel organe de presse qu'un des parents d'Hubert Lambert, magnat de la cimenterie, se disputait son énorme héritage avec l'ex-député poujadiste Le Pen, devenu Président d'une formation baptisée par usurpation d'un sigle de la Résistance, « Front national ». Une bataille de chiens entre un milliardaire et un politicien bien connu déjà pour ses idées, faits et gestes attestant d'une idéologie de violence. Le nommé Philippe Lambert attaquait Le Pen, héritier inattendu et désigné de la fortune de son cousin Hubert.

Un article court mais sulfureux parvint à *l'Humanité-rouge* à ce sujet, soit de la part d'un camarade soit d'un simple lecteur. Le Comité de rédaction n'eut pas le temps de le relire deux fois, et, sous le titre « Le Pen héritier — 3 milliards pour les nostalgiques des chemises brunes » ce papier fut publié en page 3 de l'édition du jeudi 14 octobre 1976.

L'individu mis en cause ne tarda pas trop à s'indigner de nos révélations qui ne constituaient d'ailleurs en aucune façon un scoop, car elles avaient déjà fait le sujet d'autres informations de presse. Il intenta à notre périodique un procès pour imputations diffamatoires portant atteinte à son honneur et à sa considération. Il osait chiffrer à cent millions de francs le montant de la réparation qui lui était due. Le procès fut convoqué le 21 février 1977 à 13 h 30 devant la II<sup>e</sup> chambre du Tribunal correctionnel de Paris, au Palais de Justice. Le verdict tomba le 25 avril 1977 : trois mille francs de dommages et intérêts et cinq mille francs de frais d'insertion du jugement dans la presse et de frais de justice.

Mais, entre-temps, nous avons publié une série d'articles bien renseignés et bien orientés pour faire le procès de celui qui voulait nous imposer silence en recourant à la justice de classe. Les éditions des 3, 4, 17, 18, 19, 20, 22 et 23 février 1977 diffusèrent de nombreuses précisions sur sa personnalité politique, son idéologie et sur son entourage constitué de fascistes condamnés pour trahison et collaboration avec les ennemis de la France pendant la période de l'occupation nazie. Voici pour mémoire quelques-uns des titres et des sujets traités dans notre journal. « Le Pen, député à Paris... tortionnaire à Alger » Cet article présentait un texte paru sous la direction de Hafid Keramane dans un recueil intitulé « La pacification » — « livre noir de six années de guerre en Algérie » publié par l'éditeur La Cité à Lausanne en 1960. Il était repris de « Résistance Algérienne » n° 32, du 1er au 10 Juin 1957. Il précédait « La Question » d'Henri Alleg. Le commentaire de *l'Humanité-rouge* se limitait à une dénonciation des gens présents au gouvernement de la France à l'époque où s'étaient produits les faits imputés à Le Pen : Guy Mollet, Mitterrand et Robert Lacoste. Dans l'édition du lendemain, notre quotidien fournit un grande quantité de détails et autres précisions sous le titre « Qui est le fasciste Le Pen ? Un tortionnaire. » Ce nouvel article comportait des noms de fonctionnaires de police ayant dénoncé les pratiques de Le Pen ainsi que les noms d'Algériens victimes des tortures en cause. Dans le numéro suivant, l'article répondait à la question quotidienne « Qui est Le Pen ? » par cette simple phrase « un nostalgique de l'OAS ». A noter que la perspective du procès qui nous était imposé servait à alimenter une campagne de soutien financier « Parce que je soutiens *l'Humanité-rouge* dans sa lutte contre le fasciste Le Pen et la répression bourgeoise, je verse(x) ... francs de souscription. » Ensuite un article démontra que l'individu en cause était un « apologiste du nazisme », puis « le chef d'une organisation fasciste ». Le dernier texte fut consacré à révéler les relations de Le Pen.

Notre avocate Maître Myrtho Bruschi du barreau de Marseille nous conseilla de faire appel de la première condamnation et, en appel, réussit le 14 novembre 1977 à faire supprimer la condamnation à cinq mille francs pour deux insertions dans la presse, les autres condamnations demeurant inchangées.

Avec le recul de l'Histoire et l'actualité de fin du siècle, je constate que nous avons cent mille fois raison de dénoncer l'idéologie de ce politicien entouré de fascistes et collaborateurs pétainistes notoires, et diffuseur de disques de chants nazis. Je n'ai plus dans mes archives le texte du jugement de la Chambre correctionnelle de Paris. Mais je ne crois pas me tromper en pensant que la condamnation pour diffamation ne porta que sur l'affaire de l'héritage de Hubert Lambert. Il est vrai qu'il est impossible de prouver concrètement ce qui a pu se passer entre un vieux milliardaire très diminué à la fin de sa vie et celui qui « s'occupait » de lui, disons que c'est même là un sujet classique de film policier ou d'épouvanté.

En tout cas je remarque que les marxistes-léninistes avaient vingt ans d'avance sur tous les honnêtes antifascistes qui combattent aujourd'hui à juste titre Le Pen, Mégret et les autres chefs du Front prétendu national. Beaucoup d'entre eux nous opposaient à l'époque que nous allions contribuer à populariser le courant fasciste et qu'il était donc préférable de faire le silence à son sujet. J'accepte bien volontiers de considérer qu'il n'est jamais trop tard pour bien faire, mais je pense que Le Pen et ses acolytes auraient connu de bien plus grandes difficultés si le danger qu'ils représentent avait été combattu comme nous le voulions déjà voilà maintenant près de vingt cinq ans. Il fallait écraser le venin du racisme dans l'œuf. Il ne fallait pas laisser la bête immonde ressortir de sa tanière.

Le rapport politique que je présentai devant le III<sup>e</sup> Congrès fit l'objet de discussions préalables parfois passionnées par les membres du Comité central et du Bureau politique.

Finalement, après que chaque phrase eut été sérieusement étudiée et chaque partie adoptée, je parvins à un document d'ensemble accepté par tous mes camarades. 104 pages dactylographiées. Il fut voté à l'unanimité.

Ce III<sup>e</sup> Congrès fut réuni à Paris, les 21 et 22 Janvier 1978, dans le 19<sup>ème</sup> arrondissement, boulevard Jean Jaurès, dans l'immense salle de l'immeuble qui allait devenir immédiatement après le siège de notre imprimerie, administrée par notre camarade Serge Le Gall, sous le pseudonyme de Marc, et bientôt celui du Parti lui-même.

Deux mois plus tard, une session du Comité central décida que nous devions réapparaître au grand jour sous un sigle à peu près identique à celui qui avait été interdit, à savoir « Parti communiste marxiste-léniniste », « P.C.M.L. » En ces circonstances, j'avais invoqué un article d'un des dirigeants de la Ligue des Droits de l'Homme, Yves Jouffa qui, avocat en renom, avait refusé dans «*Le Monde*», les fondements juridiques des poursuites d'inculpés devant la Cour de sûreté de l'Etat pour reconstitution de ligue dissoute. Du coup, le sigle de notre quotidien devint du jour au lendemain, sans explication détaillée, « organe central du Parti communiste marxiste-léniniste ». L'édition clandestine de *l'Humanité-nouvelle* fut aussitôt interrompue.

Au lendemain du III<sup>e</sup> Congrès nous organisâmes la commémoration de la fondation dix ans plus tôt, les 30 et 31 décembre 1967, du PCMLF. Nous reçûmes près de vingt messages de félicitations émanant, du monde entier, de formations, groupes et partis qui soutenaient la théorie des trois mondes. Je tiens à souligner que le premier à nous écrire, en français et en chinois, fut le Parti communiste chinois, qui n'avait vraiment pas pour habitude d'envoyer des messages.

Outre les messages de partis et formations de tous les pays européens, je notais avec satisfaction que d'autres étaient arrivés du Zaïre, de Turquie, de Tunisie, des Etats-Unis, du Canada, d'Australie et de quelques pays d'Amérique latine.

J'avais déjà reçu visite du couple Hôllander, couple de vieux communistes allemands, réfugiés en 1933 en Palestine, qui tenaient à Tel Aviv une librairie progressiste et proclamaient leur solidarité avec les justes droits du peuple palestinien. Notre courrier nous apporta en octobre 1978 une lettre de « l'Organisation marxiste-léniniste d'Israël » (AMLI), qui indiquait recevoir normalement notre journal. Ces camarades joignaient une traduction en français de leur bulletin « Longue marche ». Une édition spéciale avait condamné la politique du gouvernement israélien sous le titre « Après Camp David ». Leur enveloppe contenait encore une photocopie du titre en hébreu de leur publication reproduite en lettres latines en anglais « Long march, organ of the marxist-léninist organization of Israël ». Je m'appliquai à déchiffrer ces lettres hébraïques que j'avais appris à lire pendant la deuxième guerre mondiale, afin de mieux apprendre le yiddish qui recourait au même alphabet. Mais le temps avait en partie réduit mes capacités en la matière et j'en fus désolé au fond de moi-même.

Au mois d'août, Alain Castan nous avait invités, Baya et moi, dans la vieille ferme qu'il possédait dans le hameau de Freytisse, en Ardèche, au-dessus de Vais et d'Antraigues. Silence et repos complet.

Je profitai du calme pour achever l'écriture de mon troisième tome sur les relations entre communistes et nationalistes en Algérie durant la période de 1939 à 1945. Je m'installai devant une lucarne, au premier étage et réussis à travailler chaque jour pendant douze heures, parce qu'Alain Castan emmenait ses enfants et Baya effectuer de grandes promenades, jusqu'au Puy ou tout autre lieu touristique. Je demeurai seul avec une vue plongeante sur les prairies et les châtaigniers à l'entour. J'avais alors une puissance de travail efficace non sans rapport avec le fait que je me trouvais encore dans ce que l'on nomme la force de l'âge.

Ni mon camarade, ni moi-même ne nous doutions une seconde que moins d'un mois plus tard nous visiterions le Cambodge.

-39-

Mon dixième voyage en Chine commença le 31 août 1978. La délégation que je conduisais était composée d'Alain Castan, Camille Granot et Annie Brunel.

Dès le surlendemain, nous partîmes effectuer une visite dans la région autonome du Sinkiang-Ouïgour.

Nous avions pour interprètes Wang Lin jin, le plus âgé, surnommé "Wang l'ancien" et Wang Jin sheng qui était, de par son âge, "Wang le moyen".

Je ne sais plus où nous atterrîmes, mais je me souviens très bien qu'ensuite nous dûmes parcourir en automobile une assez longue distance en longeant ou même en traversant un immense désert. S'agissait-il du désert de Gobi ? Toujours est-il que le sable et les pierres s'étendaient jusqu'à l'infini. J'avais une impression d'isolement absolu. Seuls, rarement, quelques chameaux apparaissaient non loin de notre passage, mais je ne parvenais pas à distinguer un seul être humain. La température était assez élevée, mais ne pénétrait pas à l'intérieur de la voiture dans laquelle fonctionnait un système de climatisation agréable. J'étais avec un accompagnateur interprète, tandis que mes camarades voyageaient ensemble dans le même véhicule. De ce fait, le trajet me parut vraiment long et plutôt exténuant. Les voitures en Chine à cette époque, presque toutes officielles, roulaient lentement ne dépassant jamais des vitesses réglementées. Comme les trains. Cette différence avec la

rapidité de nos moyens de communication ne me convenait pas, mais je n'y pouvais rien.

Nous finîmes par arriver à Ouroumtchi, la capitale de la région autonome, où les dirigeants locaux nous accueillirent avec amabilité. Je remarquai de suite que plusieurs d'entre eux avaient des visages de type différent de nos amis hans. Il y avait aussi parmi ces responsables des chinois authentiques. Le premier secrétaire du Comité du Parti du Sinkiang était un chinois membre du Comité central du PCC nommé Wang Feng. Il était assisté d'un dirigeant ouïgour nommé Smaï Amati. Ce phénomène de mélange des autochtones et de populations venues d'ailleurs me rappela ce que j'avais déjà constaté plusieurs années auparavant, à Bakou, en République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan, où des Russes co-dirigeaient avec les Azéris. Les communistes chinois envoyaient des militants d'autres provinces pour aider les communistes ouïgours. Les organismes occidentaux de propagande anticommuniste donnent de telles réalités des versions tendancieuses.

Après le banquet traditionnel, nous pûmes enfin prendre du repos. J'étais réellement fatigué. Mais le lendemain nous repartions en voiture pour Touloufan, ville située en-dessous du niveau de la mer. Là nous pûmes admirer des cultures de vignes en treilles qui formaient un long tunnel de verdure. Les grappes de raisin pendaient au-dessus de nos têtes. Nous fûmes reçus dans une famille. Chaque homme, du grand père aux petits fils, portait une coiffe musulmane. Le plus âgé arborait une longue barbe blanche, il m'assura que dans sa jeunesse il avait terriblement souffert de conditions de vie proches de l'esclavage et que c'était le Président Mao qui l'avait délivré avec sa famille du joug ancien des Japonais ou des Féodaux. Il remerciait Allah des bienfaits de Mao. Je fis sauter sur mes genoux les petits-enfants qui n'étaient nullement effarouchés. Mais en vérité mes interprètes chinois n'étaient pas en mesure de traduire ce que disaient ces paysans ouïgours, seul l'un d'entre eux, parlant couramment chinois servait d'interprète. D'où finalement, pour nous, Français, la nécessité d'une double traduction.



Après notre retour à Ouroumtchi nous pûmes visiter le minaret d'une vieille mosquée apparemment désaffectée, mais bien entretenue comme un monument historique. Nous grimpâmes

*Rencontre avec Ieng Sary, (en septembre 1978). A l'époque, vice-premier Ministre du gouvernement du Kampuchea démocratique.*

jusqu'en haut par un escalier en colimaçon aux marches élevées. Ce fut assez dur. De l'étroite plate-forme où l'on parvenait, il y avait une vue d'ensemble sur la ville. L'architecture de cet édifice comportait, superposées de bas en haut, sept figures dessinées avec des pierres de formes et d'origines différentes. Ce monument islamique était en vérité très beau, mais je n'osais pas demander à le photographier. Nos hôtes m'expliquèrent que ne restaient plus dans la région que de vieilles personnes pour pratiquer le culte de l'Islam. Les autorités les laissaient entièrement libres de tels actes pendant que les jeunes, éduqués dans les écoles non religieuses, ne se livraient plus au culte musulman. Toutefois, pendant la Révolution culturelle, certains pratiquants avaient été maltraités par des groupes de gardes rouges excités. Fort opportunément les monuments et autres constructions anciennes avaient été placés sous la protection de l'Armée populaire et n'avaient subi aucune détérioration. La rumeur courait que c'était grâce à une intervention personnelle de Chou En lai auprès du Président Mao.

Une journée fut consacrée à une promenade à pieds en montagne jusqu'au « lac du ciel » situé à 2000 mètres d'altitude. Le panorama était merveilleux. Je courus avec mes camarades sur les rochers bordant les rives et nous nous amusâmes à montrer à nos accompagnateurs chinois et ouïgours comment on faisait ricocher sur l'eau des galets plats bien lancés.

Une autre journée fut plus difficile pour moi. Nous visitâmes une cité très ancienne entièrement vide, ne comportant que des ruines, dont on nous expliqua qu'elle se trouvait sur la route de la soie autrefois empruntée par le célèbre explorateur vénitien Marco Polo. Il faisait si chaud que je ne pus écouter convenablement les explications certainement fortes intéressantes d'un guide spécialisé. Je ne me sentais pas bien du tout.

Le soir même j'eus une forte température, une migraine tenace ainsi qu'une crise d'entérite. Mon entourage assura que cette

maladie provenait certainement des pastèques que nous avions dévorées, glacées, à belles dents, assis sur de la mousse auprès d'un petit ruisseau, de l'autre côté duquel commençait le désert. Wang l'aîné et d'autres accompagnateurs chinois se trouvaient dans le même état que moi. Alain Castan dissimula la même maladie pour ne pas aller à l'hôpital, mais ne me le révéla que par la suite. Aussi dûmes-nous abréger notre séjour et repartir vers l'aérodrome où nous avions atterri à l'arrivée. Je fus hospitalisé le soir même dans un hôpital militaire de Pékin réservé aux dirigeants et cadres du Parti. Des analyses de mes selles furent effectuées. Après quoi, des comprimés (de cortisone ?) me furent administrés, un interprète demeura nuit et jour à mes côtés, et je crois me souvenir que ce fut ce remarquable jeune homme nommé Wang qui, plus tard, devint élève chinois à l'Ecole nationale d'administration de Paris. Ce devait être pour lui une corvée pas très agréable. Je fus rétabli au bout de trois ou quatre jours et pus rejoindre mes camarades avant que nous ne soyons acheminés sur Petaho, centre de repos peu éloigné de Pékin. Le seul souvenir que je conserve des deux journées passées dans cette ville reste que nous y furent présentées des ombres chinoises. Ce spectacle est aussi fréquent en Indonésie et en Turquie où on le nomme «Karagöz».

Le soir de notre retour à Pékin, nos hôtes nous demandèrent si nous étions intéressés par une visite au Cambodge. Unanimement nous répondîmes par l'affirmative. Depuis des mois, en France, nous accordions aux patriotes khmers un soutien politique et moral constant. Le lendemain matin, un vol chinois régulier nous conduisit en cinq heures à Phnom Penh, notre atterrissage s'effectua sur l'aérodrome de Pochentong. Parmi les hôtes khmers qui nous accueillirent, nous reconnûmes aussitôt Ok Sakun, ancien responsable de la délégation en France du Gouvernement Royal d'Union Nationale du Kampuchea, le GRUNK. Se trouvait là aussi l'ambassadeur de Chine visiblement très heureux de nous voir arriver. Mais nous prîmes immédiatement en voiture la direction de la villa où nous allions habiter. Le fait qu'elle soit

gardée militairement ne m'impressionna pas dans la mesure où notre résidence habituelle à Pékin l'était également. Je comprenais cette vigilance et l'approuvais. Toutefois le fait que la quasi-totalité des habitants de cette capitale aient été évacués vers d'autres régions du pays procurait à ses rues et quartiers un aspect vraiment inattendu, disons surréaliste.

Le 9 septembre 1978, en notre honneur, fut offert à Phnom Penh un dîner que présida Ieng Sary, membre du Comité permanent du comité central du Parti communiste du Kampuchea et Ministre des Affaires étrangères. Sauf erreur de mémoire participaient aussi à ce repas une femme, peut-être l'épouse de Ieng Sary, qui ne s'entretint que très peu avec nos déléguées femmes, et vraisemblablement Ok Sakun. Le menu typiquement khmer comporta surtout du poisson que je trouvai succulent.

Ieng Sary prit le premier la parole pour prononcer une allocution qu'il nous lut en français. Il parlait tout à fait correctement notre langue. Je conserve dans mes archives personnelles le texte dactylographié de ses paroles. Il commença par nous souhaiter la bienvenue et par remercier notre PCMLF des aides et soutiens multiples apportés au peuple du Kampuchea pendant les cinq années où il menait la guerre révolutionnaire de libération nationale contre l'agression « des plus barbares » des impérialistes américains et de leurs valets. Il mentionna aussi une résolution du PCMLF en date du 10 juillet 1978 constituant pour les Khmers « un puissant encouragement ». Puis il aborda la situation immédiate des luttes soutenues par son peuple sous la direction du Parti communiste du Kampuchea et de Pol Pot. Il dénonça aussitôt les agressions multiples du Vietnam et de son maître « la grande puissance expansionniste ». Parmi d'autres, il mentionna la victoire du 6 janvier 1978 remportée sur les « Vietnamiens avaleurs de territoire ». Il expliqua l'agressivité vietnamo-soviétique par une stratégie de « Fédération indochinoise » visant à avaler le Kampuchea, exterminer sa race et dominer ainsi toute l'Asie du Sud-est. Il précisa que « la grande

puissance expansionniste » envoyait des milliers de conseillers militaires et civils et de grandes quantités d'armes et de matériel de guerre au Vietnam. Une tactique pour ces agresseurs consistait à encercler le Kampuchea par derrière en menant des activités du « chat qui cache ses griffes ». Ensuite il réaffirma l'inflexible décision du Kampuchea de repousser toutes ces attaques et de leur infliger de lourdes et ignominieuses défaites. Il conclut :

« Camarades et Amis, Au cours de votre séjour dans notre pays, vous connaîtrez mieux les aspirations raisonnables et profondes du peuple du Kampuchea qui sont de vivre en paix dans l'indépendance nationale et dans l'honneur et la dignité nationale... Vous pourrez vous rendre compte que le peuple du Kampuchea nourrit de profonds sentiments d'amitié et d'estime à l'égard du peuple français. Nos deux peuples ont noué entre eux des liens d'amitié depuis de longue date, du temps même de la lutte contre le colonialisme français, leur ennemi commun.

Nous sommes convaincus que votre présente visite contribuera au développement de cette amitié entre nos deux peuples et sera une excellente occasion pour nous d'échanger nos points de vue afin de développer davantage l'amitié révolutionnaire et la compréhension mutuelle entre nos deux partis. »

Puis il porta les toasts de circonstance. Il me revenait de présenter l'allocution de réponse. Je l'avais préparée d'avance, avec le concours de mes camarades. Je remerciai nos hôtes pour leur réception, rappelai leurs victoires sur les impérialistes américains et déclarai ne pas douter de leur inéluctable victoire sur d'autres agresseurs éventuels. J'évoquais aussi le honteux colonialisme français. Mais je suis convaincu maintenant, plus de vingt ans après, que le plus important de mes propos concernait les relations du Kampuchea démocratique et de la France. En effet celle-ci, en refusant après 1970, toute ouverture de Norodom Sihanouk, avait soutenu la politique des Etats-Unis et avalisé le putsch du fasciste Lon Nol. Voici ce que je

déclarai : « Notre parti est favorable à l'établissement de relations diplomatiques entre le Kampuchea et la France, pays du second monde, dans l'intérêt du Kampuchea démocratique et du peuple français, sur la base de la souveraineté réciproque. La France, notre pays, doit abandonner toute arrière-pensée de caractère impérialiste ou néo-colonialiste, et respecter sans réserve l'indépendance et la dignité du Kampuchea démocratique. » Puis je portais à mon tour les toasts de convenance.

Le lendemain, accompagnés de plusieurs de nos hôtes khmers, nous prîmes un train de voyageurs à la gare de Phnom Penh. Les compartiments étaient bondés. Les places n'étaient pas très confortables parce qu'il s'agissait de vieux wagons en bois datant de l'époque du protectorat français, mais nous eûmes tout loisir de nous déplacer. La durée du voyage fut assez longue, bien que ce train roule plus vite que ceux de Chine. Nos accompagnateurs nous firent savoir qu'en passant par Roméa, Pursat et Battambang, nous nous rendions à Sisophon, dans le nord-ouest du pays, où il y avait eu quelque temps auparavant « des troubles perpétrés par des agents de l'ennemi infiltrés au sein du peuple ». Tout au long du parcours je pus admirer des paysages différents de ceux qui m'étaient familiers. Pendant un moment j'aperçus la chaîne des Cardamomes. Je vis des villages dont les maisons étaient des constructions de bois ne comportant qu'une seule pièce, des paillotes montées sur pilotis. Je découvris aussi les ravages et destructions de bâtiments et de forêts, causés par les bombardements d'aviation ou de chars américains. De nombreux arbres avaient été fauchés en plein milieu de leurs troncs et s'élevaient là encore, agonisants, comme de tristes témoignages de la barbarie des agresseurs. En passant par Battambang, je compris que cette ville était assez importante. Puis, une fois parvenus à Sisophon, dès que nous descendîmes du train, sous protection militaire non rapprochée mais évidente, nous fûmes amenés à remonter dans une caravane de voitures qui prit aussitôt la direction de l'est. Nous bénéficions d'une escorte de soldats en armes. Il me semble que nous

roulâmes longtemps jusqu'à Siem Reap. Je somnolais, en dépit de mon vif désir de tout voir sur notre passage. A un carrefour de routes secondaires, nos interprètes nous firent remarquer un char américain demeuré sur place après avoir été incendié par les patriotes, il s'agissait en effet de la carcasse d'un blindé entièrement noircie par le feu.

Je ne me rendis pas compte que nous étions arrivés à Siem Reap quand on me pria de descendre pour entrer dans une maison en dur qui n'était pas élevée sur pilotis. Je fus alors séparé de mes compagnons français qu'on conduisit ailleurs, je ne sais plus où, tandis que je fus reçu dans cette demeure assez confortable. Mais le repas du soir nous fut servi à tous les quatre en compagnie de représentants du Parti communiste du Kampuchea. Je crois bien que je ne savais plus où je me trouvais. Et ce ne fut qu'au moment de nous séparer pour aller dormir chacun de son côté, que j'appris que le lit immense que l'on m'avait attribué n'était autre que celui du prince Norodom Sihanouk. Il l'utilisait, me fut-il indiqué, lorsque, venant de son palais royal de Phnom Penh, il séjournait dans la région, proche des temples d'Angkor comme du Tonle Sap, le grand lac.

Je dormis à poings fermés, récupérant sans doute une partie de la fatigue accumulée depuis notre « expédition » dans la région autonome du Sinkiang-Ouïgour.

Au petit matin, nos hôtes nous emmenèrent passer la journée dans les temples. Nous étions accompagnés d'interprètes chaleureux et compétents. Pour parvenir à Angkor-Vat, nous traversâmes une épaisse forêt d'arbres très hauts, en tout cas beaucoup plus grands que les plus élevés de nos contrées en France. Le déplacement fut rapide parce que ce site de réputation mondiale n'était qu'à quelques kilomètres de nos résidences.

Cette visite fut pour moi un événement vraiment exceptionnel.

En traversant l'immense bassin entourant les temples sur une voie ressemblant à un viaduc rattachant une île à la terre, j'eus l'impression que plus j'avais plus les dimensions des édifices devenaient géantes. Je n'aurais jamais imaginé une cité pareille, car l'ensemble constituait bel et bien une véritable ville, certes inhabitée depuis longtemps et devenue un centre de tourisme et de recherches archéologiques. Ce jour de septembre 1978 où je m'y promenais en compagnie de mes camarades et d'accompagnateurs khmers, il n'y avait pas de visiteurs en dehors de nous. Mais nous aperçûmes plusieurs fois de petites patrouilles de soldats, qui surveillaient les lieux. Notre guide principal nous montra des traces de bombardements américains, ou plus précisément de mitraillages au napalm. Ce produit laissait sur la pierre des nappes d'une matière noire fortement collée, ressemblant à du caoutchouc. Nous en vîmes en particulier près de l'entrée principale.

Je ne peux pas relater dans ses détails une visite d'Angkor au pas de course ou presque. A mon humble avis, une visite sérieuse et complète de ces lieux exceptionnels exige plusieurs journées, voire plusieurs semaines. Je n'en rapporterais donc que ce qui reste en ma mémoire en priant par avance le lecteur d'excuser les erreurs et insuffisances qu'il pourra déceler.

Je fus particulièrement frappé par la beauté des bas-reliefs de la galerie qui compte 215 mètres de long. Ils montrent des scènes correspondant à des événements tumultueux et bellicistes, des scènes de guerre effroyables. Des combattants sont assis sur des dos d'éléphants, brandissant des lances, ils sont entourés de lions aux allures féroces, ainsi que d'autres animaux sauvages. On peut également distinguer des guerriers en train d'honorer de leurs sexes en pleine érection des femmes accroupies pour les recevoir. Des crocodiles et des poissons se promènent à proximité dans des rivières ondoyantes. Il s'agit d'art khmer à l'état pur. Les sujets sont

tirés du Ramayana, de la mythologie, des croyances et des superstitions de l'époque. Il y a de nombreux personnages que je ne pouvais absolument pas identifier par suite de ma grande ignorance de ces croyances. On me parla des légendes de Vichnou, de la figure de Krishna, des rois-singes Sugriva et Bâli, des tentations du dieu de l'amour Kâna.

J'admirais les serpents géants sculptés du côté de l'entrée du Hayon, il s'agissait de balustrades à nagas. Ailleurs, de tous côtés, sur d'immenses constructions en grès se dressaient des visages impassibles ou souriants de Bouddha. L'impression de calme et de douceur dégagée de ces statues géantes créait une atmosphère presque irréelle. Pour accéder à une vaste terrasse supérieure, il fallut grimper par des escaliers abrupts taillés dans une paroi. Une véritable épreuve de varappe. Me cramponnant des mains à une marche supérieure étroite, mes pieds devaient effectuer un enjambement vertical d'au moins 80 centimètres. Derrière mon dos était le vide. De jeunes soldats vinrent nous entourer pour nous secourir en cas de besoin. Alain monta le premier sans difficultés, nos deux camarades femmes se débrouillèrent parfaitement grâce à leur jeunesse, et je réussis à franchir ce trajet plus lentement mais sans accident. Nous fîmes de nombreuses haltes pour admirer les statues de danseuses, des ipsaras, tailles nature, debout dans des niches, deux mains jointes devant leurs poitrines. Nous pûmes remarquer que certaines d'entre elles avaient été mutilées, voire décapitées. L'un des guides, un conservateur spécialisé, nous expliqua qu'il s'agissait de dégradations anciennes dues aux visiteurs occidentaux ou japonais. J'évoquais le cas d'André Malraux, qui déroba un bas-relief ou l'une de ces statues et raconta son triste exploit dans son roman « La voie royale ». Nos hôtes ne firent aucun commentaire.

Le lendemain, nous prîmes la route assez tôt, puis fîmes halte près d'un embarcadère. Là on nous fit monter dans de longues pirogues ne pouvant transporter que deux passagers. Je me retrouvais ainsi avec un rameur khmer qui ne parlait pas français. Une caravane se forma qui descendit dans le sens d'un courant

assez fort tout au long d'une sorte de canal, qui devait être très proche du Tonle sap. Nous voguâmes ainsi peut-être plus d'une heure, et finalement nous arrivâmes à un débarcadère, où nous fumes accueillis par de nouvelles figures. Nous étions sur les lieux de construction d'un barrage hydraulique d'assez grandes dimensions. Là s'activaient des milliers de jeunes garçons et filles, d'hommes et de femmes plus âgés mais encore jeunes. Nombre d'entre eux riaient ou manifestaient de la bonne humeur. D'autres avaient des visages plutôt fermés. Toutes et tous étaient vêtus de noir à la manière de l'uniforme kampuchéen. Ils travaillaient avec des pelles, transportaient de la terre à l'aide de palanches, semblaient très absorbés par leur activité. On nous conduisit auprès d'un premier barrage déjà achevé, pas très élevé, d'où l'eau provenant très probablement du lac, jaillissait avec violence pour se déverser en dessous dans une canalisation. Je fus surtout intéressé par la vue de nombreux poissons de tailles différentes qui, entraînés, par le courant, sautaient dans le flot incessant et se retrouvaient parfois sur la terre ferme. Nos hôtes répondirent avec sollicitude à toutes les questions que nous leur posâmes. Qui étaient tous ces travailleurs réunis en cet endroit apparemment à l'écart de toute agglomération ? Où vivaient-ils ? A ces questions nous fut répondu qu'ils étaient tous volontaires, qu'ils dormaient dans des baraquements élevés un peu plus loin et qu'ils mangeaient collectivement. Ils avaient l'air en bonne santé. Les jeunes, encadrés par des ouvriers spécialisés, appartenaient à des « brigades mobiles » qui quittaient momentanément leurs coopératives pour se consacrer à de grands travaux à l'échelle du district ou de la province. Certains étaient torse nus, car le chantier se trouvait en plein soleil. C'était un spectacle du genre de celui que j'avais déjà vu dans des films chinois sur les grands travaux effectués après la victoire de la Révolution, lorsque l'absence totale d'énergie était remplacée par la force physique collective de foules immenses. J'avais aussi dans mes souvenirs celui de Nanniyuan, près de Yenan, où, par moins 20 ou moins 25 degrés de température, des volontaires construisaient un immense camp de travail à l'époque de la révolution culturelle. Mais ici, je ne souffrais pas du froid, je supportais beaucoup

mieux la température élevée. Je sus par la suite que de tels chantiers de travail étaient dénoncés en France et ailleurs comme des camps de concentration répressifs et meurtriers. Incités par les services spéciaux américains et autres, les propagandistes zélés de l'hostilité aux patriotes khmers assuraient qu'il s'agissait de camps encadrés par des « monstres ». Je sais aussi, comme on me l'a souvent opposé, qu'une visite dirigée par les officiels d'un pays ne met jamais en évidence ce qui est condamnable. C'est un fait qui ne m'a jamais échappé.



*Rencontre avec Pol Pot, à Pnom Penh, en septembre 1978.*

Mais dans le cas précis de ce centre destiné à édifier un barrage, je ne peux que m'opposer aux accusations lancées en Occident ou aux Etats-Unis. Le camp regroupant ces travailleurs n'avaient rien de commun avec les camps de la mort nazis.

Après cette visite, nous pûmes rejoindre nos voitures qui avaient fait mouvement pour venir nous récupérer et nous médicaments préparés en ces lieux étaient exclusivement d'origine végétale. La médecine cambodgienne n'avait plus aucune possibilité d'acheter en Occident des produits pharmaceutiques, que l'on trouvait naguère dans les villes à l'époque de la colonisation et du protectorat. Toutefois les pratiques médicales traditionnelles dans le sud-est asiatique étaient courantes et je suppose que la première en vigueur n'était autre que l'acupuncture.

De Kompong Thom, nous fûmes acheminés sur Kompong Cham. Entre ces deux villes nous pénétrâmes dans une forêt d'hévéas où la culture de cet arbre et la collecte de sa sève pour en faire du caoutchouc nous furent entièrement expliquées. Une visite d'usine consacrée au traitement de ce produit si précieux compléta nos connaissances rudimentaires en la matière.

Sauf erreur de mémoire c'est aussi dans cette région que nos hôtes nous amenèrent à l'intérieur d'un centre d'élevage de crocodiles. Ce fut impressionnant. Nous avançons sur des passerelles en bois au-dessus des différents bassins dans lesquels grouillaient ces reptiles, regroupés par âges différents. Les plus petits n'avaient rien d'effrayant, mais les adultes de trois à quatre mètres de long, carnivores aux réactions violentes, qu'alimentaient en énormes morceaux de viande leurs gardiens, nous parurent terriblement redoutables. Si nous étions tombés de la passerelle, ces animaux nous auraient avalés en quelques secondes. Deux jours plus tard, nous regagnâmes Phnom Penh par bateau sur le Mékong.

Dans la capitale nous visitâmes une maternité dans laquelle le personnel sanitaire s'exprimait assez facilement en français, puis une école nationale d'électricité dans laquelle les élèves et les professeurs nous firent une démonstration de leurs méthodes d'enseignement, beaucoup plus axées sur la pratique que sur la théorie.

Encore quelques mots sur cette surprenante ville, qui ne comptait encore lors de notre présence qu'un nombre symbolique d'habitants. Environ trente mille, nous assura-t-on. Nous y étions logés confortablement sous protection militaire légère. Derrière l'immeuble où nous résidions, s'étendait un jardin ou parc où poussaient des arbres aux essences inconnues en Occident. Tout au fond cet espace donnait directement sur le Mékong, que l'on nommait à partir de la capitale jusqu'à son immense delta, le Bassac. Une maisonnette en bois flottante était attachée à la rive par de solides chaînes. Elle offrait une pièce assez grande, avec deux fauteuils et une table. Je pris l'habitude de m'y rendre dès que j'avais un moment d'autonomie et c'est là que je consignais la plupart de mes impressions dans un modeste cahier que j'avais apporté de Chine avec moi. Annie Brunel me prit en photographie en plein travail et je conserve ce cliché comme un souvenir précieux. Le fleuve était immense, sa largeur devait occuper entre un et deux kilomètres, son débit était assez fort. Chaque fois que je me rendais dans la pièce en bois, flottant sur son cours, les soldats éveillaient leur attention et se rapprochaient légèrement dans la mesure où leur consigne première était de nous protéger contre tout ennemi éventuel. Nous trouvions ces précautions plutôt dérisoires. Nous ignorions encore que la délégation qui allait nous succéder en ces lieux, composée de marxistes-léninistes américains, serait victime d'une agression meurtrière pendant une nuit.

Nous étions là au début de la saison des pluies. Aux heures où l'orage quotidien, brutal et rapide, sous un ciel de plus en plus noir, transformait les rues en torrents et rivières, avec en quelques minutes des niveaux d'eau de plusieurs dizaines de centimètres,

il arriva, que, revenant d'une visite, nous roulions dans l'eau à mi hauteur des roues. Nous vîmes alors, à notre stupéfaction totale, que des poissons de tailles respectables nageaient dans les rues inondées et souvent sautaient, sans doute parce qu'ils ne bénéficiaient pas d'une profondeur suffisante pour leurs promenades.

Le plus bel endroit où nous nous rendîmes fut sans nul doute le Palais royal. Sa cour principale était entourée de fresques hautes en couleurs, qui avaient pour thème la mythologie bouddhiste. De véritables merveilles d'architecture, de décoration et de peinture. Nous étions escortés par Ok Sakun et une dirigeante femme extrêmement discrète. Il est vrai que la visite de ce lieu n'était pratiquement pas autorisée pour le grand public, nous étions des privilégiés.

Ils nous apprirent que le Prince Norodom Sihanouk vivait là avec son épouse Monique, retiré des responsabilités politiques « bien que le gouvernement lui ait proposé diverses fonctions éminentes et honorifiques ».

Dans l'enceinte du palais, nous pûmes admirer la pagode d'argent, qui abritait un Bouddha géant en émeraude et qui se trouve garnie un peu partout d'autres statuettes de Bouddha, de petites dimensions, en ivoire ou en argent.

La veille ou l'avant veille de notre départ du Cambodge, nous rencontrâmes officiellement les plus hauts dirigeants du Parti communiste du Kampuchea, et tout naturellement son premier secrétaire, Pol Pot.

Au début de cette rencontre, il y eut une atmosphère de solennité. Nous étions une dizaine à y assister. Après les salutations d'usage, Pol Pot nous invita à nous asseoir autour d'une grande table. D'un côté nous étions tous les quatre, assistés d'Ok Sakun. En face de nous siégeaient cinq dirigeants du Parti communiste du Kampuchea, avec au milieu d'entre eux, juste en face de moi, Pol Pot. Ils disposaient d'un

interprète remarquable qui parlait français comme nous et semblait doué d'une solide connaissance de notre culture. Un homme qui avait sans nul doute vécu en France plusieurs années, où il avait dû être étudiant. Mais en vérité tous comprenaient parfaitement notre langue, aussi bien le premier secrétaire du PCK que Ieng Sary et les autres. Eux aussi avaient vécu autrefois en France où ils poursuivaient différentes études.

Vais-je revenir sur l'intervention que je prononçai, elle n'avait rien d'exceptionnel. Le seul point que je tiens à en souligner en dehors de nos positions fondamentales anti-colonialistes et anti impérialistes, demeure l'insistance que je mettais à proposer que s'établissent des relations diplomatiques normales entre la France et le Kampuchea démocratique. Quelle raison pouvait s'opposer à cette normalisation, dans la mesure où le général De Gaulle lui-même avait donné l'exemple du rétablissement des liens officiels entre notre pays et un Etat communiste, la République populaire de Chine ? La France n'était plus dominante et exploiteuse en cette région du monde, une situation ancienne était dépassée, l'histoire pouvait désormais connaître un cours nouveau. Mais évidemment je n'avais ni le charisme du général ni l'autorité morale, politique et diplomatique que lui conférait son passé. Et souvent je m'interroge en réfléchissant au déroulement de l'histoire de ce siècle et je me laisse aller à supposer que cet homme qui sut si bien appeler à la résistance aux Nazis, puis contribuer à sa manière à la solution de la guerre d'Algérie, aurait adopté une attitude infiniment plus intelligente à l'égard du Kampuchea démocratique que les gouvernants français obtus et réactionnaires alors en place à Paris. Après la rupture des relations entre le Cambodge et les Etats-Unis intervenue à l'initiative du prince Norodom Sihanouk le 3 mai 1965, c'est-à-dire deux mois après l'attaque du Nord-Vietnam par les Américains, le prince avait invité le général De Gaulle alors Président de la République et lui avait offert une tribune où il avait prononcé son fameux « discours de Phnom Penh ». Le but des deux chefs d'Etat consistait à s'opposer à la politique agressive des Etats-Unis. C'était là justement un exemple de ce que nous appelons les contradictions entre pays du second

monde et superpuissances, et alliance objective de la France avec un pays du Tiers-monde.

Mais ce qui demeure le plus intéressant dans le souvenir de cette rencontre avec les dirigeants du Parti communiste du Kampuchea, n'est autre que l'intervention prononcée devant nous par Pol Pot. Il parla en langue khmer, ce qui était légitime et l'interprète nous effectua la traduction presque simultanée. Ce fut un exposé concret et intéressant et je n'entends pas ici exalter la personne de Pol Pot, je déclare simplement ce que fut la réalité. Nous fumes tous les quatre pleinement d'accord pour caractériser positivement le discours que nous venions d'écouter.

Le dirigeant khmer exposa longuement les difficultés et les succès du Kampuchea démocratique. Je n'ai plus le cahier bourré de notes que j'avais prises en l'écoutant, c'est tout à fait regrettable, ce serait aujourd'hui un document d'histoire fort intéressant par son authenticité. Il répondit de façon très précise à la question que notre délégation avait formulée concernant les relations avec le prince Norodom Sihanouk. Je relève un passage de ce qu'en publia ultérieurement dans une brochure spéciale ma camarade Annie Brunel : « ... Le Comité central du Parti communiste du Kampuchea a décidé de confier le rôle de président du présidium au prince Sihanouk et une vice-présidence à Pen Nouth, une autre à Khieu Samphan. Nous avons proposé cela à Sihanouk. Il nous a remerciés avec émotion parce que les communistes tenaient ainsi leur parole en observant les décisions du congrès spécial. Pen Nouth a fait de même. Mais le prince Sihanouk nous a dit : -1) qu'il avait déjà déclaré pendant la guerre qu'après la Libération, il abandonnerait toutes fonctions politiques ; -2) que les nouveaux dirigeants du pays avaient toute capacité pour diriger, édifier et défendre le pays.

Il avait vu les faits concrets quand il était au pouvoir. Les impérialistes américains et Lon Nol ont fait le coup d'Etat pour le renverser. Sa vie politique devait normalement se

terminer là. La révolution du Kampuchea l'a invité à ce moment-là à se joindre à elle. Son honneur, sa position élevée ont permis d'effacer toute l'humiliation apportée par l'impérialisme et Lon Nol... »

Comme nous désirions savoir comment le prince se portait et ce qu'il devenait en ce mois de septembre 1978, Pol Pot expliqua tranquillement : « Maintenant, il vit avec sa famille au palais royal. Il écrit ses mémoires. Il suit les travaux d'édification du pays. En moyenne, tous les 45 jours ou tous les deux mois, il visite des provinces pour prendre connaissance des nouvelles réalisations de la construction nationale. Parfois il va se reposer du côté des monuments d'Angkor, à Siem Reap, ou au bord de la mer à Kompong Som. Il respecte le patriotisme des communistes du Kampuchea. Il sollicite nos efforts dans la construction et la défense nationale. Il est convaincu que le Kampuchea, sous la direction du PCK, peut défendre l'indépendance et la souveraineté du pays et l'édifier. Il dit aussi avoir déjà travaillé pendant 30 à 40 ans et n'avoir vu aucun résultat pendant ce temps. Maintenant il voit des barrages, les réservoirs d'eau, les canaux et trouve que tout cela est vraiment très rapide. Il affirme qu'en 30 ou 40 ans, il n'a pas pu réaliser un barrage et que maintenant il y en a partout. »

Ces propos devaient se voir confirmer quelques temps plus tard par le fait que Norodom Sihanouk envoie un message chaleureux de félicitations pour la commémoration du 18ème anniversaire de la création du Parti communiste du Kampuchea. Une photographie prise à cette époque le montrait souriant aux côtés de Pen Nouth et de Khieu Samphan.

Mais je pourrais paraître de mauvaise foi si je n'indiquais que plus tard le même homme, publiant ses souvenirs, révéla que pendant la période du Kampuchea démocratique il se sentit prisonnier des Khmers rouges, et que plusieurs de ses enfants et autres membres de sa famille avaient été tués ou portés disparus.

À mon avis, le plus important, historiquement, des propos tenus par Pol Pot devant nous se trouva concentré dans la fin de son intervention. S'adressant à nous avec une certaine solennité, il nous déclara en substance : « Camarades français, vous allez repartir dans votre pays. Dans peu de temps vous apprendrez que le Vietnam, soutenu par le social-impérialisme soviétique, aura lancé une nouvelle attaque de grande envergure contre le Kampuchea et tentera de l'envahir. À ce moment-là, deux possibilités existeront : ou bien nos forces s'effondreront et cela prouvera que le peuple n'était pas satisfait de notre politique. Ou bien nos forces résisteront victorieusement et repousseront les agresseurs vietnamiens. Cela prouvera que notre peuple était satisfait de notre politique et qu'en conséquence, il la soutiendra. » Je répète que ce ne sont pas là les termes, mot à mot, de Pol Pot, mais que c'est strictement le contenu de ce qu'il nous déclara.

Le jour suivant, nous repartîmes pour la Chine, en parcourant en avion le même trajet que celui suivi pour venir, mais évidemment à l'envers. L'ambassadeur de la République populaire de Chine au Kampuchea démocratique vint nous saluer à l'aéroport, où nos hôtes cambodgiens nous accompagnèrent en voitures.

Parvenus à Pékin, nous fûmes accueillis comme de coutume par les responsables du département de liaisons internationales que nous connaissions. Toutes et tous se montrèrent extrêmement curieux de nos réactions. Ils étaient un peu stupéfaits que le pays d'où nous venions ait supprimé toute monnaie, ils désiraient comprendre à quoi ressemblait la capitale vidée de ses trois millions d'habitants, ils voulaient savoir comment fonctionnait là bas la dictature du prolétariat. Certains exprimaient à mots couverts leur étonnement ou même une certaine désapprobation. La « petite Tsi » qui parlait si bien français et nous semblait une jeune fille moderniste, n'était pas la dernière à s'intéresser à nos indications. Elle me parut sceptique quant à l'édification du socialisme au Kampuchea. Je me souviens aussi que l'un de nos

hôtes chinois évoqua la possibilité que les communistes du Kampuchea aient été influencés par la « bande des quatre ».

Quelques jours après, le 21 septembre 1978, notre délégation au complet fut reçue par Teng Ying tchao, veuve du Premier ministre Chou En lai. J'avais eu la possibilité de lui faire passer des photographies de l'endroit où son mari, encore jeune homme, avait habité à Paris au début des années 20. Elle désira m'exprimer ses remerciements et nous assura de sentiments extrêmement chaleureux. Je ressentais pour cette grande dame un immense respect, sachant qu'elle n'était autre que l'une des plus anciennes militantes communistes chinoises encore vivantes, une ancienne de « la longue marche ». Le même jour, nous nous rendîmes en délégation au mémorial où reposait sur la place Tien An Men le Président Mao Zedong. Nous y déposâmes une couronne mortuaire et restâmes devant sa dépouille pendant un moment rempli de solennité. Son corps était embaumé, son visage paraissait extrêmement calme. Je fus rempli d'une émotion aussi sincère que celle que j'avais ressentie lorsque j'avais effectué le même geste à Moscou en 1957 devant les dépouilles de Lénine et Staline, embaumés et allongés dans un cercueil de verre installé dans un mausolée élevé devant le Kremlin sur la place rouge.

Nos deux camarades femmes rentrèrent en France peu après, tandis qu'Alain Castan et moi-même restâmes à Pékin.

Nous eûmes un long entretien avec Kazimierz Mijal, Président du Parti communiste de Pologne. Nos derniers échanges remontaient à 1972, nous nous étions rencontrés en Albanie et il ne pouvait plus rentrer dans son pays, car il était menacé d'y être aussitôt emprisonné. Maintenant il résidait temporairement en Chine. Naturellement notre discussion porta sur la théorie des trois mondes qu'il approuvait et sur la scission impulsée par Enver Hoxha. Il n'avait pas de mots assez durs pour condamner le leader albanais. Dans « Réflexions sur la Chine », ce dernier l'avait attaqué de façon virulente, le 14 février 1977, en le qualifiant « d'avocat charlatan ». Le

dirigeant polonais me conta dans le détail les difficultés considérables que lui avait créées le Parti du Travail d'Albanie en soutenant contre lui, en Pologne, un groupe fractionnel de trois militants. Lorsqu'il voulut quitter l'Albanie pour se réfugier en Chine, le PTA fit traîner la délivrance de son visa de sortie et le persécuta pendant un mois en le menaçant de l'emprisonner. Il me promit trois articles qui allaient être édités pour démasquer le comportement révisionniste de l'ensemble des dirigeants albanais et leur complicité, au moins objective, avec les révisionnistes polonais.

Kazimierz Mijal souhaitait que le PCMLF soutienne en France ses activités en direction des nombreuses familles polonaises émigrées notamment dans les départements où se trouvaient des mines de charbon. Je lui promis de faire ce qui serait possible, mais je pensais que ce serait assez difficile. Je possède toujours dans mes archives une brochure en langue polonaise et un manuscrit de sa main, que je fis traduire à Paris par une adhérente du PCMLF d'origine et de langue maternelle polonaises.

Cet homme représentait à mes yeux un des rares communistes des pays de l'Est à avoir réussi à se soustraire à la répression du social-impérialisme soviétique.

J'ai rencontré d'autres dirigeants communistes, comme ceux du Parti communiste d'Indonésie et aussi le camarade vietnamien Hoang Van Hoan, qui avait dû fuir son pays pour éviter d'être arrêté et condamné à la prison en raison de ses désaccords avec les Soviétiques comme avec Le Duan et Pham Van Dong. Malheureusement je n'ai pas conservé les notes prises lors de nos entretiens ou bien il est possible que je n'ai jamais ramené ces notes avec moi par pure vigilance, compte tenu de ce que j'avais à franchir en retour la frontière de mon pays où avait toujours lieu un contrôle de police.

Toujours est-il que notre délégation, réduite à deux, eut un long entretien avec le camarade Keng Piao le 28 septembre

1978 au matin. L'après-midi Feng Hshuan nous présenta un exposé sur les relations sino-vietnamiennes, sur les relations sino-albanaïses et sur les relations de la Chine avec le mouvement des non-alignés. Je conserve les notes très complètes de ces deux séances de travail. Quand je les relis je suis admiratif devant la pertinence de ces analyses.

Pour nous fournir des exemples d'union entre un pays du second monde et un autre du Tiers-monde, Keng Piao nous parla d'abord de l'attitude de Lénine, vers 1920, solidaire de l'Afghanistan agressé par les Indes pour le compte des Anglais, puis du soutien de la jeune URSS à la Mongolie intérieure quand celle-ci conquiert son indépendance en 1925. Il rappela ensuite que c'était sur conseil de l'Union soviétique que le Parti communiste chinois avait passé alliance en 1922 avec le Kouomintang dirigé depuis 1911 par Sun Yat sen.

Ces éléments d'histoire le conduisirent à traiter des rapports en cours de la Chine populaire avec Norodom Sihanouk. Il rappela que le prince avait été victime d'un coup d'Etat organisé par les Etats-Unis parce qu'il soutenait le peuple vietnamien dans sa résistance à l'agression américaine. « Ne pouvant retourner dans son pays alors qu'il effectuait une tournée à l'étranger, Norodom Sihanouk avait trouvé refuge en Chine et était resté six années entières à Pékin. Il était alors au bout du rouleau, n'avait plus d'argent et voulait restaurer son régime. Bien que les dirigeants communistes khmers aient été naguère emprisonnés et menacés de mort par lui, nous lui donnâmes le conseil de se rapprocher d'eux... Vous restez à Pékin, vous écrivez des articles, des appels. De son côté, le Parti communiste du Kampuchea poursuit la lutte armée et se trouve placé en première ligne. » Le souverain cambodgien accepta et contribua de la sorte à la victoire des communistes khmers, au bout de cinq ans, sur les Américains et leurs complices Lon Nol et compagnie. Ainsi les communistes chinois avaient-ils réalisé avec Sihanouk un front uni de caractère international. Ici Keng Piao précisa : « J'ai cité ces trois exemples pour montrer comment on peut s'unir utilement avec le Tiers-monde. ». Et il

posa la question : « Y a-t-il d'autres Sun Yatsen ou Sihanouk dans le Tiers-monde ? » pour répondre « Oui, c'est tout à fait possible. » À partir de là il expliqua la politique internationale de Mao avant sa mort et de Houa Kouo feng désormais. Il en montra le caractère tactique sur le plan d'un univers dominé par les deux superpuissances du premier monde, mais aussi les résultats économiques, parlant des « quatre modernisations » destinées en Chine à remplacer par une industrie et une agriculture plus développées l'époque où les moyens techniques n'en étaient encore qu'à la palanche, à la houe, à l'attelage.

L'exposé de Feng Hshuan fut plus long et très détaillé. Il fit l'historique des relations entre le Vietnam et la Chine. La contradiction principale entre les dirigeants communistes des deux pays résidait dans le fait que ceux du Vietnam considéraient toujours que le centre du Mouvement communiste mondial se trouvait à Moscou, alors que ceux de Chine estimaient qu'il n'y avait plus de centre dirigeant ni à Moscou ni ailleurs, ni même de « Mouvement communiste international ».

Après quoi il indiqua que le rapport contre le culte de la personnalité de Staline présenté par Khrouchtchev devant le XX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste d'URSS était postérieur à la politique antichinoise de ce successeur de Staline. Il nota que dans ses « Mémoires », Adenauer avait révélé qu'en 1955 Khrouchtchev lui avait suggéré de faire attention au « péril jaune ». Feng aborda alors la question des relations des communistes chinois avec Staline. Nous Français, nous savions déjà ce qui avait provoqué des désaccords entre eux. Lors de la guerre contre les Japonais en Chine du Nord, en 1945, l'armée rouge soviétique avait remis les villes conquises aux forces de Tchang Kaï chek au lieu de les laisser à l'Armée nationale populaire dirigée par les communistes. Mao s'était rendu plus tard à Moscou auprès de Staline, l'avait critiqué à ce sujet et le



*Avec Li Sien nien, président de la République populaire de Chine, (à Pékin, en septembre 1978).*

premier dirigeant du Parti communiste de l'Union soviétique avait reconnu son erreur en révélant qu'à l'époque il ne croyait pas du tout à la possibilité de victoire de la Révolution communiste en Chine. Mais Staline n'avait jamais adopté à l'égard des communistes chinois une attitude comparable à celle méprisante et agressive de Khrouchtchev. Le prix de l'aide

fournie par l'URSS à la Chine avant sa mort était calculé sur la base des prix du marché international. De plus les conditions de paiement comportaient des crédits avec des taux d'intérêts assez bas. Or, en 1960, du jour au lendemain, Khrouchtchev avait déchiré plusieurs centaines des accords signés, plaçant ainsi délibérément la Chine dans une situation économique difficile.

De fait, Feng nous expliquait ces faits historiques pour arriver à nous démontrer que la Chine n'avait jamais agi vis-à-vis du Vietnam de manière semblable à celle de Khrouchtchev.

Il en vint à condamner la propagande des médias vietnamiens qui parlaient à profusion d'un incident vieux de 2000 ans : sous la dynastie des Hans un général chinois avait écrasé le Vietnam et fait tuer deux femmes vietnamiennes truongs et des hommes. Pour les dirigeants vietnamiens il s'agissait de démontrer que l'antagonisme sino-vietnamien avait toujours existé, alors que dans la réalité le crime commis l'avaient été par un seigneur de guerre et nullement par le peuple chinois. D'ailleurs le Premier ministre Chou En lai avait déposé une gerbe devant le monument érigé à la mémoire de ces deux femmes, dans le but d'exprimer la condamnation par le gouvernement chinois d'actes commis deux mille ans plus tôt.

Feng fournit une quantité d'autres détails. Pour lui le Vietnam avait violé un accord de 1955 entre les deux partis à partir du moment où il préparait son agression contre le Cambodge. Depuis lors le Vietnam avait expulsé de son territoire cent soixante mille Chinois, dont un grand nombre détenaient la nationalité vietnamienne conformément à l'accord signalé.

Ensuite son rapport traita des relations avec les communistes albanais avant et depuis leur VII<sup>e</sup> Congrès. Enver Hoxha s'estimait supérieur à Mao Zedong. Mais les communistes chinois se gardaient bien de révéler ces turbulences pour ne pas susciter une crise au sein des partis

communistes qui s'étaient affranchis de la tutelle du révisionnisme soviétique.

En cette fin du XXème siècle, ces tracasseries sont désormais tristement dérisoires, l'Histoire a tranché de manière assez cruelle pour les dirigeants communistes albanais. Je n'en traiterais donc plus. Cependant je tiens à révéler que je me sentis sensiblement conforté dans mes propres opinions par l'exposé de Feng Hshuan quand il conclut en soulignant que l'attitude du leader albanais et de ses camarades avaient obtenu l'approbation tacite, sinon le soutien actif et visible qui aurait été dérangeant, des dirigeants révisionnistes de Moscou.

Sur les relations avec le Mouvement des Non alignés et avec les Etats du Tiers-monde, le représentant chinois s'efforça surtout de nous expliquer les conditions concrètes du rapprochement de la Chine avec la Yougoslavie.

Le 30 septembre 1978, nous fumes invités à une réception destinée à célébrer le 29ème anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine. Les fonctionnaires chinois du protocole me demandèrent de prendre place à la longue tribune que présidait Houa Kouo feng. Mais pour y accéder, il me fallut passer par une entrée réservée aux personnalités. Là se pressaient pour l'accueil Li Sien-nien, Ye Kien ying, Deng Xiao ping et de nombreux autres dirigeants. Je me retrouvai dans une file d'invités que je ne connaissais pas pour la plupart. L'un derrière l'autre, nous avançons lentement parce que chaque entrant s'entretenait quelques instants avec les hôtes chinois. Je me trouvai juste derrière Jusuf Adjitorop, secrétaire du comité central du Parti communiste d'Indonésie. Deng Xiao ping fut le premier à saluer mon prédécesseur. Souriant, le même dirigeant me tendit la main, puis j'abordai la camarade Teng Ying tchao, veuve de Chou En lai, qui me manifesta une sincère et précieuse amitié et me retint à ses côtés un moment.

Le 2 octobre 1978, Castan et moi-même fûmes reçus par le camarade Li Sien nien, membre du Comité permanent du Parti

communiste chinois et futur Président de la République populaire de Chine.

Le lendemain nous repartions pour la France.

- 40 -

Depuis des années, je n'avais cessé de militer pour soutenir les luttes des peuples du Tiers-monde contre leurs oppresseurs. D'abord contre la sale guerre menée par la France colonialiste qui tentait de résister au combat révolutionnaire du Viet minh dirigé par Ho Chi Minh. Jusqu'à la Conférence de Genève qui avait consacré la victoire des patriotes du Vietnam du Nord. Ensuite contre les «opérations de police» déclenchées en Algérie contre les patriotes regroupés dans le Front de Libération nationale, le FLN. Jusqu'aux accords d'Evian qui avaient consacré la victoire du peuple algérien. Ensuite contre l'agression américaine déchaînée contre les patriotes se réclamant du Front National de Libération du Sud-Vietnam. Jusqu'aux accords de Paris, consacrant la victoire des patriotes sud-Vietnamiens.

Simultanément avec cette dernière guerre, j'avais eu à soutenir aussi les patriotes khmers après le coup d'Etat fomenté par les sept traîtres, téléguidés par les services spéciaux américains et la CIA pour renverser le prince Norodom Sihanouk.

Mon voyage au Kampuchea démocratique, en septembre 1978, et ma rencontre avec les plus hauts dirigeants du Parti communiste du Kampuchea comme, quelques années plus tôt, ma première rencontre avec le chef d'Etat renversé du royaume du Cambodge, se situaient donc dans le cadre et la continuité de mes activités sous le signe de mon adhésion à une idéologie anticolonialiste et anti-impérialiste.

Dés le retour de notre délégation du PCMLF, la bataille politique que nous menions depuis des mois en faveur des patriotes khmers s'exacerba. D'un côté nous nous répandîmes en reportages concernant le Kampuchea démocratique puis sa résistance à l'invasion armée vietnamienne. D'un autre côté de nombreux personnages se mirent à attaquer avec frénésie et passion les patriotes qu'ils ne désignèrent plus que sous le terme de « khmers rouges ».

Il y a maintenant vingt ans que se produisirent ces événements. Voici ce que j'écrivis alors dans mon agenda quotidien :

« Le mercredi 4 octobre 1978, rentrant d'un séjour de plus d'un mois en Chine et au Cambodge, Alain Castan et moi-même avons hâte d'atterrir à Marseille, notre commun berceau d'origine. Malgré la fatigue du voyage, une fois installés dans une caravelle d'Air-Inter, nous commençons à prendre connaissance des informations publiées par la presse française. Il est d'autant plus nécessaire que nous nous mettions au courant, qu'à Roissy nos camarades nous ont fait part du désir de nous interviewer exprimé par différents organismes, en premier lieu par France-Inter, au sujet de la situation dans le sud-est asiatique. Ne sommes-nous pas en effet les premiers Français à avoir séjourné au Kampuchea depuis la victoire de l'armée révolutionnaire de libération nationale de ce pays, qui a redonné l'indépendance à son peuple le 17 avril 1975 ?

Nous subissons alors le premier choc, brutal, des nouvelles telles qu'elles sont diffusées en France. Sur notre demande, une hôtesse nous prête pour la courte durée du voyage, quelques revues, qui s'ajoutent aux quotidiens distribués gratuitement à l'entrée de l'appareil, *Le Monde*, *L'Humanité*, *Le Figaro*. En une heure, nous n'aurons pas le temps de tout lire. Mais d'emblée nous recevons non sans indignation un véritable coup de matraque journalistique qui nous replonge brutalement dans les réalités de notre société, quand nous lisons le « document de la semaine » publié par l'hebdomadaire *Le Nouvel Observateur*

dans son édition du 2 au 8 octobre 1978. Cet article à rallonges a pour titre « Cambodge : la révolution suicidée ». Pour nous c'est ahurissant. Nous revenons du Kampuchea où nous avons été les témoins, certes privilégiés et guidés, d'une révolution en plein développement. Et nous sommes d'autant plus choqués que son rédacteur est un homme pour lequel depuis longtemps nous avons une certaine considération, un journaliste grand-reporter et auteur qui a soutenu par le passé les justes causes anti-impérialistes de peuples du Tiers-monde, Jean Lacouture. Que se passe-t-il donc dans notre pays ? A quoi correspond donc cette campagne hostile au Kampuchea démocratique, qui n'avait certes pas atteint, avant notre départ, les sommets auxquels parvient l'article du *Nouvel Obs* ?

Nous sommes dépositaires d'un nombre important d'informations qui ne parviennent pas à franchir ici l'épais rideau d'une censure non officielle, mais non moins réelle. Presse, radios et chaînes de télévision dressent un mur infranchissable entre les réalités de l'Asie et notre peuple. Quelles nouvelles luttes n'allons-nous pas devoir soutenir pour combattre les contre-vérités diffusées par les hommes politiques de la majorité comme de l'opposition, de droite comme de gauche !

Le périodique qui présente comme document de la semaine l'article de Lacouture est classé « à gauche ». Il se trouve que sa couverture et plusieurs de ses pages sont consacrées aux jeux subtils des dirigeants socialistes, qui seraient « divisés » et « au pied du mur ». A nos yeux ce n'est pas un sujet intéressant, c'est même une lecture plutôt attristante. Aussi nos esprits restent-ils tournés vers ce que nous venons de découvrir de nos propres yeux, à douze mille kilomètres de la France, au Kampuchea : les traces encore béantes de l'agression impérialiste indissociable des crimes américains d'une part, l'immense chantier de reconstruction, et l'édification d'une société nouvelle voulue par le peuple khmer obligé de faire face aux agressions vietnamiennes. Après l'impérialisme américain, c'est au tour du social-impérialisme soviétique d'essayer de soumettre le

Cambodge. Comme la prose de Jean Lacouture est éloignée des réalités !

Le jeudi 5 octobre 1978 je téléphone au journaliste de France-inter, Yves Paul Vincent et prend rendez-vous avec lui pour le lundi suivant à 10 heures.

Mes camarades parisiens contactés aussi par téléphone font état de possibilités nombreuses de sortir de l'anonymat où les médias nous ont refoulés depuis des années. Aussi décidons-nous de regagner Paris dès le Samedi 7 octobre, après avoir été interviewés la veille par le journaliste du *Provençal*, Jean-Michel Gardanne. Son article paraît sous le titre « Des marseillais au Cambodge racontent ».

Le Lundi suivant, Yves-Paul Vincent fit son métier avec politesse et sérieux, au moins en apparence, peut être aussi avec hypocrisie. Il m'avait procuré l'ouvrage de Jean Lacouture par l'intermédiaire de son éditeur « Le seuil ». Je l'avais lu en entier et j'avais annoté nombre de passages de mes remarques critiques. Les questions posées par l'homme de radio durèrent environ une heure, il m'avait averti qu'il allait se faire « l'avocat du diable », mais j'eus vite compris qu'il ne reflétait que les idées déjà répandues dans notre société. J'acceptai de répondre aux plus insidieuses interrogations. Ce que je venais de voir au Kampuchea me procurait une assurance qui n'avait rien de commun avec de la vanité. Je connaissais le sujet et je n'eus aucune difficulté à fournir toutes les précisions et explications nécessaires. L'ouvrage de Lacouture était rapidement passé au second plan. Mais au cours de l'interview, pendant une courte pause, je m'aperçus qu'un homme était présent dans une pièce voisine en train d'écouter mes paroles. Ce que je disais certes n'avait rien de secret puisque par les ondes je m'adressai justement à un très large public. Yves Paul Vincent me présenta cet auditeur rapproché. Il s'agissait de François Ponchaud, père dominicain et khmérologue. Or j'avais écouté, avant notre voyage en Asie, une prestation de ce personnage présenté comme l'un des plus grands spécialistes du Cambodge. J'avais considéré ses propos comme relevant du

vieux colonialisme de papa. Aussi d'emblée je lui déclarai que je n'avais pas du tout les mêmes idées que lui. Il esquiva mon attaque en n'y répondant pas et m'indiqua par contre être très intéressé par tout ce que je venais de relater. L'émission reprit son cours et Ponchaud resta sur place pour l'écouter jusqu'au bout. Ensuite il exprima le désir de s'entretenir avec moi. Je lui dis que je ne disposais pas de beaucoup de temps. Mais il se lança dans un discours sur la « nature » des Khmers. En lisant par la suite son plus récent ouvrage sur le Kampuchea je découvris que cet ecclésiastique exprimait des points de vue peu conciliables avec l'humanisme chrétien et l'universalité d'amour dont se prévalaient avec sincérité d'autres catholiques. Je pensais à mon vieil ami Jean Cardonnel, lui aussi père dominicain dont les opinions étaient aux antipodes de celles de Ponchaud. En mon for intérieur je trouvais que cet homme avait eu beaucoup de culot et qu'en définitive son attitude envers moi, curiosité ou tentative de récupération, ne constituait pas en soi une démarche correcte.

Je crois me souvenir que mes camarades ou moi-même accordâmes vers la même époque des interviews au *Monde* et à *Libération*, mais je n'ai pas conservé ces documents.

Il me restait deux jours pour préparer de façon sérieuse un face à face qui devait m'opposer à Lacouture de nouveau sur les antennes de France-inter. Je dressai des fiches thématiques concernant les différents problèmes abordés dans son livre « Survive le peuple cambodgien ! ». Cet homme prétendu « de gauche » venait de lancer des accusations sans fondement sérieux contre mes camarades du Parti communiste du Kampuchea. Je me demandai pour quelle force politique organisée il roulait et j'inclinai à supposer que ce pouvait être pour les révisionnistes français et soviétiques, mais je n'en étais nullement assuré. Sans doute ne roulait-il que pour lui-même.

Le 11 octobre donc, accompagné d'Annie Brunel et d'André Druésne, je me rendis dans le studio de la radio qui m'avait invité pour me confronter, en direct, à Lacouture, au cours de l'émission d'informations de la mi-journée. Le

journaliste qui présentait les nouvelles était Gilbert Denoyan. Je fus prié de m'asseoir à une table ronde.



*Rencontre avec Teng Ying-tchao, veuve de Chou En lai à qui Jacques Jurquet vient de remettre des photos des lieux où Chou En lai avait vécu en France. (Au milieu, la "petite Tchi", qui a séjourné deux ans à l'Université de Rennes).*

Devant moi se dressait un micro comme ceux qui étaient installés devant toutes les autres places. À peine étais-je assis que je vis arriver et se placer en face de moi le prince Michel Poniatowski, qui revenait de Chine, ainsi que le radical-socialiste Robert Fabre. Ces deux hommes, anciens ministres et parlementaires, représentaient, sourires aux lèvres, la droite conservatrice et la gauche réformiste, mais à mes yeux rien ne les opposait vraiment. Ils défendaient, chacun à sa manière, les intérêts de classe de la bourgeoisie capitaliste. À 13 heures pile, Gilbert Denoyan commença à parler d'autres événements que celui pour lequel je me trouvais là. En présentant le sommaire de l'émission, il omit de mentionner le « face à face » entre Lacouture et moi-même. Il donna d'abord la parole à Ponia, qui évoqua la mission qu'il avait assurée en Chine en apportant au Président Houa Kouo-feng un message de la part du Président de la République française, Valéry Giscard d'Estaing. Il ne put s'empêcher de lancer une pointe d'anticommunisme en soulignant que si la Chine devenait une puissance moderne, elle constituerait une menace pour l'Europe. Le péril jaune, vieille calomnie teintée de racisme et de xénophobie, était ainsi invoqué d'une manière implicite, peu diplomatique en vérité.

Denoyan enchaîna en me présentant en ma qualité de secrétaire général du Parti communiste marxiste-léniniste « français ». Je croyais naïvement qu'il allait me passer la parole, mais il commença par faire parler Lacouture. Celui-ci, un peu fébrile, s'enflamma rapidement pour exposer son point de vue tout en faisant preuve de lyrisme. Enfin, Denoyan me fit signe de répondre. Je compris que cette émission servait surtout au lancement du livre de mon interlocuteur, aussi je m'attachai immédiatement à en réduire la portée. Je mis en cause l'authenticité des faits qu'il rapportait. Et comme Fauteur avait pris la précaution d'opposer lui-même quelques réserves à ses propres affirmations, je lui fis remarquer qu'à la page 10, il avait écrit : « On ne se départira pas ici d'une nécessaire prudence pour ce qui touche aux chiffres, aux évaluations

quantitatives ». Il posait à la page 86 cette pertinente question : « Notre passion polémique est-elle trop subjective ? » Je fournis alors, très rapidement, des indications précises, mais « l'avocat du diable » Yves-Paul Vincent, lui aussi présent autour de la table, me coupa la parole en opérant une diversion destinée à nous éloigner du brûlant sujet en discussion. Il me demanda ce que je pensais d'une citation d'André Malraux dans laquelle figurait le mot « con ». Peut-être ce journaliste croyait-il m'humilier, m'insulter ou démontrer mon inculture. Ce terme était-il dans « La voie royale » ou dans « La condition humaine », je n'en avais nul souvenir sur le moment mais je profitai de la question pour révéler que toute ma jeunesse avait été alimentée en lectures par les romans d'André Malraux. Je ne lui dis pas ce qui me revint en mémoire par la suite : dans « L'espoir » figure en effet un passage relevant d'une imagination trop intellectuelle, dans lequel les républicains espagnols occupent le rez-de-chaussée d'une maison, tandis que les franquistes sont installés au premier étage. Ou inversement. Ils s'insultent à travers le conduit d'une cheminée et l'un d'eux dit à l'autre « Espèce de con, on va te couper les couilles ! », à quoi le second répond « Physiologiquement contradictoire ». Mais je n'aurais pas eu le temps de rappeler cet usage du mot « con » par Malraux et cela n'aurait servi qu'à détourner l'émission du sujet qui me tenait à cœur. Denoyan redonna la parole à Lacouture qui se fit, au moins objectivement, l'avocat des Vietnamiens. Je commençais à y voir plus clair, voulus lui répondre, mais déjà le « face à face » était terminé et mon micro se trouva mystérieusement coupé. Je considérai alors que les dés étaient pipés d'avance et que dorénavant il importerait que je sois plus méfiant vis-à-vis des médias.

A la lecture des quotidiens « de gauche », je compris que le déclenchement de l'agression vietnamienne contre le Cambodge appuyée par les dirigeants soviétiques se rapprochait rapidement en cette fin d'année 1978. En effet la campagne idéologique contre le Kampuchea et pour le soutien au Vietnam prenait des dimensions de plus en plus cyniques. *L'Humanité*, *Libération*, *Rouge* publiaient chaque jour des articles destinés à

accélérer le lavage de cerveaux des travailleurs de France. Cette propagande visait à construire une opinion publique irréversible, qui soutiendrait bientôt l'offensive déclenchée contre le peuple khmer. Je considérai que lorsque l'agression vietnamo-soviétique serait déclenchée, bien des honnêtes gens qui s'étaient indignés naguère des brutales occupations de la Tchécoslovaquie ou de la Hongrie par les forces soviétiques, seraient neutralisés et prêts à comprendre la « légitimité » d'une intervention présentée comme ayant pour but de « libérer le malheureux peuple du Kampuchea des dirigeants monstrueux qui l'opprimaient ».

Je désirais riposter aux accusations lancées dans « Survive le peuple cambodgien ». Pour moi le style de cet ouvrage, les mots et expressions utilisés, trahissaient d'emblée son fond, l'objectif réel poursuivi par son auteur. Certains lecteurs n'en retenaient peut-être qu'une forte tendance au lyrisme sans y déceler la violence dissimulée. Le vocabulaire employé par Lacouture témoignait pourtant d'une volonté passionnée, d'une attaque tous azimuts, de sentiments exacerbés. Il constituait le support d'une série assez variée d'injures et de mensonges. Voyons un peu.

Voici un relevé sommaire de formules qui portaient témoignage d'une haine délibérément débridée. À la page 12, avant de se présenter en héraut du socialisme (lequel ?), Lacouture lançait contre Pol Pot, Ieng Sary et « leurs exécuteurs » le qualificatif de « gribouilles sanglants », puis il les réunissait dans un « quarteron de copistes imbéciles qui, sans rien comprendre aux concepts de classe et de lutte des classes, caricaturaient à l'infini les audacieuses interprétations imposées au marxisme par les soins scrupuleux des disciples de Mao ». Plus loin, ne craignant pas de se contredire après avoir étalé nombre d'appréciations à leur sujet montrant qu'il ne connaissait nullement les khmers, l'auteur évoquait « ces mystérieux personnages qui avaient déclenché et qui approfondissaient de jour en jour la révolution la plus radicale de l'histoire », personnages si mystérieux que « personne

n'était capable d'affirmer si l'un ou l'autre était encore en vie. » (p. 42). Puis il reprenait le terme de « copistes » en lui accolant une caractéristique nouvelle : ils avaient « le front bas » (p. 93). Ensuite ces gens devenaient « des loups surgis de la forêt » où « ils se sentaient terriblement isolés » (p. 100) et naturellement c'étaient des « sauvages » (p. 102). Ce qui rendait évident le fait « qu'entrant dans la ville (de Phnom Penh ) au matin du 17 avril 1975, les guérilleros vêtus de noir, la mitraillette au poing, étaient à coup sûr animés de sentiments plus analogues à ceux qui inspiraient les Barbares devant le Colisée que Lénine devant le Palais d'Hiver » (p. 101). En fait il s'agissait d'une « jacquerie permanente conduite par des professeurs bornés » (p. 105). Tous ces traits de caractère expliquaient « le gros rire de M. Pol Pot », présenté comme un tortionnaire (p. 132). Bref le peuple du Kampuchea était « soumis à une manière d'esclavage antique par un groupe d'idéologues délirants » (p. 139), qui étaient « des aventuriers avides de vengeance et préoccupés seulement de briser les obstacles à l'instauration d'un pouvoir absolu ». Ce pouvoir dominait « un peuple embrigadé piétinant la rizière » constituant « ces foules au regard vide ».

La bataille la plus importante que j'eus à livrer se déroula le mardi 5 décembre 1978 à partir de 18 heures au forum de la FNAC-Montparnasse. Ce grand magasin culturel avait convoqué un débat ayant pour sujet « Le Cambodge aujourd'hui ». Il m'avait invité, en même temps que Jean Lacouture, le Père Ponchaud, François Debré, journaliste, et Jean-Claude Fontan, responsable d'une quelconque association d'amitié avec je ne sais quel Cambodge. L'animateur de la FNAC était Luc Bernard qui fut peu impartial, mais assez vite débordé par la discussion. L'auditoire était nombreux dans une salle qui n'était pas assez grande pour recevoir l'intégralité du public désireux d'entendre les arguments échangés. Évidemment, et ce n'était pas l'effet du hasard, j'étais en minorité à la tribune, seul contre trois. Mais un nombre appréciable de mes camarades étaient venus, ainsi que de

nombreux patriotes khmers. Après tout n'étaient-ils pas les premiers intéressés au sort de leur pays ?

Le débat prit feu immédiatement. Les personnages qui m'étaient opposés savaient déjà quels étaient mes principaux arguments et bien entendu s'étaient préparés à les affronter. Je dus faire preuve de pugnacité, sans pour autant me laisser aller à un comportement extrême qui n'aurait pas servi les informations que je mettais en avant. Lacouture fut chahuté par la salle, mais certainement pas autant que le Père Ponchaud dont la personnalité passait mal. Certes il n'y avait pas que des amis du Kampuchea démocratique, nombreux aussi étaient venus des humanistes passionnés, lecteurs de ces deux auteurs, persuadés que Pol Pot avait déjà assassiné deux millions de ses compatriotes. Ce chiffre énorme avait été lancé, me dit-on, par le Père Ponchaud dans un de ses livres. Lacouture l'avait évidemment repris. Étaient également présents des Khmers qui avaient soutenus Lon Nol, la CIA et les occupants américains de leur pays. Tous évoquaient le « génocide cambodgien », seulement comparable à leur avis au génocide des Juifs par les Nazis. Je pense que pendant un moment l'échange me plaça à égalité avec mes adversaires, exactement comme dans un match de boxe équilibré où le résultat se compte aux points, round après round. Mais le Père Ponchaud avança des propos qui provoquèrent l'éruption de la colère d'une partie de l'auditoire. À ce moment le Président du Comité des Patriotes du Kampuchea démocratique en France, Nghet Chopinintto, demanda la parole. Les éléments colonialistes et racistes s'enflammèrent à leur tour. Un chaos insurmontable submergea l'assistance.

Un incident particulier mérite d'être rapporté.

Vers la fin de mon intervention, je déclarai : « Au sujet des réfugiés, je voudrais dire qu'il y a une organisation dont je ne partage pas toujours les conclusions et que le gouvernement cambodgien vient de condamner pour l'inexactitude de ses assertions. Il s'agit d'« Amnesty International » que je prends

néanmoins à témoin. Cette dernière a publié un rapport que j'ai ici. Le voici. Dans ce rapport, sur la base d'indications fournies par des réfugiés cambodgiens... je vous prie de compter le nombre de victimes annoncé. Amnesty International décompte 15 exécutions capitales de gens qui ne passent d'ailleurs pas pour avoir été des patriotes. Et à un certain passage, à la fin, je ne peux pas trier dans mes papiers pour vous en donner lecture, il y a un passage dont l'esprit est le suivant « En vérité, les témoignages des réfugiés sont rendus naturellement excessifs, exagérés et l'on voit les... (interruption hurlante d'une partie de la salle)... Ce n'est pas moi qui le dis, c'est Amnesty International, je l'ai ici. Bien. Je viens de retrouver cette phrase, je peux vous la lire si vous y tenez. » Un long flottement suivit, hurlements à l'appui, et des affrontements physiques entre Khmers notamment étaient sur le point de se produire, si bien que l'animateur du forum de la FNAC leva la séance dans un brouhaha général.

Fin décembre 1978 et le 1er janvier 1979, à 1 heure du matin, confirmant les prévisions de nos hôtes khmers, que nous n'avions cessé de populariser depuis notre retour en France, l'armée vietnamienne pénétrait au Kampuchea démocratique et lançait une agression d'une ampleur jusque-là inégalée. Encadrées par des « conseillers » soviétiques, 15 divisions fortes de cent cinquante mille hommes violaient la frontière, disposant d'une énorme quantité d'armes modernes, engageant l'aviation, les blindés, et de nombreuses unités d'infanterie spécialisées.

-41-

Des deux éventualités envisagées par Pol Pot lorsqu'il nous avait reçus, aucune ne se réalisa. Le peuple khmer et son armée ne purent pas repousser l'agression vietnamienne. Mais cette dernière ne parvint pas à écraser totalement la résistance des

patriotes khmers. Certes les troupes vietnamiennes équipées d'armements lourds et autres par l'Union soviétique réussirent à occuper assez rapidement les villes du Kampuchea démocratique. Mais les troupes khmères pratiquèrent la tactique du repli, s'enfoncèrent profondément dans leur pays, avec la complicité des populations civiles et s'installèrent solidement dans les forêts et dans les montagnes.

Malgré de nombreuses offensives d'une violence inouïe, notamment au moment des saisons sèches, les envahisseurs ne réussirent pas à les écraser. Ils pénétrèrent même en Thaïlande pour tenter de prendre à revers les maquisards, mais ceux-ci avaient eu le temps de décrocher.

Le peuple khmer avait-il refusé de soutenir ses dirigeants ? Ce n'est pas mon avis. Soumis du jour au lendemain ou presque à une occupation militaire étrangère, les populations concernées ne pouvaient que s'incliner temporairement en attendant que de nouveaux événements ramènent leurs compatriotes à la tête de leur pays. Les gens d'origine cambodgienne cooptés aux fonctions du gouvernement à Phnom Penh, Heng Samrin et d'autres, étaient arrivés dans les bagages des agresseurs et leur assujettissement aux occupants nuisait à la reconnaissance effective de leur autorité étatique.

Comment donc réagit le peuple français lorsque les deux tiers de son territoire furent occupés par la Wehrmacht nazie ? En y mettant le temps nécessaire, il organisa la Résistance.

Le peuple du Kampuchea agi de même.

Dans la période la plus récente, disons contemporaine, au cours du XXème siècle, les tenants de l'impérialisme, du social-impérialisme et du capitalisme ont sans cesse lancé les pires accusations pour disqualifier les patriotes des peuples dominés. Le peuple khmer et ses dirigeants ont été crédités d'un « génocide » après qu'ils aient réussi à vaincre leurs agresseurs étrangers, les impérialistes américains.

Après cette première agression est intervenue la seconde, celle perpétrée par le social-impérialisme soviétique par malheureux soldats vietnamiens interposés en tant que mercenaires. Mais maintenant l'occident capitaliste exige que l'on occulte les meurtres commis de 1970 à 1975 par les forces militaires américaines et leurs supplétifs, ainsi que ceux résultant de l'agression social-impérialiste de 1980 à 1990. Il exige que l'on ne parle de victimes qu'à propos de la période de 1975 à 1978 lorsqu'étaient au pouvoir les communistes khmers, que l'on désigne sous le terme de « khmers rouges ». Cette manière d'occulter des responsabilités terribles constitue une revanche délibérée des dirigeants américains vaincus.

J'entends consacrer quelques pages à ces événements, afin de démasquer l'immense entreprise de falsification de l'histoire à laquelle s'emploient aujourd'hui les Etats occidentaux capitalistes comme certains dirigeants restés nostalgiques de la politique des révisionnistes soviétiques.

Mais dans ce but, il convient que je parte du début en essayant modestement de relater une période de l'Histoire de l'Indochine.

Cette région du monde, qui appartient au sud-est asiatique, comprend la Birmanie, le Laos, la Thaïlande, le Cambodge, le Vietnam et une partie de la Malaisie. Mais à partir de 1888, le colonialisme français s'appropriera une vaste étendue de son territoire et créa ce qu'il nomma « l'Indochine française » réunissant, sous sa férule, la Cochinchine, l'Annam, le Tonkin, le Cambodge et, un peu plus tard, le Laos.

Le colonialisme français était féroce.

Dès 1925, Nguyen Ai Quoc avait contribué à créer l'Association de la Jeunesse Révolutionnaire du Viet Nam dont l'objectif principal visait à fonder un Parti communiste. Celui-ci vit le jour le 18 février 1930. Il fut désigné sous le nom de Parti communiste indochinois lors d'une Conférence d'unification

convoquée par l'Internationale communiste à Hong-Kong. Ce Parti, auprès duquel Nguyen Ai Quoc représentait l'Internationale, devint de fait le Parti communiste vietnamien. Dans son objectif de rejeter la domination coloniale française, il créa avec les représentants peu nombreux du Laos et du Cambodge une « Fédération indochinoise ».

Naturellement les communistes vietnamiens, plus expérimentés que les autres du fait de leurs contacts plus anciens avec les communistes français et avec l'Internationale, eurent la direction de cet organisme.

Cette orientation était-elle juste ? Je le pense, parce qu'à l'Indochine dominée par le colonialisme français il était alors opportun d'opposer une force unifiée qui compte dans ses rangs des militants des cinq pays : Annam, Tonkin, Cochinchine, Laos et Cambodge.

Mais les peuples de ces cinq pays descendaient de civilisations multiples, parlaient des langues différentes, avaient des caractéristiques nationales, des traditions nullement identiques. Les péripéties parfois sanglantes de leur Histoire les avaient opposés souvent les uns aux autres.

Ces réalités ne pouvaient qu'inciter certains d'entre eux à exiger leur indépendance organisationnelle sur le plan politique, même si leur but stratégique demeurerait commun.

Les écoles de formation communiste dispensée aux militants lao ou khmers étaient entièrement organisées et dirigées par les camarades vietnamiens. Certains militants acceptaient cette pratique, d'autres en souffraient. Ces conditions historiques permettent d'expliquer le processus d'antagonisme qui va devenir grandissant jusqu'à se transformer en guerre meurtrière après les défaites au Vietnam et au Kampuchea des agresseurs américains et de leurs fantoches.

Le phénomène que j'évoque là est le même que celui résultant de l'autorité incontournable du Parti communiste d'Union

soviétique sur les autres partis communistes du monde entier, après la fin de la guerre contre le fascisme. Les dissidences des partis communistes yougoslaves, puis chinois et albanais, et ensuite, d'année en année, de nombreux autres comme les partis espagnols, italiens, roumains offrent des exemples comparables à ce qui se passa dans le sud-est asiatique. Le parti français resta un fidèle soutien de l'Union soviétique jusqu'à son effondrement.

Pour mieux organiser la guerre de libération nationale contre le colonialisme français, le Parti communiste Indochinois s'était auto-dissous le 1er mars 1947, avait pris des dispositions concrètes pour entraîner les plus larges masses à l'action contre le corps expéditionnaire français, créant un large front uni nommé Viet Minh. En réalité, le Parti communiste du Vietnam existait toujours, mais Ho Chi minh lui-même le nommait « l'organisation ». Lors de son deuxième Congrès en février 1951, il fut transformé en Parti des Travailleurs du Vietnam. Une conférence réunie en mars 1951 avait consacré l'Alliance entre le Vietnam, le Cambodge et le Laos. Au lendemain de la victoire de Dien Bien Phu, dans un rapport à la 6ème Conférence du Comité central du Parti des Travailleurs du Vietnam, le 15 juillet 1954, le Président Ho, qui allait partir pour Genève, avait eu soin de souligner parmi les « tâches nouvelles » à réaliser, celle « d'aider au mouvement de libération nationale des peuples cambodgien et laotien ».

Quelques jours plus tard, la Conférence de Genève consacra la victoire des patriotes vietnamiens en reconnaissant l'indépendance du Vietnam du Nord, et en décidant qu'en 1956 auraient lieu des élections générales au Vietnam du Sud permettant la réunification du Vietnam entier.

Mais, dès 1955, les impérialistes américains déclenchèrent des opérations militaires pour soutenir le dictateur Ngo Dinh Diem qui s'opposait à la mise en application de cette deuxième phase des accords. En vérité les Américains désiraient supplanter l'ancienne influence et domination française à Saïgon

et dans les pays voisins du Laos et du Cambodge. Or, constatant qu'ils ne parvenaient pas à écraser les activités patriotiques des Vietnamiens du Sud, ils déclenchèrent une nouvelle agression contre le Nord-Vietnam en mars 1965. À la suite de ce nouvel acte visant toute l'Indochine, Samdech Norodom Sihanouk rompit les relations diplomatiques avec les Etats-Unis le 3 mai 1965. J'ai déjà indiqué le soutien apporté par le général De Gaulle au Cambodge par son discours de Pnom Penh le 1er septembre 1966.

Aussi jusqu'aux victoires sur ces nouveaux envahisseurs, les patriotes indochinois, c'est-à-dire vietnamiens, lao et khmers menèrent ensemble des guerres de libération nationale.

Je rappelle qu'en 1970, la CIA invoquant le soutien apporté par le prince Norodom Sihanouk aux patriotes vietnamiens, organisa sa destitution par la bande des sept traîtres regroupés autour de Lon Nol. La résistance des patriotes khmers n'entraînant jusque là que les communistes autrefois mis hors la loi justement par le même monarque, se trouva dès lors renforcée et devint totalement légitime aux yeux du peuple khmer. Les opérations militaires prirent différentes tournures et, suivant les circonstances, des unités vietnamiennes qui utilisaient jusque là la fameuse piste Ho chi minh, durent se replier tactiquement et s'installer temporairement au Cambodge. Des historiens indiquent que certaines de ces unités demeurèrent sur place jusqu'en 1973.

Le Parti communiste du Kampuchea avait été fondé dans la clandestinité, le 30 septembre 1960, par les militants que Norodom Sihanouk avait fait pourchasser. Ce furent ces hommes, dont plusieurs avaient été étudiants en France et même adhérents du Parti communiste français, qui organisèrent la guerre de libération nationale contre les occupants américains et leurs supplétifs sud-vietnamiens et khmers, tandis que le prince Norodom Sihanouk, après avoir échappé par trois fois à des attentats, parvint à trouver refuge en Chine populaire et s'installa à Pékin. C'est à cette époque, en 1970, qu'en

compagnie d'Alain Castan et André Druenes, je le rencontrai dans la capitale chinoise.

De 1970 à 1975, les patriotes khmers infligèrent de sévères défaites à l'armée fantoche dressée par le « maréchal » Lon Nol et aux unités militaires américaines occupant leur pays. Il est probable qu'en certaines occasions les unités vietnamiennes leur aient prêté aide et assistance, de la même façon que les khmers leur avaient facilité antérieurement le passage à travers le territoire cambodgien.

Et, le 17 avril 1975, le peuple khmer chassa définitivement les ennemis américains et leurs complices.

Tous ces faits témoignent-ils d'une entente parfaite entre Vietnamiens et Khmers ? Je n'en suis nullement certain. Nombre de ces communistes étaient avant tout des nationalistes et s'alliaient dans un premier temps du seul point de vue tactique contre un ennemi commun. L'un de nos hôtes au Cambodge, Ieng Sary peut-être, mais je n'en suis pas sûr, nous expliqua que lorsqu'ils devaient rencontrer des dirigeants vietnamiens, ils leur donnaient rendez-vous à des nuits de marche de leurs bases pour ne pas leur révéler l'endroit où ils se dissimulaient. La méfiance était sans nul doute réciproque, caractéristique de psychismes anciens et antagoniques.

Combien de victimes l'agression américaine a-t-elle causé au peuple khmer ? Voilà une question importante dans la mesure où l'occident n'en parle jamais ou rarement, pas plus en France qu'ailleurs.

Lorsqu'en 1978 notre délégation rencontra Ieng Sary, alors vice-premier ministre et Ministre des Affaires étrangères du Kampuchea démocratique dont le chef d'Etat n'était autre que Khieu Samphan, il nous assura que de 1970 à 1975, les bombardements ennemis, par aviation ou par chars et artillerie, avaient causé la mort d'environ huit cent mille hommes, femmes et enfants du Cambodge. Récemment, deux mois avant le moment où j'écris ces lignes, *le Monde*; dans son

édition du 19 janvier 1999, a publié un article (hostile aux Khmers rouges) de J.C. Pomonti dans lequel est citée une riposte de Hun Sen aux prétentions des Américains et autres occidentaux exigeant de ne prendre en considération que la période 1975-1978 pour traiter des victimes khmers : l'actuel dirigeant du Kampuchea, qui fut en son temps un militant proche du Vietnam et de l'URSS, indique cependant à juste titre : « Nous devrions également prendre en compte les crimes commis de 1970 à 1975, quand près d'un million de personnes sont mortes ». Pomonti précise qu'il s'agit là d'une « allusion aux bombardements massifs du territoire cambodgien de 1969 à 1973 par l'aviation américaine. » Je peux encore préciser que le même auteur et journaliste, dans un article du *Monde* du 17 avril 1998 avait indiqué en page 12 : « Au Cambodge, entre 1970 et 1975, la guerre avait déjà fait quelques six cents mille victimes ». Dans un long ouvrage nullement favorable aux Khmers rouges, publié par les Presses universitaires de Yale en 1996 et par Gallimard en 1998, l'américain Ben Kiernan lui-même, sans fournir de chiffre, dénonce la responsabilité des bombardements américains par rapport aux événements concernés.

Occulter ces crimes américains, c'est un peu comme oublier ce dont sont capables les politiciens impérialistes qui, les premiers et les seuls dans l'Histoire, utilisèrent des bombes atomiques contre les populations de deux grandes villes japonaises à un moment précis où les gouvernants japonais avaient annoncé qu'ils allaient déposer les armes. Bilan généralement admis : quatre cent mille êtres humains exterminés en quelques instants à Hiroshima et Nagasaki.

À mon avis, si depuis 1945 quelque Etat mérite d'être qualifié de criminel de guerre comme le fut l'Etat mis en place par les Nazis, c'est aujourd'hui principalement celui des Etats-Unis d'Amérique. Dans la même période que celle à laquelle je m'intéresse ici, un peu plus tôt, ses services spéciaux organisèrent en Indonésie de monstrueuses tueries par le biais du putsch militaire du général Suharto. Dans ce cas précis, les évaluations

du nombre des victimes vont de cinq cent mille à un million, auxquelles il convient d'ajouter encore quelques centaines de milliers, de deux cent mille à quatre cent mille dans la partie est de l'île de Timor.

Je n'oublie pas non plus le million de Chinois et de Coréens qui furent tués lors de la guerre de Corée, à une époque où le général américain Mac Arthur voulait à tout prix recourir de nouveau à la bombe atomique et où le général Ridgway utilisa des bombes bactériologiques et des gaz asphyxiants. Des faits longtemps contestés aujourd'hui devenus des vérités historiques établies.

Mais j'en ai assez dit sur les responsabilités criminelles des impérialistes américains. Nul ne peut les nier et de nombreux ressortissants des Etats-Unis eux-mêmes en conviennent verbalement ou par écrit. Il va sans dire qu'au nombre des victimes de bombardements au Cambodge, il faut associer celui, énorme, des victimes du Vietnam et, moindre mais réel, des victimes du Laos. Le nombre de trois millions deux cent mille morts est avancé par des historiens de nationalités différentes.

Passons donc à la période de 1975 à 1978, durant laquelle le Kampuchea fut administré par les patriotes khmers dans le cadre d'une République démocratique. Pour en traiter honnêtement, je ne me suis pas contenté de ce que j'avais vu sur place en 1978 ou de ce que l'on m'avait indiqué. J'ai beaucoup lu. Depuis plus de vingt ans maintenant. Il y a peu de littérature favorable aux communistes khmers. Mais tant en Amérique qu'en Europe il y a une production importante d'ouvrages sur ce que chacun s'entend à nommer le « génocide des Khmers rouges ».

Pour commencer par le début de cette période, il importe d'indiquer que les vainqueurs des troupes du traître Lon Nol et des unités américaines, terrestres et aériennes, eurent pour première obligation de remettre en état un pays entièrement

ravagé par la guerre, sous la menace prolongée d'une contre-attaque ennemie.

Parmi les griefs visant à décrire la nature démoniaque des dirigeants khmers, ces « petits hommes tout habillés de noir », le premier avancé concerna l'évacuation précipitée de la capitale dès qu'ils eurent chassé les ennemis américains et les traîtres à leur service. Il est vrai qu'il s'agissait d'un événement inattendu dont on ne connaissait jusque-là aucun précédent dans l'histoire mondiale, y compris durant la seconde guerre mondiale. Pnom Penh comptait alors, approximativement, trois millions d'habitants sur une population totale un peu supérieure à 7 millions de Cambodgiens. Avant la guerre d'agression déclenchée par les Américains, le nombre des citoyens concernés était d'environ deux millions. Les bombardements terroristes sur les campagnes avaient provoqué la fuite en ville de plusieurs centaines de milliers de paysans, et l'on ne doit pas oublier ici que la population du Cambodge était composée à 80% par ces derniers, comme d'ailleurs dans l'ensemble des pays du Tiers-monde.

La première raison de l'évacuation autoritaire de la capitale, officiellement indiquée par le nouveau gouvernement khmer, consista à reconnaître l'impossibilité absolue d'assurer un ravitaillement susceptible de permettre de nourrir une population d'une telle densité. Il ne restait plus que cinq jours d'approvisionnement, et ensuite apparaîtrait la famine. Ces hommes considérèrent qu'en renvoyant l'immense majorité des habitants de Pnom Penh dans les campagnes, ils favoriseraient des conditions d'existence assurant pour le moins leur survie. Les familles trouveraient plus facilement du riz et d'autres aliments qui n'avaient pu être acheminés sur la capitale en temps voulu compte tenu de l'intensité des combats, des bombardements et de l'état des voies de communication.

La seconde raison résida dans un motif d'ordre militaire. La défaite des occupants et de leurs complices était évidemment assurée dans la capitale, notamment depuis l'instant où ils avaient perdu le contrôle de l'aéroport de Pochentong. L'aviation ennemie n'en poursuivait pas moins des bombardements dans le sud du pays, des poches de combattants aux ordres de Lon Nol résistaient encore, ces traîtres avaient d'ailleurs organisé dans la capitale même quelques attentats terroristes à l'aide d'explosifs. Combien de milliers et dizaines de milliers de victimes supplémentaires auraient pu provoquer de nouvelles agressions américaines si les habitants de la capitale étaient restés concentrés ?

Il importe de souligner aussi que les maquisards khmers qui avaient fourni l'essentiel de l'effort de guerre avaient appliqué les principes de la guerre révolutionnaire du peuple, encerclant les villes sans les occuper immédiatement. De ce fait la résistance, certes présente à Pnom Penh, n'avait pas atteint les niveaux d'efficacité aussi élevés que les combattants des campagnes et des montagnes.

Peut-on imaginer l'énormité des responsabilités pesant sur les épaules des dirigeants du Parti communiste du Kampuchea confrontés à cette situation nouvelle que venait de leur offrir la victoire ?

Il fallait repartir à zéro, édifier une société nouvelle, tout en tenant compte des menaces de revanche des impérialistes.

Je ne vais pas écrire l'histoire intérieure du peuple khmer à cette époque, pour une simple raison. Je tiens à conserver l'humilité et la sérénité qui s'imposent devant une situation tragique née de l'agression impérialiste et de l'activité de quelques traîtres. Des traîtres ? Bien sûr, il y a toujours des individus prêts à vendre père et mère pour assurer leurs propres avantages et leur pouvoir, même soumis à un autre pouvoir, celui de l'étranger. N'avons-nous pas été largement payés par ce phénomène, nous, Français, de juin 1940 jusqu'à

la Libération en 1944, pour que nous ne puissions facilement l'imaginer dans un autre pays ?

Naturellement, la situation nouvelle impliqua des changements tactiques. Aussi le IV<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste du Kampuchea, réuni en 1976, considéra-t-il que la lutte pour l'indépendance nationale était achevée. Il importait donc de passer à une nouvelle étape : la lutte pour la défense de l'indépendance nationale, la mise en place des conditions indispensables pour la construction du socialisme, enfin l'édification du socialisme. Le peuple khmer fut appelé à travailler pour édifier les bases matérielles de ce dernier dans les deux domaines décisifs de l'agriculture et de l'industrie. Je ne vais pas m'étendre sur tout ce qui fut entrepris, dont nous eûmes un modeste aperçu lors de notre visite au Kampuchea démocratique de 1978.

Mais ce qui exige d'être maintenant traité provient de l'hostilité croissante qui se développa assez rapidement entre le Vietnam et le Kampuchea.

On se souvient du désir qu'avait exprimé dans les conditions de la lutte historique contre le colonialisme français Nguyen Ai' Quoc. Mais depuis cette époque des années trente, il était devenu l'oncle Ho, Président de la République démocratique du Vietnam après la victoire d'abord sur les colonialistes français, puis sur les impérialistes américains. Il connaissait les réalités et ne manquait pas de ménager les sentiments nationalistes des populations non vietnamiennes du Laos et du Cambodge.

Aussi longtemps que vécut ce leader vénéré de tous les Vietnamiens, de tous les Indochinois et de tous les communistes du monde, le Parti des Travailleurs du Vietnam resta en dehors du conflit idéologique et politique opposant le Parti communiste chinois au révisionnisme du Parti communiste soviétique. En vérité, le parti dirigé par Ho Chi minh sut prendre quelques distances avec les dirigeants en place à Moscou en plusieurs circonstances. L'exemple le plus marquant

fut le refus de Hanoï de souscrire au fameux Traité de Moscou sur l'interdiction des armements nucléaires, sans destruction complète des stocks déjà existant en URSS comme aux USA.

Mais dès après la disparition de l'Oncle Ho en 1969, certains dirigeants vietnamiens commencèrent à intriguer pour rapprocher leur parti du Parti soviétique. Naturellement ce processus ne se réalisa pas en un seul jour. Une lutte interne se développa d'ailleurs dans les rangs des communistes vietnamiens, et notamment parmi leurs dirigeants. Tant que dura l'agression américaine, les patriotes vietnamiens avaient besoin de leurs voisins laotiens et khmers. Ceux-ci leur accordèrent d'ailleurs des facilités d'ordre logistique souvent très efficaces. Il suffit d'évoquer la fameuse « piste Ho Chi minh » pour comprendre qu'exista alors une unité de combat étroite entre combattants vietnamiens et khmers. Au demeurant des divisions vietnamiennes se portèrent en territoire cambodgien pour combattre les menées des Américains et pour aider du même coup les patriotes khmers, et, d'autre part, le Parti des Travailleurs du Vietnam s'employa à « former » des communistes khmers en les recevant dans des écoles militaires et politiques. De ce fait il y eut une espèce d'osmose entre les deux peuples, susceptible d'influencer idéologiquement certains cadres et dirigeants communistes khmers. L'idée de la « Fédération indochinoise » si juste dans les années trente, se conjugua avec le désir de certains dirigeants vietnamiens de dominer l'ensemble du sud-est asiatique. En vérité, avant sa mort, Ho Chi Minh n'avait plus avancé le concept de « Fédération indochinoise » qui n'avait plus de raison d'être depuis le départ des Français.

Ce ne fut en fait qu'à partir de leurs victoires respectives sur les Américains que les contradictions jusque là tacitement occultées se réveillèrent. Certains dirigeants opposés à la ligne dictée par Moscou furent persécutés, d'autres eurent le temps de s'enfuir comme Hoang Van Hoan, que je rencontrai plusieurs fois à Pékin où il s'était réfugié.

Je pense aussi, mais cette information exigerait une confirmation difficile à obtenir, que le vieux général Giap, le vainqueur de Dien Bien Phu, n'était pas d'accord avec les directives lancées depuis Moscou en direction de Hanoï. Il paraît qu'il s'opposa vainement à l'invasion du Kampuchea démocratique. Je répète qu'il s'agit là d'une information à vérifier.

Dès qu'ils eurent la majorité au sein du Comité central du Parti des Travailleurs du Vietnam, plusieurs dirigeants en effet, soumis sans réserve aux analyses et aux directives des dirigeants de Moscou s'empressèrent de mettre en application une politique expansionniste visant les États voisins du Vietnam, le Laos et le Cambodge. Je passe sur les détails de ce processus que n'avait et n'aurait jamais soutenu Ho Chi Minh, dirigeant communiste d'envergure internationale qui avait déclaré à plusieurs reprises « Rien n'est plus précieux que l'indépendance et la liberté ! »

Les incidents de frontière se multiplièrent. Des militaires khmers intervinrent sur la frontière avec le Vietnam, et réciproquement. Il convient de prendre en compte, par delà l'antagonisme idéologique très vif entre l'URSS et la Chine, le fait que l'opposition entre Vietnamiens et Khmers était séculaire et préexistait aux stratégies successives de toutes les entreprises de domination du sud-est asiatique. Des pogroms réciproques avaient manifesté en d'autres temps les nationalismes chauvins des uns et des autres. La politique mise en œuvre par les communistes khmers fit preuve d'une rigueur souvent meurtrière vis-à-vis des Vietnamiens vivant au Cambodge quelquefois depuis fort longtemps, depuis plusieurs générations.

Une psychose proche du racisme anima le peuple cambodgien dans son ensemble. La répression généralisée qui fut imposée aux anciens militaires et fonctionnaires ayant servi Lon Nol et collaboré avec les occupants américains fut impitoyable.



*Dans la Cité interdite, avec Baya Jurquet Bouhoune, (qui était déjà allée en Chine, fin 1949, avec Jeannette Vermeersch et Marie-Claude Vaillant-Couturier, invitées au Congrès des Femmes d'Asie).*

Il est avéré qu'en ces circonstances furent commis des excès, et aussi des crimes. Pour reprendre une expression de Mao critiquant Staline, on peut assurer que la répression khmère « élargit la cible » et « confondit souvent l'ami et l'ennemi ». Ainsi de nombreuses familles de Vietnamiens comme des familles entières de Khmers, dont un membre avait soutenu Lon Nol, furent exterminées. Il est évident que les agissements des Vietnamiens provoquèrent pendant une période une véritable paranoïa parmi les dirigeants, les cadres et les combattants khmers.

Le sort des Chinois d'Outre-mer installés souvent depuis des dizaines d'années aussi bien au Vietnam qu'au Cambodge mérite aussi d'être rappelé : ils furent également victimes d'un chauvinisme conduisant jusqu'aux meurtres et au pillage de leurs biens dans les deux pays. En général ceux qui vivent aujourd'hui en France reprochent à la Chine populaire de ne pas les avoir défendus et d'avoir abandonné leurs familles qui furent décimées.

Une première offensive lancée par les Vietnamiens engagea 14 divisions en décembre 1977, que les dirigeants de Hanoï croyaient en mesure d'écraser les troupes khmères à la vitesse d'un éclair. Ils furent repoussés au prix de sanglants combats, mais ne parvinrent pas à s'implanter en territoire cambodgien.

Une nouvelle tentative d'invasion intervint en avril 1978, sans plus de succès.

Pol Pot nous parla de ces agressions perpétrées à la frontière séparant les deux pays, indiquant que les troupes khmères avaient tué trente mille militaires vietnamiens. C'était évidemment avant la troisième invasion, celle déjà évoquée du 1er janvier 1979, qui allait conduire les envahisseurs à occuper les villes, mais sans pouvoir réduire ni complètement ni définitivement les forces des patriotes khmers repliés dans les campagnes, dans les forêts et dans les montagnes.

Le dirigeant khmer qui nous avertit en septembre 1978 de ce qui allait intervenir effectivement trois mois plus tard, nous fournit sa version des motivations des Vietnamiens désireux « d'avaloir le Cambodge ». Il y voyait trois raisons : d'abord le désir d'annexion ayant pour but la réalisation de la fameuse « fédération indochinoise », il s'agissait d'une politique d'assimilation du Cambodge qui avait déjà réussi au Laos où ne vivaient que trois millions de citoyens. Ensuite le calcul des Vietnamiens était d'ordre économique parce que le Cambodge comptant entre sept et huit millions d'habitants en 1979 était beaucoup plus riche que le Vietnam avec une population de 50 millions. Il était de notoriété commune que les terres du Cambodge, si elles étaient bien gérées, pouvaient nourrir jusqu'à cinquante millions d'habitants, c'est-à-dire presque sept fois plus que la population entière du pays. Enfin les dirigeants vietnamiens cherchaient à surmonter une crise très dure qui s'était étendue à presque tout leur pays, on affirmait même du côté khmer que les populations du sud-Vietnam étaient désormais frappées par une famine provenant des dévastations de la guerre, d'inondations catastrophiques, mais aussi des contradictions apparues entre dirigeants du Nord et anciens dirigeants du Front National de Libération du sud-Vietnam.

Personnellement je pense que l'agression vietnamienne contre le Cambodge convenait parfaitement à la politique hégémoniste de l'Union soviétique. Le social-impérialisme des dirigeants de Moscou entendait prendre le contrôle de l'Asie du Sud-est pour tenter de s'assurer un passage jusque vers le détroit de Malacca, et s'opposer en Asie à la Chine populaire. Cette dernière le gênait énormément dans ses entreprises de superpuissance dans le Tiers-monde. Nous verrons dans quelques pages qu'il n'allait pas hésiter à se lancer dans une opération d'agression militaire véritablement folle en faisant occuper l'Afghanistan par ses armées qui n'avaient plus rien à voir au plan idéologique avec l'ancienne armée rouge victorieuse du nazisme en Europe. Par ailleurs n'avait-il pas contraint le Vietnam à s'engager dans le fameux Comecon,

organisme assurant la convergence de toutes les richesses économiques des pays le composant au profit exclusif de l'URSS.

Après les échecs des agressions vietnamiennes contre le Kampuchea démocratique en 1977 et 1978, un formidable pont aérien et des transports maritimes avaient amené au Vietnam, en août et septembre 1978, une énorme quantité d'armements modernes. Le port vietnamien de Camranh, qui avait été une base américaine, était devenu une base soviétique pour les besoins du trafic maritime militaire effectué depuis Vladivostok.

En ce qui concerne le nombre des gens exécutés par les nationalistes khmers durant les années 1975 à 1978, des chiffres allant de un à trois millions ont été lancés par les médias occidentaux et américains. Les auteurs et les journalistes dont certains ne se sont jamais rendus sur place ont fait dire à des réfugiés khmers ce qu'ils désiraient entendre. Certains de ces réfugiés, et je souligne nullement tous, n'étaient autres que d'anciens militaires ou fonctionnaires du gouvernement de Lon Nol et des collaborateurs des Américains. Ces derniers étaient d'emblée les plus actifs, les plus engagés. Un exemple concret suffit pour démasquer les falsifications de ces gens. L'universitaire américain Ben Kiernan fournit des centaines de témoignages. Mais, comme cet historien désire paraître impartial, et c'est très bien, il indique assez systématiquement l'origine exacte de ses sources de renseignements. Dans nombre de cas, il s'agit des déclarations de Khmers anticommunistes qui ont soutenu la destitution de Norodom Sihanouk par la CIA et les officiers supérieurs khmers corrompus et traîtres à son service. Ensuite l'éminent « spécialiste » du Cambodge présente un raisonnement mathématique par analogie assez stupéfiant. Il entend partir des résultats démographiques d'avant 1975 et d'après 1978 pour démontrer, grâce à de savants calculs et compte tenu de la moyenne des natalités, que le nombre des victimes des communistes khmers a été de l'ordre d'un million sept cent mille. Les auteurs français dont j'ai déjà parlé avaient lancé sans sourciller le nombre de deux millions. Quant aux communistes de notre pays, j'entends

les dirigeants du Parti suivant Moscou, ils n'ont pas hésité une seconde pour reprendre la même affirmation. Enfin les organismes de propagande soviéto-vietnamiens n'hésitèrent pas plusieurs fois à parler de trois millions de victimes. Par contre, l'universitaire australien David P Chandler dans son ouvrage de biographie « Pol Pot Frère Numéro Un » se montre plus modéré bien qu'hostile aux Khmers rouges en parlant de huit cent mille à un million.

Toutes ces affirmations sont gratuites, tendancieuses et excessives. Leur diffusion contribue, volontairement ou non, à laver les impérialistes américains et les sociaux-impérialistes soviétiques de leurs responsabilités criminelles contre l'humanité. À cet égard, il me semble important de signaler que le linguiste de réputation mondiale Noam Chomsky, dans un texte du 10 janvier 1982 concernant l'intelligentsia française, paru dans *IRL* n° 46-VII-82, indique explicitement que le nombre de deux millions de victimes lancé par Lacouture et devenu « presque un dogme » ne fut qu'une invention fondée sur une mauvaise lecture de Ponchaud ». Il précise : « Lacouture se corrigea là-dessus et sur d'autres points dans le *New York Review*, mais jamais en France, où son article était d'abord sorti parce qu'il pensait, à juste titre, qu'à Paris peu de gens s'occuperaient de savoir si ce qu'il avait dit était vrai ou faux. »

En ce qui concerne l'agression vietnamienne soutenue par les Soviétiques qui provoqua des hécatombes de tués, militaires et civils khmers, je ne connais pas de nombre avancé à son sujet par qui que ce soit. On préfère occulter une réalité meurtrière qui se déchaîna pendant dix années consécutives sur la terre même du Cambodge. Aussi je me garderais bien d'avancer moi-même un chiffre, car je ne ferai ainsi que reproduire en sens inverse le subjectivisme ou la méthode de falsification des accusateurs des patriotes khmers, justement cette malhonnêteté que j'entends dénoncer.

Puisque je parle de mensonges, voici tout simplement l'exemple de l'un d'entre eux proféré par un vieux communiste défenseur des agissements vietnamiens. Dans son numéro 172

d'octobre 1978, le périodique « Afrique-Asie » publia un article de l'écrivain australien Wilfred Burchet sur le Kampuchea. Cet auteur dressa une liste de douze noms de militants khmers connus qui, selon ses dires, auraient été exécutés par le nouveau régime, « à la hache ou même plus simplement en écrasant les têtes des victimes avec des houes, des bêches ou des gourdins, comme Font rapporté d'innombrables témoins directs ». Parmi ces malheureuses victimes figurait le nom de l'ancien chef de mission du Grunk à Paris, Ok Sakun. Or, lors de notre séjour au Kampuchea démocratique, Ok Sakun en personne nous avait accueillis et pilotés dans toutes nos visites. Je fis publier dans

*L'Humanité-rouge* n° 42 du 15 novembre 1978 une photographie où je figurais aux côtés d'Ok Sakun dans l'un des jardins de la pagode d'argent à Pnom Penh. Le propagateur de fausses nouvelles Wilfred Burchet était pris en flagrant délit de mensonge.

Pour montrer le souci que j'attache à réunir le maximum de détails historiques, j'estime utile de rapporter des propos d'époque ou plus récents tenus par les dirigeants khmers patriotes eux-mêmes. Au mois de mai ou début juin 1979, Ieng Sary, alors vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères du gouvernement cambodgien accorda une interview au correspondant à Colombo du quotidien français *Le Monde*. Il indiqua clairement ce qui suit : « Nous reconnaissons les excès. Ils ne viennent pas de la direction. Ce sont des excès dus à la base et au noyautage vietnamien. Nous ne rejetons pas nos responsabilités dans les tueries, mais notre part est minime. C'est vrai, notre révolution est radicale, mais nous avons pesé le pour et le contre, pour les transferts de population, pour la suppression de la monnaie, etc. La nécessité en 1975 était de stabiliser le pays. Nous prévoyions déjà la guerre avec le Vietnam. Les Vietnamiens se servent de cette propagande pour cacher leurs propres crimes chez eux et chez nous. »

Encore un autre élément d'appréciation se trouve dans *Le Monde* du 23 octobre 1998. Sous le titre « Pol Pot : " Est-ce que j'ai une tête de sauvage ? " » suivi du sous-titre « Le leader khmer

rouge minimise le génocide cambodgien », les propos suivants lui sont attribués : « Les Vietnamiens voulaient m'assassiner, car ils savaient que, sans moi, ils pourraient facilement avaler le Cambodge ». Un peu plus loin, le quotidien du soir précise que « pour Pol Pot, le centre de torture de Tuol sleng ne fut qu'une invention vietnamienne » et souligne ensuite qu'interviewé par Nate Tayer, journaliste du périodique *Review*, Ta Mok répondit : « Pol Pot a, bien entendu, commis des crimes contre l'humanité. Je ne suis pas d'accord avec le chiffre américain faisant état de millions de morts, mais des centaines de milliers, oui ». Par ailleurs, interrogé par le même journaliste sur des massacres d'enfants, Pol Pot indique qu'il n'a pas ordonné d'exécutions de bébé, d'enfants et qu'il est désolé de ce qui s'est passé. Il a déclaré lui aussi que « dire que des millions sont morts est exagéré ». Cette attitude provoque l'indignation d'une quantité d'honnêtes humanistes, mais on peut mieux la comprendre quand on a lu l'ouvrage de David P Chandler qui n'innocente d'ailleurs pas du tout le dirigeant khmer, mais en traite d'une façon plus proche des réalités concrètes de son existence propre et de l'Histoire. Il souligne en particulier que le dirigeant khmer bénéficia d'un charisme réel et d'une grande popularité auprès de son peuple. Il établit la responsabilité de Pol Pot, mais ne parle pas de culpabilité. Il indique « Une partie de ces décès est due à la malnutrition, au surmenage, à des maladies mal diagnostiquées et mal soignées. Beaucoup peuvent être attribués aux " campagnes éclairs " ordonnées par le régime, au pouvoir donné à des jeunes paysans illettrés dont les excès restaient impunis, et au fait que les dirigeants du pays avaient l'obsession du complot et de la trahison. »

Le lecteur comprend certainement la difficulté de mon travail. J'essaie de trouver la vérité historique, de fixer les responsabilités des uns et des autres, mais il s'agit d'une période du XX<sup>e</sup> siècle alimentée d'événements extrêmement complexes. Aussi je ne vais pas développer ce qui s'est passé du 1er janvier 1979 jusqu'au moment où les occupants vietnamo-soviétiques ont dû se retirer du Cambodge, le 27 octobre 1991.

Que très rapidement les dirigeants survivant dans des zones encore libres aient modifié leur objectif stratégique en remplaçant l'objectif d'édification du socialisme par celui de recouvrer l'indépendance nationale ne me surprend nullement. Ils passèrent alors diverses alliances, en particulier celle de 1981 avec Norodom Sihanouk. Ils reçurent un soutien logistique civil et militaire important des Chinois. Ils organisèrent et participèrent à des conférences internationales comme celle de Stockholm. Ils maintinrent leur représentation étatique et diplomatique à l'Organisation des Nations Unies et leur gouvernement de coalition s'établit en Malaisie le 22 juin 1982.

Après octobre 1991, ils restèrent des nationalistes persévérants quand leur pays fut administré par des organismes étrangers sous les auspices de l'O.N.U. Ils refusèrent de participer à des élections sous contrôle de cette dernière institution.

En juillet 1994, ils furent déclarés « hors la loi ». Puis des divergences d'ordre tactique commencèrent à diviser les principaux dirigeants. L'ancien vice-premier Ministre Ieng Sary estima en août 1996 qu'il convenait désormais de rentrer dans la légalité et reconnut le régime de Pnom Penh, entraînant avec lui quatre mille combattants. Processus qui allait se développer ultérieurement, et après la mort de Pol Pot, avec les ralliements de Khieu Samphan, Nun Cheah et plusieurs autres.

Les excès et crimes intervenus sous responsabilité de Pol Pot et des Khmers rouges, qui furent avant tout des nationalistes agissant dans des conditions de fièvre obsidionale, ne doivent absolument pas favoriser l'occultation des crimes de guerre commis par les Américains et leurs complices.

Le tribunal de l'Histoire ne peut admettre que l'on ne prenne en considération qu'une courte période de trois années, celle du Kampuchea démocratique, sans traiter correctement celle de l'agression américaine et de ses complices khmers,

traîtres à leur peuple. Sans condamner également l'invasion d'un petit pays de sept à huit millions d'habitants, déjà ruiné par une guerre d'agression antérieure, par un autre pays fort de cinquante millions d'habitants, qui se maintint sur place, en dépit des condamnations de l'ONU et du Conseil de sécurité, pendant plus de dix ans.

On ne peut accepter la fausse justice internationale que tente d'étendre à la planète entière la superpuissance des Etats-Unis. Quand l'Irak envahit le Koweït, territoire artificiellement édifié par des compagnies pétrolières occidentales, une intervention criminelle est rapidement organisée et des bombardements meurtriers sont déchaînés sur les populations civiles et militaires irakiennes par les puissances occidentales. Même situation dans nombre d'autres cas, notamment pour le démembrement de l'ex-Yougoslavie. Sans parler évidemment du soutien actif apporté aux dirigeants de l'Etat d'Israël pour empêcher les Palestiniens de retrouver leurs droits nationaux, ou encore à la Turquie qui procède régulièrement à des agressions militaires contre les Kurdes.

Pour conclure sur cette question qui mobilisa une grande partie de mes activités au cours des années considérées, aux côtés de mes camarades du Parti communiste marxiste-léniniste, j'estime utile d'avancer quelques chiffres concernant les victimes khmères de l'ensemble de cette période : de 1970 à 1975, l'agression américaine coûta un nombre élevé de morts au peuple du Cambodge. Entre six cent mille et huit cent mille pour m'en tenir à une fourchette assez large réaffirmée dans plusieurs éditions du quotidien *Le Monde*.

L'invasion soviéto-vietnamienne coûta un peu plus tard au même peuple plusieurs centaines de milliers de victimes. Je ne me permets pas de fixer un chiffre, même une fourchette, parce que je ne dispose pas d'éléments d'information suffisants.

Enfin, je conteste catégoriquement le chiffre de deux millions de victimes des dirigeants du Kampuchea démocratique. Je pense qu'il convient d'établir une fourchette

entre quatre cent mille et six cent mille morts, mais si je déplore et condamne les excès et crimes de cette période j'en rends avant tout responsables les agresseurs américains puis les agresseurs soviéto-vietnamiens. Et je souligne que nombre de ces victimes, nullement toutes certes, étaient des gens qui par le passé et dans le présent avaient trahi ou trahissaient leur peuple et leur patrie. Naturellement je n'entends pas excuser les jacqueries qui provoquèrent des exodes plus que tragiques et élargirent la cible à des enfants et des femmes, à des familles innocentes. Au demeurant tous les dirigeants khmers patriotes, baptisés Khmers rouges par Norodom Sihanouk le premier, condamnent verbalement ces excès meurtriers et s'en déclarent « désolés ».

Mais il va de soi qu'en leur qualité de dirigeants, de gouvernants et de chefs militaires et politiques, leur responsabilité personnelle est incontournable, de même qu'est indispensable de leur accorder la possibilité de se défendre contre les accusations portées à leur encontre plus par les porte-parole des pays capitalistes que par les autorités cambodgiennes qui gouvernent actuellement leur propre pays.

Au cours des événements concernant le Cambodge qui se produisirent à partir de 1970, les premiers coupables, au moins chronologiquement, ne furent autres que les gouvernants et chefs d'Etat des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union soviétique. La culpabilité des dirigeants communistes du peuple khmer, si grave et condamnable soit-elle, ne revêtit au regard de l'histoire qu'un caractère second parce qu'elle fut provoquée par les agressions préalables et successives des deux superpuissances impérialistes.



*Jacques Jurquet et Baya, avec de jeunes pionniers à Shangai en 1982.*

Je considère avoir maintenant écrit l'essentiel de ce qui mérite d'être rapporté de mes souvenirs. Pour l'Histoire, qui roule à une vitesse vertigineuse en cette fin de siècle où je me trouve, assis devant le clavier de mon ordinateur, il y a certes encore pas mal d'événements qui méritent d'être retenus « pour la mémoire », mais ceux qui précèdent auront été les plus marquants. En tout cas, ceux où j'ai tenu un rôle actif, fondé sur mes convictions et ma sincérité.

Je ne saurais assurer que je ne me suis jamais trompé, je suis même convaincu du contraire, j'ai conscience d'avoir aujourd'hui des doutes sur des certitudes antérieures. Mais évidemment nullement sur tout ce que je conserve dans les casiers de mes souvenirs et dans les dossiers de mes archives. Je ne suis pas encore en mesure de tirer le bilan ultime de mes actes, j'ignore s'il sera positif ou négatif. Une assurance s'impose : mon existence n'aura pas été passive, mais presque continuellement active.

Au mois de juin 1979, alors que je commençais à mieux supporter les invisibles pollens de graminées, d'herbes ordinaires, de coquelicots, de platanes ou de poussière qui provoquaient mes rhumes, ma toux, mes œdèmes, je dus rester à Paris un certain temps pour m'occuper de deux questions très importantes, le soutien à la grève des résidents des Foyers Sonacotra d'une part, la situation du PCML en Bretagne que nous devons nommer ultérieurement la « crise de Bretagne ».

Une répression sévère avait pour but de dissuader les grévistes des foyers Sonacotra de poursuivre leur mouvement. Les CRS étaient fréquemment envoyés contre leurs manifestations ou pour les déloger des misérables chambres dont ils ne payaient plus les loyers. Un événement allant dans ce sens se produisit à Garges les Gonesse, où s'élevait un foyer, une tour de nombreux étages.

Au petit matin, tous les locataires furent expulsés par les CRS, sans ménagement, leurs pauvres affaires d'ouvriers immigrés furent jetées à même le terrain vague situé devant le bâtiment. Toutes les forces antiracistes et anticolonialistes, et pour être plus simples, disons humanistes, se mobilisèrent pour aider ces hommes à s'installer et vivre sous des « marabouts » rapidement montés sur les lieux. Nous eûmes pour tâche précise de fournir tous les lits de camp et toutes les couvertures nécessaires. Ce fut pour le PCML l'occasion de ressortir de je ne sais plus quelle cachette, peut être des greniers de notre imprimerie elle-même nullement clandestine, le matériel que nous avons utilisé en décembre 1967 pour permettre la tenue à Puyricard de notre Congrès fondateur. Nos militants offrirent donc aux grévistes une centaine de lits et deux ou trois fois plus de couvertures grises, du genre « militaire ». Et chaque jour, je me rendis sur place, accompagné d'autres militants, pour assurer une solidarité dont les bénéficiaires excluaient à juste titre qu'elle puisse justifier la moindre ingérence dans leurs propres décisions. Je fournis cette précision parce qu'il fallut mener des luttes de caractère idéologique contre certains groupes qui croyaient le moment venu de « récupérer » à leur compte le puissant mouvement qui durait depuis plusieurs années, avec, ça et là, des succès inégaux et des revers. Evidemment le vieux Parti révisionniste n'approuvait en rien les initiatives et formes de revendications des résidents des foyers Sonacotra. Cette attitude provoqua quelques incidents lorsque ses militants se présentèrent dans ce qui était devenu un véritable camp retranché, surveillé de jour et de nuit par des pelotons des forces dites « de l'ordre » installées à proximité dans leurs fourgons. Bientôt des activités artistiques bénévoles purent être organisées pour apporter aux travailleurs immigrés le soutien d'artistes français et étrangers. Il y avait une majorité de maghrébins, et notamment d'Algériens. Aux heures rituelles, on pouvait apercevoir des hommes en train de faire leur prière, tournés en direction de La Mecque.

Souvent Fatima Brahmi qui assurait alors mon secrétariat, m'accompagnait, mais bien qu'elle soit une jeune fille ouverte et avancée, parlant et lisant couramment l'arabe, y compris l'arabe coranique, les traditions l'empêchaient d'établir des contacts directs avec les hommes venus de son pays d'origine.

La crise de Bretagne se développa chronologiquement de juin 1978 à fin 1979. A mon avis rétrospectif elle ne fut que le début du processus de décomposition et disparition du Parti communiste marxiste-léniniste.

Elle atteste à mes yeux du fait que n'existaient pas encore les conditions historiques de l'existence en France d'un Parti recourant à la voie révolutionnaire et délaissant la voie réformiste. Elle pose une question essentielle sur la possibilité d'édifier un parti tel que je l'imaginai avec quelques autres vieux communistes dans la mesure où les réalités économiques, sociales et politiques n'étaient pas réunies. Parce que les trois cents adhérents qui nous avaient ralliés n'avaient jamais reçu la moindre formation communiste, appartenaient en majorité à la CFDT au point de vue syndical, leurs cadres étaient presque tous passés pour leurs études secondaires par des écoles libres, catholiques. Ils entrèrent peu à peu tous en opposition avec la ligne du PCML, et j'entends bien qu'ils pouvaient avoir raison sur certains points.

Il y avait en réalité un malentendu entre ces militants et la vieille garde que je représentais, attachée aux principes et structures d'organisation léninistes. J'avais pour nombre d'entre eux une considération qui se situait au niveau de leur activité militante, mais je comprenais bien que je ne me trouvais pas sur la même planète qu'eux. Deux d'entre eux, des universitaires de Rennes, avaient été élus au Comité central par le III<sup>e</sup> Congrès, l'un d'eux avait aussi été promu au Bureau politique.

A partir d'un certain moment les cellules placées sous leur responsabilité commencèrent à envoyer au Secrétariat national des textes, résolutions et questions diverses et multiples qui portaient sur tous les points politiques et organisationnels que nous mettions en œuvre.

Il apparut bientôt que l'ensemble de nos forces dans cette région exigeait une remise en cause approfondie de tout ce que soutenait le PCML. Des discussions serrées, mais toujours correctes m'opposèrent avec les camarades bretons au Bureau politique et au Comité central. En vérité ces camarades avaient une certaine confiance en moi, au moins dans mon honnêteté et je leur rendais la pareille.

Finalement à force de discuter sans aboutir à des éléments permettant de surmonter les contradictions, d'un commun accord fut décidé que j'allais venir dans leur région pour une « tournée-enquête » de caractère politique et organisationnel. Le 23 juin 1979 se tint ainsi une réunion large, à Rennes ou à Saint-Brieuc, je ne me souviens plus. Plusieurs dizaines de camarades cadres locaux y participaient, en présence de leur dirigeants régionaux. Seul membre du Secrétariat politique du PCML, m'accompagnait Pierre Burnand.

Le membre du Bureau politique dont le pseudonyme était Richard et qui je crois se nommait réellement Huet, un homme que j'appréciais pour sa franchise et aussi son intelligence, débatta d'entrée de discussion le fond de la crise. « Vu la gravité des problèmes, il y avait une seule solution : la venue de Jacques Jurquet en Bretagne. Il joue un rôle dans l'unification des camarades, mais la direction réelle du parti, ce n'est pas lui qui l'a ». Après quoi dans un assez long rapport, rempli de détails concrets, il exposa qu'il s'agissait d'une crise non pas de la seule Bretagne, mais de l'ensemble du Parti dans toute la France. Et là apparut le malentendu qui avait conduit ces militants, certes sincères et honnêtes dans leur immense majorité, à entrer dans le PCML. Ils n'étaient pas d'accord avec le fonctionnement centraliste démocratique, ils

remettaient en cause les positions adoptées vis-à-vis des luttes syndicales, vis-à-vis du Parti communiste français, sur les élections, sur la question de Staline, sur la question du socialisme et de la dictature du prolétariat, sur le programme et sur bien d'autres points encore. Avec le recul de l'histoire je peux considérer qu'ils avaient raison sur quelques points, mais que sur d'autres tous les événements qui ont suivi cette époque n'ont nullement confirmé le bien fondé de leurs positions. Burnand et moi même discutâmes jusqu'à trois heures du matin, en conservant le souci de trouver de justes solutions à ces contradictions. Mais l'idéologie de ces militants, souvent issus du PSU, et la nôtre ne s'identifiaient pas. Le 3 décembre le Comité de Parti régional de Bretagne diffusa un texte qui prenait position contre la ligne du Comité central. Je ne me souviens plus de la manière exacte dont prit fin cette crise. Mais je pense qu'elle fut extrêmement préjudiciable au PCML. Dans une session du Comité central, avec l'appui du Bureau politique, j'eus à demander l'écartement non du Parti, mais des organismes de direction des deux camarades de Bretagne. C'était l'impasse et il n'y avait plus d'autre issue. Mais ce fut l'occasion d'autres ruptures dont je souffris profondément comme celle d'Annie Brunel, qui s'opposait à ce qu'elle considérait comme une sanction vis-à-vis de ces dirigeants, sans pour autant approuver la totalité de leurs thèses.

Après la crise « albanaise », celle de Bretagne ne pouvait que provoquer un nouvel affaiblissement sensible du PCML. J'en étais tout à fait conscient, mais je considérais que mon devoir idéologique consistait à soutenir toute lutte de ligne selon ma conscience et mes convictions politiques.

Par ailleurs, les événements internationaux liés à la « guerre froide » entre les deux superpuissances ne manquèrent pas. Début 1980, l'armée de l'Union soviétique lança une attaque d'envergure contre l'Afghanistan et réussit à occuper presque immédiatement la capitale Kaboul. Pierre Burnand rédigea plusieurs éditoriaux pour dénoncer l'ambition d'hégémonie mondiale du social-impérialisme soviétique.

Le 1er février se tint à la Mutualité un meeting commun PCML et PCR (ml) contre l'agression et pour le soutien au peuple afghan, à l'issue duquel l'auditoire vota, à l'unanimité comme de coutume, une motion commune. Parallèlement l'O.N.U. condamna la même invasion par une large majorité réunissant 104 pays, dont bien évidemment les Etats-Unis.

Nous étions dans une situation financière difficile. Aussi dûmes-nous renoncer à faire paraître notre organe central quotidiennement. Il devint hebdomadaire et sa numérotation se rattacha à nos précédentes publications. En relisant la première édition ressortie sous le numéro 1203, pour la semaine du 26 avril au 7 mai 1980, je peux prendre connaissance du remaniement de l'équipe rédactionnelle. Je demeurais « Directeur politique », le Rédacteur en chef devenait le jeune Pierre Burnand, tandis que le Directeur de publication, succédant à Suzanne Marty, n'était autre que Jean-Luc Einaudi. Mais tout le monde sait bien maintenant que Burnand et Einaudi n'était en réalité qu'un seul et même personnage. Il allait rédiger tous les éditoriaux de cette nouvelle série, d'une plume que j'ai toujours plaisir à retrouver parce que je la sais aussi sincère que désintéressée. Même si depuis lors mon camarade remet en cause, avec une grande honnêteté, nombre des assurances qui étaient les siennes, les nôtres à l'époque. A vrai dire nous bénéficions alors d'un Comité de rédaction de grande qualité. En tout cas tel est mon avis. Je ne vais pas citer tous les noms ou pseudonymes des militants qui constituaient cette brillante équipe, parce que je ne voudrais pas en omettre un seul. A vrai dire nombre d'entre elles et d'entre eux avaient des niveaux d'études assez élevés, qui leur permirent plus tard de se réintégrer rapidement dans des professions diverses sans aucune difficulté. Certains et certaines redevinrent enseignants, agrégés, agrégatifs ou capétiens, d'autres passèrent assez aisément des concours administratifs les propulsant dans le cadre A de différentes administrations.

Je désire cependant rappeler ici notre camarade Marceau, de sa véritable identité Eric Guitton, qui nous a quittés en juillet

2000 à l'issue d'une cruelle maladie. Un homme de qualité, de cœur et d'esprit et d'un humour exceptionnel que nous avons accompagné, avec Jean-Luc Einaudi et d'autres, lors de son incinération à Sète.

À vrai dire, à partir des années 80, je soutins, de façon de plus en plus évidente, une dure lutte de lignes contre le courant petit bourgeois qui s'installa progressivement dans nos rangs à tous les niveaux, des cellules de base jusqu'au secrétariat du comité central.

En fait, je devenais plus une personnalité connue sur le plan international dans les milieux qui avaient partie liée avec les camarades chinois qu'un dirigeant ayant en France une popularité politique suffisante. Je suppose que nombre des jeunes influencés par notre PCML étaient avant tout hostiles au PCF et, sans l'exprimer ouvertement, hostiles à tout le passé révolutionnaire de l'Union soviétique. D'ailleurs à un certain moment Bauby commença à demander que notre Comité central étudie « la question de Staline ». Je ne fus pas mal à l'aise en la circonstance parce que je connaissais maintenant dans ses détails l'analyse matérialiste dialectique avancée par Mao Zedong à ce sujet.

Au mois de septembre 1980, une nouvelle délégation de Français effectua une visite au Kampuchea démocratique, je suppose dans les maquis où vivaient les forces repliées qui s'opposaient à l'agression et à l'occupation vietnamienne. Ce groupe était composé du Professeur Edmond Jouve, du Père Cardonel et de mon camarade Georges Afanassiev, médecin spécialiste encore non installé. C'était une période où des événements importants se succédaient : par exemple en Chine la réhabilitation de feu Lieou Chao chi, ou encore au Maroc la libération de 45 emprisonnés politiques dont le poète Adellatif Laâbi, ou encore la publication *par l'Humanité-rouge* d'une interview de l'ancien proche compagnon du Président Ho Chi minh, le camarade Hoang Van Hoan, réfugié à Pékin, ou encore l'assassinat à Marseille d'un jeune footballeur algérien, Houari

Ben Mohamed, par un brigadier de police, proclamant lui-même qu'il avait la «gâchette facile ». Est-il besoin de préciser que dans toutes ces situations le PCML intervenait de manière spécifique ?

Du 16 octobre au 4 novembre 1980, j'effectuai mon onzième voyage en République populaire de Chine, en compagnie de Jean Quercy, qui dirigeait la section des relations internationales de notre comité central. Ce camarade, membre de notre Bureau politique, s'appelait en réalité Georges Afanassiev. Originaire d'une famille russe immigrée en France depuis longtemps, il avait pour frère l'un des plus célèbres vainqueurs de l'Himalaya. Après avoir soutenu une thèse de psychiatrie sur la condition des femmes dans l'île de la Guadeloupe, il avait préféré se consacrer entièrement aux luttes que nous menions dans notre pays et sur le plan mondial. Pendant le vol intercontinental, nous fîmes de nombreuses parties d'échec. Je dois reconnaître qu'il était beaucoup plus fort que moi et que je ne parvins pas à gagner une seule fois.

Chi Peng fei, vétéran communiste nous présenta un exposé sur la politique intérieure de la Chine.

Le lendemain ce fut à mon tour de prononcer l'intervention politique que j'avais préparée consciencieusement, comme d'habitude.

Je dis avec sincérité les inquiétudes qui étaient les miennes et fournis des exemples de l'essor de l'influence du parti socialistes dirigés par Mitterrand. Le chef de la délégation chinoise nous laissa comprendre que la tactique chinoise consistait à isoler le plus possible le chef de file des révisionnistes dans le monde, le Parti d'Union soviétique, qui mettait en œuvre la stratégie social-impérialiste et agressive que nous savions. Il était intéressant de remarquer que les socialistes et les révisionnistes français ne soutenaient pas de manière enthousiaste l'agression contre l'Afghanistan. Mais le souci principal de nos interlocuteurs concernait alors, prioritairement, la dénonciation des excès et crimes commis par

la « bande des quatre ». Il ne s'agissait pas d'une lutte entre deux lignes au sein du peuple, mais d'une lutte antagonique contre des ennemis. Je compris que depuis mon dernier séjour, des changements importants étaient intervenus en Chine, et notamment au sein du Parti communiste chinois.

Le soir, après le repas, nous fûmes amenés dans la salle de cinéma d'un organisme particulier. On nous y présenta le film « Trace de larmes », qui relatait les péripéties de la réhabilitation d'un secrétaire de district du Parti assassiné pendant la Révolution culturelle en tant que partisan présumé de Lin Piao. Sa veuve feignait la folie pour échapper aux tracasseries et à la mort que préparaient pour elle les gardes rouges du fait qu'elle était une « chinoise d'outre-mer », donc pour eux une « étrangère ». Je tins le contenu de ce film pour extrêmement manichéen. Les personnages négatifs étaient tous des anciens partisans de la « Bande des quatre », désireux d'empêcher que soit découverte la vérité, à savoir que le secrétaire, leur victime, n'était pas du tout un « linpiaoïste », mais un militant communiste valeureux qui agissait pour parvenir à dévoiler leurs trafics et vols aux dépens de la communauté, à l'occasion de la construction d'un barrage. Au début de la projection, je me sentais réellement très fatigué et somnolais. Mais au bout d'un moment, le personnage de la veuve, simulant la folie, finit par retenir mon attention. Je vis alors des scènes tout à fait classiques de l'art scénique chinois, comme celle de l'enfant qui retrouve sa mère et se précipite dans ses bras en hurlant et pleurant d'émotion et de joie. Au passage, je peux affirmer que j'ai vu des séquences du même contenu aussi bien dans des pièces traditionnelles du vieil Opéra de Pékin, que dans des pièces de l'Opéra à thèmes révolutionnaires contemporains, et enfin dans les films réalisés après la Révolution culturelle. Sincèrement ce film n'avait pas le souffle des grandes séquences que j'avais visionnées naguère, présentant les souffrances et les luttes du peuple chinois contre les propriétaires fonciers, les seigneurs féodaux cruels et implacables, ou les occupants japonais criminels.

Je ne ressentais pas la même profondeur historique que dans les films spécifiques de la période de la Révolution chinoise proprement dite.

Le 21 octobre 1980, départ le matin, de bonne heure, pour une visite « de repos » dans la région autonome du Kouangsi Tsouang, à Koueilin.

Pendant le parcours de l'aéroport d'arrivée à l'hôtel où nous allions séjourner, le secrétaire du comité provincial du Parti m'apprit que cette ville comptait deux cent quatre-vingt mille habitants et quatre cent mille avec ses environs. Il m'indiqua avec une certaine fierté que 280 usines non polluantes s'y élevaient. La province comptait trente quatre millions d'habitants dont onze millions de Tsuans, minorité nationale également présente de l'autre côté de la frontière, au Vietnam.

Notre séjour à Koueilin fut agréable. Le site était différent de ce que j'avais déjà pu visiter dans d'autres provinces de Chine. Nous nous trouvions dans un des endroits les plus panoramiques du pays, où des foules de chinois et chinoises venaient parfois d'assez loin effectuer des séjours de détente, en même temps que des groupes de touristes étrangers.

Cette région était couverte de pics élevés en forme de cierges géants. D'après les images que j'ai pu voir à la télévision en France, il me semble que ce panorama exceptionnel était un peu du même genre que celui de la baie d'Along au Vietnam, mais celle-ci se situe sur la mer.

Pour notre dernière journée à Koueilin, nous fumes reçus au « Bonsai Garden », où nous pûmes admirer une quantité de petits jardins « à la japonaise » et d'innombrables arbres nains. Le matin du jour où nous devons repartir pour Pékin, nous fûmes conduits à l'institut des minorités nationales de Nanning, doté d'une École supérieure, où 840 professeurs prodiguaient leur enseignement à 2100 élèves, dans six

facultés différentes : politique, chinoise, de langues étrangères, de mathématiques, de physique et de chimie. 90 à 95% des étudiants provenaient des minorités nationales du Kouangsi, les autres étant des Hans. Les critères de recrutement étaient plus difficiles pour ces derniers que pour les jeunes gens provenant des onze minorités recensées dans la province. Il y avait des Tsuangs, des Yaos, quelques Queulans habitués à vivre dans les montagnes, des Muongs, des Coréens. Il avait fallu créer une écriture pour certaines de ces ethnies qui n'en possédaient pas jusque-là. Nous fîmes à pieds une visite de l'immense campus universitaire.

Le 27 octobre 1980, nous sommes revenus en deux heures quarante cinq dans la capitale chinoise avec un Trident de la Compagnie aérienne civile chinoise. Et, dès le lendemain matin, nous reprenions nos entretiens politiques avec les représentants du Parti communiste chinois.

Au cours de ces entretiens ces derniers nous informèrent de l'arrivée à Pékin d'un représentant du Parti socialiste, un membre du Comité directeur, de tendance mitterrandiste nommé Robert Pontillon. Ce visiteur demandait à rencontrer le département international du Parti communiste chinois, qui n'avait pas encore donné de réponse. Le solliciteur exprimait l'idée que François Mitterrand pourrait effectuer une visite en Chine à son tour. Comme nos interlocuteurs attendaient notre réaction sur ce point, je me contentai de leur déclarer un peu sèchement peut-être : « A vous de jouer ! »

L'orateur du côté chinois fut Chou Ta chen, qui reprit dans le détail l'exposé qu'avait déjà amorcé Chi Peng fei sur la situation immédiate et l'histoire ancienne de la révolution en Chine. En fait, il avait mission de nous expliquer les critiques que son Parti adressait à certaines directives et initiatives de Mao Zedong. Son intervention porta sur « le grand bond en avant », sur « l'élargissement erroné de la cible dans la lutte

antidroitnière », notamment contre Peng Teh huai, et enfin, point le plus important et le plus récent, sur la « Révolution culturelle » qui avait « sévi » de 1966 à 1976.

Mais il consacra l'essentiel de ses propos à un bilan des 31 années passées depuis la victoire de la Révolution chinoise en 1949. Il développa son analyse historique en distinguant quatre périodes : du début de 1949 à 1957, de juillet 1957 à 1965, de 1966 à 1976, et enfin d'octobre 1976 à maintenant c'est-à-dire octobre 1980. Je détiens les notes précieuses que je pris en l'écoutant, et je projette de les remettre avec une foule d'autres documents un jour futur à la Grande Bibliothèque de France. Du bilan essentiel de ces quatre périodes historiques, Chou Ta chen dégagea deux enseignements : le premier concernait le fait qu'après la prise du pouvoir révolutionnaire, le Parti n'avait pas bien su régler le rapport entre les luttes de classes et l'édification économique. La lutte de classes contre les ennemis présumés s'était trouvée élargie, surtout entre 1957 et 1976. Même au niveau du Comité central, le centralisme démocratique avait été mal appliqué. Les masses populaires n'avaient pas bénéficié de suffisamment de droits démocratiques. Le système socialiste, système nouveau, n'avait pas été la perfection. À partir de là, Chou Ta chen s'engagea dans un débat sur la démocratie prolétarienne et la démocratie bourgeoise, expliquant qu'il ne fallait pas rejeter la seconde en bloc, mais retenir de son fonctionnement tout ce qui pouvait contribuer au développement de la première. Il convenait de mieux régler les questions des rapports entre Parti et État, entre Parti et Gouvernement, entre Parti et masses. Il conclut que toutes ces difficultés devraient être solutionnées dans une amélioration constante de la pratique. Il évoqua aussi le « culte de la personnalité » dans le Parti, le pouvoir trop concentré en un seul individu. Les erreurs dans ces domaines entraînaient des aspects négatifs du système socialiste, ce qui ne mettait pas en cause ce système en lui-même. Il en vint à énoncer deux objectifs : 1°) la nécessité de soutenir de grands efforts pour une productivité socialiste, il était indispensable d'enrichir la société socialiste pour que les masses populaires bénéficient de

conditions d'existence plus aisées. En Chine, une priorité devait être accordée à l'élimination de la pauvreté. 2°) il était nécessaire de parfaire la vie politique de l'État en élargissant la démocratie socialiste, en renforçant la législation socialiste. Dans une vie démocratique large, il serait plus facile d'élever la conscience politique du prolétariat et des masses.

Je retins aussi un passage clef de son exposé : « La démocratie bourgeoise a permis d'effectuer un grand pas en avant par rapport à la dictature féodale. Le socialisme ne doit pas faire un pas en arrière par rapport à la démocratie bourgeoise. Aussi le problème de la démocratie prolétarienne doit être réglé en largeur et en profondeur. Le Parti doit donner le pouvoir de gestion à l'ensemble des travailleurs. Il importe de refuser l'égalitarisme sur la base de la pauvreté ancienne. C'est là une paupérisation qu'il importe de refuser. » Il ajouta « Après trente ans d'expérience, nous constatons que l'économie socialiste reste une économie de marchandises. Il faut étudier la loi et le rôle de la valeur. Il nous faut attacher une grande importance à l'étude et à la compréhension de la production sociale de l'Occident. Lénine lui-même avait indiqué que le socialisme devait partir des progrès capitalistes et non de la situation du féodalisme... Il nous faut tirer les leçons des expériences passées, parfaire le système socialiste lui-même et développer sa supériorité. Les communistes chinois ont une grande confiance dans le socialisme. » Je compris que ces derniers se trouvaient à un nouveau tournant de l'histoire de leur Parti, de leur peuple, de leur pays. Je fis quelques réflexions dubitatives et posais quelques questions auxquelles le chef de la délégation chinoise répondit en substance, avec beaucoup de chaleur : « Camarades, faites-nous confiance ! Actuellement nos forces demeurent insuffisantes pour que nous puissions aider efficacement tous les peuples du Tiers monde à se libérer définitivement de la domination impérialiste, actuellement nous ne sommes pas encore en état d'aider les prolétariats et les peuples du monde entier à réaliser victorieusement leurs révolutions. Mais faites nous confiance. Nous allons accumuler

toutes les forces nécessaires pour que demain la Chine socialiste soit une puissance ou le peuple aura vaincu la pauvreté... Nous nous en tenons au principe suivant lequel chaque Parti communiste doit appliquer le marxisme-léninisme à la pratique concrète de la Révolution dans son propre pays. »

Le matin du 31 octobre 1980, notre délégation rencontra Hoang Van Hoan, ancien Vice-Président de l'Assemblée Nationale Populaire de la République Démocratique du Vietnam et membre du Bureau politique du Parti des Travailleurs du Vietnam du vivant de Ho Chi minh. Il parlait assez bien le français et nous indiqua qu'il l'avait appris au bain de Poulo-Condor où les colonialistes l'avaient détenu plusieurs années. Il nous exposa le processus de prise du pouvoir dans le Parti vietnamien par Le Duan, homme des Révisionnistes soviétiques. Il nous expliqua ses points de vue sur la politique suivie par Hanoï. Il conclut en affirmant qu'il fallait faire une nouvelle Révolution au Vietnam. Je lui dis notre admiration et notre entière solidarité. Nous prîmes des décisions de mesures pratiques pour l'aider dans la propagande auprès des Vietnamiens résidant en France. Nous allions effectivement diffuser des brochures écrites en langue vietnamienne. Nous nous séparâmes de ce dirigeant non sans émotion, car nous voyions en lui un vieux compagnon du Président Ho Chi minh et un vieil adversaire du colonialisme français. Il était âgé et malade, mais inflexible.

Le soir du 31 octobre 1980, à 17 heures, nous fûmes officiellement reçus par le Vice-Président du Parti communiste chinois, déjà ou futur Président de la République, Li Sien nien. Il avait bien meilleure mine que deux ans plus tôt et nous fûmes d'abord placés sous les projecteurs de la télévision chinoise. Il nous parla de l'économie du moment, déplorant inondations et sécheresse qui entravaient la production des céréales. Puis à 18 heures, il nous offrit le « banquet » traditionnel de fin de séjour. Encore que le jour suivant, Feng Shuan nous fît un exposé très détaillé et complet sur la situation internationale. La cible principale de son Parti restait la politique de l'Union soviétique,

caractérisée comme plus agressive à l'égard de la Chine que celle des Etats-Unis, du Japon ou de l'Europe. Les perspectives de la décennie des années 80 n'étaient nullement à la détente mais au contraire à l'aiguïsement des contradictions et permettaient d'évoquer la possibilité d'une guerre. Le tout sur fond d'armements nucléaires. L'orateur du Comité central du Parti frère chinois insista pour souligner que « la politique extérieure de la République populaire de Chine restait pour l'essentiel fondamentalement telle qu'elle avait été définie par Mao Zedong et Chou En lai. Il fallait tout faire contre l'hégémonisme, en se fondant sur l'analyse des trois mondes, » Il répéta les cinq principes de la coexistence pacifique avec les autres pays et peuples. Puis il développa cas par cas les problèmes correspondant à des situations particulières dans le monde : celui de l'Afghanistan, celui du Vietnam et du Kampuchea, celui de l'Irak et de l'Irak, celui de la situation intérieure de la Pologne, celui du Laos. Puis il en vint à un point extrêmement important pour nous Français. Il parla du rétablissement des relations du Parti communiste chinois avec le Parti communiste italien. Au printemps précédent, Berlinguer avait visité la Chine, discuté avec les camarades Houa Kouo feng et Deng Xiao ping, ainsi qu'avec Yu Pao bang. Les relations avaient été rétablies entre les deux partis. A ce sujet il précisa : « Nous estimons que depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le monde a connu des changements considérables. Le Mouvement communiste international et le Mouvement Ouvrier mondial aussi. Des situations très compliquées sont apparues. Dans ce cas, exiger des points de vue identiques sur le Mouvement communiste et les problèmes de politique intérieure et extérieure n'est ni réaliste ni possible. Il est inévitable qu'il y ait des points de vue et des différences entre parti et parti. Tout cela ne doit pas et ne peut pas constituer des obstacles au développement des relations entre partis communistes... Où en est, en Occident, l'eurocommunisme à l'heure actuelle ? Quelle sera sa pratique dans l'avenir ? On ne le saura qu'à travers la vérification de la pratique. On ne peut qu'affirmer que la méthode chinoise ne peut pas être transmise en Europe. Quelle

voie doit suivre la Révolution en Europe ? Il faut laisser chaque parti européen choisir, avoir son expérience particulière, ses tâtonnements et sa pratique... Le rétablissement de nos relations avec le Parti communiste italien est dans l'intérêt des deux partis et du Mouvement communiste international, et tout spécialement de la lutte contre l'hégémonisme, pour la paix mondiale. »

À ce moment là je l'interrompis et posai la question : « Le Parti communiste chinois garde-t-il des relations avec le Parti communiste marxiste-léniniste d'Italie ? ».

Feng Shuan répondit aussitôt : « Oui, il les conserve », puis il enchaîna en expliquant qu'un processus identique était engagé avec le Parti communiste espagnol. Carrillo était attendu avec une délégation entre le 1er et le 10 novembre. Après quoi, il précisa « Quant à ceux qui restent alignés sur l'U.R.S.S. et s'opposent à la Chine, il n'existe pas de base pour que s'ouvre un tel développement. » Et il indiqua ce qui nous intéressait avant tout : « Par exemple, pour le Parti communiste français, c'est encore prématuré. » Il conclut en affirmant que pour les partis marxistes-léninistes créés et développés depuis 1963, les communistes chinois estimaient qu'ils constituaient toujours une force au sein du Mouvement communiste international.

Enfin il nous avança une information surprenante et inattendue : « Nous sommes prêts à établir des relations avec le Parti socialiste. Ce ne sera pas une relation entre partis marxistes-léninistes. Peut-être Mitterrand viendra en Chine. Il nous l'a demandé pour les mois de janvier ou février 1981. »

Sur nouvelle question de ma part, il devait me trouver tête, il précisa encore : « le Parti communiste italien n'a pas demandé que nous rompions nos relations avec les partis marxistes-léninistes d'Italie. Pour le Parti communiste français, c'est une question qui ne s'est pas posée, puisque nous n'avons pas de relations avec lui.»

Mon retour à Marseille exigea 25 heures 30, avec une escale de trois heures à Karachi parce que la tour de contrôle de Bahrein n'autorisait pas le décollage en raison de la guerre entre l'Irak et l'Iran. Alain Castan m'attendait et me ramena chez moi en voiture

- 43 -

Le Congrès de notre Parti redevenu « légal » tint ses assises du 29 janvier au 1er février 1981 en présence de cent délégués dans un lieu public spécialisé dans l'accueil de réunions et séminaires à Versailles. Le moins que l'on puisse dire est que les adhérents de base ne manquaient pas de textes, de projets, de résolutions proposées, ils en étaient littéralement submergés. Je lisais avec attention tous ces documents qui m'étaient communiqués. Le rapport d'orientation sur la situation internationale me paraissait correct et je n'avais pas de critique à lui adresser. Mais le projet d'orientation du rapport politique me sembla confus et rempli de points de vue avec lesquels je n'étais absolument pas d'accord. Le Comité central, majoritairement, approuva tous ces documents. Je compris que désormais je me trouvais minoritaire, bien que détenant encore sur le papier et pour la galerie, la fonction de secrétaire général. Pendant les séances du IVème Congrès, je restai muet, en dehors d'une intervention précise au cours de laquelle je m'efforçai de freiner la dérive en cours. Finalement lors de l'élection du Comité central, à bulletins secrets pour la première fois, j'obtins un nombre de suffrages proche de l'unanimité des délégués. Personne d'ailleurs n'atteint celle-ci, en dehors d'un camarade de Lorraine, Grégoire, que je tenais pour un militant ouvrier très compétent. Lors de la première session de ce nouveau Comité central, le 14 février 1981 je fus élu au Bureau politique ainsi que membre d'un Secrétariat politique collectif de cinq membres. Les titulaires de cet organisme furent Pierre B., Alain Quarante, Camille Granot, Jean-Luc Einaudi et moi-même. Contre l'avis unanime des camarades de la région de

Marseille, j'avais moi même demandé à être relevé de la fonction de secrétaire général en avançant plusieurs raisons, notamment mon état de santé et mon âge, proche de la soixantaine, et le fait que désormais ma résidence éloignée de Paris rendait difficile ma participation aux réunions quotidiennes de nos organismes.

Le 10 mai 1981, François Mitterrand fut élu Président de la République.

Malheureusement, la 3ème session de notre comité central ne me soutint plus du tout. Une décision d'abandon de toute influence sur les organismes dirigeants des AAFC obtint une assez large majorité. J'étais plus que perplexe et me demandais ce que pouvaient présager ces changements auxquels je ne m'attendais pas du tout.

Ce fut dans ces circonstances que le Congrès de cette association réunit ses assises les 6,7 et 8 juin 1981 dans une période où mes contradictions avec les autres membres de la direction du PCML ne cessaient de s'exacerber. J'y soutins une lutte de tous les instants avec l'appui de Régis Bergeron, de Claudette Castan et de quelques autres amis sincères de la Chine communiste. Mais plusieurs adhérents du PCML agirent ouvertement en totale complicité avec certains sinologues et autres représentants de la bourgeoisie anti communiste. Lors de ma première intervention, j'entendis des voix proclamant « Voilà la vieille garde qui monte à la tribune ! ». Je crois que j'étais devenu l'homme à abattre.

La petite bourgeoisie à laquelle j'avais affaire était complètement folle et fanatique.

Finalement, avec la complaisance, sinon avec la complicité de plusieurs de mes propres camarades, le courant anticommuniste et antichinois réussit à s'emparer de la direction de cette association.

Je fus néanmoins réélu à la Présidence d'honneur.

Mais l'organisme exécutif réel, secrétariat, trésorerie et comité de rédaction de la revue passa intégralement aux mains des gens qui avaient préparé cette mutation.

Je considérais les résultats de ce Congrès comme une défaite complète des marxistes-léninistes, porteuse de perspectives négatives pour une amitié réelle et honnête avec la République populaire de Chine. D'ailleurs, l'une des premières décisions de ce nouvel aréopage fut de demander qu'entre dans la présidence d'honneur de l'Association un député et conseiller municipal de Paris, Adjoint au Maire chargé de la culture, nommé Pierre Bas, politicien de droite aux activités tendancieuses totalement différentes de celles de gens de hautes statures, comme Maurice Schumann ou Mme de Lipkowski.

Je dus bientôt remonter à Paris pour participer à une session de notre Bureau politique. Je dois dire que je ne me sentais plus du tout d'accord avec les activités proposées et mises en œuvre par les dirigeants parisiens, parce qu'ils étaient très fortement influencés par la vague montante de l'idéologie social-démocrate qui remettait tout en question et visait à détruire tout ce qu'avec quelques autres, j'avais contribué à édifier depuis presque vingt ans. À mes côtés, le seul qui résistait à la dérive entraînant le PCML sur des positions opportunistes et petites-bourgeoises n'était autre que Jean-Luc Einaudi. Au sein du Comité central, la situation était identique, mais en plus de mon camarade, un autre membre s'indignait comme moi de la ligne politique et pratique impulsé par trois membres du secrétariat collectif, c'était le camarade Robert K.

Le 3 octobre 1981, j'appris de mes homologues du secrétariat du PCML que nous étions invités à envoyer une délégation assister au Congrès du Parti socialiste, convoqué à Valence, dans la Drôme à partir du 23 octobre suivant.

Ici je tiens à faire une mise au point. Je n'étais pas du tout d'accord pour répondre favorablement à la proposition intéressée du Parti au pouvoir. Mais je me résolus finalement à m'y rendre pour mieux voir, écouter et comprendre la magouille politicienne qui se développait en vue de faire

disparaître le PCML. Les découvertes que je fis en effet me confirmèrent que j'avais bien fait d'agir ainsi.

Nous prîmes place parmi les associations françaises invitées. Sur notre gauche arrivèrent bientôt les dirigeants du Parti communiste français, conduits par Maxime Gremetz. Georges Lazzarino en faisait partie et dès qu'il m'eut aperçu me désigna ouvertement à ses deux camarades, le chef de délégation et une femme conseillère municipale de Valence, Mme Pellegrin. Les groupes d'invités étrangers étaient installés derrière nous sur une tribune spéciale. La délégation chinoise était conduite par Feng Hshuan, accompagné de Li Meï et de Tang. Je me levai, le premier des Français, pour aller saluer ces camarades chinois avec lesquels je m'étais si souvent entretenu dans leur propre pays. Il n'y eut entre nous que de simples civilités mais pas d'entretien prolongé, pour tenir compte que nous n'étions pas « chez nous ». J'aperçus alors Samdech Norodom Sihanouk et me rendis aussitôt auprès de lui, suivi de mes compagnons. Il me reconnut sans hésitation. Je fis signe de s'approcher à Georges Afanassiev, présent à la tête de la délégation invitée de l'association d'amitié France-Cambodge. Mon camarade n'avait jamais rencontré le prince.

Ce Congrès du Parti socialiste ne fut en définitive qu'une grande messe célébrant la victoire électorale de François Mitterrand à la Présidence de la République.

Un mois plus tard, je décidai encore de répondre favorablement à une demande des trois autres secrétaires, B., G. et D. pour les accompagner au siège du Comité directeur du Parti socialiste. Je désirais savoir à quelle sauce nous allions être dévorés. Je fus bien inspiré, car je fis à cette occasion une découverte sans aucune ambiguïté en écoutant les propos de nos interlocuteurs. Les dirigeants du PS qui nous reçurent étaient Pierre Brana, Marcel Debarge, et Thierry Geoffroy. Le second nommé, secrétaire national du Parti socialiste, nous expliqua que, comme nous, il aspirait à voir diminuer l'influence du Parti communiste français, et, dans ce but, il nous proposait

d'auto dissoudre notre PCML et d'entrer en masse dans les rangs du Parti socialiste. Il précisa qu'il y avait à l'époque, je crois trois ou quatre tendances à l'intérieur de sa formation, et que nous pourrions facilement constituer une tendance de plus, la tendance prochinoise du PS ! Je ne pus me retenir de lui rétorquer que ses propositions ne sauraient en aucune façon être acceptées ni par nous ni par nos adhérents. Mais mes trois accompagnateurs ne soufflaient mot, sauf peut être Camille Granot qui s'efforçait de conserver à la rencontre un caractère amical. A la sortie du siège national du PS, nous prîmes un café au coin du boulevard Saint-Germain et je réaffirmai calmement mais fermement que je n'avais rien à faire avec ces politiciens social-démocrates. Mes camarades m'écoutèrent et éludèrent toute discussion, sans doute pour ne pas provoquer de ma part une colère qu'ils sentaient bien monter. Au demeurant, le matin de ce même jour, nous avions déjà échangé des propos extrêmement contradictoires sur l'orientation qu'ils donnaient à notre parti.

Je redescendis à Marseille, la tête et le cœur remplis d'inquiétude.

Courant décembre 1981, j'appris que le chef du gouvernement albanais, le vieux combattant communiste, ancien des Brigades internationales en Espagne et compagnon d'André Marty, Mehmet Chehou, que j'avais rencontré naguère sur la grande place Skanderbeg à Tirana, venait de se suicider !

Le 20 Février 1982 un événement assez inattendu, mais parfaitement normal en soi, provoqua ma tristesse et installa en moi un sentiment de pessimisme. Jean-Luc annonça devant la 8<sup>e</sup> session du comité central du PCML sa démission du secrétariat ainsi que de ses fonctions de rédacteur en chef de *l'Humanité-rouge*. Il refusait également de demeurer permanent. Ses désaccords avec les trois autres secrétaires lui paraissaient insurmontables et il ne voulait plus cautionner des initiatives et décisions qu'il n'approuvait pas. En vérité, mon absence de Paris laissait mon camarade complètement isolé.

Je fus désappointé, mais dès le lendemain il m'appela à Marseille pour m'informer qu'il revenait sur sa décision.

Ce n'était que la poursuite du processus de lutte prolongée entre deux lignes au sein de la direction du PCML. À Marseille, Alain Castan et d'autres camarades responsables passaient par des alternatives de critique et de soutien à ce qu'ils appelaient la « ligne parisienne ». Ces faits ne manquaient pas de provoquer des réactions diverses parmi les camarades des cellules de base.

À la suite de la 9<sup>e</sup> session du comité central le 28 avril 1982, la coupe de ses désaccords étant cette fois-ci plus que pleine, Jean-Luc donna sa démission du Parti lui-même. Il exposa ses raisons accusant les trois autres secrétaires de prendre des positions unilatérales de manière antidémocratique.

Je me mis d'accord avec lui sur le principe que nous nous rencontrerions le plus souvent possible. Ce que nous fîmes périodiquement.

Le 7 octobre suivant, il adressa au comité central une lettre expliquant concrètement où il en était de ses réflexions

critiques. Je lui conservais une estime de haut niveau que je ne lui ai jamais plus retirée. Je fus extrêmement sensible à un passage de sa lettre où, après avoir fustigé « les ravages, les méthodes, le style de direction de certains dirigeants qui avaient un souverain mépris des militants... » il ajoutait aussitôt : « Devant vous tous je tiens à dire que je rends hommage au camarade Jurquet. Je pense qu'il s'est beaucoup trompé comme je me suis beaucoup trompé moi-même et sans doute pense-t-il différemment de moi sur beaucoup de points. Mais je veux rendre hommage à la sincérité de ses convictions profondes et à l'intérêt que, je crois, il porte aux militants et aux hommes. »

Une nouvelle rencontre fut organisée entre dirigeants du PCML et du Parti socialiste. Je refusai catégoriquement d'y participer, mais mes homologues retrouvèrent, le 10 novembre 1982, je suppose au siège du Comité directeur du Parti gouvernemental, les secrétaires Huntzinger et Pierre Brana. On m'a assuré depuis lors qu'ils étaient allés aussi à l'Elysée où ils avaient été reçus par j'ignore quelle personnalité du cabinet du Président de la République, mais je n'en ai pas eu personnellement la preuve formelle. En tout cas, si c'est là une réalité, elle me fut dissimulée.

Une nouvelle visite en Chine fut alors annoncée. La délégation choisie par le Bureau politique fut savamment dosée : Jacques Jurquet, Pierre B. et Alain Castan.

C'était mon treizième voyage. Je n'en parlerai pratiquement que fort peu, parce que dès mon arrivée à Pékin je fus hospitalisé. Du fait de ces circonstances, je ne pus participer aux entretiens politiques avec les représentants du département international du comité central du Parti communiste chinois. Seuls mes deux compagnons purent s'entretenir avec les camarades chinois.

Entre-temps nous avons appris que le Parti frère chinois venait de normaliser ses relations avec le Parti communiste français. J'avais aussitôt diffusé une déclaration qu'aucun

membre de la direction du PCML ne put remettre en cause. Je me félicitai de l'événement qui relevait de la tactique des Chinois pour isoler les Soviétiques. Alain D. publia lui aussi un article sur ce point dans le périodique *Travailleurs* qui remplaçait désormais notre vieille *Humanité-rouge*.

À notre retour, le secrétariat parisien convoqua une conférence de presse qu'assura seul Pierre B. Il y rencontra des journalistes que je connaissais déjà comme adversaires redoutables du communisme et de la Chine communiste, je cite ici Alain Jacob du *Monde*, et un nommé Vincent de l'AFP.

Désormais le PCML courait à sa disparition. Les crises successives de toutes sortes qui l'avaient envahi avaient écartés un grand nombre de ses adhérents. Je considérais que d'un point de vue tactique il importait que je parvienne à le préserver à Marseille dans la mesure où il était né dans cette ville et y avait compté un nombre appréciable de militants/

Par ailleurs, je commençai à m'engager davantage dans les activités du MRAP, où Baya m'avait largement précédé. Malheureusement, parmi mes camarades de la région provençale certains, et parmi les meilleurs, déstabilisés par les événements aussi bien dans le Parti que sur le plan international, et en Chine en particulier, remettaient aussi leurs convictions passées en doute et cherchaient de nouvelles voies.

Je nie consacrai surtout à l'écriture de la suite de mes ouvrages sur l'Algérie et achevai le récit autobiographique de l'existence exceptionnelle de ma femme, sous le titre « Les oreilles en pointe » Je préparai aussi la rédaction de mes propres mémoires et pensai leur donner pour titre « Les hurlements de la vie ». À travers mes recherches en histoire contemporaine, je rencontrai à Marseille, Mahfoud Kaddache et à Paris Mahmed Yazid.

Lorsque je participai à une session du Bureau politique ou du comité central, mes contradictions avec les trois secrétaires parisiens éclataient immédiatement. Elles ne se manifestaient pas de manière antagonique, mais se révélaient irrémédiables. Nous n'avions plus du tout les mêmes valeurs.

Ainsi le 3 septembre 1983, une discussion insoluble se poursuivit longuement autour de la façon d'analyser la politique suivie par le Parti socialiste qui détenait la présidence du gouvernement et par le Parti communiste français qui avait accepté de fournir quatre Ministres à ce gouvernement dirigé par le vieux cheval de retour Pierre Mauroy. J'estimais que dans l'organisme dirigeant du PCML coexistaient trois tendances, une droite majoritaire, un centre (Marseille et quelques autres) et une gauche, limitée à Robert K. et moi-même, appuyée dans certains cas par Grégoire et, plus rarement, par quelques autres comme Dastar. J'essayai de rallier le centre pour combattre la droite, mais la confusion dominait tellement les esprits que cette tactique n'était pas souvent efficace.

La veille, je venais d'achever la correction de mon tome IV intitulé « Algérie 1945-1954 - des élections à la lutte armée ». Il était bon à tirer.

Je n'étais pas tenu au courant de la poursuite des contacts de mes camarades du secrétariat résidant à Paris avec les représentants du Parti socialiste, mais je supposais évidemment que des tractations plus ou moins avouables étaient en cours. L'organe du groupuscule fasciste du Parti des Forces nouvelles, futur constituant du Front national de Le Pen, consacra une page entière dans son édition du 1er au 15 octobre 1983 à un article ayant pour titre « Les Maos chez Jospin ». Ce fut seulement ainsi que j'appris, avec force détails, vrais ou mensongers, que Pierre B. avait conduit une délégation au siège du PS le mercredi 13 juillet précédent. Aucun des trois dirigeants concernés ne démentit cette information présentée de manière évidemment plus que tendancieuse.

Après l'été, le V<sup>e</sup> Congrès du PCML se réunit, en présence d'environ 75 à 80 délégués, du 29 octobre au 1er novembre 1983 à Saint Germain au Mont d'Or dans la banlieue lyonnaise. Le rapport d'orientation fut présenté par B. Je soutins une lutte idéologique active et parvins non sans difficulté à faire réintégrer l'énoncé de l'objectif stratégique de « dictature du prolétariat » dans la Résolution finale. Mais B. et ses amis infléchirent sensiblement le contenu de cette dernière de façon à ne pas apparaître comme trop hostiles à l'expérience Mitterrand. Je dus mener une lutte point par point, phrase par phrase, quelquefois mot par mot. Finalement je réussis à contenir mieux que je ne l'espérais la dérive sociale-démocrate du PCML et considérai qu'il me fallait encore y rester afin de poursuivre jusqu'à la plus extrême limite le combat pour lequel j'avais engagé toutes mes forces depuis mon exclusion du PCF en 1964. Mais maintenant l'adversaire n'était plus le Parti auquel j'avais adhéré pendant la Résistance, mais le Parti socialiste que mon père avait quitté en 1940 après l'effondrement de la France quand le secrétaire général Paul Faure et d'autres dirigeants tournaient leurs vestes pour soutenir le maréchal félon Pétain et son régime de collaboration avec les Nazis.

Peu après, B. organisa une conférence de presse à laquelle je me forçai d'assister. Il présenta à sa manière les résultats du Congrès, mais fut cependant contraint de ne pas aller trop loin du fait de ma présence. À cette occasion je m'entretins un assez long moment avec plusieurs invités, comme l'Ambassadeur d'Irak et différentes personnalités et journalistes de Belgique, des Pays-Bas, des Comores, de Chine et d'Algérie. Le bulletin quotidien de l'Agence Chine nouvelle annonça la tenue de notre Congrès. Les quotidiens *Libération* et *Le Monde* publièrent des articles concernant ce Congrès, tendancieux pour le premier signé Eric Dupin, sérieux pour le second signé de simples initiales P.J. A noter que l'organe de Serge July présenta sur deux colonnes une photographie de bonne facture de Pierre B. en la gratifiant du titre de « principal dirigeant du PCML ». Ce journal indiquait que ce dernier s'était opposé au

stalinisme que j'avais défendu. La réalité était beaucoup plus nuancée, mais de la sorte cet article permettait de mettre mes positions en opposition avec « l'ouverture » de B. et de me présenter comme un vieux dogmatique irrécupérable.

La dernière séance, le 1er novembre, avait constitué de fait la 1<sup>ère</sup> réunion du nouveau Comité central composé de 26 membres. Le Parti comptait alors environ mille adhérents. Il était d'ores et déjà en recul quantitatif sensible. L'élection de la nouvelle direction eut lieu à bulletins secrets. J'avais été élu au Comité central par 65 voix sur 72 votants, je le fus ensuite au Bureau politique et au Secrétariat collectif par la quasi unanimité des membres du Comité central. Je pense qu'au moins l'un d'entre eux me refusa son suffrage. Il demeurait évident que ma présence était encore une caution pour la survivance d'une organisation dont on voulait modifier les raisons d'être et les objectifs, mais que l'on n'avait pas encore complètement retournée.

Je conservai une influence dans le midi et particulièrement dans la région marseillaise. Ainsi, quelques semaines plus tard, j'assurai un meeting public à Nice à la demande des camarades de la cellule de cette ville. Je dormis chez Joël C. et son épouse, tous deux militants actifs venus du PSU.

Par la suite, le matin du 3 décembre, Baya et moi arrivions à Paris, elle pour participer à une session du Bureau national du MRAP, moi même pour effectuer des recherches à la Bibliothèque nationale.

En début d'après midi je rejoignis la place de la Bastille pour assister à l'arrivée de la marche pour l'Égalité et m'intégrer dans le cortège des organisations qui l'attendaient. Avec B. et Gilbert R., nous entrâmes dans les premiers rangs regroupant les personnalités de tous les partis, formations et autres mouvements. J'y serrai quelques mains connues, celles d'Alain Krivine, du Professeur François Grémy, d'Albert Lévy. Je rencontrais ensuite plusieurs camarades du PCML, Saly S. et son ami, ainsi que sa

sœur Ferouggia et son époux Gérard P. Lorsque je retrouvai Baya, elle me présenta Yasmina Attab, qui faisait partie à cette époque du secrétariat national du MRAP. Cette manifestation regroupa m'assura-t-on plus de cent mille marcheurs qui s'étaient joints à l'arrivée des quelques 30 à 40 jeunes gens et jeunes femmes qui avaient tenu le coup pour parcourir toute la France. Le gouvernement délégua l'un de ses Ministres, Madame Georgina Dufoix, pour les accueillir, et une délégation fut reçue au Palais de l'Elysée par François Mitterrand.

- 45 -

Comment suis-je resté encore plus de deux ans dans ce groupuscule dont les effectifs se réduisaient comme une peau de chagrin ? D'autant que le départ de Jean-Luc Einaudi, bientôt suivi de la démission de Robert K. et de la retraite délibérée de plusieurs autres militants, les meilleurs bien entendu, me laissaient seul en face d'une camarilla dont les éléments n'avaient plus rien à voir avec le marxisme-léninisme ? Que l'on me comprenne bien, je n'adresse ici aucun reproche à ces deux camarades qui agirent en leurs pures consciences. Je compris très bien leurs réactions et fis tout pour ne pas me couper d'eux.

Je n'ai jamais reculé devant l'adversaire, sinon par tactique.

Mais, dans les circonstances de l'époque, où nulle répression dangereuse ne me menaçait plus, je désirais trouver le moment, l'événement le plus propice pour me démarquer de cette dérive et lui porter un coup que je voulais décisif.

Avant le Verne Congrès, B. et ses comparses prônaient une ligne opportuniste vis-à-vis du PCF, certainement parce que le Parti communiste chinois avait rétabli ses relations avec le Parti

français. Mais à la suite de ce dernier Congrès, ces curieux dirigeants changèrent leur fusil d'épaule et se mirent plus ouvertement que jamais à soutenir une ligne de rapprochement avec le Parti socialiste. De ce fait, à part une poignée de militants et militantes, notamment parmi les journalistes qui avaient tenu le coup jusqu'au passage de *l'Humanité-rouge* au périodique hebdomadaire *Travailleurs*, et poursuivaient avec courage leurs activités rédactionnelles, les membres de la direction du PCML s'abandonnaient à toutes sortes de tendances « nouvelles » qui tournaient le dos au marxisme-léninisme. Il m'était évident que leurs rapports avec le Comité directeur du Parti socialiste n'étaient pas pour rien dans leurs tergiversations.

Indigné par différents procédés du secrétariat parisien, Alain Castan, à son retour d'une session du Bureau politique, le 15 avril 1984, m'avait déclaré textuellement qu'il fallait « donner un coup de pied dans cette fourmilière ». Il considérait que « le PCML n'existait plus en tant que parti ». Bien entendu, il avait raison et je ne pensais pas différemment, mais je poursuivais l'intention de dénoncer en temps le plus opportun possible et avec le maximum d'effet l'opération sociale-démocrate qui avait abouti à ce résultat.

En attendant, à Marseille, je ne restai pas inactif. J'avais commencé une émission hebdomadaire sur les antennes de Radio-Galère depuis le 1er janvier 1984. Peu de temps auparavant, un an environ je suppose, Fathi Bouraoua, responsable d'un centre social, et d'autres militants issus de l'extrême gauche avaient lancé cette radio libre. Le directeur était Jacques Soncin, un homme qui avait naguère abandonné ses études de médecine presque terminées pour se consacrer aux luttes sociales et politiques. Je connaissais Fathi depuis le bidonville de la Timone où, enfant, il se trouvait parmi « mes petits princes » lorsque j'assurais en ce lieu de misère une solidarité active aux familles dont les hommes étaient pour la plupart emprisonnés ou internés. Du coup je me trouvais bien parmi ces animateurs de radio, qui apprenaient par la pratique

dans la mesure où ils n'avaient aucune formation professionnelle préalable. Mon émission prit bientôt le nom « d'Histoire, Culture et Littérature ». Les sujets abordés furent extrêmement éclectiques et je poursuivis leur présentation pendant plus d'une dizaine d'années. À l'occasion j'effectuai dans leur cadre des interviews de personnalités de passage à Marseille.

Je soutenais Baya dans ses nombreuses activités antiracistes. Le 22 décembre je rédigeai, dactylographiai et diffusai le premier numéro d'un modeste bulletin auquel je donnai le titre *d'INFO-MRAP-13*. Décidément, je ne pouvais pas me passer de participer à l'édition de périodiques, petits ou plus importants.

Mais *l'Humanité-rouge* n'existait plus. Plus de quinze années plus tard, *Info-mrap 13* existe toujours sous le titre d' *INFO-Mrapseille*, édité par le Comité de Marseille du MRAP.

Début janvier 1985, B. me téléphona pour m'informer qu'il revenait d'un voyage en Chine. Je crois que je n'étais pas au courant de cette invitation. Peut-être l'intéressé avait-il sollicité lui-même cette rencontre. Bien que responsable de la section internationale, je n'étais pas au courant ! De fait une session du comité central était prévue pour les 12 et 13 janvier au siège de l'Ageca, rue de Charonne à Paris. Donnant suite à la réception de trois résolutions de la cellule de Port de Bouc-Martigues, je donnais lecture d'une « première déclaration solennelle ». Ce fut un peu comme si je « pissais dans un violon », la majorité des membres du CC s'en fichaient comme de leur première chemise. Par contre une initiative d'Alain D. alla tout à fait dans le même sens que la ligne qui avait conduit à la débâcle de l'AAFC, l'abandon du contrôle du Parti, cette fois-ci sur un organisme créé en son temps à son initiative. D., qui en était le directeur de publication, annonça que désormais les Editions du Centenaire ne dépendaient plus du PCML, mais devenaient indépendantes. Il ajouta que cette maison d'éditions avait rapporté 7 millions de centimes au Parti au cours de l'année 1984.

Cette décision unilatérale me sembla avoir été préparée à l'occasion du voyage de B. en Chine, mais je n'en étais pas certain. Je me rendais compte que ceux qui invoquaient à cor et à cris la « démocratie », étaient les premiers à agir de façon autoritaire. Les contradictions commencèrent à prendre un tour antagonique. Les parisiens s'étaient mis en tête de convoquer un « Congrès spécial ». Ils le verrouillèrent à leur convenance et réussirent notamment à faire abandonner les anciens sigles du PCML, en premier bien entendu celui des cinq têtes de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao. Puis le sous-titre du périodique et même le nom du Parti qu'ils décidèrent de remplacer par « Parti pour une alternative communiste ». Je m'opposai de toutes mes forces à ces extravagances suicidaires, mais je n'avais plus la majorité.

Le 8 février 1985, je publiai à Marseille une « deuxième déclaration solennelle ». Je me prononçai contre le principe de ce « Congrès spécial », déclarai refuser ses conclusions et décisions, entendais m'en tenir au respect des Statuts du PCML et je mis en avant le célèbre texte de Mao « Contre le libéralisme ». Je contre-attaquai sur tous les points. Comme je n'avais pu empêcher la tenue de ce prétendu Congrès, je rédigeai un texte dans lequel je rappelai nos principes fondamentaux et critiquai la position des Editions du Centenaire vis-à-vis du PCML. Mais je me mis à soutenir beaucoup plus d'activités à Marseille qu'à Paris ou ailleurs.

Le 20 février 1985, le MRAP participa à une manifestation contre Le Pen au carrefour des cinq avenues à Marseille. En présence de cinq cent personnes environ, je pris la parole au nom des différentes associations qui avaient appelé à ce rassemblement. Puis, le 13 mars, je fis adopter une résolution exigeant l'interdiction du Front national par un collectif de formations antifascistes. Deux jours plus tard, je reprenais la parole devant cette fois trois cent manifestants, toujours contre Le Pen dont on avait annoncé la venue dans notre ville. De fait j'appartenais en même temps au MRAP et à un groupe constitué à partir de Radio-Galère qui avait pris le titre de « Groupe antifasciste », le GAF.

À Marseille, j'ai appris avec satisfaction que le Parti communiste français et la CGT appelaient à participer à la manifestation que le MRAP avait annoncée pour le 26 mars. Cette fois, il y eut davantage de monde, entre mille et mille cinq cent personnes. Mais ce n'était qu'un début. À Miramas, un jeune Algérien venait d'être assassiné par un cafetier raciste. Le GAF et le MRAP soutinrent à fond les organisations locales appelant à une riposte de masse. Je m'y rendis naturellement avec Baya et nous défilâmes à trois mille cinq cent ou quatre mille manifestants. La lutte contre le racisme et le fascisme était en train de se développer. À Marseille même, une nouvelle manifestation sur la Canebière réunit environ six mille personnes, au milieu d'une réelle émotion, une délégation dont fit partie Baya, fut reçue à la Mairie par le député-maire Gaston Defferre.

Ensuite nous participons à une puissante manifestation à Marignane en présence de René Mazenod, secrétaire national du MRAP, à la suite de l'assassinat d'un autre jeune Algérien. Le MRAP joue un rôle dirigeant dans ces activités et nous nous trouvons en premières lignes au moment où les CRS chargent le défilé dont quelques participants excités ont lancé des pierres. Rien de grave en définitive. Le plus triste est la mort de ce jeune homme. Quelques jours après, je me rends de nouveau à Paris. Quand je reviens j'apprends que ma mère est fatiguée, ma sœur propose de la confier à un établissement de vieilles personnes, aux Blacassins, dans la banlieue nord de Marseille. Il fait très chaud, nous commençons le mois d'août et la température estivale ne va pas cesser de monter. Naturellement Baya et moi nous rendons chaque jour auprès de « Mamy », qui supporte très mal sa situation qu'elle considère comme une hospitalisation. Elle a presque 85 ans, mais est très amaigrie et épuisée. Un jour, quand nous arrivons aux Blacassins, l'infirmière en chef nous apprend qu'elle a essayé de s'enfuir pendant la nuit et qu'elle est tombée, dans l'obscurité. Elle a un traumatisme à la tête. Effectivement, elle a sur le visage un hématome important et impressionnant. Nous acceptons de la faire transporter en urgence à l'hôpital de la Conception. Là elle va lutter quelques jours contre la

mort, encore qu'elle dise la souhaiter parce qu'elle a «marre » de la vie. Son agonie commence par une hémiparésie, mais elle peut encore parler, puis le mal s'étend et elle devient pratiquement aphasique. Elle entre dans le coma. Je la tiens par une main et lui dis « Si tu m'entends, maman, serre moi la main très fort, je suis ton fils ». Ce sera le dernier signe de vie qu'elle donnera. Elle me serre la main plusieurs fois. Elle va mourir la nuit suivante, vers le petit matin. L'administration de l'hôpital avertit immédiatement ma sœur, qui nous appelle à son tour. À 6 heures, nous nous trouvons sur place. Je réagis devant la dépouille de ma mère comme devant celle de mon père il y a maintenant dix huit ans. Je ne dis pas un mot, l'embrasse, elle est déjà froide. Elle est transférée à la morgue de l'hôpital et l'enterrement a lieu le lendemain. Nous l'accompagnons en voiture funéraire jusqu'au crématorium du cimetière Saint-Pierre. Et là les croque-morts font glisser son cercueil dans le four. Mais auparavant, ils ont demandé à la famille de venir la voir une dernière fois derrière la salle où se trouvent réunis quelques amis et parents. Ma sœur, comme Baya ne désirent pas s'y rendre, pas plus que ceux de mes enfants présents. J'y vais donc seul. Elle repose dans ce cercueil de bois de sapin ordinaire qui va brûler avec elle. Je l'embrasse une dernière fois et je lui demande pardon pour tous les soucis que j'ai pu lui causer pendant sa longue vie. C'est à ce moment que je craque et ne peux plus retenir mes larmes. Le corps qui va partir est celui qui m'a donné la vie, mais aussi c'est l'esprit qui a su me transmettre un certain nombre de valeurs comme l'antiracisme et l'amour de l'humanité. Si je suis devenu communiste, elle y a été pour beaucoup. Elle a aussi caché quatre enfants juifs pendant l'occupation nazie. Elle m'a toujours offert l'exemple du courage. Ma mère, je te demande pardon pour tous les tracassas que je t'ai imposés. Je ne t'oublierai jamais.

Le Groupe antifasciste auquel ne participaient pas mes camarades du PCML décida d'occuper par surprise le siège du Consulat de l'Afrique du Sud ségrégationniste. J'essayai de convaincre les adhérents du PCML d'y participer, mais ne trouvai que bien peu d'écho auprès d'eux. Ils tenaient déjà le

GAF pour un groupuscule gauchiste. Finalement je *me* résolus à être le seul de notre Parti réduit à la portion congrue à m'associer à cette initiative. Avec d'autres militants et animateurs d'émission de Radio-Galère, nous envahîmes les escaliers publics de ce consulat, non éloignés de la plage des Catalans, pénétrâmes en force dans la pièce d'accueil, déployâmes une banderole contre l'apartheid depuis le balcon sur la façade, nous prîmes les nombreux fascicules et prospectus de publicité touristique placés sur des étagères et les déchirâmes en mille morceaux. Le consul, un homme de petite taille s'exprimant en anglais exclusivement, bondit d'une pièce latérale pour essayer de s'opposer à nous, saisit la bombe colorante que détenait l'un d'entre nous et commença à l'utiliser pour barbouiller d'encre noire les visages de quelques uns, nous le maîtrisâmes et poursuivîmes notre action. Il se retira et appela la police qui mit près de trois quarts d'heure à arriver. Déjà à l'extérieur, devant la porte se tenaient une vingtaine d'antiracistes venus là pour nous soutenir. Les agents de police eurent quelques difficultés à se frayer un passage sous les huées antiracistes. Arrivés à l'étage où nous étions, ils nous intimèrent l'ordre de sortir mais nous refusâmes catégoriquement en invoquant le fait qu'il s'agissait d'un lieu public. Comme ils étaient peu nombreux, six à huit au maximum, ils se retirèrent et redescendirent dans la rue. Nous nous attendions à voir arriver un ou plusieurs cars de CRS, mais aucun d'entre eux ne fit son apparition. Si bien qu'au bout de deux heures, de guerre lasse, après avoir détruit toute la propagande de ce Consulat du pays le plus raciste du monde, nous n'eûmes plus qu'une issue, celle de nous retirer et de partir, satisfaits d'avoir agi pour exprimer notre solidarité aux populations noires opprimées et persécutées.

Fin 1985, les dirigeants du « PAC » convoquèrent un Congrès. Je ne m'y rendis que pour les combattre et leur assurer que je ne me sentais en rien adhérent de leur nouvelle fantaisie associative.

Mais, pour en finir sans doute avec la gêne que j'opposais, encore appuyé par quelques camarades, à leurs manœuvres de nature sociale-démocrate, ils convoquèrent enfin le sixième Congrès du Parti communiste marxiste-léniniste. Celui-ci se réunit les 20, 21 et 22 juin 1986 au centre de loisirs de la Snecma à Dammarie-les-Lys, près de Melun, en - Seine-et-Marne. Une région et une ville que je connaissais fort bien puisque j'y avais habité, travaillé et milité pendant sept années consécutives. Pour tous ces gens, ce Congrès avait pour but essentiel de confirmer les décisions prises lors du fameux Congrès spécial de 1985 que je tenais pour un faux Congrès. Je m'étais opposé à ses décisions en récusant la légitimité statutaire des assises concernées. Il était donc nécessaire pour B., D. et C. de donner une apparence de régularité à leur orientation. D'où ce Congrès de Dammarie-les-lys. Leur rapport d'ouverture donna le ton en répétant toutes leurs positions que je considérais comme extravagantes.

En définitive, ils cherchaient à détruire complètement le mouvement politique que nous avons créé vingt ans plus tôt. Ils voulaient que son titre soit définitivement remplacé par celui de « Parti pour une Alternative communiste » (PAC), ils entendaient confirmer le bien fondé de leurs pratiques antérieures consistant à supprimer notre périodique central tout en effaçant le sigle des cinq têtes de « Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao », ils reniaient la formule significative de « marxisme-léninisme ».

Etaient présents 38 délégués, venus de différentes régions, mais surtout de Paris. Dans cette ville en effet, B. avait réussi à faire éliminer de la délégation les militants qui s'opposaient à lui, et seuls ceux qui allaient apporter leur soutien à sa « ligne » avaient reçu un mandat. En fait, apparaissaient dans ce Congrès trois courants : celui des dirigeants parisiens, soutenus par une partie des délégués de province, qui voulaient aboutir à la création officielle du PAC, celui des marseillais qui restaient inquiets devant le développement en cours et se seraient volontiers transformés en conciliateurs, enfin le courant

fidèle aux principes du marxisme-léninisme et de la pensée-maozedong que je représentais, soutenus par les délégués de Grenoble, ses partisans de province, minoritaires, n'ayant pas été délégués.

Dans le cadre de la discussion faisant suite à l'intervention d'ouverture, je fis une première déclaration, dont voici l'essentiel, en substance seulement parce que je ne retrouve pas dans mes archives les notes qui la sous-tendaient : « J'écoute vos interventions et suis en complet désaccord avec l'orientation et l'ordre du jour de ce Congrès. Membre du Secrétariat politique collectif issu des précédents Congrès, je suis dans l'obligation de vous informer que depuis un certain temps mes positions ne sont même plus écoutées, sinon avec la condescendance de ceux et celles qui sont assurés d'avoir raison et de bénéficier de soutiens incontournables. En vérité, en tant que militant communiste, je ne me sens rien de commun avec un grand nombre d'entre vous. En ce qui me concerne, je n'ai jamais cotisé ni adhéré à ce PAC dont certains d'entre vous se réclament aujourd'hui. Je ne suis ici qu'en tant que membre du Parti communiste marxiste-léniniste.

Je vais écouter jusqu'au bout vos interventions et ce ne sera qu'à la fin de ce Congrès que je vous ferai part de la décision définitive que je prendrai par rapport à la ligne qui en sortira...»

En effet le dernier jour, peu avant les votes pour élire un nouveau « comité central », je pris de nouveau la parole et déclarai ce qui suit, dont le texte se trouve dans mes archives : «Le Parti communiste marxiste-léniniste de France est né des contradictions internes au sein du PCF sur deux points : la ligne concernant les luttes anticolonialistes, essentiellement celle mise en œuvre pendant la guerre d'Algérie, d'une part, la pratique d'une unité sans principe avec le Parti socialiste d'autre part. Sa naissance, préparée pendant près de quatre années, fait partie des phénomènes correspondant aux contradictions intervenues au niveau international entre le Parti communiste d'Union

soviétique suivi par le Parti communiste français et d'autres Partis communistes comme le Parti communiste chinois et le Parti du Travail d'Albanie.

Depuis maintenant des années, ces contradictions n'ont plus le caractère principal qu'elles avaient à cette époque et ce ne sont plus cent militants communistes issus du Parti communiste français qui constituent la direction et la base activiste et idéologiques du Parti communiste marxiste-léniniste. Ce Parti s'est transformé dans son contenu global comme dans son recrutement. Ses références idéologiques et politiques se sont modifiées au fil des années. Vous, la majorité des délégués à ce Congrès, récusez son histoire et taisez ce qui fit sa raison d'être et les justes prises de position historique dont il eut le mérite. Vous ne rappelez que ses erreurs. Il est donc normal, que, privé de ses raisons d'origine, vous ayez normalisé des mutations en abandonnant dans son sigle la référence au marxisme-léninisme pour lui donner un sigle dont la référence, à la mode actuelle, porte sur une alternative à laquelle vous n'avez fourni jusqu'ici aucun élément composant sérieux et fondamental.

À mon avis, ce n'est pas une injure, mais un constat, la tendance majoritaire qui ressort de ce Congrès comme des derniers qui l'ont précédé est une tendance sociale-démocrate de gauche. Le « PAC » ne m'a servi et ne me sert en rien à l'occasion des très importantes activités politiques de masse auxquelles je participe.

Si j'ai pu faire un bout de chemin avec vous, et si, à l'avenir, je me retrouverai dans des actions en commun avec certains d'entre vous, notamment avec mes camarades de Marseille à l'occasion d'actions ponctuelles, mes convictions communistes ne me permettent nullement, tant sur le plan idéologique que politique et organisationnel, d'être membre d'une formation comme la vôtre.

Je garde amitié et sympathie pour la majorité d'entre vous et pour ceux que je critique le plus vivement, je m'abstiens de toute position de caractère antagonique et outrancier.

D'ailleurs, vous le savez, je n'ai ni participé à l'institution du PAC, ni adhéré à cette formation. Je poursuis le combat de classe dans lequel je me suis engagé depuis 43 ans, à l'époque de la Résistance armée à l'occupant nazi, combat combien varié, difficile parfois, et qui intégra cette région de Melun et Dammarie-les-Lys où je connus la prison en 1949 et dans les rues de laquelle mourut entre mes bras en 1952 le camarade communiste Alfred Gadois, écrasé au cours d'une manifestation par un camion de l'armée impérialiste américaine alors stationnée à Fontainebleau.

Je vais poursuivre dans d'autres structures où je suis déjà engagé, essentiellement dans des structures antiracistes et antifascistes. Je contribuerai par ailleurs, dans la mesure de mes modestes moyens, à ce qu'existe et agisse en France un Parti communiste français fondant sa théorie et son action sur les principes du marxisme et du léninisme actualisés, appliqués aux conditions spécifiques de la France et du monde actuel, et sachant pratiquer l'autocritique tout en se liant profondément à la classe ouvrière et aux masses populaires.

Vive le marxisme-léninisme et la pensée-maozedong ! »

Puis je me levai pour quitter ce Congrès, accompagné par les délégués de Grenoble. Je vis alors que mon camarade Alain Castan pleurait et remarquai des visages aussi bouleversés que le sien chez quelques autres militants comme Yves V, Gilbert R. ou Mireille C. et d'autres encore dont j'oublie les noms, par donnez-moi, mais à l'âge que j'ai maintenant on oublie assez souvent les patronymes.

En gare de Melun, nous prîmes le premier train venu en direction de Paris.

J'étais assez perturbé. Je voyais cette gare, cette place sur laquelle elle s'ouvre et quantité de souvenirs se précipitaient dans ma pensée. J'imaginai que mon camarade Maurice Houy, secrétaire fédéral politique avec qui j'avais milité tous les jours pendant sept années, de 1947 à 1954, devait se trouver physiquement pas trop loin de là. À quelques centaines de mètres à vol d'oiseau. Quel jugement pouvait porter sur moi ce camarade qui, avec Laurent Casanova, avait assumé ma formation politique ? Quelles étaient les positions politiques qu'il défendait maintenant ? Je considérais qu'il ne pouvait pas être un « révisionniste », mais que peut-être « l'esprit de discipline du Parti » que j'avais moi-même si souvent invoqué conditionnait ses opinions proclamées ou ses silences. Je lui conservais des sentiments fraternels sincères et profonds.

Mais il importait que nous rendions public rapidement un communiqué de presse avant que B. et ses comparses ne produisent le leur. Serge Casey et moi même le rédigeâmes ensemble. Le voici tel qu'il fut présenté par *Le Monde* : « À l'issue du Congrès de l'organisation ayant pour sigle P.A.C. (Parti pour une alternative communiste), M. Jacques Jurquet, secrétaire politique sortant, mais également ancien secrétaire général et fondateur en 1967 du Parti communiste marxiste-léniniste de France (maoïste - sic dicit le quotidien du soir) et M. Serge Casey, membre du Comité central sortant, font connaître qu'ils se sont retirés des rangs de cette organisation en raison de désaccords fondamentaux avec les décisions adoptées à la majorité relative de 70% des 38 délégués présents représentant un peu plus de 200 adhérents. La section de Grenoble, la cellule de Martigues (Bouches-du-Rhône) et des militants de base dans plusieurs villes dont Paris (ou le PAC ne conserve plus qu'une dizaine d'adhérents) ont également quitté ce groupement, qualifié par M. Jurquet d'organisation " sociale-démocrate de gauche ", par conséquent non-communiste. Cette scission n'a pas revêtu un caractère de rupture gravement antagoniste, mais elle met fin à une lutte de lignes qui durait depuis plusieurs années. »

Paris, 22 Juin 1986 - Communiqué transmis à l'Agence France-Presse (AFP) et aux journaux *Libération*, *Le Monde* et *l'Humanité*.

Ces quotidiens évoquèrent l'information, sauf peut être *l'Humanité*.

*Le Monde* « du 26 juin 1986 titra : « Le père du maoïsme français désavoue ses héritiers. »

Le PAC ne dura pas plus de six mois.

Post-scriptum.

Premier décembre 1999.

En l'an 2000 Baya aura 80 ans, et moi 78.

Nous continuons à lutter contre le racisme, contre le fascisme, contre les intégrismes religieux.

Nous ne regrettons rien de nos passés respectifs et de notre vie commune.

Nous sommes toujours communistes et donc internationalistes. Nous conservons des relations d'amitié irréversible et profonde avec de nombreux anciens militants du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Nous avons des rapports avec des militants de base et des dirigeants du Parti communiste français, sans que nous approuvions la stratégie de ce Parti.

Nous conservons des relations avec les camarades chinois, avec des amis algériens et d'autres pays.

Nous souhaitons que la Chine devienne une très grande puissance toujours socialiste.

Nous sommes persuadés que tôt ou tard le capitalisme disparaîtra du monde entier.

Nous le souhaitons pour la paix et pour les peuples du monde comme pour nos propres descendances.

Pour nos 12 arrière-petits enfants et pour nos 10 petits enfants, qui ont dans leurs veines respectives du sang italien, polonais eskenaze, algérien séfaraide, algérien kabyle, tunisien arabe, vietnamien, corse... et français marseillais.